
U d'/of OTTAWA
39003013764138


294½



HISTOIRE

DE LA

GUERRE FRANCO-ALLEMANDE

1870-71

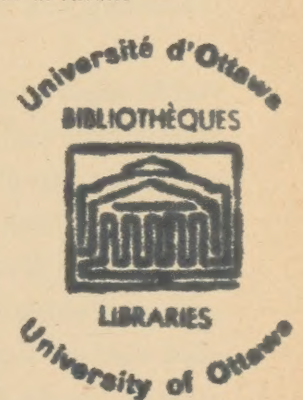
AMÉDÉE LE FAURE

HISTOIRE
DE
LA GUERRE
FRANCO-ALLEMANDE
1870-71

ILLUSTRÉE DE 110 PORTRAITS
ET DE 32 CARTES ET PLANS

NOUVELLE ÉDITION REVUE ET ANNOTÉE
PAR DÉSIRÉ LACROIX
Ancien Secrétaire de la Rédaction du *Moniteur de l'Armée*

TOME PREMIER



PARIS
GARNIER FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
6, RUE DES SAINTS-PÈRES, 6

PRÉFACE

Amédée Le Faure était secrétaire-rédacteur à la Chambre des Députés lorsqu'il entra au journal *La France* dont Émile de Girardin était le rédacteur en chef. Bientôt il se créa dans la presse une place honorable par le talent qu'il déploya dans les questions d'organisation militaire. Au moment de la guerre il fut un des reporters dont les correspondances de journaliste aux avant-postes étaient les plus remarquées « vivant avec tous ces intrépides soldats, témoin constant des efforts tentés il ne pouvait croire à la défaite; pour nous abattre, disait-il, il a fallu l'imprévoyance de nos généraux, le nombre, la faim. »

J'étais alors depuis longtemps secrétaire de la rédaction du *Moniteur de l'Armée ;* dans la même imprimerie étaient les bureaux de *La France*; c'est là que j'ai connu plus intimement Amédée Le Faure ; j'ai été témoin bien souvent de ses grandes douleurs lorsqu'il nous rappelait nos revers, et comment nos braves soldats avaient été si facilement vaincus. Aussi n'avait-il qu'une pensée, une grande pensée, celle d'écrire l'histoire de cette guerre désastreuse. Pour cela il recueillait tous les

documents les plus authentiques, ordres de marche, télégrammes, statistiques des chemins de fer, procès-verbaux des commissions d'enquête, etc., etc., afin de bien établir les responsabilités de nos défaites.

Enfin, en 1878, il fit paraître son *Histoire de la Guerre franco-allemande.* Cette première édition comporte 2 volumes in-4° avec 110 portraits et 32 cartes, plans et croquis.

L'œuvre d'Amédée Le Faure présente les caractères de vérité les plus absolus, car toutes les allégations ou récits d'opérations de guerre, sont appuyées de textes officiels; d'un autre côté la réserve qu'il met dans le commentaire et l'appréciation des faits n'a jamais l'inconvénient de préjudicier à l'exactitude de son récit. « Éminemment impartial, il ne fait pas de politique systématique; mais il juge les chefs, militaires ou civils d'après leurs actes, sans acception de renommée et de rang ; il dit franchement son opinion, selon le droit et la vérité. Cependant, malgré de dures critiques sur ceux dont l'imprévoyance ou l'ignorance ont la responsabilité des grands malheurs qui ont accablé la France, on aime à retrouver, puissamment exprimés, les sentiments dominants qui ont toujours animés Amédée Le Faure, aussi bien comme journaliste que comme député (1) : l'amour de la patrie, le culte du

(1) Amédée Le Faure était député de l'arrondissement d'Aubusson. Il est mort en 1881.

drapeau, le respect de l'armée! Ce sont ces qualités du consciencieux écrivain qui, encore aujourd'hui, après plus de vingt ans de publication justifient le succès de son *Histoire de la Guerre franco-allemande.*

Pour mieux perpétuer l'œuvre historique d'Amédée Le Faure, et pour répondre aussi à un désir souvent exprimé, ses éditeurs ont eu l'excellente idée de faire une édition in-18 qui comportera 4 volumes, véritable format de bibliothèque et d'une lecture plus facile. Le texte est absolument le même que celui de la grande édition in-4° ; rien n'a été supprimé ; on y retrouve les mêmes portraits, les mêmes cartes, et de plus de très nombreuses annotations biographiques sur les généraux français et allemands, sur les personnages civils, ministres, ambassadeurs, etc., qui ont joué un rôle dans ce grand drame de la guerre de 1870.

D. L.

HISTOIRE
DE LA
GUERRE FRANCO-ALLEMANDE
1870-71

CHAPITRE PREMIER

Événements de 1866. — Sadowa. — L'affaire du Luxembourg. — Question du Saint-Gothard. — La candidature Hohenzollern. — Déclaration de M. de Gramont. — Désistement du prince allemand. Négociations à Ems. — La guerre.

I

La guerre de 1870 était depuis longtemps prévue : c'est à l'année 1866 qu'il faut remonter pour découvrir ses causes.

Un traité d'alliance offensive et défensive contre l'Autriche avait été signé entre l'Italie et la Prusse, traité par lequel les deux puissances s'engageaient à ne déposer les armes que d'un commun accord.

Au mois de mai 1866, au moment même où la guerre semblait sur le point de commencer, le gouvernement français proposa l'arbitrage des puissances européennes qui auraient à réunir leurs envoyés

en Congrès dans l'espoir d'arriver à une solution pacifique.

L'intervention de la France s'expliquait : en 1859, cette puissance avait contribué par ses victoires à fonder l'unité de l'Italie ; il était donc naturel qu'elle élevât la voix à ce moment, puisque la domination autrichienne en Vénétie était une des causes du conflit qui se préparait. En dehors de cette raison toute spéciale, l'intérêt européen était assez directement engagé dans une lutte qui allait mettre trois grandes puissances en présence, paralyser le commerce et l'industrie, arrêter le crédit, nécessiter enfin, en dehors même des nations engagées, des armements considérables, pour expliquer et justifier cette intervention diplomatique.

N'y avait-il pas, pour guider la politique des Tuileries, des considérations d'un ordre moins élevé, plus personnelles? En proposant un Congrès européen, le Cabinet français ne réservait-il pas pour son propre compte une revendication du territoire que les circonstances semblaient rendre propice?

Cette question, longtemps débattue, n'est plus douteuse aujourd'hui ; il est prouvé qu'au mois de mai 1866, avant même la déclaration de guerre, la France avait demandé, à son profit, un remaniement territorial, qu'elle réclama d'ailleurs après la paix.

M. Benedetti écrivait le 15 juillet 1866 :

Malgré mes déclarations réitérées que je n'étais muni ni des instructions ni des pouvoirs nécessaires, il (M. de Bismarck) m'offrit de discuter et d'établir avec moi les bases d'un armistice ; dès que nous

en aurions arrêté les termes, il proposerait au roi de suspendre les hostilités, en attendant l'assentiment du gouvernement de l'empereur. Suivant le même ordre d'idées, et allant plus loin encore, sans aucun encouragement de ma part, il essaya de me prouver que les revers de l'Autriche permettaient à la France et à la Prusse de modifier leur état territorial, et de résoudre, dès à présent, la plupart des difficultés qui continueront à menacer la paix de l'Europe. Je lui rappelai qu'il existait des traités, et que la guerre, qu'il désirait prévenir, serait le premier résultat d'une pareille politique. M. de Bismarck me répondit que je me méprenais ; que la France et la Prusse, amies et résolues à redresser leurs frontières respectives, en se liant par des engagements solennels, étaient désormais en situation de régler ensemble ces questions, sans craindre de rencontrer une résistance armée ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de la Russie.

Autre preuve, non moins décisive. M. Rouher écrivait, le 6 août 1866, à M. de Moustier :

M. de Goltz (ambassadeur de Prusse) trouve notre prétention légitime en principe ; il considère que satisfaction doit être donnée au seul vœu de notre pays pour constituer, entre la France et la Prusse, une alliance nécessaire et féconde.

Mais il est un peu blessé de ce que les communications qui lui sont faites laissent notre dessein dans le vague le plus complet, et de ce qu'on semble ne pas vouloir lui faire connaître les conditions qu'on pense remplir auprès de M. de Bismarck. Je lui ai fait observer que M. de Bismarck avait dû l'instruire ; il m'a répliqué que non, et il s'étonne d'autant plus d'être laissé en dehors de cette partie importante des négociations.

Je confesse que je ne vois pas grande utilité à cette réserve de notre part, vis-à-vis d'un ambassadeur qui se déclare spontanément favorable à nos idées. Je serais assez d'avis de lui en dire au moins autant qu'à M. de Bismarck sous une forme officieuse, sinon officielle.

Toutefois, je suis resté muet, et ce filandreux exposé n'a pour

objet que de savoir si je dois ou non délier ma langue. Sa Majesté veut-elle que, dans mon rôle officieux, je sois ou non explicite à l'égard de M. de Goltz ? Faut-il ne demander que les frontières de 1814 ? Ne faut-il pas avoir une prétention initiale plus vaste ?

Un débat engagé au sein du Parlement allemand, au mois de janvier 1874, a amené le général La Marmora à publier un important rapport du général Govone, qui représentait l'Italie à Berlin en 1866. Voici le passage de ce rapport (daté du 3 juin 1866) qui a trait à la question de remaniement territorial :

... Pour une seule chose (c'est M. de Bismarck qui parle), il m'aurait plu de me rendre à Paris. J'aurais désiré m'aboucher avec l'empereur, afin de connaître le *maximum* des concessions qu'il désire de nous pour la France.

Je demandai si, en dehors du Rhin, il y avait quelque partie du pays où un vote pour l'annexion à la France pût en quelque manière réussir. Le comte de Bismarck répondit : « Aucune ; les agents français eux-mêmes, qui ont parcouru le pays pour connaître les dispositions des populations, rapportent tous qu'aucune votation, qui ne fût pas fictive, ne pourrait réussir. Personne n'aime son propre gouvernement et la dynastie régnante sur son propre territoire, mais tous sont et veulent rester Allemands ; de sorte qu'il ne resterait qu'à indemniser la France avec la partie française de la Belgique et de la Suisse. » Je lui répliquai que cela était extrêmement difficile ; mais que si l'on ne pouvait faire valoir la volonté populaire, peut-être pourrait-on mettre en avant quelque autre principe, comme, par exemple, celui des *confins naturels;* j'ajoutai aussitôt que je n'entendais pas faire allusion à toute la rive gauche du Rhin ; mais n'y a-t-il pas quelque autre ligne géographique qui pourrait convenir à la France ? A quoi le comte de Bismarck répliqua : « Si, il y aurait la Moselle. » — « Je suis, a-t-il ajouté, moins Allemand que Prussien, et je n'aurais aucune difficulté à souscrire à la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle : le Palatinat, Oldenbourg, une partie du pays prussien, etc. »

« Le roi, cependant, sous l'influence de la reine, qui n'est pas Prussienne, aurait de très graves scrupules et ne s'y déciderait que dans un moment suprême, lorsqu'il serait sur le point de tout perdre ou de tout gagner. De toute manière, pour travailler (*sic*) l'esprit du roi, en vue d'un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître la limite minimum des prétentions de celle-ci, parce que s'il était question de toute la rive gauche du Rhin, Mayence, Coblentz et Cologne, mieux vaudrait s'entendre avec l'Autriche et renoncer aux duchés et à beaucoup d'autres choses. » — « Mais, lui dis-je, avec l'Autriche, il n'y a pas d'autre accommodement qu'une capitulation, puisque les questions en litige impliquent ses intérêts les plus vitaux et son avenir, ce qui lui interdit toute transaction. — « Il est vrai, répliqua le comte de Bismarck; mais l'opinion allemande absoudrait le roi de cette capitulation, si elle était justifiée par la résolution de ne pas céder du territoire allemand à une puissance étrangère. »

Enfin, l'empereur Napoléon, dans une lettre adressée, en date du 11 juin 1866, à son ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de l'Huys, établissait que si la France restait neutre, elle entendait, du moins, trouver son intérêt dans les remaniements territoriaux qui devaient être la conséquence forcée de la guerre. Cette lettre affirmait, en effet, « que le gouvernement français repoussait toute idée d'agrandissement territorial tant que l'équilibre européen ne serait pas rompu. » Et, afin de ne laisser aucun doute sur ses intentions, l'empereur ajoutait que les frontières ne seraient étendues « que si les provinces limitrophes demandaient par des vœux librement exprimés leur annexion à la France. »

La proposition de Congrès ne réussit pas ; la guerre s'engagea.

Le résultat de la lutte fut tout différent de celui que l'on attendait. La Prusse ne semblait pas une puissance militaire bien redoutable, et l'Autriche elle-même estimait que la résistance la plus sérieuse viendrait de l'Italie, car elle avait envoyé dans le quadrilatère ses meilleures troupes et son général le plus estimé. Il était à penser que la guerre traînerait en longueur, et que l'armée italienne aurait à faire le siége de Peschiera, de Mantoue et de Vérone, reprenant ainsi la question militaire au point même où l'avait laissée le traité de Villafranca.

Vingt jours suffirent pour mettre fin aux hostilités : l'Autriche, victorieuse de l'armée italienne le 24 juin à Custozza, fut écrasée le 4 juillet à Sadowa par les deux armées réunies du prince royal et de Frédéric-Charles.

La France proposa, dès le lendemain, un armistice qui fut accepté en principe par les puissances belligérantes. Mais, la Prusse qui n'avait pas osé décliner cette intervention, eut soin de traîner les choses en longueur, de soulever avant l'acceptation définitive de l'armistice, des difficultés de toute sorte qui lui permirent d'amener rapidement ses armées sous les murs de Vienne. Aussi l'Autriche, sans ressources, voyant sa capitale menacée, fut-elle obligée de signer à Nikolzbourg les préliminaires de paix imposés par le Cabinet de Berlin.

Les conditions indiquées dans la lettre de l'empereur du 11 juin 1866 étaient remplies : la carte de l'Europe avait été modifiée, le moment semblait

donc venu pour la France de penser aux cessions territoriales dont il avait été parlé. Le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de l'Huys, chargea l'ambassadeur de France à Berlin, M. Benedetti, de rappeler à M. de Bismarck ses engagements.

Mais la Prusse avait conscience de sa force et de notre faiblesse. Elle savait que l'armée française, retenue au Mexique, ne pouvait appuyer les réclamations de l'empereur Napoléon, aussi M. de Bismarck repoussa-t-il absolument la demande qui lui était faite. Le ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de l'Huys se retira du Cabinet après cet échec, et son successeur, M. de Moustier, adressa à nos agents à l'étranger une circulaire en date du 16 septembre 1866 qui contient la phrase suivante :

La Prusse agrandie, libre désormais de toute solidarité, assure l'indépendance de l'Allemagne. La France n'en doit prendre aucun ombrage. Fière de son admirable unité, de sa nationalité indestructible, elle ne saurait combattre ou regretter l'œuvre d'assimilation qui vient de s'accomplir, et subordonner à des sentiments jaloux les principes de nationalité qu'elle représente et professe à l'égard des peuples. Le sentiment national de l'Allemagne satisfait, ses inquiétudes se dissipent, ses inimitiés s'éteignent. En imitant la France, elle fait un pas qui la rapproche, et non qui l'éloigne de nous.

En même temps, le ministre d'État, M. Rouher, montait à la tribune et déclarait que la France n'était nullement atteinte par les événements qui venaient de s'accomplir : « Au lieu de cette cohésion puissante qu'avaient créée les traités de 1815, nous n'avons

plus en face de nous qu'une ancienne Confédération divisée en trois tronçons. »

Les événements accomplis en Allemagne en 1866 ne semblaient donc pas avoir modifié notre situation internationale. Mais, la double affirmation des ministres était chaque jour démentie par les faits : les troupes du Mexique, celles de Rome étaient précipitamment rappelées, une nouvelle organisation militaire était projetée; l'empire enfin cherchait dans des institutions plus libérales une force intérieure, un point d'appui qui lui était indispensable pour l'accomplissement de ses desseins.

A partir de ce moment, l'opinion s'inquiète, le crédit se resserre, les affaires sont hésitantes.

N'était-il pas évident, en effet, pour tous, que l'équilibre européen était rompu ; à la place de la Prusse, puissance secondaire, indigne des préoccupations publiques, se trouvait maintenant la Confédération germanique groupée autour d'une nation militaire qui avait affirmé en même temps que sa force ses désirs de conquête ; toutes ces troupes allemandes disséminées, sans cohésion, ne s'empressaient-elles pas d'adopter la puissante organisation prussienne, formant un tout coordonné, discipliné et n'attendant qu'un signe pour se ruer sur la France.

Si l'on ne pouvait préciser les faits, on savait, superficiellement au moins, que l'empereur avait été joué dans les négociations diplomatiques. En s'en tenant simplement à la lettre adressée à M. Drouyn

de l'Huys qui faisait pressentir une revendication de territoire, l'opinion, toujours facile à surexciter, pressentait une partie de la vérité, elle comprenait que les prétentions impériales avaient été rejetées par le vainqueur de Sadowa.

De là un malaise général, une inquiétude que la moindre cause, la plus légère difficulté venait encore exagérer.

Il suffit de se reporter à ce passage d'une brochure de l'empereur (1) imprimée à l'Imprimerie impériale, pour voir ce qu'il y avait de sincère dans les déclarations officielles :

La conséquence de ces mesures d'économie, mesquines et mal entendues, fut désastreuse; la France ne put jouer un rôle digne d'elle, au milieu des événements qui se préparaient à cette époque, et notre considération dans le monde en souffrit. En effet, la guerre éclata bientôt entre l'Autriche et la Prusse. Certes, l'influence de la France fut assez forte pour arrêter le vainqueur aux portes de Vienne; mais sa voix eût été mieux écoutée si, au lieu d'être sur le pied de paix le plus regrettable, nous eussions été prêts à faire la guerre...

Ainsi, les réductions opérées en 1865 désorganisèrent nos forces sans procurer d'économies notables. Elles nous obligèrent, en face de l'Europe armée, à prendre une autre attitude que celle qui aurait peut-être convenu à la France.

La guerre était donc dans les idées de l'empereur; un an après Sadowa, elle fut sur le point d'éclater à propos du grand-duché de Luxembourg.

Malgré le traité de Prague, la Prusse conservait

(1) *Une Mauvaise Économie.* Mai 1870.

garnison dans la place de Luxembourg. Des négociations secrètes furent entamées par la France avec le roi de Hollande pour la cession du grand-duché. La Prusse fut avertie par son chargé d'affaires à La Haye, et le 1er avril 1867, un député hanovrien interpella le ministère sur l'achat par la France « de cette ancienne terre impériale allemande. »

L'intervention des puissances européennes empêcha seule la guerre d'éclater, en amenant les Conférences de Londres. D'après le traité ratifié le 31 mai 1867, le grand-duché de Luxembourg demeurait à la Hollande ; il était déclaré État neutre ; les fortifications de la place de Luxembourg étaient détruites, et la Prusse retirait sa garnison.

Cet arrangement mécontenta également la France et l'Allemagne. L'empereur, en poursuivant cette négociation, avait rêvé sans doute d'accroître sa popularité, et le résultat était tout aussi négatif qu'au lendemain de Sadowa : en Allemagne, enfin, l'opinion publique voulait la guerre contre la France, et trouvait l'occasion d'autant meilleure que la supériorité militaire de la Prusse semblait à ce moment plus évidente.

On a reproché à la France, de l'autre côté du Rhin, ce désir de conquête, qui tôt ou tard devait mettre en présence les deux nations, mais ce reproche n'est vraiment pas sérieux ; ce n'est pas chez nous que la haine s'est manifestée, que les exigences se sont montrées, que le désir de conquête s'est affirmé le plus haut. Si entre ces deux peuples, la Prusse et

la France, la guerre semblait toujours à la veille d'éclater, à qui la faute devait-elle remonter?

En 1815, les Anglais s'efforçaient en vain de retenir leurs alliés : lord Castlereagh écrivait : « La difficulté est de faire garder quelque mesure aux Prussiens et à Blücher, » et Wellington ajoutait : « Ils ressemblent à des gens qui, ayant pris un gâteau, veulent à la fois le garder et le manger. » Lorsqu'il s'agit d'ouvrir les négociations qui aboutirent au traité de Paris, tous les généraux, tous les hommes d'État allemands poursuivirent les alliés de leurs demandes. Le chancelier de Hardenberg écrivait dans un mémoire : « qu'il fallait enlever à la France toutes ses places fortes ; » le comte de Muns-



M. le duc de Gramont (1).

(1) Antoine-Agénor-Alfred, prince de Bidache, duc de Gramont, né à Paris en 1819; mort le 17 janvier 1881.

ter, ministre du roi de Hanovre, « réclamait le Jura, les Vosges et les Ardennes. » Le comte Virtzingerode, ministre de Wurtemberg, disait : « L'Alsace et la Lorraine doivent être revendiquées comme indispensables à la sécurité de l'Allemagne. » Enfin, pour quelques diplomates, ces demandes mêmes n'étaient pas suffisantes, la France devait encore être dépouillée de la Bourgogne et des pays qui forment aujourd'hui le département du Nord.

L'énergie, l'âpreté plutôt de l'Allemagne était telle, que le ministre anglais, révolté enfin de ces exigences toujours croissantes, allaient jusqu'à dire que la Russie et l'Angleterre seraient obligées de déclarer la guerre à la Prusse, pour faire taire ces prétentions.

Si la France n'avait pas oublié Blücher et l'occupation prussienne, si elle se souvenait des humiliations passées, et de ces traités de 1815 qui ouvraient notre frontière, si elle jetait un regard de convoitise sur les provinces du Rhin, n'est-il pas juste aussi de dire qu'en Allemage les victoires de 1814 et de 1815, les conquêtes n'avaient pas satisfait l'opinion publique, et que la Lorraine et l'Alsace étaient ouvertement revendiquées dans des ouvrages ayant une sanction officielle ?

La situation était si tendue entre la France et la Prusse que la guerre semblait à chaque instant sur le point d'éclater. Toutes les fois que les communications diplomatiques devenaient plus actives, l'opinion publique s'alarmait.

L'expédition de Mentana nous prouva que M. de Bismarck ne laisserait pas échapper une occasion de créer des ennemis à la France. L'ouvrage de M. Benedetti montre en effet que le ministre prussien n'était pas étranger aux événements qui venaient de s'accomplir, et qu'à Florence comme à Londres et Saint-Pétersbourg, il mettait tout en œuvre pour desservir la politique française.

En avril 1870, un projet de contrat fut signé entre la Prusse, l'Italie et la Suisse pour la création d'un chemin de fer destiné à traverser le Saint-Gothard et à réunir ainsi le nord de la Suisse à l'Italie. Cette question fut portée à la tribune du Corps législatif le 20 juin 1870 par un député, M. Mony. L'envoyé fédéral suisse à Paris, M. le docteur Kern, fournit au ministre des affaires étrangères, M. de Gramont, des pièces qui prouvaient que la question politique était demeurée étrangère à la convention de Vazin, et qu'en résumé, il ne s'agissait que d'intérêts purement commerciaux. Aussi, l'interpellation n'eut-elle pas toutes les conséquences fâcheuses que l'on en pouvait attendre : toute complication fut momentanément écartée.

Le langage du ministre de la guerre fut cependant bien imprudent. Le maréchal Le Bœuf déclara que la question n'avait pas pour lui grande importance, parce que le chemin de fer ne serait fait que dans un temps assez long.

Pour les moins pessimistes, cela signifiait que la France prévoyait une guerre prochaine avec la

Prusse. C'est dans ce sens que les paroles du ministre furent interprétées à Berlin comme à Paris, et il n'en fallut pas plus pour augmenter l'incertitude qui, depuis les événements de 1866 et l'agrandissement imprévu de la Prusse, était devenue générale.

II

La rupture se produisit sur une question toute inattendue.

Dès l'année précédente, la situation troublée de l'Espagne avait attiré l'attention de la Prusse, et notre ambassadeur à Berlin, M. Benedetti, annonçait à Paris que des négociations étaient ouvertes entre des agents espagnols et M. de Bismarck, pour offrir la couronne au prince de Hohenzollern. L'empereur s'opposa énergiquement à cette candidature, et l'accident n'eut pas pour le moment de plus graves conséquences.

En 1869, la candidature du prince de Hohenzollern (1) était exclusivement prusienne. En 1870, la

(1) Le prince Léopold Hohenzollern, qui fut proposé comme roi d'Espagne est le fils du général prussien Charles Anton. La mère de ce général était une princesse française, Marie-Antoinette, nièce de l'ancien roi de Naples, Joachim Murat, beau-frère de Napoléon 1er. Ce général Charles Anton a épousé en 1834, la princesse Joséphine, fille du grand-duc Charles-Frédéric de Bade et de la princesse Stéphanie, nièce de l'impératrice Joséphine et fille adoptive de l'empereur Napoléon Ier. D'un autre côté, le prince Léopold (le candida-du trône d'Espagne) a épousé une princesse de la Maison de Bragance, sœur du roi de Portugal. Cette branche de la Maison de

demande vint de Madrid et non de Berlin, appuyée par le maréchal Prim (1). Avant d'adopter cette candidature, le gouvernement espagnol avait songé d'abord à prendre pour roi le duc de Montpensier; mais l'accueil que l'on rencontra aux Tuileries fit abandomner ce projet.

Faut-il en conclure avec M. Saint-Marc Girardin (2) que le choix d'un prince d'Orléans pour le trône d'Espagne aurait évité à la France la plus désastreuse des guerres ? L'éminent rapporteur de la com-

Hohenzollern pratique la religion catholique et des liens de parenté l'unissent à la famille des Napoléon. (D. L.)

(1) Le lieutenant-général Jean Prim, comte de Reus, marquis de Los Castillejos, né à Reus, dans la Catalogne le 6 décembre 1814, n'ayant pu, en 1869, décider le roi Victor-Emmanuel à donner son assentiment à la combinaison qui avait pour objet de confier la succession d'Isabelle au duc de Gênes, son neveu, le général Prim, saisit avec empressement les ouvertures qui lui furent faites du côté de la Prusse. Mais la candidature, du prince de Hohenzollern ayant échouée, Prim s'adressa encore une fois à Victor-Emmanuel. Celui permit alors à son fils, le duc d'Aoste d'accepter la couronne qui lui était offerte. Dès les premières séances des Cortès qui se rouvrirent le 31 octobre 1870, la minorité républicaine protesta hautement contre l'initiative prise par le général Prim. Celui-ci répondit avec arrogance qu'il violerait même la Constitution s'il était nécessaire, pour sauver la liberté et la patrie. En sortant de l'Assemblée, au moment où il traversait dans sa voiture la rue Turco, il fut assailli par plusieurs individus, qui tirèrent sur lui à bout portant. Atteint de sept balles dans l'épaule gauche, Prim rendit le dernier soupir le 30 décembre 1870, au moment même ou le roi Amédée débarquait à Carthagène. (D. L.)

(2) *Commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la défense nationale.*

mission législative répond lui-même à sa propre affirmation, en écrivant quelques lignes plus loin que si cet incident ne s'était pas produit, la Prusse, sûre de sa puissance militaire et de notre faiblesse, n'aurait pas manqué de trouver un prétexte pour commencer la lutte.

Le 3 juillet 1870, les journaux français reproduisaient les deux dépêches suivantes de Madrid :

Le maréchal Prim est de retour ; il doit présider ce soir un conseil des ministres, où des questions importantes seront traitées... — L'assertion de *La Epoca* au sujet de négociations avec un prince de la famille régnante de l'Allemagne du Nord est inexacte.

Le lendemain, les nouvelles sont plus menaçantes :

Tous les ministres, nous apprend le télégraphe, partiront ce soir pour la Granja, où ils se réuniront en Conseil pour discuter la candidature du prince Léopold de Hohenzollern, qui accepte l'offre qui lui a été faite de la couronne d'Espagne.

La complication venait de surgir à partir de ce moment, nous allons voir les événements se précipiter.

Dès le lendemain, un député de la gauche, M. Cochery (1), interpelle le gouvernement sur la candida

(1) C'est M. Adolphe Cochery, père, né en 1820, d'abord avocat, puis chef du cabinet du ministre de la justice en 1848. Élu député du Loiret en 1869, comme candidat de l'opposition, son mandat lui a été renouvelé à chaque élection générale jusqu'en 1885, et il a été nommé sénateur par son département en 1888. Il a été successivement sous secrétaire d'État des finances et ministre des postes et télégraphes le 5 janvier 1879. (D. L.)

ture d'un prince prussien au trône d'Espagne. Le 6 juillet, le duc de Gramont monte à la tribune et prononce les paroles suivantes :

Le respect des droits d'un peuple voisin ne nous oblige pas à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France.

Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas.

S'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans faiblesse.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher dans les nombreux et intéressants documents publiés depuis la guerre, par ordre de l'Assemblée nationale, et auxquels nous aurons souvent recours, tout ce qui se rapporte à cette déclaration si importante du ministre des affaires étrangères. Voici donc les deux versions, légèrement différentes, du maréchal Le Bœuf et de M. de Gramont :

Dans la matinée du 6 juillet, dit M. le maréchal Le Bœuf, le Conseil des ministres délibéra sur la déclaration qui devait être portée à la tribune, en réponse à l'interpellation de M. Cochery.

Le Conseil était partagé sur la formule. Plusieurs membres, tout en reconnaissant que la rédaction proposée était justifiée par les procédés de la Prusse, trouvèrent la forme trop vive. Qu'il me soit permis de dire que l'empereur était de cet avis.

On modifia la rédaction séance tenante ; mais, à notre arrivée à la Chambre, nous trouvâmes une grande animation parmi les députés... Le sentiment patriotique était vivement surexcité; on se laissa entraîner, et la rédaction première fut lue à la tribune.

M. le Président. — Ainsi le ministre avait entre les mains les deux rédactions ?

M. le maréchal Le Boeuf. — Je ne saurais le dire. Ce que je puis affirmer, c'est que des modifications avaient été apportées à la première rédaction.

M. le Président. — Et qu'elles ne furent pas lues ?

M. le maréchal Le Boeuf. — En effet, les modifications faites à la première rédaction dans le Conseil des ministres ne furent pas lues. Je le répète, on se laissa entraîner, et qu'il me soit permis de dire qu'en ce moment il ne fut nullement question de l'état de l'armée, et que, par conséquent, le Corps législatif s'est laissé entraîner par un sentiment patriotique que je comprends, que j'ai même partagé.

Voici maintenant un extrait de la déposition du ministre des affaires étrangères :

M. le duc de Gramont. — La déclaration fut faite par moi, et il est vrai qu'elle était un peu plus calme. Il arriva que séance tenante, dans le Conseil, j'ajoutai, par respect pour l'opinion d'autres personnes de mes collègues, un passage que j'accentuai ; voilà la vérité... J'arrivai au Conseil muni d'une feuille rédigée. On trouva qu'elle ne répondait pas peut-être assez vivement à la situation exceptionnelle que nous faisait la Prusse, je veux dire à son déni de discussion. A la demande de ceux qui faisaient cette observation, nous modifiâmes la note ; une fois la note modifiée, tous les ministres en furent solidaires, et moi tout le premier.

M. le Président. — Voici en quoi la déposition que nous avons entendue diffère de la vôtre... Vous auriez apporté en Conseil une note. Sur les observations du Conseil et de l'empereur, qui étaient d'avis de modérer la vivacité de cette note, des modifications dans ce sens auraient été faites, et il aurait été convenu qu'on lirait à la Chambre la note modérée. Mais les ministres, avant la lecture, stationnant dans les couloirs, rencontrèrent des députés très animés sur la question. Alors le gouvernement, ne voulant pas être moins sensible que les députés au refus de discussion fait par M. de Bismarck, serait revenu à la première rédaction, et, à la séance, les ministres,

après s'être concertés entre eux, auraient décidé que la première note serait lue, c'est-à-dire la plus vive, au lieu de la seconde, c'est-à-dire la plus modérée.

M. LE DUC DE GRAMONT. — Je déclare cette déposition absolument inexacte... La rédaction a été arrêtée en Conseil à Saint-Cloud. Je suis arrivé au ministère des affaires étrangères, où je n'ai eu que le temps de la dicter à deux membres de mon cabinet... La note a été lue telle qu'elle a été dictée à ces deux secrétaires ; pas un mot n'a été changé ; pas un député ne m'a vu dans les couloirs avant la lecture. J'ai lu la note, comme j'en étais convenu. Je me serais fait scrupule d'en changer une virgule ; telle elle a été rédigée à Saint-Cloud, telle elle a été lue à la Chambre.

La déclaration de M. le duc de Gramont souleva à la Chambre de nombreuses protestations parmi les membres de l'opposition : « C'est une déclaration de de guerre », s'écria M. Glais-Bizoin, et M. Crémieux protesta au nom de ses amis politiques contre les paroles imprudentes portées à la tribune par le Ministre des affaires étrangères.

En vain, le garde des sceaux, M. Emile Ollivier, s'empressa-t-il de déclarer que le gouvernement voulait la paix, qu'il la voulait avec passion, l'opinion publique ne s'y trompa pas, et la bourse baissa dans la même journée d'un franc quarante sur le trois pour cent.

Sur les boulevards, dans les rues, l'agitation publique fut extrême, des groupes tumultueux se formèrent, des cris menaçants se firent entendre.

Il faut le dire, cette agitation n'était pas hostile au gouvernement qui venait de précipiter la France dans de si terribles aventures. A Paris, dans ce grand

centre de l'opposition, l'opinion se manifesta énergiquement contre les réserves prudentes et si justifiées de la gauche. Sauf de très rares exceptions, la presse tout entière insista sur la déclaration de M. de Gramont, et s'efforça de prouver que la guerre était inévitable, et qu'il fallait engager la lutte sans retard.

Mais peut-on voir là une excuse à la conduite du gouvernement ?

Cette effervescence de la rue et de la presse, c'est la déclaration belliqueuse de M. de Gramont qui l'avait créée : s'il n'était pas possible de la contenir, si la guerre devenait, après le 6 juillet, une nécessité non plus seulement de politique extérieure, mais encore intérieure, comment admettre, comment excuser un langage que rien ne nécessitait et qui devait amener d'aussi terribles conséquences ?

Il serait possible, d'ailleurs, de se demander, en présence des dépêches de tous les préfets, si les départements envisageaient l'avenir avec autant d'enthousiasme que Paris, et précipitaient une solution avec le même emportement.

Mais nous ne pensons pas qu'il soit bien utile de soulever ici ce débat.

Depuis 1866, il faut bien le dire, la guerre était inévitable : tous les rapports, tous les documents publiés depuis cette époque prouvent que ce n'était là qu'une question de temps, comme nous le disions plus haut avec M. Saint-Marc Girardin : la question Hohenzollern n'était vraiment qu'un prétexte.

La faute commise par l'Empire ne consiste donc pas à avoir déclaré la guerre, puisque fatalement elle devait arriver, mais bien à ne pas l'avoir préparée, à ne pas avoir employé toutes ces immenses ressources de la France pour créer une force militaire égale, sinon supérieure à celle dont pouvait disposer la Prusse. Nous savons toutes les objections que peut faire naître cette affirmation, mais en traitant plus loin la question des préparatifs militaires, nous aborderons cette question de responsabilité, l'une des plus graves que puissent soulever les événements de 1870.



Le maréchal Prim.

D'ailleurs, en agissant avec une telle précipitation, en posant dès le début la question dans des termes tels qu'une solution pacifique était pour ainsi dire impossible, le gouvernement français commettait une faute, à un autre point de vue encore, il rejetait tous les torts sur la France, et nous aliénait forcément les puissances étrangères :

En suivant cette politique, écrivait, le 7 juillet, lord Lyons au gouvernement anglais : l'empereur et ses ministres ont encouru le

risque d'engager la fierté de l'Allemagne, aussi bien que celle de l'Espagne, pour la cause du prince Hohenzollern, et ne se sont réservé aucun moyen de retraite, s'ils ne réussissent pas à prévenir le succès du principe par des moyens pacifiques, ils n'ont de leur propre aveu aucune autre alternative que la guerre... Je ne pouvais m'empêcher de penser qu'un langage plus modéré aurait rendu plus facile la tâche de négocier avec la Prusse et l'Espagne le retrait des prétentions du prince Léopold de Hohenzollern...

Le 9 juillet, le ministre anglais télégraphiait à l'ambassadeur britannique à Paris :

Le gouvernement de Sa Majesté n'a pas cessé de regretter la teneur des déclarations successives faites dans les Chambres françaises et dans la presse, déclarations qui tendent à exciter plutôt qu'à calmer les sentiments d'irritation qui se sont manifestés en France, et ne sont que trop de nature à en provoquer de semblables en Espagne et en Allemagne. Les regrets du gouvernement de la reine ont encore été augmentés par suite de la déclaration que vous a faite le duc de Gramont au sujet des préparatifs militaires qui vont être poussés. Une telle attitude est calculée, nous le craignons, pour faire avorter les efforts du gouvernement de Sa Majesté en vue d'un règlement amical de la question. Elle est calculée de façon à nous faire douter sérieusement, s'il convient de poursuivre ces efforts à ce moment, alors que la précipitation de la France ne peut guère manquer de les rendre vains et illusoires. Peut-être serait-il mieux de réserver notre action pour l'avenir, alors que les deux parties seront disposées à la seconder par leur modération.

Je suis, etc...

Signé : GRANVILLE.

Le Cabinet anglais n'était pas le seul à blâmer cette précipitation. Une dépêche du 9 juillet 1870, dans laquelle lord Bloomfield, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, rend compte à lord Granville d'un

entretien qu'il a eu avec M. de Beust, contient ces paroles :

M. de Beust exprima sa désapprobation et son regret de la façon précipitée avec laquelle le gouvernement français a parlé aux Chambres, ce qui tendrait gravement à augmenter les difficultés et les dangers.

Enfin, cette précipitation devait avoir des effets plus funestes encore. M. de Gramont a affirmé, dans des documents qui ont amené de vives discussions, car ils sortent des habitudes diplomatiques, que l'Autriche était décidée à suivre la France dans une guerre contre la Prusse. Voici d'ailleurs textuellement ses paroles : « L'Autriche considère la cause de la France comme la sienne, et contribuera au succès de ses armes dans les limites du possible. » Cette affirmation du duc de Gramont a été, il est vrai, absolument contredite par une lettre du comte de Beust, en date du 4 janvier 1873, qui accuse l'ancien ministre des affaires étrangères « de jouer sur sur les mots ». Mais en ne tenant pas compte de cette dénégation qui ne pouvait manquer de se produire, en s'en référant aux déclarations de M. de Chaudordy, qui ne permettent pas le doute sur les engagements de l'Italie et de l'Autriche (nous aurons à les résumer plus loin), n'est-il pas évident que la déclaration du 6 juillet a empêché les deux puissances étrangères de tenir leurs promesses, en ne leur donnant pas le temps de mobiliser leurs troupes ?

Nous en trouvons la preuve évidente dans la dépê-

che, envoyée de Vienne le 11 juillet, au prince de Metternich, et qui contient ces mots :

Il y avait en ceci l'occasion d'engager une campagne diplomatique où la France avait la partie fort belle, où la Prusse et l'Espagne étaient évidemment dans leur tort, et où l'Europe aurait été toute disposée à se mettre du côté de la France, et à exercer sur les deux autres puissances une pression qui aurait eû pour résultat, soit de donner pacifiquement une ample satisfaction aux intérêts français, soit d'assurer au gouvernement français un grand ascendant moral si, cette satisfaction lui étant refusée, il était contraint à prendre les armes...

Le gouvernement français ne s'est pas conformé dès le début au plan que je viens d'esquisser. Les premières manifestations ne portent pas le caractère d'une action diplomatique; elles sont bien plutôt une véritable déclaration de guerre adressée à la Prusse en des termes qui jettent l'émoi dans toute l'Europe, et lui font croire aisément au dessein prémédité d'amener la guerre à tout prix. Le langage public des ministres français, suivi de préparatifs de guerre immédiats, rend la retraite difficile aux Prussiens, aussi bien qu'aux Espagnols, et ne facilite pas aux Cabinets la tâche de s'interposer en faveur des intérêts français. Nous aimons encore à espérer que l'affaire pourra rentrer dans une voie plus conforme au point de vue diplomatique, et que la France n'en obtiendra pas moins un succès éclatant.

Mais voici qui est plus décisif encore : dans cette même lettre adressée au comte de Beust, en date du 9 décembre 1872, M. de Gramont reconnaît lui-même que la brusque déclaration de guerre « a péniblement surpris l'Autriche. »

Ainsi, la déclaration portée à la tribune le 6 juillet 1870, par le ministre des affaires étrangères, était une faute grave : elle surexcitait le sentiment public

de telle sorte, que toute négociation devenait impossible, elle paralysait l'Autriche et l'Italie prêtes à nous seconder, elle rendait impossible l'intervention des grandes puissances qui auraient pu peut-être empêcher la lutte d'éclater ; au point de vue militaire enfin, — nous le verrons plus loin, — elle ne nous donnait pas le temps de mobiliser notre armée.


Le prince de Hohenzollern.

Suivant l'expression de M. Glais-Bizoin, ce n'était pas une discussion qui commençait, une revendication que la diplomatie pouvait se charger de faire aboutir : c'était la guerre.

Un instant cependant, on put croire que l'on n'en arriverait pas à cette extrémité.

A la suite de la déclaration de M. de Gramont, les puissances étrangères s'étaient interposées auprès des Cabinets de Madrid et de Berlin pour faire abandonner l'idée de la candidature du prince de Hohen-

zollern, et le succès de ces premières tentatives prouve, à n'en pas douter, que si le langage du ministre avait été tout autre, si cette surexcitation qui régnait à Berlin comme à Paris n'avait été créée par l'attitude de M. Gramont, toute cause de conflit aurait momentanément du moins, été écartée. Les archives diplomatiques contiennent de nombreux documents, qui ne laissent aucune incertitude à cet égard. Le 8 juillet, M. de Gramont disait à lord Lyons « qu'une renonciation volontaire de la part du prince Léopold, serait une solution très-heureuse de questions difficiles et compliquées, et qu'il priait le gouvernement de S. M. d'user de toute son influence pour l'amener (1) ».

Malheureusement dès le lendemain, les dispositions de la France étaient changées, et M. de Gramont adressait à M. Benedetti la dépêche suivante :

Il ne faut pas voir le prince de Hohenzollern, l'empereur ne veut faire aucune démarche auprès de lui.

Le 12 juillet, l'ambassadeur d'Espagne à Paris se rendait auprès du ministre des affaires étrangères de France pour lui annoncer une importante nouvelle. Nous laissons ici la parole à M. de Gramont :

M. Olozaga me fit dire qu'il avait quelque chose de très-important à me communiquer et que cela ne souffrait aucun retard. Je priai

(1) *Archives diplomatiques.*

M. de Werther de passer dans un cabinet à côté, lui demandant la permission de m'entretenir avec M. Olozaga, il me répondit : « Très-volontiers. » Je fis entrer M. Olozaga, qui me transmit la nouvelle, et me parut enchanté de voir l'Espagne hors de cause. M. de Werther étant rentré, je lui parlai de cette renonciation, et lui dis : Évidemment le roi a dû la conseiller. — Non, me répondit-il, il n'y a pas eu de Conseil.

Et plus loin :

Je dis à M. de Werther : Cette renonciation du prince de Hohenzollern n'a pas été faite sans que le roi la lui ait conseillée. Vous comprenez quel était mon but. Si M. de Werther m'avait répondu oui ! Je prenais acte de cette réponse. J'étais dans mon droit, puisqu'une parole d'un ambassadeur à un ministre des affaires étrangères est un acte officiel. Je prenais acte de cette réponse. J'allais à la Chambre, et je déclarais que l'ambassadeur de Prusse m'avait déclaré que le roi avait conseillé, sinon ordonné au prince de Hohenzollern de renoncer à sa candidature. Malheureusement, M. de Werther me dit : « Pas du tout. J'ai l'ordre formel de vous dire que le roi laisse le prince entièrement libre de poser sa candidature ou d'y renoncer, qu'il ne l'influence en rien. » Rien n'était plus catégorique que cette réponse, qui correspondait avec le langage du roi. La question n'avait pas fait un pas ; nous n'avions pas le concours de la Prusse.

Nous avons dit que la candidature du prince de Hohenzollern, introduite par le maréchal Prim ne soulevait en réalité qu'une négociation à conduire auprès du Cabinet de Madrid. Sans doute, c'était sur les conseils de M. de Bismark que le nom du prince prussien avait été prononcé, mais cette considération même ne servait qu'à rendre plus certain le succès obtenu par le gouvernement des Tuileries. Entre la Prusse soutenant, officieusement au moins,

le prince Léopold, et la France s'opposant énergiquement à ce qu'il fût élu, le gouvernement espagnol s'était rangé du côté de la France, et la cause première du conflit avait disparu. Il est vrai que le roi de Prusse s'était, malgré les instances de M. de Benedetti, refusé le 9 et le 11 juillet à agir auprès du prince pour l'engager à retirer sa candidature, mais ce refus n'atténuait en rien la portée du résultat.

Cependant, à l'heure même où toutes les exigences du Cabinet des Tuileries devaient être satisfaites, M. de Gramont adressait à notre ambassadeur à Berlin la dépêche suivante :

Paris, le 12 juillet 1870, deux heures quinze du soir.

(Très-confidentielle.) Employez toute votre habileté à constater que la renonciation du prince de Hohenzollern vous est annoncée, *communiquée* ou *transmise* par le roi de Prusse ou son gouvernement. C'est pour nous de la plus haute importance. La participation du roi doit à tout prix être consentie par lui, ou résulter des faits d'une manière suffisante.

Le même jour, à sept heures du soir, nouvelle dépêche à M. Benedetti :

Nous avons reçu dès maintenant, de l'ambassadeur d'Espagne, la renonciation du prince Antoine, au nom de son fils Léopold, à sa candidature au trône d'Espagne. Pour que cette renonciation du prince Antoine produise tout son effet, il paraît nécessaire que le roi de Prusse s'y associe, et nous donne l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau cette candidature. Veuillez vous rendre immédiatement auprès du roi, pour lui demander cette déclaration, qu'il ne

saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière-pensée. Malgré la renonciation, qui est maintenant connue, l'animation des esprits est telle que nous ne savons pas si nous pourrons la dominer.

Cette dépêche avait été inspirée à M. de Gramont par la lettre suivante, que l'empereur lui adressait le jour même :

Mon cher duc, en réfléchissant à nos conversations d'aujourd'hui, et en relisant la dépêche du prince Antoine, je crois qu'il faut se borner à accentuer la dépêche que vous avez dû envoyer à Benedetti, en faisant ressortir les points suivants :

1° Nous avons eu affaire à la Prusse, et non à l'Espagne ;

2° La dépêche du prince Antoine, adressée à Prim, est un document, non officiel pour nous, que personne n'a été chargé en droit de nous communiquer;

3° Le prince Léopold a accepté la candidature au trône d'Espagne, et c'est le père qui renonce;

4° Il faut donc que Benedetti insiste, comme il en a l'ordre, pour avoir une réponse catégorique par laquelle le roi s'engagerait pour l'avenir à ne pas permettre au prince Léopold (qui n'est pas engagé) de suivre l'exemple de son frère, et de partir un beau matin pour l'Espagne;

5° Tant que nous n'aurons pas une communication officielle d'Ems, nous ne serons pas censés avoir eu de réponse, à nos justes demandes ;

6° Tant que nous n'aurons pas cette demande, nous continuerons nos armements ;

7° Il est donc impossible de faire une communication aux Chambres, avant d'être mieux renseigné.

Recevez, mon cher duc, etc.

A la Chambre, à l'heure même où le ministre des affaires étrangères adressait à M. Benedetti cette

dépêche qui devait rendre la paix impossible, M. Émile Ollivier assurait dans les couloirs que tout était terminé, que la France se déclarait satisfaite du désistement du prince prussien.

Il est intéressant de reproduire la déposition de M. Thiers au sujet de cet incident :

... J'aperçois M. Ollivier qui accourt vers moi, et me dit : — « Vous aviez raison ; oui, nous avons réussi ; nous avons obtenu ce que nous désirions, c'est la paix. » — La joie de M. Ollivier était extrême et manifestée sans réserve. — Il y avait devant le palais législatif deux cents voitures de gens qui étaient venus de la Bourse savoir si c'était la paix ou la guerre à laquelle il fallait s'attendre, c'est-à-dire la hausse ou la baisse. A eux, s'étaient joints une centaine de journalistes, et tout ce monde avait envahi les approches de la Chambre qui étaient presque inabordables. M. Ollivier, toujours joyeux, me dit : — « Avez-vous lu la dépêche que nous venons de recevoir ? » — « Non. » — « Je vais vous la montrer. » — Il fallut courir à travers toutes les salles du palais législatif pour ressaisir la dépêche. M. Ollivier me la fit lire. « Maintenant lui dis-je encore une fois, il faut vous tenir tranquille. » — « Soyez rassuré, me répondit-il, nous tenons la paix, nous ne la laisserons pas échapper. »

Ainsi, cette seule journée du 12 juillet nous présente ces quatre faits :

Désistement du prince Léopold annoncé officiellement par l'ambassadeur d'Espagne ;

Lettre de l'empereur au duc de Gramont ;

Dépêche du ministre des affaires étrangères à M. Benedetti ;

Déclaration pacifique de M. Émile Ollivier.

Comment expliquer ces contradictions ?

Dans sa déposition, M. de Gramont n'a trouvé

qu'une raison à alléguer : « Il fallait donner satisfaction à l'opinion publique. »

Si le sentiment de cette nation était à ce point surexcité que la guerre devenait nécessaire, quelle responsabilité terrible avait assumé sur lui le ministre qui, sans que l'honneur national fût en ce moment en jeu, n'avait pas craint de tenir un langage que rien ne justifiait, et qui condamnait la France à la la guerre, quelque satisfaction qui lui fût accordée !

Cette conduite imprudente, nous l'avons vu déjà, devait nous enlever les quelques sympathies qui nous restaient en Europe. Voici ce que, dans cette même journée du 12 juillet, l'ambassadeur britannique, lors Lyons, écrivait à son gouvernement :

Je ne dissimulai à M. de Gramont ni ma surprise, ni mon regret de voir le gouvernement hésiter un instant à considérer la renonciation du prince comme une solution de l'affaire. Je lui rappelai en détail les assurances qu'il m'avait formellement autorisé à donner au gouvernement de la reine, à savoir que, si le prince retirait sa candidature, tout serait fini. Je fis observer, en outre, à M. de Gramont que la renonciation du prince avait totalement modifié la position. Si la guerre survenait à présent, toute l'Europe dirait que c'était la faute de la France ; que la France s'est jetée dans une querelle sans cause sérieuse, simplement par orgueil et par ressentiment. Un des avantages de la première position de la France, c'était que la querelle avait pour objet un incident qui touchait très-peu aux passions de l'Allemagne et pas du tout à ses intérêts. A présent, la Prusse peut espérer rallier l'Allemagne pour résister à une attaque qui ne pouvait être attribuée qu'au mauvais vouloir, à la jalousie de la France et à un désir passionné d'humilier ses voisins. En fait, dis-je, la France aura contre elle l'opinion du monde entier, et sa rivale aura tout l'avantage d'être manifestement contrainte à la guerre pour sa défense et repousser une agression.

Il ne serait que trop facile d'emprunter aux archives diplomatiques d'autres documents pour montrer que le sentiment exprimé par lord Lyons était celui de toutes les Cours étrangères.

A Saint-Pétersbourg, à Londres, à Vienne et à Florence même, les sympathies s'éloignaient de la France.

A partir du 12 juillet, les négociations entrent dans une phase nouvelle : il ne s'était agi jusqu'ici que d'obtenir le désistement du prince de Hohenzollern, et c'est dans ce but unique que les grandes puissances s'étaient employées auprès du gouvernement de Madrid. Mais à dater du jour où la nouvelle de la renonciation du prince Léopold fut officiellement communiquée par M. Olozaga, les demandes du Cabinet des Tuileries allèrent plus loin : deux jours avant, M. de Gramont disait à lord Lyons qu'une renonciation volontaire de la part du prince Léopold serait une solution très heureuse de questions difficiles, et cette renonciation obtenue, M. de Gramont écrivait dans un livre qui a prêté à bien des commentaires (1) : « Le désistement se produisant sous cette forme, loin d'avancer les affaires, les compliquait au contraire, de la façon la plus grave. »

N'y a-t-il pas là un aveu que le gouvernement français, confiant dans les affirmations du maréchal Le Bœuf, qui ne cessait de répéter que nous étions prêts, voulait voir la lutte s'engager sans retard ?

(1) *La France et la Prusse avant la guerre.*

Cette volonté était si bien accusée que notre ambassadeur à Berlin, ne pouvant deviner les velléités belliqueuses du ministre des affaires étrangères, s'est plus tard demandé, non sans naïveté, s'il avait mal conduit les négociations qui lui étaient confiées :

Ai-je réussi dans mes démarches ? — Oui, dit M. Benedetti dans la préface de son livre : *Ma mission en Prusse* ; oui, j'avais, en effet, en quatre jours de négociation, et en ménageant toutes les susceptibilités, rempli le mandat dont j'avais été chargé. Le prince Antoine avait notifié au Cabinet de Madrid la renonciation de son fils, et le roi, en me l'annonçant, voulut bien me faire savoir, et m'autoriser à mander à Paris qu'il y avait donné son acquiescement comme souverain et chef de la famille.

Les dépêches échangées entre l'ambassadeur et le ministre accusent bien nettement la différence du point de vue auquel chacun d'eux se plaçait :

Au point où nous en sommes, écrit le 11 juillet au soir M. de Gramont à M. Benedetti, je ne dois pas vous laisser ignorer que votre langage ne répond pas comme fermeté à la position prise par le gouvernement de l'empereur, il faut aujourd'hui l'accentuer davantage.

M. Benedetti, dans sa réponse, justifie l'attitude qu'il a prise en commençant la négociation :

Je crois, dit-il (lettre du 12 juillet), avoir observé la juste mesure qui m'était commandée par l'objet même de ma mission, en m'exprimant à mon arrivée, en termes propres à témoigner de nos dispositions conciliantes, et en graduant le ton de mon langage d'après les

résistances qui m'étaient opposées... Si, en arrivant à Ems, j'avais en quelque sorte posé un ultimatum au roi, j'aurais fait croire à Sa Majesté que nous, nous voulions la guerre à tout prix.

Les entrevues qui suivirent entre M. Benedetti et le roi Guillaume purent faire croire une seconde fois à une solution pacifique. Le 13 au soir, en effet, M. de Gramont recevait la dépêche suivante de l'envoyé de la France :

... Le roi a consenti à donner son approbation entière et sans réserve au désistement du prince de Hohenzollern ; il ne peut faire davantage.

Cette réponse avait été transmise à M. Benedetti, à Ems, par un aide de camp du roi, le lieutenant-colonel Radziwill.

Mais, si le roi de Prusse paraissait animé de sentiments pacifiques, il n'en était pas de même de son ministre. Revenu en toute hâte à Berlin, d'où il se trouvait alors éloigné, M. de Bismark se rendait auprès de l'ambassadeur d'Angleterre, lord Loftus, et lui déclarait que l'indignation était si générale en Allemagne, que le gouvernement prussien serait obligé de « demander des éclaircissemeuts à la France, et de réclamer les garanties contre nos desseins secrets ». Le comte de Bismarck déclara ensuite :

« Qu'à moins qu'une assurance, une déclaration ne fût donnée par la France aux puissances européennes, dans une forme officielle, pour reconnaître que la solution actuelle de la question espagnole

répondait d'une manière satisfaisante aux demandes françaises, et qu'aucune autre réclamation ne serait soulevée plus tard, et que, si ensuite on ne donnait pas une rétractation ou une explication satisfaisante du langage menaçant tenu par le duc de Gramont, le gouvernement prussien serait obligé d'exiger une satisfaction de la part de la France.

Au moment même où M. de Bismarck tenait ce langage, le Cabinet anglais, désireux d'empêcher une rupture définitive, s'était interposé entre les deux puissances. Lord Granville avait obtenu de l'ambassadeur de Prusse à Londres, le comte de Bernstorff, qu'il soutînt auprès de son gouvernement la proposition suivante :

Que de même que Sa Majesté le roi avait consenti à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince Léopold, et était ainsi dans un certain sens devenu partie dans l'arrangement, de même il pouvait, avec une parfaite dignité, communiquer au gouvernement français son consentement au retrait de l'acceptation, si la France renonçait à sa demande d'un engagement garantissant l'avenir.

Cette proposition fut repoussée par le comte de Bismark qui, d'après le texte même d'un document diplomatique, assuma sur lui seul la responsabilité de ce refus. Lord Granville écrivait, en effet, le 15 juillet à lord Loftus :

Le comte Bernstorff est venu me voir ce matin, et m'a informé qu'il venait de recevoir un télégramme du comte de Bismark dans lequel celui-ci exprimait son regret que le gouvernement de Sa Majesté eût fait une proposition *qu'il ne croyait pas pouvoir recommander à l'acceptation du roi.*

Entre deux nations ainsi disposées à la guerre, il n'en fallait certes pas plus pour provoquer des hostilités immédiates. M. de Bismarck jugea, cependant, qu'il était nécessaire d'aller plus loin encore. A Berlin, un journal semi-officiel publia sur ce qui s'était passé à Ems un récit inexact destiné, sans doute, à donner satisfaction aux irritations de l'Allemagne. Le roi avait transmis à M. Benedetti, par un aide de camp, la réponse qu'il croyait devoir faire aux réclamations françaises. Le journal prussien dénaturant le fait, affirma que le souverain allemand avait formellement refusé de recevoir notre ambassadeur. Cette nouvelle reproduite par la *Gazette de Cologne*, fut ensuite expédiée par M. de Bismark à ses agents à l'étranger.

En présence de ces faits, le gouvernement français n'hésita plus, et dès le 14 au soir, il fut décidé en Conseil des ministres que la question serait portée simultanément au Corps législatif et au Sénat, et exposée dans des termes tels qu'ils équivaudraient à une déclaration de guerre. Nous reproduisons intégralement le discours de M. Émile Ollivier :

Messieurs, la manière dont vous avez accueilli notre déclaration du 6 juillet, nous ayant donné la certitude que vous approuviez notre politique, et que nous pouvions compter sur votre appui, nous avons aussitôt commencé des négociations avec les puissances étrangères pour obtenir leurs bons offices ; avec la Prusse, afin qu'elle reconnût la légitimité de nos griefs.

Dans ces négociations, nous n'avons rien demandé à l'Espagne dont nous ne voulons ni éveiller les susceptibilités, ni froisser l'indépendance ; nous n'avons pas agi auprès du prince de Hohenzollern que nous considérons comme couvert par le roi ; nous avons également-

ment refusé de mêler à notre discussion aucune récrimination, ou de la faire sortir de l'objet même dans lequel nous l'avions renfermée dès le début.

La plupart des puissances étrangères ont été pleines d'empressement à nous répondre, et elles ont, avec plus ou moins de chaleur, admis la justice de notre réclamation.

Le ministère des affaires étrangères prussien nous a opposé une fin de non-recevoir, en prétendant qu'il ignorait l'affaire, et que le Cabinet de Berlin y était resté étranger.

Nous avons dû alors nous adresser au roi lui-même, et nous avons donné à notre ambassadeur l'ordre de se rendre à Ems, auprès de Sa Majesté. Tout en reconnaissant qu'il avait autorisé le prince de Hohenzollern à accepter la candidature qui lui avait été offerte, le roi de Prusse a soutenu qu'il était resté étranger aux négociations poursuivies entre le gouvernement espagnol et le prince de Hohenzollern ; qu'il n'y était intervenu que comme chef de famille, et nullement comme souverain, et qu'il n'avait ni réuni ni consulté le conseil de ses ministres. Sa Majesté a reconnu, cependant, qu'elle avait informé le comte de Bismark de ces divers incidents.

Nous ne pouvions considérer ces réponses comme satisfaisantes, nous n'avons pu admettre cette distinction subtile, entre le souverain et le chef de la famille, et nous avons insisté pour que le roi conseillât, et imposât au besoin, au prince Léopold une renonciation à sa candidature.

Pendant que nous discutions avec la Prusse, le désistement du prince Léopold nous vint du côté d'où nous ne l'attendions pas, et nous fut remis le 12 juillet par l'ambassadeur d'Espagne.

Le roi ayant voulu y rester étranger, nous lui demandâmes de s'y associer, et de déclarer que si, par un de ces revirements toujours possibles dans un pays sortant d'une révolution, la couronne était de nouveau offerte par l'Espagne au prince Léopold, il ne l'autoriserait plus à l'accepter, afin que le débat pût être considéré comme définitivement clos.

Notre demande était modérée, les termes dans lesquels nous l'exprimions ne l'étaient pas moins. Dites bien au roi, écrivions-nous au comte Benedetti, le 12 juillet, à minuit, que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de

guerre, et que nous ne demandons qu'à résoudre honorablement une difficulté que nous n'avons pas créée nous-mêmes.

Le roi consentit à approuver la renonciation du prince Léopold, mais il refusa de déclarer qu'il n'autoriserait plus à l'avenir le renouvellement de cette candidature.

J'ai demandé au roi, nous écrivait M. Benedetti, le 13 juillet, à minuit, de vouloir bien me permettre de vous annoncer en son nom que si le prince de Hohenzollern revenait à son projet, Sa Majesté interposerait son autorité et y mettrait obstacle.

Le roi a absolument refusé de m'autoriser à vous transmettre une semblable déclaration. J'ai vivement insisté, mais sans réussir à modifier les dispositions de Sa Majesté. Le roi a terminé notre entretien en me disant qu'il ne pouvait ni ne voulait prendre un pareil engagement, et qu'il devait, pour cette éventualité comme pour toute autre, se réserver la faculté de consulter les circonstances.

Quoique ce refus nous parût injustifiable, notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix était tel, que nous ne rompions pas nos négociations, et que malgré notre impatience légitime, craignant qu'une discussion ne les entravât, nous avons demandé d'ajourner nos explications.

Aussi, notre surprise a-t-elle été profonde, lorsque hier nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié, par un aide de camp, à notre ambassadeur, qu'il ne le recevrait plus, et que pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'avait communiqué officiellement aux Cabinets d'Europe.

Nous apprenions, en même temps, que M. le baron de Werther avait reçu l'ordre de prendre un congé, et que des armements s'opéraient en Prusse.

Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation eût été un oubli de dignité et une imprudence ; nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre; nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre, en laissant à chacun la part de responsabilité qui lui revient.

Dès hier, nous avons rappelé nos réserves, et avec votre concours, nous allons prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'honneur de la France.

A raison des circonstances politiques, l'administration de la guerre

devant être en mesure de faire face à toute éventualité, nous demandons un crédit de 500 millions, et nous réclamons l'urgence.

Ces paroles provoquèrent dans l'Assemblée de nombreux applaudissements, mais cependant l'approbation ne fut pas unanime. En 1866, au moment où le gouvernement adoptait cette politique funeste qui devait amener Sadowa et la grandeur de la Prusse, M. Thiers, malgré les murmures de la majorité, s'était efforcé de montrer au Cabinet des Tuileries quel était son aveuglement. A cette heure plus solennelle encore, où l'avenir de la France se décidait, le courageux député de Paris, sans se laisser arrêter par les outrages, lutta avec une énergie surhumaine contre ce déchaînement fatal qui précipitait la nation vers sa ruine.

Mais, la voix de la raison ne pouvait être écoutée en un tel moment. Quelques jours avant déjà, le Corps législatif avait donné la mesure de sa modération ; le ministère avait été publiquement accusé de ne pas avoir souci de la dignité nationale, et M. Clément Duvernois, puis M. Jérôme David, avaient pris la parole pour provoquer des hostilités qui venaient trop lentement au gré de leurs désirs.

Tous les efforts de M. Thiers furent donc inutiles : brisé par l'émotion, par les insultes qui se croisaient de toutes parts, il dut descendre de la tribune, les yeux remplis de larmes, mais avec la conscience d'avoir tout fait pour sauver son pays :

M. Thiers, dit un historien que l'on n'accusera pas à coup sûr de

partialité (1), a eu de grandes et glorieuses journées dans son histoire : au 8 février 1871, la France a pris son nom pour drapeau du salut public, et le 22 mai 1871, sa prudence et sa fermeté ont assuré la victoire de la souveraineté nationale sur l'insurrection parisienne ; mais il n'a pas eu, selon nous, de plus belle et de plus glorieuse journée que celle du 15 juillet, quand, suppliant le Corps législatif de sauver les dernières espérances de la paix, il s'écriait : « L'histoire, la France, le monde nous regardent, messieurs ! de la résolution que nous allons prendre peut résulter la mort de plusieurs milliers d'hommes, et dépend peut-être la destinée de notre pays ! » Quelle émotion, lorsqu'aujourd'hui, après l'événement, nous relisons ces graves paroles ! »

L'intervention de M. Thiers força le garde des sceaux à monter à la tribune, pour déclarer qu'il y avait eu vis-à-vis de notre ambassadeur insulte telle, qu'il était impossible à la France de ne pas tirer l'épée.

C'est « *le cœur léger* » que le ministère acceptait cette terrible responsabilité. M. Gambetta réclama avec énergie la communication des pièces qui prouvaient l'insulte, cette demande fut repoussée ; mais une commission ayant été nommée pour examiner divers crédits au sujet desquels l'urgence venait d'être prononcée, les ministres durent comparaître devant elle, et fournir les explications qui leur étaient demandées. M. de Talhouët, rapporteur de la commission, affirma en séance que les pièces diplomatiques lui avaient été communiquées, et que les déclarations les plus complètes avaient été fournies

(1) M. Saint-Marc Girardin. Rapport au nom de la commission d'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale.

par le gouvernement. Voici la conclusion du rapporteur :

La commission du Corps législatif a voulu prendre, et a reçu communication de dépêches émanant de plusieurs de nos agents diplomatiques, dont les termes sont uniformes, et confirment, comme il a été déclaré au Corps législatif et au Sénat, que M. de Bismarck a fait connaître officiellement aux Cabinets d'Europe, que S. M. le roi de Prusse avait refusé de recevoir de nouveau l'ambassadeur de France, et lui avait fait dire par un aide de camp qu'elle n'avait aucune communication ultérieure à lui adresser. Le sentiment profond produit par l'examen de ces documents, est que la France ne pouvait tolérer l'offense faite à la nation.

C'est sur le rapport de la commission, à cause de cette insulte, que le rapporteur affirmait lui-même réelle, que la guerre a été déclarée. Depuis les événements de 1870, la lumière s'est faite sur bien des points encore obscurs, et il a été prouvé au sein d'une grande commission d'enquête instituée par l'Assemblée nationale, que cette insulte du roi de Prusse à M. de Benedetti n'avait jamais existé, et que ces dépêches, dont le rapporteur disait avoir reçu communication, la commission ne les avait pas vues. Ce fait est tellement important, que nous croyons nécessaire de reproduire ici textuellement un extrait de la déposition de M. de Talhouët :

Le ministre des affaires étrangères, a répondu M. de Talhouët, ne nous a jamais dit que ses agents lui eussent envoyé la dépêche de M. de Bismarck ; il a déclaré seulement qu'ils avaient eu connaissance de cette dépêche.

Au point de vue de l'article de journal, je vous donnerai mes sou-

venirs, que je crois exacts... Le gouvernement avait eu connaissance de cet article, et, si j'ai bien compris, on en avait délibéré dans le Conseil des ministres ; on avait trouvé que, même provenant d'un journal semi-officiel, il n'y avait pas lieu de se blesser d'un article de cette nature, et, dans cette situation, on était disposé à la paix. C'est au dernier moment que le gouvernement apprit l'existence de la dépêche de M. de Bismarck.

M. le Président. — Ainsi, c'est par les bons rapports que nos agents avaient avec les ministres étrangers que nous avons eu la dépêche de M. de Bismarck ?

M. le marquis de Talhouët. — Oui.

M. le Président. — Avait-on donné copie de la dépêche ?

M. le marquis de Talhouët. — Non, on n'a pas donné tout d'abord la copie ; nous avons eu seulement des dépêches des agents disant : « Voilà ce qu'on nous assure avoir été écrit par M. de Bismarck. » Je crois que la dépêche elle-même n'a été envoyée que le lendemain ou deux jours après.

Quant à l'existence de la dépêche, elle n'est pas douteuse ; on a fait une distinction entre l'article du journal et la dépêche, et on a déclaré que s'il n'y avait eu que l'article de journal, on était parfaitement disposé à maintenir la paix.

M. le Président. — Vous n'avez pas vu cette dépêche de M. de Bismarck, mais seulement les dépêches de nos agents qui avaient reçu des informations des ministres étrangers, ceci est bien établi ?

M. le marquis de Talhouët. — Parfaitement. Comme une de ces dépêches venait de Berne et l'autre de Munich, et qu'elles étaient conçues dans des termes identiques, il fallait bien en conclure qu'elles exprimaient la vérité.

Quelle terrible responsabilité ont assumée les hommes qui sont venus couvrir devant la Chambre, de leur autorité, des affirmations reposant, non sur des documents officiels précis, indiscutables, mais sur des on-dit plus ou moins exacts, et qu'il était au moins naturel de supposer exagérés !

Avant de terminer le récit de cette triste et importante séance, il est utile de citer quelques lignes de l'homme qui, à force de patriotisme, d'énergie et de talent, aurait réussi à sauver son pays malgré lui, si la coupable complaisance de la commission venant en aide au ministre, n'avait rendu tout effort inutile.

Voici comment s'exprime M. Thiers devant la commission d'enquête :

Tant que je vivrai, je me rappellerai cette terrible journée. Le Corps législatif était réuni dès le matin, et on vint nous lire la déclaration de guerre fondée sur les motifs que je viens d'exposer. Je fus saisi, la Chambre le fut comme moi. On se regardait les uns les autres avec une sorte de stupeur. Les principaux membres de la gauche se groupant autour de moi, me demandèrent ce qu'il fallait faire. Craignant les mauvaises dispositions de la majorité à l'égard de la gauche, je dis à mes collègues : « Ne vous en mêlez pas, et « laissez-moi faire. » — Je voyais un orage prêt à fondre sur nos têtes. Mais j'aurais bravé la foudre, avec certitude d'être écrasé, plutôt que d'assister impassible à la faute qui allait se commettre. Je me levai brusquement, je jaillis si je puis dire, et de ma place je pris la parole. Des cris furieux retentirent aussitôt. Cinquante énergumènes me montraient le poing, m'injuriaient, disaient que je me déshonorais, que je souillais mes cheveux blancs. Je ne cédai pas. De ma place, je courus à la tribune où je ne pus faire entendre que quelques paroles entrecoupées. Convaincu qu'on nous trompait, qu'il n'était pas possible que le roi de Prusse, sentant la gravité de la position puisqu'il avait cédé sur le fond, eût voulu nous faire un outrage, je demandai la production des pièces sur lesquelles on se fondait pour se dire outragé. J'étais sûr que si nous gagnions vingt-quatre heures, tout serait expliqué, et la paix sauvée.

On ne voulut rien entendre, rien accorder, sauf toutefois la réunion d'une commission, réunion de quelques instants où rien ne fut éclairci. La séance recommença ; avec la séance le tumulte. Je fus insulté de toutes parts, et les députés des centres, si pacifiques les

jours précédents, intimidés, entraînés dans le moment, s'excusant de leur faiblesse de la veille, par leur violence d'aujourd'hui, votèrent cette guerre, qui est la plus malheureuse certainement que la France ait entreprise, dans sa longue et orageuse carrière.

Le 20 juillet, M. de Gramont informait le Corps législatif que la déclaration de guerre avait été officiellement notifiée la veille à Berlin. Voici le texte de ce document :

En exécution des ordres qu'il a reçus de son gouvernement, le soussigné, chargé d'affaires de France, à l'honneur de porter la communication suivante à la connaissance de Son Excellence le ministre des affaires étrangères de S. M. le roi de Prusse.

Le gouvernement de S. M. l'empereur des Français, ne pouvant considérer le projet d'élever un prince prussien sur le trône d'Espagne que comme une entreprise dirigée contre la sécurité territoriale de la France, s'est trouvé dans la nécessité de demander à S. M. le roi de Prusse l'assurance qu'une semblable combinaison ne pouvait s'accomplir avec son approbation.

Le roi de Prusse ayant refusé de donner cette assurance, et ayant au contraire fait entendre à l'ambassadeur de S. M. l'empereur des Français, que pour cette éventualité, comme pour toutes les autres, il voulait se réserver la faculté de prendre conseil des circonstances, le gouvernement impérial a dû voir, dans cette déclaration du roi, des arrière-pensées qui menaçaient la France aussi bien que l'équilibre tout entier de l'Europe. Cette déclaration a encore été aggravée par la nouvelle, transmise au Cabinet, du refus de recevoir l'ambassadeur de l'empereur, et d'entrer avec lui dans aucune nouvelle explication.

En conséquence, le gouvernement français a cru devoir s'occuper immédiatement de défendre son honneur et ses intérêts blessés, et il a résolu à cet effet de prendre toutes les mesures prescrites par la situation qui lui est faite, et de se considérer dès à présent comme en état de guerre avec la Prusse.

Berlin, le 19 juillet 1870.

Signé : Le Sourd.

Le jour même où la déclaration de guerre était remise à M. de Bismarck, le roi de Prusse ouvrait la session extraordinaire du Reichstag.

Après avoir rappelé divers incidents de la candidature du prince de Hohenzollern, le roi Guillaume s'efforça de rejeter sur la France la responsabilité de la guerre qui allait s'engager, et fit appel à toutes les forces vives de l'Allemagne pour lutter contre l'ennemi héréditaire : *L'Erbfeind*. Cet appel devait être entendu. Déjà, le 16 juillet, le conseil de la Confédération de l'Allemagne du Nord s'était réuni, et, sur la proposition du baron de Friesen, représentant de la Saxe royale, les plénipotentiaires des gouvernements de la Confédération avaient voté à l'unanimité toutes les mesures nécessaires pour la guerre.



M. Emile Ollivier.

Des symptômes bien significatifs prouvaient, en outre, que le concours de l'Allemagne du Sud ne

ferait pas défaut à la Prusse. Dès le 16 juillet, au lendemain de la déclaration de M. Émile Ollivier, l'ordre de mobilisation de l'armée bavaroise avait été signé par le roi, à Munich, et le 19 juillet, à l'heure même où le roi Guillaume faisait un énergique appel à l'Allemagne, la Chambre des députés de Bavière votait, malgré quelques protestations, les crédits nécessaires; enfin l'envoyé bavarois à Berlin, déclarait officiellement à M. de Bismarck, que l'armée bavaroise venait se ranger à côté des troupes prussiennes.

A Baden, dès que la déclaration de guerre fut remise à la Prusse, le ministre de France reçut ses passeports.

Dans le Wurtemberg, la loi accordant des crédits, en vue de la lutte, fut votée à l'unanimité moins une voix.

D'un bout à l'autre de l'Allemagne, la population était sur pied, et le patriotisme germain s'exaltait au son d'un chant populaire, *la Watch-Am-Rhein* (la garde sur le Rhin).

Ainsi s'évanouissaient une à une toutes les espérances que M. de Gramont avait pu concevoir : il s'était flatté que l'Allemagne du Sud resterait neutre, et l'Allemagne du Sud tout entière s'unissait à la Prusse. Il avait espéré que l'Autriche et l'Italie nous soutiendraient de leurs armes, et ces deux puissances allaient déclarer successivement qu'elles ne pouvaient rompre la neutralité qui leur était imposée par les événements.

La légèreté avec laquelle la question avait été engagée, la hauteur des déclarations de notre ministre des affaires étrangères, l'aveuglement fatal de l'empereur et de ses conseillers avaient éloigné de la France la sympathie même de l'Europe.

CHAPITRE II

Organisation militaire de la Prusse et de l'Allemagne. — Armée active, landwehr, landsturm. — Effectifs. — L'armée française, institutions. — Effectifs. — La garde mobile. — Arsenaux, habillement, subsistances, fortifications. — Responsabilité.

I

Au moment où la guerre allait s'engager, l'organisation militaire de l'Allemagne était profondément inconnue en France ; nous en étions restés aux victoires du premier empire, et l'opinion publique, ignorante des faits, n'établissait aucune différence entre les troupes vaincues à Iéna et celles qu'il fallait combattre. Le gouvernement lui-même n'attachait pas une juste importance à l'armée prussienne, et malgré les avertissements prophétiques de notre attaché militaire à Berlin, le colonel Stoffel, malgré les renseignements de quelques officiers, comme le commandant Samuel et le chef d'escadron d'état-major Fay, le ministre de la guerre français ne semblait avoir aucunement conscience de cette formidable organisation.

Avant de commencer l'étude des opérations militaires, il est donc utile de jeter un coup d'œil rapide sur ces institutions si mal connues et si puissantes.

Dans ces quelques lignes, le lecteur trouvera la cause réelle de nos désastres, et cette explication toute technique aura pour lui une autre importance encore : elle montrera à quelles conditions un peuple peut garantir son indépendance ; en même temps qu'une explication du passé, ce sera là un enseignement pour l'avenir.

Après Iéna, la Prusse eut cette bonne fortune de trouver des hommes supérieurs qui cherchèrent à utiliser toutes les forces vives de la nation, et à relever le pays de l'état d'abaissement dans lequel il se trouvait.

L'organisation nouvelle reposait sur ce principe : l'armement et l'instruction militaire du plus grand nombre d'hommes possible.

Déjà, sous le grand Frédéric et ses successeurs, cette vérité avait été reconnue, et un livre très curieux et peu connu, publié en Prusse après Iéna, sous ce titre : *Matériaux pour servir à l'histoire des années* 1805, 1806 et 1807, montre qu'à cette époque le système militaire était réglé par deux principes fondamentaux :

1° Instruction du soldat aussi complète que possible en un temps très court ;

2° Rappel successif des hommes de façon à produire un entraînement constant.

« Pendant dix mois de l'année, dit l'ouvrage auquel nous faisons allusion, ce système rendant à l'agriculture le plus grand nombre des conscrits, notre armée ne surpassait plus autant nos moyens. »

C'était, en effet, une nécessité fondamentale de faire vite et à bon marché pour un État qui ne comptait plus que 10 millions d'âmes, et dont le budget total atteignait à peine 270 millions de francs en 1814.

Aussi, le point de départ de ce système militaire était de retenir les hommes aussi peu de temps que possible sous les drapeaux, de les renvoyer chez eux une fois instruits, de les rappeler enfin à des époques déterminées, pour entretenir leur éducation militaire. L'armée permanente n'était plus, par conséquent, la force unique, ou même principale de la nation ; ce n'était à vrai dire qu'une école de guerre où les citoyens venaient faire leur éducation militaire, et qu'ils abandonnaient le jour où ils étaient en état de défendre leur pays.

Instituée au lendemain de désastres irritants pour l'orgueil national, alors que les souvenirs de l'invasion étaient encore tout récents, l'organisation militaire de la Prusse ne recula devant aucun sacrifice, rejeta les considérations personnelles de positions et de fortunes si puissantes ailleurs, et le service obligatoire personnel fut adopté, et rigoureusement exécuté dans un pays qui, par ses instincts et ses traditions aristocratiques, semblait plus éloigné de ce principe égalitaire.

En appelant tous les citoyens sous les drapeaux, en plaçant le riche à côté du pauvre, le conscrit intelligent à côté de l'ignorant, en courbant sous le même niveau tous ces hommes de conditions si différentes, on élevait forcément la moyenne de l'instruc-

tion ; enfin, on donnait à tous les citoyens les mêmes devoirs et les mêmes aspirations qu'un mot seul résumait : *la Patrie.*

Ainsi, deux classes différentes : 1° celle qui faisait son éducation militaire, qui composait l'armée active ; 2° celle qui était préparée pour la guerre, et qui ne devait être appelée à l'activité qu'en cas de besoin.

Mais les nécessités budgétaires obligèrent les législateurs militaires de la Prusse à créer d'autres divisions. Le contingent annuel étant, en 1814, de 40,000 hommes, et le temps de service effectif sous les drapeaux ayant été fixé à trois ans, l'armée active ne se composait que de trois fois 40,000 hommes ou 120,000 hommes. C'était trop peu pour une nation militaire comme la Prusse ; aussi, en outre des trois années de service dans l'armée active, deux nouvelles années étaient-elles exigées dans la réserve, ce qui donnait aux troupes permanentes un effectif maximum de 180 à 190,000 hommes fournis par cinq contingents annuels.

Pour la classe instruite militairement, la landwehr, on introduisit encore une subdivision. Les sept premières classes comprenant les hommes de 25 à 32 ans, formaient le premier ban, qui était organisé en régiments d'infanterie et constituait avec l'armée permanente l'ensemble des forces destinées à tenir la campagne. Le deuxième ban (de 32 à 39 ans) était chargé de la défense des places.

Telle était l'organisation militaire de la Prusse

en 1814; elle fut maintenue jusqu'en 1860. Les campagnes de 1848 et de 1849 dans le Schleswig et dans le grand-duché de Bade, la mobilisation faite au moment de la guerre d'Italie en 1859, vinrent prouver que cette organisation, si parfaite au moment où elle avait été instituée, laissait à désirer sous bien des rapports. L'enthousiasme de 1814 avait disparu avec la crainte de l'invasion, des actes de rebellion nombreux s'étaient produits dans la landwehr au moment des appels, les cadres manquaient, enfin la mobilisation, mal préparée, s'opérait avec une lenteur telle que l'on devait être prévenu par l'ennemi.

Le roi Guillaume résolut de faire cesser tous les abus, et de créer une armée vraiment puissante et homogène. Sans se laisser arrêter par la résistance des Chambres, il commença à la fin de l'année 1859 cette réorganisation militaire qui, moins de six années après, devait, au plus grand étonnement de l'Europe, amener ce que l'on a justement appelé le coup de foudre de Sadowa.

De 1814 à 1860, le chiffre de la population s'était considérablement accru, mais le principe du service obligatoire personnel inscrit dans la loi n'était pas appliqué avec la rigueur nécessaire, il en résultait qu'en 1859, le contingent n'était pas sensiblement plus fort qu'en 1814. Le premier soin du roi, aidé par deux collaborateurs infatigables, le général de Roon et le général de Moltke, fut de faire exécuter la loi à la lettre. Par cette seule mesure, on obtint un accroissement notable de l'armée permanente. Cin-

quante nouveaux régiments de cavalerie et d'infanterie durent successivement être créés, et l'armée active s'éleva de moins de 130 à plus de 210,000 hommes.

Ce premier travail accompli, on s'occupa de rechercher les modifications organiques qui étaient devenues nécessaires.

Le système de 1814 avait un vice fondamental, dont la campagne de 1848 avait prouvé toute la réalité. En embrigadant la landwehr avec les régiments de l'armée active, on arrivait sans doute à un effectif plus considérable, mais on diminuait aussi la valeur et la solidité de l'armée. Ce qu'il fallait obtenir, c'était un nombre d'hommes suffisamment élevé, sans le concours de la landwehr, et pour cela, il n'était qu'un moyen : augmenter la durée du service dans l'armée active.

Le temps de présence effectif sous les drapeaux (trois ans) semblant suffisant pour l'instruction des hommes, on se borna à porter de deux à quatre années la durée du service dans la réserve. On obtenait ainsi deux contingents de plus (sept au lieu de cinq), et, comme, par une application plus rigoureuse du système personnel, on avait vu les contingents annuels s'élever de 40,000 hommes, chiffre primitif, à 60,000 hommes, on accroissait considérablement la force de l'armée, qui atteignait 360 à 380,000 hommes.

A partir de 1860, et sauf quelques exceptions nécessitées par l'exécution de la loi, exceptions qui

durèrent jusqu'en 1866, et sur lesquelles il est inutile d'insister ici, la landwehr ne figura plus comme autrefois dans les troupes permanentes. En cas de besoin sans doute, elle venait sur les champs de bataille, — nous le verrons plus d'une fois dans le cours de la campagne de 1870, — prêter son appui à l'armée active, et combattre à ses côtés; mais elle avait une existence propre, une homogénéité absolue, des fonctions spéciales et bien déterminées.

La landwehr se tenait au deuxième rang, défendait les places fortes, assurait enfin, au moyen du service d'étapes, les communications entre l'armée active portée en avant et la mère-patrie.

En un mot, et sans entrer ici dans des détails intéressants sans doute, mais par trop techniques, la landwehr était chargée de tous les services secondaires qui, dans les États de l'Europe autres que la Prusse, sont le fléau et la ruine des armées. En France, par exemple, lorsque l'on parle d'une armée de 400,000 hommes, il ne faut pas croire que ce nombre représente celui des combattants : quand l'on a retranché les non-valeurs, les bataillons de dépôt, les régiments chargés d'un service intérieur, les garnisons, le chiffre est réduit de moitié. Grâce à cette organisation de la landwehr, 400,000 hommes représentent 400,000 combattants : pas une force n'est perdue, pas une individualité n'est égarée dans ce vaste ensemble ; c'est là une considération dont il faudra tenir compte, lorsque l'on comparera les effectifs de la Prusse à ceux de la France.

Le recrutement en Allemagne est régional, c'est-à-dire qu'au lieu d'être pris sur toute l'étendue du territoire, et d'être indifféremment répartis entre les différentes armes et dans chacun des régiments, les jeunes gens parvenus à l'âge de vingt ans sont classés d'après des règles fixes répondant à certaines divisions territoriales.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de rechercher si le système de recrutement adopté en Allemagne est ou non le meilleur. On lui a adressé deux reproches fondamentaux : par le groupement des hommes d'une même région, il prête à des dangers politiques. En outre, lorsqu'un régiment prussien est détruit dans une bataille, les pertes, au lieu d'être supportées par le pays tout entier, pèsent exclusivement sur un nombre déterminé et très limité de villages. Quelle que puisse être la force de ces deux objections, ce système n'en présente pas moins un avantage indiscutable : la facilité et la rapidité de la mobilisation.

Avant 1866, le territoire prussien était divisé en huit circonscriptions militaires; chacune d'elle devait fournir un corps d'armée. L'unité, au point de vue du recrutement, est le district de bataillon de landwehr. Trois de ces districts forment un régiment.

Les régiments et les bataillons de landwehr portent les mêmes numéros que les bataillons et les régiments de l'armée active. Dans chaque district de bataillon, le dépôt de la landwehr est organisé en

temps de paix, il comprend le nombre d'hommes et d'officiers nécessaire : leur mission consiste principalement à préparer la mobilisation, à tenir les registres utiles, à faciliter enfin cette grave et délicate opération dont dépend le plus souvent le succès des opérations militaires.

En outre de ces huit corps d'armée régionaux, la Prusse comptait, avant 1866, un autre corps, la Garde, qui se recrutait sur toute l'étendue du territoire.

Mentionnons encore les troupes de dépôt ou de remplacement qui comprenaient tous les hommes qui, pour une raison quelconque, n'étaient pas entrés dans les rangs. Au moment où ils semblaient devoir être nécessaires, on les appelait dans les dépôts où ils étaient instruits de façon à combler les vides causés par le feu de l'ennemi. Grâce à cette mesure, la landwehr n'avait plus *réglementairement* à figurer dans l'armée active, puisqu'en dehors d'elle l'organisation militaire devait comprendre des hommes en quantité suffisante pour parer à toute éventualité. A toutes ces forces déjà si imposantes, il convient d'ajouter le *landsturm* (réunion de tous les hommes qui ne font partie ni de l'armée active ni de la landwehr). Il ne peut être mobilisé que dans le cas d'invasion du territoire. Cette levée en masse n'a pas eu lieu depuis 1813.

Après les annexions de 1866, trois nouveaux corps d'armée furent formés.

Nous donnons ici le détail au point de vue régio-

nal de ces onze corps d'armée (12 en comptant la Saxe), car, dans le courant de ce travail, il sera souvent utile de se reporter à cette indication :

1er corps d'armée : Prusse orientale et une grande partie de la Prusse occidentale. Bataillon de landwehr de réserve Kœnigsberg, n° 33 (cercles de Fischhause, de Kœnigsberg ville et campagne).

IIe corps d'armée : Poméranie, partie de la Prusse occidentale et de Posen. Bataillon de landwehr de réserve de Stettin, n° 34 (cercles de Randow, d'Usedom, Wollin, ville de Stettin).

IIIe corps d'armée : Brandebourg, Bataillon de landwehr Berlin, n° 35 (ville de Berlin).

IVe corps d'armée : Province de Saxe, Anhalt, Reuss, Schwarzbourg. Bataillon de landwehr de réserve de Magdebourg n° 36 (ville de Magdebourg, cercles de Magdebourg, et de Wanzleben).

Ve corps d'armée : Basse Silésie et district de gouvernement de Posen. Bataillon de landwehr de réserve de Glogau, n° 37 (cercles de Glogau et de Fraustadt).

VIe corps d'armée : Moyenne et haute Silésie. Bataillon de landwehr de réserve de Breslau, n° 48 (ville de Breslau).

VIIe corps d'armée : De la Westphalie, les cercles de gouvernement de Munster et de Minden ; de la province rhénane, le cercle de gouvernement de Dusseldorf, puis la Lippe-Detmold et la Lippe-Schaumbourg. Bataillon de landwehr de réserve de Barmen, n° 39 (cercles d'Elberfeld, de Barmen et de Mettmann).

VIIIe corps d'armée : Hohenzollern et de la province rhénane, les cercles de gouvernement d'Aix-la-Chapelle, de Cologne, de Coblentz et de Trèves. Bataillon de landwehr de réserve de Cologne, n° 40 (ville et cercle de Cologne).

IXe corps d'armée : Schleswig-Holstein avec les enclaves d'Oldenbourg, Mecklembourg-Schwerin et Strelitz, la partie nord-est de la province de Hanovre, les ville hanséatiques, Hambourg, Lubeck et Brême. Bataillon de landwehr de réserve d'Altona, n° 86 (cercles de Pinneberg, de Storman, de Seegeberg, et ville d'Altona).

X^e corps d'armée : La plus grande partie de l'ancien royaume, actuellement province de Hanovre, le grand-duché d'Oldenbourg, le duché de Brunswich. Bataillon de landwehr de réserve de Hanovre, n° 73 (cercles de Wenningsen et de Hameln, ville et cercle de Hanovre).

XIe corps d'armée : Le cercle de gouvernement d'Arnsberg dans la Westphalie, l'ancien électorat de Hesse, l'ancien grand-duché de Nassau, l'ancienne ville libre de Francfort, le grand-duché de Saxe-Weimar, les duchés de Saxe-Cobourg-Gotha et de Saxe-Meiningen-Hildbuurghausen-Saalfeld, la principauté de Waldeck. Bataillon de landwehr de réserve de Francfort sur-le-Mein, n° 80 (cercles de Francfort, d'Ober-Taunus et Hanau).

XIIe corps d'armée : Royaume de Saxe. Bataillon de landwehr de réserve de Dresde, n° 108 (ville de Dresde).

Il est inutile d'entrer ici dans de plus longs développements, de parler des écoles de sous-officiers destinés à former de bons cadres, de l'immatriculation des chevaux qui assure à la cavalerie et à l'artillerie d'inépuisables ressources, de cet entraînement militaire qui ne perd pas une minute des trois années consacrées à l'instruction, des volontaire d'un an, de cet état-major, enfin, qui faisait prononcer à notre attaché militaire à Berlin cette parole prophétique : *Méfions-nous de l'État-major prussien.*

Nous en avons dit assez pour prouver à quel degré de perfectionnement et de puissance militaire était parvenue l'armée allemande.

Mais, si nous ne pouvons entrer ici dans tous ces détails pourtant si instructifs, il nous faut cependant dire quelques mots de l'ensemble des forces et du nombre des combattants. Chaque corps d'armée comprend, sur le pied de paix, deux divisions d'infanterie, soit huit régiments : un régiment de fusiliers, un bataillon de chasseurs, six régiments de cavalerie, l'artillerie, les pionniers, le train, etc., soit ensemble un total de plus de 23,00 hommes. Le passage sur le pied de guerre élève ce chiffre à plus de 40,000 hommes et 96 pièces de canon ; l'effectif total, en comprenant les douze corps d'armée, la garde, les états-majors, tous les services dont nous ne nous sommes pas occupés ici, donne pour l'armée active un total de 550,000 hommes environ. La landwher sur le pied de guerre s'élève à 200,000 hommes ;

les bataillons de dépôt atteignent le même chiffre ; on obtient donc ainsi un total exact de 954,500 hommes, 194,000 chevaux et 1,680 pièces.

Quelque élevés que soient ces effectifs, ils ne représentent cependant que les troupes de l'Allemagne du Nord. En ajoutant les contingents de la Bavière, du Wurtemberg, du grand-duché de Bade, on arrive au total vraiment formidable de 1,136,300 hommes et de 2,202 bouches à feu.

II

Après les désastres de la France en 1815, le premier soin du gouvernement fut de réorganiser notre armée. Les ordonnances des 3, 14, 30, 31 août, 6 septembre 1815 instituèrent des légations départementales pour lesquelles le recrutement, — qui consistait uniquement, d'ailleurs, en enrôlements volontaires, — s'opérait dans les régions territoriales où les légions étaient formées.

En 1818, une nouvelle organisation militaire, qui porte à juste titre le nom du maréchal Gouvion Saint-Cyr, son auteur, fut discutée et adoptée. Cette loi a une trop réelle importance pour que nous n'en disions pas ici quelques mots. Chaque année, un contingent réparti entre tous les départements (il était fixé à 40,000 hommes d'une façon constante) était pris sur l'ensemble de la classe. Le tirage au sort désignait ceux qui devaient se rendre sous les

drapeaux : la durée du service était de six années. Une fois libérés, les soldats rentrés dans leurs foyers étaient, sous le nom de *vétérans*, assujettis à un service territorial qui durait encore six ans.

D'ailleurs, ils n'étaient, en temps de paix, astreints à aucune prise d'armes, et une loi était nécessaire pour les faire marcher hors de leur division militaire. On obtenait donc ainsi, pour l'ensemble des forces de la nation, un total approximatif de 450,000 hommes, auquel il convenait d'ajouter l'élément permanent des armées (officiers, etç.). Le remplacement et les substitutions de numéros étaient admis.



Benedetti (1).

(1) Benedetti (Vincent), né en Corse en 1815. Débuta dans la carrière diplomatique comme consul de France au Caire, puis à Palerme en 1848. En 1855, il était premier secrétaire de notre ambassade à Constantinople ; de là il vint au ministère des affaires étrangères où en 1856 il était secrétaire du Congrès de la paix qui eut lieu après

Dès 1820, on reconnut que la loi nouvelle présentait des inconvénients graves, et que les vétérans n'étaient pas aptes à rendre les service sur lesquels on avait compté. Aussi furent-ils supprimés. La durée du service fut élevée de six à huit années, et le contingent annuel porté de 40 à 60,000 hommes; seulement, comme le budget de la guerre ne permettait pas de faire figurer dans les rangs ces 60,000 hommes, on divisa le contingent en deux classes, comprenant : 1° l'effectif entretenu sous les drapeaux; 2° les hommes laissés ou envoyés en congé dans leurs foyers. La loi du 11 octobre 1830 décida que la force du contingent annuel au lieu d'être fixée une fois pour toutes, serait, chaque année, déterminée par les Chambres.

En 1832, le maréchal Soult modifia la loi de recrutement, dans quelques-unes de ses parties essentielles : la durée du service fut abaissée, par la loi du 21 mars, de huit à sept années, et l'ensemble de nos forces divisé en deux catégories : 1° l'effectif entretenu sous les drapeaux : 2° la réserve. En 1855, la loi sur la dotation de l'armée supprima le remplacement. Il n'y avait pas là, malheureusement, un pas accompli vers le service personnel obligatoire, que la Prusse avait emprunté à la France, car il avait été institué par la loi du 24 février 1793.

A partir de 1855, le jeune homme appelé sous les drapeaux n'eut pas le droit de présenter un rempla-

la guerre de Crimée. En 1861, il fut ministre plénipotentiaire à Turin, et il était depuis 1864 l'ambassadeur de France à Berlin. D. L.

çant; mais il lui fut loisible de se libérer de tout service, de s'exonérer, en payant une somme déterminée à l'avance. En réalité donc, le remplacement n'était pas supprimé, l'État en avait simplement réclamé le monopole. Un seul chiffre suffira à montrer quelle était l'importance de la loi d'exonération : en 1865, l'armée française comprenait 164,000 hommes provenant des remplacements administratifs, des engagés et rengagés avec prime.

Après les événements qui s'étaient accomplis en Allemagne en 1866, et qui permettaient de pressentir pour la France une guerre prochaine, le maréchal Niel proposa une nouvelle loi militaire. De regrettables modifications furent introduites dans le projet du ministre, et lui retirèrent sa valeur. En résumé, la loi du 1er février 1868 disposait que la durée du service serait de cinq ans dans l'armée active, de quatre ans dans la réserve. En outre, une force nouvelle était créée sous le nom de *garde mobile*. Elle devait comprendre tous les jeunes gens qui, à raison de leurs numéros de tirage, étaient dispensés du service dans l'armée active ou dans la réserve; ceux qui s'était fait remplacer (le remplacement était rétabli tel qu'il existait avant 1855); enfin tous ceux qui étaient exempts comme aîné d'orphelins, fils unique ou aîné de veuve ou pour tout autre cause.

Cette loi de 1868 paraissait constituer un progrès, puisqu'elle élevait considérablement par l'adjonction d'une réserve auxiliaire — la garde mobile — le chiffre de nos soldats; mais, en réalité, elle n'appor-

tait aucune amélioration sérieuse à l'état de choses précédent. De quel secours pouvait être, en cas de guerre, la garde mobile? Dans la pensée de ses créateurs, sans doute, cette institution nouvelle devait jouer un rôle analogue à celui que la landwehr remplissait en Prusse. Quelle différence cependant! La landwehr ne comprenait que des hommes ayant passé trois ans au régiment, rompus aux exercices et à la discipline militaires; elle était organisée en temps de paix; elle avait ses cadres, et les grades étaient attribués exclusivement au mérite et aux services rendus; les effets d'habillement étaient dans les magasins, les armes prêtes. En outre, la loi allemande, autrement rigoureuse que la nôtre, ne se déclarait pas satisfaite par l'instruction précédemment acquise; elle prévoyait que, rentré dans ses foyers, l'homme pouvait oublier ce qu'il avait appris au régiment; aussi, par des exercices constants, par des réunions, des manœuvres, fixées à l'avance, elle avait soin de ne pas laisser perdre le bien acquis, d'entretenir chez le dernier de ses soldats cette éducation et cette discipline qu'elle considérait à juste titre comme la base fondamentale de la puissance allemande.

C'était bien là réellement une force sur laquelle on pouvait compter en cas de besoin : les événements ne l'ont que trop prouvé.

Mais, quelle comparaison établir entre cette organisation et l'institution qui venait d'être votée en France?

On estimait que la garde mobile s'élèverait à un total de 500,000 hommes ; ce chiffre pouvait être divisé en deux parts : il comprenait, pour plus d'un tiers, des jeunes gens qui s'étaient fait remplacer dans l'armée active, ou qui avaient été exemptés comme soutiens de famille : il fallait médiocrement compter sur leur zèle et leur dévouement. En outre, ces 500,000 jeunes gens n'étaient pas exercés ; ils n'avaient jamais figuré dans le rang ; ils n'étaient pourvus ni de cadres, ni d'armes, ni d'effets d'habillements ; ce n'était donc là qu'une fiction, rien de plus. Du moment que l'on ne s'occupait pas sérieusement d'instruire et de discipliner cette foule ignorante, elle ne pouvait entrer en ligne de compte. L'article 9 de la loi spécifiait que quinze fois par an au plus, la garde mobile pourrait prendre part à des exercices ou réunions qui ne devaient, en aucun cas, se prolonger au delà d'une journée ; et dans son 3e paragraphe, ce même article établissait bien clairement que par ces mots : *une journée*, il ne fallait pas entendre douze heures d'exercice, mais bien le déplacement total. Ainsi, dans cet espace de temps si restreint, les gardes mobiles devaient se rendre au lieu de rassemblement, faire l'exercice, rentrer chez eux. Etait-il admissible que l'on pût obtenir un résultat dans ces conditions ? Et cependant, nous savons par la publication des rapports du colonel Stoffel, que le ministre de la guerre était instruit de l'opinion générale des Allemands au sujet de notre garde mobile. L'attaché militaire de France à Berlin, solli-

cité par le ministre, s'exprima dans des termes tels, que le doute n'était pas possible. A ceux qui prétendaient, en France, que la garde mobile était supérieure, ou tout au moins égale à la landwehr, il répondait par un examen et une comparaison minutieuse des deux institutions, et il prouvait, dans un rapport, qui aujourd'hui encore mérite d'être consulté, qu'il n'y avait là rien de sérieux, et que la loi de 1868 amenait pour la France une diminution plutôt qu'un accroissement de forces.

Après nos désastres, les impérialistes ont cherché à faire peser sur l'opposition la responsabilité des événements accomplis. Ils ont affirmé que si nous avons été vaincus, il faut s'en prendre, non au gouvernement, mais aux membres de la minorité républicaine, qui, à diverses reprises, avaient protesté contre des demandes de crédits exagérés. Le bon sens public a depuis longtemps fait justice de ce reproche.

Du premier au dernier jour, le gouvernement impérial a caché la vérité, et dès lors, la responsabilité ne saurait incomber aux républicains, mais aux ministres de Napoléon III, qui, par leurs affirmations répétées, faisaient croire à une puissance qui n'existait pas. Il est bien facile de montrer que la vérité n'a jamais été dite par ceux-là qui avaient mission de la faire connaître.

L'opposition avait-elle, d'ailleurs, une telle influence au sein du Corps législatif qu'elle pût, sur une question aussi grave, faire échec au ministère ?

Lorsqu'il s'était agi de l'expédition du Mexique, des libertés intérieures, la voix des députés de la gauche avait-elle été écoutée ? Et pour rentrer dans le sujet même, de quels poids furent, devant le Corps législatif, les avis de la minorité républicaine, au mois de juillet 1870, alors qu'il s'agissait de déclarer la guerre à la Prusse ? Et à ce moment, cependant, la gauche comptait avec elle deux orateurs de plus : MM. Thiers et Gambetta, qui ne s'étaient jamais réunis à leurs collègues pour demander la réduction de l'armée. Il est donc inexact de faire reposer sur l'opposition une telle responsabilité ; impuissante à entraîner l'Assemblée, elle ne pouvait rien sur ce point comme sur tous les autres.

Il n'est pas équitable d'attribuer au Corps législatif cette responsabilité. Elle lui appartiendrait, sans doute, si le gouvernement avait montré notre situation telle qu'elle était, s'il avait exposé de quelle redoutable armée la Prusse pouvait disposer, et si, après avoir établi cette comparaison, il avait conclu à la nécessité de modifier nos institutions militaires, de réorganiser notre armée. Ah ! dans ce cas, la responsabilité tout entière pèserait sur l'Assemblée, droite, comme gauche, qui aurait méconnu de tels avertissements, et qui se serait refusée à accorder des crédits indispensables pour assurer, non pas seulement la grandeur, mais la sécurité même de la France. Mais, jamais cette situation n'a été exposée, jamais le gouvernement n'a donné un tel avertissement. Sans multiplier outre mesure les citations, il

est facile de prouver que, tout au contraire, le ministre de la guerre représentait la France comme n'ayant rien perdu de sa supériorité militaire.

En avril 1867, le maréchal Randon écrivait :

« ..... Quoi! une nation comme la France qui, en quelques semaines, peut réunir sous ses drapeaux six cent mille soldats, qui a dans ses arsenaux huit mille pièces de canon de campagne, dix-huit cent mille fusils, et de la poudre pour faire dix ans la guerre, ne serait pas toujours prête à soutenir par les armes son honneur compromis ou son droit méconnu ?

« L'armée ne serait pas prête à entrer en campagne, quand elle compte dans ses rangs des vétérans d'Afrique, de Sébastopol et de Solférino ? quand elle a pour les commander ces généraux expérimentés et cette foule de jeunes officiers préparés, par les expéditions en Algérie et la guerre du Mexique, à exercer des commandements supérieurs ? Quelle est donc l'armée en Europe qui renferme de pareils éléments d'expérience et d'énergie ?

« Notre infanterie n'est pas entièrement armée de fusils à aiguille. Mais nos voltigeurs ont-ils jamais été arrêtés, pendant les anciennes guerres, dans leurs marches en avant, par les tirailleurs tyroliens armés de leurs carabines rayées, ou par les riflemen anglais ?... Oh ! alors, hâtons-nous de rappeler ces vertus militaires de nos pères, cela vaudra mieux que le fusil à aiguille ! »

Le 18 janvier 1869, l'empereur prononçait ces paroles :

« ..... Notre armement perfectionné, nos arsenaux et nos magasins remplis, nos réserves exercées, la garde nationale mobile en voie de réorganisation..... nos places fortes en bon état donnent à notre puissance un développement indispensable..... les ressources militaires de la France sont désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde. »

Le 20 mars 1869, le maréchal Niel disait à la tribune :

« Je ne sais pas ce qu'on pense généralement en France, mais pour mon compte, je vois avec beaucoup de philosophie les questions de paix ou de guerre qui s'agitent autour de nous à l'étranger, parce que si la guerre devenait nécessaire, nous sommes parfaitement en mesure de la supporter. »

Le 22 avril 1869, le maréchal Niel s'exprimait ainsi :

« Les fortifications de Paris sont si bien entendues, elles en rendent le siège tellement incertain, qu'il est évident que Paris ne sera pas assiégé. »

Le 30 mars 1870, le maréchal Le Bœuf disait :

« Ma seule politique, la voici : c'est d'être toujours prêt; quant à me mêler de la paix ou de la guerre, cela ne me regarde pas; si la guerre arrive, je dois être prêt : tel est mon devoir et je le remplirai. »

Dans son livre *Principes de conduite*, M. Émile Ollivier a laissé échapper cet aveu précieux :

« Pendant toute l'année 1869, jusqu'au moment de sa mort, le maréchal n'a cessé de déclarer au Corps législatif, au Sénat, à la commission du budget, partout, que l'armée était complétement prête, organisée, équipée, approvisionnée, instruite, et qu'en sept jours elle pourrait présenter en bataille plus de 600,000 combattants. »

Devant ces affirmations cent fois répétées, peut-on

dire encore qu'une responsabilité quelconque incombe à l'opposition républicaine? Puisque nous étions « prêts de toute façon », à quoi bon de nouvelles dépenses? Elles ne pouvaient aider à la défense du pays, car cette défense était, au dire des maréchaux et des ministres, organisée et préparée. Les crédits devaient, sans doute, servir à porter la guerre à l'étranger, à entreprendre de nouvelles guerres du Mexique, et dès lors le devoir des députés soucieux des intérêts de la nation était de refuser des charges nouvelles dont l'utilité n'était pas démontrée.

Du moins, l'empire peut-il invoquer cette excuse qu'il ne savait rien de ce qui se passait en Europe, qu'il ignorait notre faiblesse? Non, cette excuse même ne saurait être admise.

Les guerres antérieures avaient fourni au gouvernement des faits précis, des avertissements que le le crime de l'empire est d'avoir négligés.

Pour ne citer qu'un exemple, le 29 mai 1859, en Italie, l'empereur Napoléon écrivait :

Ce qui me désole dans l'organisation de l'armée, c'est que nous avons toujours l'air, en présence d'autres armées, et même de l'armée sarde, d'ENFANTS QUI N'ONT JAMAIS FAIT LA GUERRE ; ainsi pour le train des équipages, pour les mulets de bagages des officiers d'administration et des médecins, rien n'est réglé d'une manière invariable. Ainsi, les uns demandent le double de ce qui est nécessaire, ou l'administration ne donne que la moitié de ce qui est indispensable. Vous concevez que ce n'est pas un reproche que je vous fais; je ne l'adresse qu'au système général qui fait qu'en France NOUS NE SOMMES JAMAIS PRÊTS POUR LA GUERRE. »

Enfin, en admettant cette influence de l'opposition

et du Corps législatif, en l'exagérant même outre mesure, peut-on dire que ce soit là la cause de nos désastres ?

Se sont-ils donc opposés tous deux à une mobilisation plus prompte, à une répartition, à une décentralisation nécessaires de notre armement et de nos approvisionnements de toute sorte ? Ont-ils voulu maintenir l'organisation de l'état-major, de l'intendance, sans y apporter des modifications jugées indispensables? Était-ce à eux qu'il appartenait de juger les fautes commises en 1859, de connaître les institutions étrangères ? Avaient-ils cette mission d'enseigner à notre cavalerie le service d'avant-postes, de pourvoir nos places fortes, de mettre un peu d'ordre enfin dans notre administration de la guerre ?

Ainsi, avant même les rapports si concluants du colonel Stoffel, notre attaché militaire à Berlin, le gouvernement impérial était prévenu ; il savait que notre armée était insuffisante, que notre état-major, que notre intendance, que notre système de mobilisation, que tout enfin laissait à désirer. Et de 1859 à 1870, en onze années, la vérité n'a pas été dite une fois, aucun effort n'a été fait, aucune tentative sérieuse ne s'est produite, si bien qu'au moment même où la guerre était commencée nous étions voués à la défaite par l'incurie de notre propre gouvernement !

La garde mobile n'existait, en réalité, que sur le papier. En 1869, des convocations avaient eu lieu,

mais elles avaient donné d'assez médiocres résultats. D'ailleurs, le maréchal Le Bœuf ne dissimulait pas qu'il croyait peu à la garde mobile. Les calculs primitifs, — purement illusoires, d'ailleurs, — répartissaient la garde mobile en 318 bataillons de 8 compagnies et 128 batteries d'artillerie de place.

Il y eut un commencement d'organisation que dans les provinces de l'Est (Metz, Strasbourg, Nancy, Besançon et Paris).

Toutes les forces disponibles de la France comprenaient :

107 régiments d'infanterie de ligne ;
20 bataillons de chasseurs ;
3 — d'infanterie légère d'Afrique ;
57 régiments de cavalerie ;
19 — d'artillerie ;
1 — de pontonniers ;
3 — de génie ;
2 — du train d'artillerie ;
3 — du train des équipages.

En outre, la Garde impériale se composait de :

8 régiments d'infanterie ;
1 bataillon de chasseurs ;
6 régiments de cavalerie ;
2 — d'artillerie ;
1 escadron du train d'artillerie ;
4 — du train des équipages militaires.

Le maréchal Le Bœuf fixe le total de ses hommes instruits à 567,000 hommes. De ce chiffre, il faut retrancher les non-valeurs organiques, et les déficits

permanents qui s'élèvent à 74,546, puis les troupes nécessaires à l'intérieur, celles de l'Algérie, la brigade de Civita-Vecchia, etc. Cet ensemble représentait 161,084 hommes qui réduisaient considérablement les effectifs.

Dans sa déposition devant la commission législative, le maréchal Le Bœuf fournit des états, d'où il résulte que l'armée du Rhin, en y comprenant tous les corps, s'élevait au 1er août à 243,000 hommes. Mais ce total ne représente-t-il que des hommes prêts à aller au feu, des combattants? Évidemment non. Il faut en déduire tous les services accessoires.

En réalité donc, la France pouvait mettre sur la frontière 200,000 soldats.

L'organisation pratique rachetait-elle du moins la faiblesse des effectifs.

Au moment de la guerre, notre armée était divisée en sept grands commandements comprenant vingt-cinq divisions militaires. On serait tenté de voir là une imitation du système prussien: mais un rapide examen prouve que la similitude était purement nominale. En Allemagne, tout est étudié. Chacun sait où est sa place, et trouve, le jour même de son arrivée au corps, tout ce qui lui est nécessaire.

Pour ne pas insister sur ce triste sujet, il suffira de citer un exemple qui montrera la valeur de nos préparatifs. En 1869, M. l'intendant général Blondeau se rend au parc de Vernon, où étaient réunies les voitures de l'armée. Mais, il convient de citer textuellement :

« Lorsque je visitais ce parc, je vis que faire sortir 7 à 8,000 voitures par une porte, c'était rendre la mobilisation à peu près impossible, parce que pour cela il fallait un grand nombre de mois, et je n'exagère pas en disant six mois : je crois que le directeur du parc avait fait un calcul duquel il semblait qu'il fallait huit mois pour faire sortir la dernière voiture. »

Voilà où en était la France.

Ainsi, un nombre d'hommes notoirement insuffisant, point d'organisation, du désordre partout, aucune idée de cette prévoyance allemande qui divise à l'infini toutes les ressources, tous les objets nécessaires pour que, sans perte de temps et sans hésitation, chacun puisse se préparer.

Un dernier exemple, pour montrer le manque absolu d'organisation. Nous publions quelques pages plus loin le fac-simile exact, photographié, de la carte qui a été distribuée à nos officiers, au moment de la déclaration de guerre. C'est avec ce croquis informe, dont ne voudraient pas nos écoles primaires, que nos officiers ont dû se guider et faire campagne !

Une enquête faite après la guerre par ordre de l'Assemblée nationale a scrupuleusement recherché quel était l'état de notre matériel de guerre, au mois de juillet 1870. Voici les chiffres exacts et précis auxquels s'est arrêtée la commission, après un long et minutieux examen :

1,019,000 chassepots,
271,439 fusils transformés.

Ces chiffres concordent absolument avec ceux four-

nis par l'ancien ministre de la guerre, mais ils étaient notoirement insuffisants.

Pour les canons, il y a une notable différence entre les chiffres produits par le ministre de la guerre, et qui ressortent de l'examen de la commission. M. Riant ne cite, en effet, que 396 batteries de 4, de 12 et de 8 représentant 2,376 canons au lieu de 3,294 annoncés par le ministre. Il faut observer, d'ailleurs, que les 396 batteries n'auraient pu avec nos ressources en chevaux et en harnais être amenées en ligne. Nous ne possédions en effet, tant dans les régiments que chez les cultivateurs, que 31,904 chevaux, tandis que d'après les calculs les plus précis il en aurait fallu 51,548. Le nombre des harnais était de 47,000. Avec ce dont on disposait, il ne fut possible d'attribuer à l'armée du Rhin que 154 batteries représentant 924 pièces. Les chiffres des munitions ne s'éloignent pas sensiblement de ceux fournis par le ministre de la guerre. Mais ces quantités étaient si peu suffisantes, qu'au 13 septembre 1870 il ne restait, en dehors de Paris, qu'environ 5 millions et demi de cartouches, modèle 1866, avec lesquelles il fallait munir les places menacées, et pourvoir au besoin des troupes que l'on organisait en toute hâte :

Toute cette partie de notre enquête prouve, dit en concluant le rapporteur de la commission des marchés, M. Riant, non pas un désordre quelconque dans les directions de l'artillerie, mais l'imprudence des hommes qui ont provoqué la guerre ; elle prouve aussi la forme défectueuse de ces situations officielles qui ne font pas ressortir d'une manière assez précise les armes et les approvisionnements véritablement utiles...

Nous avions 3,500,000 fusils, un million seulement pouvait armer utilement nos soldats. C'est avec ce million d'armes qu'on engageait la lutte contre une puissance qui avait employé de longues années à compléter et à perfectionner son armement...

Le gouvernement avait-il scruté cette situation, s'était-il posé ces questions, avait-il fait ces calculs, avant de déclarer au pays que tout était prêt? C'était, cependant, le devoir impérieux qui lui était imposé, et sa responsabilité ne saurait être dégagée, parce qu'on viendrait à prouver que nos arsenaux contenaient effectivement des millions d'armes sans valeur et sans utilité.

De quelque côté que l'on se retourne, à quelque point de vue que l'on envisage la question, partout on trouve la même imprévoyance, la même légèreté, la même incurie.

Et les partisans les plus dévoués de l'Empire ne sauraient invoquer une seule circonstance atténuante.

Au point de vue de la situation de nos magasins, le maréchal Le Bœuf a fourni les chiffres suivants :

Capotes	536,000.
Pantalons	713,000.
Vestes	740,000.
Souliers	2,200.000.

M. l'intendant général Blondeau a indiqué des chiffres qui ne sont pas complètement d'accord avec ceux du ministre : pour n'en citer qu'un, il n'accuse que 520,000 vestes, au lieu de 740,000.

Le ministre de la guerre était parfaitement prévenu que les ressources des magasins étaient notoirement insuffisantes : six semaines avant, le directeur de

l'administration au ministère avait averti le maréchal que l'on n'était pas prêt, et que presque tout manquerait au moment décisif. « Le ministre de la guerre, dit M. Blondeau, ne pouvait pas ignorer la situation : les états lui arrivaient avec un ordre parfait. »

Il est inutile d'insister plus longuement sur ce point, les chiffres officiels montrent combien nous étions éloignés de cette abondance que tout le monde croyait réelle, d'après les affirmations du maréchal Le Bœuf.

Pour les subsistances, la situation était analogue, le ministre donne le chiffre de 3,640,000 rations de biscuit, et M. l'intendant Blondeau constate qu'il n'y en avait pas assez et à beaucoup près. D'après M. l'intendant divisionnaire Dennecy de Cevilly, il y avait en tout, dans la place de Metz, 9,000 quintaux de blé, 6,000 quintaux de farine, 450 quintaux de lard. Le riz, le café, le sel, le vin manquaient.

Pour se faire une idée de la pénurie de subsistances dans laquelle se trouvaient nos places fortes, il suffit de se reporter aux dépêches du commencement de la guerre :

19 juillet.

Du général de Failly :

Aucune ressource, point d'argent... Nous avons besoin de tout, sous tous les rapports.

20 juillet.

De l'intendant en chef :

Il n'y a à Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, ni sel, peu de lard et de biscuit.

24 juillet.

De l'intendant de la 5e division militaire :

Metz, qui fournit aux 3e, 4e et 5e corps, n'a plus ni biscuit ni avoine...

24 juillet.

De l'intendant du 3e corps :

Le 3e corps quitte demain Metz, je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'administration, ni caissons d'ambulance, ni fours de campagne, ni trains, et, dans deux divisions, pas même un fonctionnaire.

25 juillet.

Du sous-intendant de Mézières :

Il n'existe aujourd'hui dans la place de Mézières et de Sedan ni biscuit, ni salaisons.

28 juillet.

Du major général :

Le biscuit manque pour se porter en avant.

De Reischoffen, enfin, qu'il occupait avec la 1re division du 1er corps d'armée, le général Ducrot télégraphiait, le 29 juillet, à Strasbourg (1) :

La question des subsistances devient de plus en plus grave, l'administration ne nous donne absolument rien, les denrées s'épuisent dans les localités.

Du moins, nos places étaient-elles en état de défense, et pour résister à l'invasion, l'empire avait-il, sur notre frontière de l'Est, barré le passage à l'ennemi ?

L'examen des faits est encore une condamnation.

(1) Dépêche inédite.

Rien n'existait à Belfort comme fortification, et c'est bien postérieurement, qu'il a été construit des redoutes qui ont permis la défense. A Metz, les débats du procès Bazaine font connaître que les forts qui entourent la ville étaient si peu avancés que, le 26 août, plus d'un mois après la déclaration de guerre, le général Coffinières de Nordeck déclarait que si l'armée s'éloignait, la place capitulerait avant quinze jours. A Strasbourg, pas une redoute ne défendait les abords de telle sorte que les pièces de campagne prussiennes ont pu commencer le bombardement dès leur arrivée. A Paris, enfin, ce n'est que vers le milieu d'août, après nos premiers désastres, que les travaux de défense ont été entrepris, si bien que le temps a manqué pour construire les ouvrages depuis longtemps jugés nécessaires.

Dès mon entrée au ministère, dit M. Brame, dans sa déposition, ma première pensée fut de me rendre un compte exact de l'état où se trouvaient les fortifications de Paris. J'allai visiter, dès le lendemain, les remparts et les différents forts qui l'entouraient. Les forts contenaient tout simplement un portier-consigne ; dans les forts et les fortifications, pas une pièce de canon n'était en place ; ni munitions, ni gargousses, ni vivres, ni défenseurs ; partout c'était le silence, le désert ; et l'ennemi était à huit journées de Paris !

Voilà donc quelle était la situation exacte au moment même où, par son assurance, par ses affirmations répétées, le maréchal Le Bœuf triomphait des hésitations de l'empereur, poussait en avant ministres et ambassadeur.

Quand je voulus poser deux ou trois questions à M. le maréchal Le Bœuf, dit M. Dréolle, dans sa déposition, lui demander ce qu'il allait faire de ces soldats autorisés par lui-même à se marier, et s'il comptait sur des hommes qui étaient dans leurs foyers depuis longtemps, le maréchal Le Bœuf me répondit : Nous sommes prêts ! Nous sommes prêts ! Mes collègues le répétaient. J'ai suivi le courant avec regret, mais je l'ai suivi...

Et plus loin :

Je dois insister ici sur une question que nous posâmes dans la Commission aux trois ministres : « Mais, enfin, nous sommes prêts ? » — Et alors, nous entendîmes les trois ministres, et particulièrement MM. Emile Ollivier et le maréchal Le Bœuf, dire que nous étions prêts, pour soutenir la lutte, que nous n'avions rien à craindre, que nous avions huit ou dix jours d'avance sur l'ennemi ; enfin, qu'au point de vue militaire nous étions absolument prêts.

Lorsque, trois semaines plus tard, je me suis retrouvé dans cette pièce où les ministres nous avaient affirmé que nous étions prêts, et quand le général de Montauban nous a exposé l'état de nos forces et de nos arsenaux, c'est alors que j'ai dit : Nous avons été trompés ! Nous avons été trompés !

Un autre député, M. Lafond de Saint-Mür, devait, en 1876, répéter cette parole : « On nous trompait. L'histoire sévère et mémorable dira sur qui va peser cette effroyable responsabilité. »

Les événements allaient se précipiter, et il allait être trop facile de voir quelle avait été l'incurie de l'Empire.

Quelque lugubres que soient ces citations, il faut continuer à reproduire ici les dépêches de la guerre, car elles contiennent pour l'avenir un enseignement précieux :

Général de Failly, commandant 5e corps, à Guerre. — Paris.

Bitche, le 18 juillet 1870.

Suis à Bitche avec 17 bataillons infanterie. Envoyez-nous argent pour faire vivre troupes. Les billets n'ont point cours. Point d'argent dans les caisses publiques des environs, point d'argent dans les caisses des corps.

Le maréchal Bazaine au Ministre de la Guerre.

Metz, 18 juillet 1870.

Il résulte des entretiens que j'ai eus avec M. l'Intendant de la 5e division et avec M. l'Intendant général de l'armée, *que les approvisionnements de toutes sortes seront insuffisants* quand les effectifs seront au complet.

On s'occupe activement de passer des marchés, les anciens entrepreneurs ayant fait défaut.

Le maréchal Bazaine au Ministre de la Guerre.

Metz, 19 juillet 1870.

Le général de Failly me prévient que les 17 bataillons de son corps d'armée sont arrivés, et je transcris ci-après sa dépêche, qui a un caractère d'urgence :

« Aucunes ressources, point d'argent dans les caisses ou dans les corps. Je réclame de l'argent sonnant. *Nous avons besoin de tout sous tous les rapports.* Envoyez des voitures pour les états-majors. Personne n'en a. Envoyez aussi des cantines d'ambulances.

« Dois-je aviser d'ici, ou attendre des ordres ? »

Général commandant 2e corps, à Guerre. — Paris.

Saint-Avold, le 21 juillet 1870, 8 h. 55 m. matin.

Le dépôt envoie énormes paquets de cartes inutiles pour le moment, *n'avons pas une carte pour la frontière de France* ; serait préférable d'envoyer en plus grand nombre ce qui serait utile et dont nous manquons complètement.

Général Michel, à Guerre. — Paris.

Belfort, le 21 juillet 1870, 7 h. 30 m. matin.

Suis arrivé à Belfort; pas trouvé ma brigade; pas trouvé général de division. Que dois-je faire? Sais pas où sont mes régiments.

Général commandant 4e corps au major général. — Paris.

Thionville, le 24 juillet 1870, 9 h. 12 m. matin.

Le 4e corps n'a encore ni cantines, ni ambulances, ni voitures d'équipages pour les corps et les états-majors.

Tout est complètement dégarni.

Intendant 3e corps, à Guerre. — Paris.

Metz, le 24 juillet 1870, 7 h. soir.

Le 3e corps quitte Metz demain. Je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'administration, ni caissons d'ambulance, ni fours de campagne, ni train, ni instruments de pesage, et, à la division de cavalerie, je n'ai pas même un fonctionnaire. Je prie Votre Excellence de me tirer de l'embarras où je suis, le grand quartier général ne pouvant me venir en aide, bien qu'il y ait plus de dix fonctionnaires.

Le maréchal Bazaine au major général. — Paris.

Metz, 22 juillet.

L'intendant du 3e corps demande douze fours de campagne qui lui sont indispensables. IL N'Y EN A PAS A METZ.

Intendant général à Guerre. — Paris.

25 juillet 1870.

J'ai vu tous les corps d'armée. Ils sont pourvus de tout ce que le pays produit. Ces ressources s'épuisent facilement. Je n'ai d'inquiétudes que pour ce qui doit être expédié de Paris : farines, vivres de campagne, avoine, etc. Partout, on réclame du matériel, voitures d'ambulances, cantines d'infirmerie, voitures du train, gamelles, bidons,

marmites, ceintures de flanelle, dont je suis entièrement dépourvu. *Pas un corps d'armée n'a le personnel strictement nécessaire au service.*

Intendant général à Guerre. — Paris.

Metz, le 27 juillet 1870, 12 h. 30 m. soir.

L'intendant du 1er corps m'informe qu'il n'a encore ni sous-intendant, ni soldats du train, ni ouvriers d'administration, et que, faute de personnel, *il ne peut atteler aucun caisson ni rien constituer.*

Major général à Guerre. — Paris.

Metz, le 27 juillet 1870, 12 h. 1 m. soir.

Les détachements qui rejoignent l'armée continuent à arriver sans cartouches et sans campement.

Le maréchal Bazaine au major général, à Metz.

Boulay, 26 juillet.

Nous sommes toujours, en ce qui concerne le 3e corps, dans les mêmes conditions *au point de vue des ambulances*, QUI NOUS FONT ABSOLUMENT DÉFAUT.

Le général Davout, devant la commission des marchés, s'exprime ainsi :

Combien de fois n'avons-nous pas vu des corvées qui montaient quelquefois au quart de l'effectif de nos régiments, aller chercher leurs vivres à trois kilomètres en arrière, aux magasins de l'administration, et en revenir les mains vides, l'envoi sur lequel comptait le sous-intendant n'ayant pu s'effectuer. Nos pauvres soldats étaient obligés de retourner une seconde fois ; le bivouac, au lieu de repos, était une nouvelle cause de fatigue ajoutée à tant d'autres ; bien des nuits se sont passées à ces allées et venues. Le soldat, ne pouvant comprendre les difficultés d'approvisionnement, se jetait dans des

récriminations sans fin, ALLAIT MENDIER DANS LES FERMES DES ENVIRONS, et devenait indiscipliné et maraudeur, de bon et brave soldat qu'il eût été dans de meilleurs conditions.

Ce n'était pas, hélas ! pour la première fois que, grâce à l'organisation de l'armée faite par l'empire, nos soldats en étaient réduits à mendier. Voici en effet ce qu'écrivait le docteur Champouillon, médecin en chef du 1er corps d'armée pendant la guerre de 1859 : « Je vous informe avec regret que plus de 800 blessés ont été nourris par la commisération publique. »

Il faut clore ces tristes citations ; mais avant de passer au récit des événements, il est encore cependant quelques lignes que nous avons le devoir de reproduire. Elles datent de 1843 :

Un des reproches les plus graves qu'on puisse adresser au gouvernement, reproche qui tous les jours devrait, si nous avions une opposition vraiment nationale, retentir à ses oreilles, c'est de n'avoir profité des douze dernières années de paix, pour organiser militairement le pays, de façon que la France n'ait jamais à craindre une invasion.

Ces lignes ont été écrites par le prince Louis-Napoléon.

Le 1er mars 1871, à l'unanimité moins 6 voix, les représentants de la France votaient l'ordre du jour suivant, qui est comme le résumé et le châtiment des fautes, des crimes que nous venons d'indiquer :

L'ASSEMBLÉE NATIONALE CLOT L'INCIDENT, ET DANS LES CIRCONSTANCES

DOULOUREUSES QUE TRAVERSE LA PATRIE, EN FACE DE PROTESTATIONS ET DE RÉSERVES INATTENDUES, CONFIRME LA DÉCHÉANCE DE NAPOLÉON III ET DE SA DYNASTIE, DÉJA PRONONCÉE PAR LE SUFFRAGE UNIVERSEL, ET LE DÉCLARE RESPONSABLE DE LA RUINE, DE L'INVASION ET DU DÉMEMBREMENT DE LA FRANCE.

CHAPITRE III

Plan de campagne de l'Empereur. — Mobilisation de l'armée française. — Concentration. — Mouvements opérés par les différents corps.

I

Après la guerre de 1866 et les victoires de la Prusse, le maréchal Niel, comprenant que la lutte entre la France et l'Allemagne était imminente, avait appelé sur ce point l'attention des généraux, et s'était efforcé de tout préparer, de façon à ne rien abandonner à l'indécision toujours si dangereuse du dernier moment.

Un plan de campagne avait été arrêté, étudié dans les bureaux. Le maréchal Le Bœuf, dans une de ses dépositions à Trianon, fait connaître les auteurs de ce projet. « Il avait, dit-il, été conçu par le général Lebrun, l'intendant Pagès et moi. » Le ministre de la guerre avait adopté les dispositions suivantes : trois armées étaient formées sous le commandement des maréchaux Bazaine, Mac-Mahon et Canrobert : la première se réunissait en Alsace, la seconde à Metz, la troisième se tenait en réserve à Châlons.

Deux corps distincts étaient en outre, constitués à Belfort et à Lyon, comme noyaux de nouvelles troupes.

Les deux premières armées, prenant pour bases d'opérations Metz et Strasbourg, devaient : la première, masquer Sarrelouis et les trois grandes places du Rhin moyen, la seconde passer par la vallée de la Kinzig, Rastadt et la Forêt Noire.

Ce plan offrait deux avantages : il permettait de tourner, du même coup, toutes les forteresses du Rhin supérieur et moyen, et obligeait l'Allemagne du Sud prise, si l'offensive se produisait rapidement, en flagrant délit de formation, à rester simple spectatrice de la lutte.

Ces considérations étaient si évidentes que les divers projets successivement étudiés de 1866 à 1870 s'écartèrent peu de ces données principales.

En 1867, un mémoire fut rédigé par le général Frossard, et soumis au ministre de la guerre ; il comprenait quatre armées :

1° 120,000 hommes en Alsace, divisés en deux groupes d'égale force et réunis, l'un à Wissembourg, l'autre à Huningue ;

2° 140,000 hommes en Lorraine, fermant le débouché de Sarrebrück, et s'appuyant sur Thionville ;

3° 60,000 hommes groupés entre Mézières et Guise, dans le cas où la neutralité de la Belgique ne serait pas respectée ;

4° Enfin, une armée de 120,000 hommes devait se réunir à Châlons.

Peu de temps avant la lutte, trois ou quatre mois au plus, le ministre de la guerre s'était vivement préoccupé d'un nouveau plan de campagne. En quoi consistait-il, quelles modifications apportait-il aux projets antérieurs? C'est ce qu'il est impossible de savoir. Les quelques renseignements qu'il nous a été donné de recueillir constatent simplement que ce plan était très minutieusement exposé ? il comprenait quatre volumes que le ministère faisait composer secrètement, par feuilles isolées, chez plusieurs imprimeurs différents, afin d'empêcher toute indiscrétion. Ce document a été tiré à quelques exemplaires seulement, et les épreuves en ont été soigneusement détruites.

Il serait donc assez difficile de préciser quelles étaient, au moment où tout espoir de paix fut écarté, les intentions de l'état-major français, si nous ne les trouvions succintement exposées dans deux documents spéciaux : 1° une brochure attribuée à l'empereur (1), et qui paraît avoir tout au moins une origine officieuse ; 2° la déposition du ministre de la marine, amiral Rigault de Genouilly, devant la commission d'enquête.

L'empereur n'avait confié son projet qu'aux maréchaux Mac-Mahon et Le Bœuf : 150,000 hommes devaient être réunis à Metz, 100,000 à Strasbourg, et 50,000 à Châlons.

La concentration rapide de ces troupes ne permettait pas à l'ennemi de savoir sur quel point l'attaque

(1) *Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan.*

se produirait, car l'offensive pouvait être également dirigée contre les provinces rhénanes ou contre le grand duché de Bade.

La concentration opérée, l'armée de Metz devait être réunie à celle de Strasbourg, passer le Rhin à Maxau, laissant de côté Rastadt et Germersheim.

Les États du Sud étaient ainsi obligés à la neutralité, et l'armée française marchait à la rencontre des Prussiens. L'empereur avait calculé que l'Allemagne du Nord ne pouvait mettre que 500,000 hommes en ligne, car elle était obligée de garder à la fois ses côtes et sa frontière. Notre armée était inférieure en nombre, sans doute, mais on comptait sur la supériorité du chassepot et sur les mitrailleuses, pour obtenir quelques rapides succès.



Rigault de Genouilly (1).

Ce plan ne laissait pas que de soulever des objec-

(1) Né à Rochefort en 1807, mort en 1873.

tions : la plus grave était certainement d'obliger l'armée française à une longue marche de flanc, nécessaire pour amener les troupes de Metz en avant de Strasbourg, marche de flanc accomplie sous les yeux de l'ennemi, dans un pays difficile, à la frontière même, et avec l'appui d'une seule ligne de chemin de fer ; mais il offrait, au point de vue politique, d'incontestables avantages. Outre l'espoir de neutraliser l'Allemagne du Sud, il donnait à l'Italie et à l'Autriche la facilité de réunir leurs armées aux nôtres. Nous savons, en effet, par les déclarations très précises de M. de Chaudordy (1), qu'il y avait engagement pris de la part de ces deux puissances, et que le plan de campagne avait pour ainsi dire été délibéré avec elles. Nous ne pouvons mieux faire que reproduire ce passage de la déposition de M. de Chaudordy, si important et si décisif :

... Du 20 juillet au 3 ou 4 août, toutes les stipulations du traité furent arrêtées entre Florence, Vienne et Paris.

On y régla la procédure d'après laquelle on passerait de la neutralité armée à l'alliance offensive, dans la supposition que l'armée française réussirait à franchir le Rhin, pénétrerait dans l'Allemagne

(1) Le comte de Chaudordy, né en 1828, entra dans la diplomatie en 1850 ; d'abord attaché à l'ambassade de France à Rome, et après avoir été chargé de diverses fonctions diplomatiques, il devint premier secrétaire d'ambassade, sous-directeur du cabinet du Ministre des Affaires étrangères en 1866. Il était directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères au moment de la guerre. Après le 4 septembre, il fit partie de la délégation envoyée à Tours par le gouvernement de la Défense nationale, il fut alors chargé de la direction des Affaires étrangères. (D. L.).

du Sud, et tendrait la main vers Munich aux troupes autrichiennes et italiennes qui se porteraient au-devant d'elle. Le gouvernement français n'était pas signataire du traité conclu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie seules ; mais en réalité, l'empereur Napoléon avait été consulté sur tous les articles dont il se composait, il les avait approuvés ou modifiés suivant les circonstances, et l'instrument qui les contenait devait compter nécessairement comme un point capital dans les perspectives de la guerre qui allait s'engager. Comme je viens de le dire, ce traité supposait que les débuts de la campagne seraient favorables pour nos armes, et que nous suffirions à la tâche entreprise par nous, jusqu'au moment où nos alliés seraient en mesure, politiquement et militairement, d'entrer en lice, c'est-à-dire vers le 15 septembre...

Dans la même déposition, M. de Chaudordy ajoute les renseignements suivants, qui ne laissent place à aucun doute :

... Quant à la question de savoir si le traité a été signé, je ne puis répondre qu'une chose, c'est qu'un exemplaire définitif est parti de Metz, que M. le comte Vimercati l'a rapporté à Paris, et que, de Paris, il a été transmis à Florence et à Vienne, et est arrivé à sa destination avant la bataille de Woërth ; puis on n'en a plus entendu parler...

Le plan de campagne était donc subordonné à des conditions politiques qui nous obligeaient avant tout à franchir le Rhin, et à nous porter en avant.

Des troupes réunies à Châlons avaient pour mission, après le départ de l'armée de Metz, de faire au besoin une démonstration sur la Sarre, de défendre en tout cas la ligne de la Moselle.

La marine avait, également, son rôle tout tracé : deux escadres devaient être formées, la première,

chargée de bloquer l'escadre prussienne « quand on saurait au juste où elle se serait retirée »; la seconde, opérant dans la Baltique le débarquement d'un corps d'armée français « dont les troupes pourraient, à ce que l'on supposait, se réunir à un corps d'armée fourni par le Danemark. » L'amiral Rigault de Genouilly entre à ce sujet dans des détails suffisamment précis, et s'élève contre l'idée d'un bombardement de Danzig et de Kiel : « Cela, dit-il, n'aurait servi à rien. » Dès 1869, un officier de marine avait été envoyé à Copenhague « pour s'informer de ce que l'on pouvait faire d'utile dans la Baltique »; une étude minutieuse avait amené ces conclusions, qu'il fallait, de toute nécessité, un corps expéditionnaire de 30,000 Français, auxquels se joindraient 40,000 Danois. L'objectif était Kiel ou Hombourg.

Les préparatifs de cette expédition se continuèrent jusqu'à nos premières défaites : à ce moment seulement, on renonça définitivement à tout projet de débarquement dans la Baltique. Ajoutons, pour terminer sur ce point, que l'une des causes du retard fut la prétention inattendue du prince Napoléon qui voulait être chargé du commandement de la flotte et du corps expéditionnaire, à la tête duquel était placé le général Trochu (1).

(1) Enquête sur le 4 septembre. Déposition de l'amiral Rigault de Genouilly.

II

Mais, pour réaliser ce plan de campagne, pour prendre l'offensive et envahir l'Allemagne du Sud, il fallait gagner les Allemands de vitesse, et mobiliser promptement toutes nos troupes.

Cette nécessité d'une prompte mobilisation était depuis longtemps admise par tous les esprits clairvoyants. En 1835, le général Bugeaud écrivait (*Organisation militaire de l'armée*) :

Il est nécessaire d'adopter une organisation qui mette sans cesse à la disposition du pays tous les contingents, pour entrer de suite en campagne.

Plus loin il ajoutait :

Dans mon système, tout est sur les lieux : soldats, cadres, habillement et armement , à la rigueur, on peut mettre le bataillon complet tout en mouvement dans quatre jours.

Malheureusement, ces avertissements avaient été perdus, et rien ou presque rien n'avait été fait pour activer le passage du pied de paix au pied de guerre.

Le maréchal Niel s'était, il est vrai, efforcé de remédier à notre infériorité sur ce point, et de modifier nos institutions, dont la guerre d'Italie avait fait connaître tous les vices. Après une étude attentive, il avait admis que la mobilisation pouvait s'effectuer en

neuf jours, mais à la condition que l'on ne reculerait pas devant l'adoption des mesures nécessaires, et il avait indiqué, parmi les plus urgentes, l'obligation de ne plus séparer les dépôts de leurs corps.

Le maréchal Le Bœuf ne jugea pas utile de poursuivre les études et les réformes entreprises par son prédécesseur. Sur cent régiments de ligne, trente-six seulement se trouvaient, au moment de la guerre, réunis à leurs dépôts. Le 86e était à Lyon, et avait son dépôt à Saint-Malo ; le 32e à Châlons, avec son dépôt à Ajaccio ; le 96e à Strasbourg, avec son dépôt à Antibes ; le 9e bataillon de chasseurs à pied se trouvait à Sétif (Algérie), et son dépôt à Grenoble. Il ne serait malheureusement que trop facile de multiplier ces exemples.

En consultant une pièce officielle émanant de la 1re direction du ministère de la guerre, et qui porte ce titre : *Délais strictement nécessaires pour la mise en route de la réserve et de la deuxième partie du contingent*, on arrive à ces résultats : que la circulaire portant appel à l'activité étant expédiée le 14 juillet au soir, les hommes devaient recevoir leur feuille le 19, par les soins de la gendarmerie ; le 26, être rendus au dépôt, et le 29, à leur corps. Les jeunes soldats avaient un délai plus long de deux jours. Ainsi, une journée seulement devait suffire au dépôt pour équiper et armer les réservistes. A l'appui de ces chiffres, le maréchal Le Bœuf a fourni un document qui semble bien concluant, c'est la récapitulation par département des dates de départ des jeunes soldats

et des réservistes. Il en résulte que, du 18 au 28 juillet, 163,000 hommes ont été mis en route, en dehors de l'armée active. Après cette énonciation, le document ajoute :

> Ce chiffre est inférieur de 10,487 hommes à celui que présente la situation mensuelle de la réserve établie à la date du 1er juillet.

Il semblerait donc que le déficit n'ait été que de 7 à 8 pour cent, et que nos régiments aient dû se trouver, le 28 juillet, à peu près sur le pied de guerre ; mais il faut remarquer qu'il ne s'agit ici que de la mise en route, et nullement de l'arrivée des hommes soit au dépôt, soit au corps. Au moment même où les réservistes recevaient l'ordre de rejoindre, les transports de troupes commençaient par toute la France ; les chemins de fer étaient encombrés par



Le maréchal Niel (1).

(1) Niel Adolphe, né à Murat, dans la Haute-Garonne, le 4 octobre 1802. A l'âge de dix-huit ans, il était admis à l'École polytechnique

le matériel de campagne, les approvisionnements de toute sorte, et les troupes, à ce point que le plus petit trajet prenait les proportions d'un véritable

et en sortit deux ans plus tard pour entrer comme élève sous-lieutenant du génie à l'École d'application de Metz. Lieutenant en 1827, puis capitaine le 10 février 1835, il fit partie de l'armée qui, sous les ordres du général Damrémont, alla investir Constantine. Il s'y distingua d'une manière si brillante qu'il fut promu chef de bataillon le 24 décembre 1837 et nommé peu de temps après chevalier de la Légion d'honneur. Colonel en 1846, il fut, en 1849, chef d'état-major de l'armée de Rome; là encore il se fit remarquer par sa bravoure comme soldat et son aptitude comme officier du génie. Ce fut lui qui eut la mission d'aller à Gaëte présenter à Pie IX les clefs de la Ville Éternelle. Promu général de brigade le 13 juillet 1849, il prit à son retour en France la direction du génie au ministère de la guerre et entra en 1851, dans le Comité supérieur des fortifications et en 1852, au Conseil d'État hors section. A mesure que la guerre d'Orient approchait, le crédit de Niel auprès de Napoléon III s'affermissait de plus en plus. Promu général de division le 30 avril 1853, il fit partie en 1854, comme commandant en chef du génie, du corps expéditionnaire envoyé dans la mer Baltique sous les ordres du maréchal Baraguey d'Hilliers; en cette qualité il dirigea avec un si grand succès les opérations du siège de Bomarsund, que la reddition eut lieu le 13 août (les troupes avaient débarqué le 1er); Niel fut nommé grand officier de la Légion d'honneur. Le 8 janvier 1855, il reçut le titre d'aide de camp de l'Empereur, et partit le lendemain pour la Crimée avec la mission toute confidentielle d'examiner la situation de l'armée et de donner son avis sur les opérations à suivre, il s'acquitta de sa tâche avec la sûreté de coup d'œil et le soin attentif, qui le caractérisaient. Niel venait de quitter la Crimée lorsqu'il trouva à Constantinople un ordre qui lui enjoignait d'y revenir « pour prendre la direction supérieure du génie à la place du général Bizot qui avait été tué le 11 avril. Le conseil de guerre mit en avant le projet d'un assaut général, Niel s'y opposa avec tenacité; ses vues, qu'il avait fait approuver par l'Empereur, prévalurent. Lorsqu'il eut achevé de

voyage. A leur arrivée au dépôt, les hommes trouvaient une telle pénurie, qu'il était le plus souvent impossible de les équiper, tout manquant à la fois.

tracer ses sept parallèles devant Malakoff, alors les colonnes d'assaut furent lancées; son rôle était fini et le 8 septembre Malakoff était à nous. Niel en fût récompensé par la grand'croix de la Légion d'honneur ». En juin 1857, il entra au Sénat, puis il fut chargé de demander officiellement la main de la princesse Clotilde de Savoie pour le prince Napoléon; il accompagna le prince à Turin et, à la suite de ce voyage, il fit un mémoire sur la topographie militaire du Piémont qui fut mis à profit pour la campagne d'Italie.

Appelé, le 4 avril 1859, au commandement du 4e corps de l'armée d'Italie, il fut engagé le 4 juin à Magenta et partagea avec Mac-Mahon l'honneur de cette journée. « Les deux armées ennemies se rencontrèrent, dans la matinée du 24 juin, à Solférino; le hasard qui avait amené cette rencontre, dit un biographe du maréchal, assigna au général Niel le poste le plus dangereux. Placé à la droite, il devait marcher sur Guidizolo se reliant par la gauche au corps de Mac-Mahon et par sa droite à celui de Canrobert, envoyé à Medole. Aux prises avec les Autrichiens dès six heures du matin, il enlève Ceresca, Rebecco, et déblaye la route de Goïto. Puis, pivotant sur la Casanova, il conçoit le projet de s'emparer de Guidizolo pour couper la retraite aux corps ennemis qui occupaient la plaine; mais il n'a pas assez de forces disponibles et il en fait demander à Canrobert. Celui-ci avait l'ordre de surveiller un corps autrichien qui devait arriver de Mantoue et qui ne parut pas; il n'envoya à Niel que cinq bataillons et fit couvrir l'intervalle qui le séparait du 4e corps. Assailli par un ennemi supérieur en nombre, Niel eut toutes les peines du monde à maintenir ses positions, même après la prise de Solférino et de Cavriana; malgré une lutte acharnée de dix heures, il put enfin reprendre l'offensive. Au moment où il allait essayer un mouvement sur Volta et Goïto, un orage épouvantable éclata, à la faveur duquel les Autrichiens opérèrent leur retraite. Le plan qu'il avait conçu échoua, mais le champ de bataille restait à l'armée française et Niel, qui « s'était couvert de gloire » suivant les expressions de la dépêche

Puis, quand les dépôts étaient parvenus, à force de zèle et d'activité, à compléter tant bien que mal l'équipement des réservistes, ceux-ci ne rejoignaient plus les régiments auxquels ils étaient attachés. Et comment un simple soldat aurait-il pu se *débrouiller* au milieu de ce chaos, quand, le 21 juillet, le général Michel télégraphiait de Belfort à Paris que, malgré toutes ses recherches, il ne parvenait à trouver ni la brigade qu'il était chargé de commander, ni le

envoyée à Paris, fut élevé le 25 juin 1859 à la dignité de maréchal de France ».

Après la campagne d'Italie, le maréchal fut investi, le 22 août, du commandement du 6e arrondissement militaire dont Toulouse était le quartier général. Puis, lorsque après la victoire des Prussiens à Sadowa, on jugea nécessaire de réorganiser l armée française, ce fut le maréchal Niel, qu'un décret du 27 janvier 1867, appela au ministère de la guerre. « Le nouveau ministre, actif, laborieux, animé d'un ardent patriotisme, se rendant d'ailleurs un compte exact du péril que les nouvelles conquêtes de la Prusse faisaient courir à la France, se mit aussitôt à l'œuvre. Peut-être, écrivait à cette époque le général Ambert, si l'on n'eût pas craint de bouleverser de fond en comble l'ancienne législation sur l'organisation militaire, si l'on fut entré résolûment dans les réformes radicales, si l'on eût osé résister aux entraînements de l'exemple des puissances étrangères, peut-être aurions-nous eu une institution militaire complète au lieu d'une législation qui, à tout prendre, n'est qu'une modification à la loi de 1832. » Quoi qu'il en fut, cette organisation, toute nouvelle qu'elle était, aurait peut-être mis nos forces sur un pied redoutable, mais comme on a pu en juger, tout, pour ainsi dire, fut suspendu; « la réserve n'était point exercée, et la garde nationale mobile n'existait que sur le papier ». Le laborieux maréchal ne vit pas heureusement nos désastres, car il mourut dans la nuit du 13 au 14 août 1869. (D. L.)

général de division sous les ordres duquel il était placé!

Cet exemple n'est malheureusement pas le seul. Voici ce qu'on lit, en effet, dans la déposition du directeur de l'administration de la guerre :

La cavalerie a été formée de cinq ou six manières différentes depuis le 15 juillet jusqu'au 5 août. Vous verrez dans le tableau de l'armée du Rhin, tantôt un corps de cavalerie qui n'a jamais existé, tantôt des divisions, tantôt des régiments de cavalerie adjoints à des divisions d'infanterie. J'ai désigné un intendant militaire pour un corps de cavalerie : c'est le baron Schmitz. Il n'a jamais pu trouver son corps, attendu qu'il n'a jamais existé.

Pendant plus de quinze jours, il fut impossible à l'administration supérieure de la guerre d'indiquer l'emplacement de chaque régiment. L'empereur lui-même, dans une brochure publiée après la guerre, brochure qui contient de très intéressants détails (1), après avoir reconnu que la mobilisation en France s'opère dans les plus mauvaises conditions, ajoute :

De Marseille à Brest, de Bayonne à Lille, les routes et les chemins sont sillonnés en tous sens par les soldats allant d'un bout à l'autre de la France chercher leur dépôt, et de là repartant de nouveau pour rallier leur régiment. On imagine tout ce que ces allées et venues occasionnaient de dépenses et de retard.

Dans la guerre de 1870, écrit le général Vinoy (2), certains hommes appartenant aux régiments de zouaves, placés dans la réserve dans

(1) *Notes sur l'organisation militaire de la Confédération de l'Allemagne du Nord.*

(2) *L'Armée française en* 1873.

les départements du Nord, ont dû traverser toute la France, pour aller s'embarquer à Marseille, se faire armer et équiper à Coléah, à Oran, à Philippeville, et revenir combattre au point même d'où ils étaient partis. Ils avaient fait inutilement 2,000 kilomètres de chemin de fer, deux traversées de deux jours au moins chacune. Ceux d'entre eux qui ont pu arriver à temps se présentaient dans les conditions suivantes : un détachement de 500 hommes, destinés au 1er zouaves, arrivait à Marseille le 15 août, sans savoir où rejoindre son régiment, que les événements de guerre avaient déplacé, et qui partait du camp de Châlons le 21 août, laissant à peine le temps de rejoindre. — 300 hommes, destinés au 3e zouaves, se trouvaient à Mézières, le matin du 31 août ; ils sont arrivés dans la journée à Sedan, et il est douteux qu'ils aient pu rejoindre leur corps, et lui donner une force nouvelle. Ces détachements n'avaient qu'un seul officier pour les diriger ; ils n'étaient pas même en état de se défendre, et ne pouvaient être utilisés que dans leurs corps.

Le désordre était si grand que, dans le cours même de la mobilisation, le ministre de la guerre prescrivit que les réservistes équipés dans les dépôts seraient dirigés sur les corps le plus à proximité. Cette mesure ne remédia au mal que dans une très faible proportion, et elle amena des abus d'un autre genre. Certains régiments, en effet, perdaient toute cohésion par suite de l'adjonction disproportionnée des réservistes et des jeunes soldats, d'autres, au contraire, ne recevant aucun renfort, étaient d'une faiblesse de nature à compromettre le résultat des opérations ultérieures.

En se reportant au très remarquable travail du directeur des chemins de fer de la Compagnie de l'Est, M. Jacqmin (1), auquel nous aurons à faire de

(1) Ancien élève de l'École polytechnique et de l'École des ponts

longs emprunts (1), on reconnaît que la proportion des hommes isolés qui ne rejoignaient pas les corps, était considérable :

Dès le troisième ou le quatrième jour, écrit-il, nos gares et toutes les gares du réseau français ont été successivement encombrées de soldats isolés, appartenant à tous les régiments de l'armée, groupés par les intendants sous les ordres de quelques sous-officiers. Ces derniers, sans autorité sur les détachements d'hommes inconnus qui leur étaient confiés, partaient, en laissant tout le long du chemin une partie de leurs hommes plus ou moins égarés. Les soldats isolés ont constitué de suite une masse flottante errant sur les chemins, vivant dans les buffets improvisés, dans les gares, par les soins et aux frais de personnes bienveillantes, ne retrouvant jamais leur corps. A la fin du mois d'août, la gare de Reims a eu à défendre ses wagons contre les tentatives de pillage faites par une bande de 4 à 5,000 de ces hommes, fléau des armées et de leur pays, et qui, après avoir, de bonne foi, cherché leurs régiments, s'étaient facilement habitués à l'idée de ne pas les retrouver.

Mais ce n'étaient pas seulement des hommes qui manquaient, c'étaient quelquefois des corps entiers,

et chaussées, M. Jacqmin était sorti de celle-ci avec le n° 1. Après quelques années passées au service de l'État, où il était parvenu au grade d'ingénieur en chef, il fut attaché aux grands travaux de premier établissement de la Compagnie de Lyon. Là se révélèrent les rares talents d'ingénieur qui devaient le désigner, un peu plus tard, au choix des grandes compagnies. Directeur de la Compagnie des chemins de fer de l'Est depuis 1872, président du comité de la ligne de Ceinture, membre de la commission supérieure militaire des chemins de fer depuis sa création, il avait pris la plus grande part dans l'organisation des transports militaires en cas de guerre, et avait conquis, par sa compétence et ses travaux, une autorité hors ligne dans le monde des chemins de fer. (D. L.)

(1) *Les Chemins de fer pendant la guerre.*

— le train, les équipages, les ambulances, — qui faisaient défaut :

Les deux batteries d'artillerie, dépose le général Ducrot, celles de mitrailleuses et une ou deux de réserve qui se trouvaient là (Reischoffen), n'avaient pas un seul vétérinaire, et personne pour leur donner des fourrages : personne ne savait se servir de ces mitrailleuses, sauf un seul officier. On tira quelques coups à blanc, l'avant-veille du départ, pour voir comment se manœuvraient ces machines-là..., les réservistes n'avaient jamais vu un chassepot quatre jours avant d'aller au feu.

Et comme M. de Leusse, maire de Reischoffen, s'effrayait de ce désordre :

Dans les autres divisions, lui dit le général Ducrot, c'est encore bien pis.

Voici un exemple plus concluant encore, c'est l'intendant-général Blondeau qui le fournit à la commission des marchés : le nombre d'infirmiers et d'ouvriers d'administration étant insuffisant, parce que la plupart de ces hommes étaient en Algérie, M. Blondeau donna l'ordre au général commandant la 9e division militaire, à Marseille, de retenir tous les ouvriers d'administration, tous les infirmiers militaires :

Le général, ennuyé de l'immense quantité d'hommes qui affluaient à Marseille, les envoya à Toulon pour être embarqués sur les navires de guerre, et n'a pas donné à Toulon l'avis de les retenir comme il avait été donné à Marseille. Il en est résulté que tous nos infirmiers et tous nos ouvriers d'administration ont été, à la date du

20 ou du 25 juillet, embarqués pour l'Algérie, de telle sorte que, quand on voit l'armée se plaindre de n'avoir ni infirmiers ni ouvriers d'administration, on conçoit que cela n'ait rien d'extraordinaire.

La compagnie du chemin de fer de l'Est, à qui incombait naturellement la plus grande part dans cet immense travail de transport, était requise, le 15 juillet, de se tenir à la disposition du ministre de la guerre. Dès le lendemain, les trains se succédèrent. Malheureusement la question si grave du transport par chemin de fer n'avait pas été mieux étudiée que le reste; là encore tout était livré au hasard, et il fallait tout le zèle, toute l'activité des employés de cette compagnie, qui devaient montrer tant de dévouement pendant la guerre, pour surmonter les obstacles qui surgissaient à chaque instant.

Le maréchal Niel avait, il est vrai, institué une commission chargée d'élaborer un règlement pour le service militaire des chemins de fer analogue à celui qui existait en Prusse; mais ces sages prescriptions avaient été négligées. Chaque jour, la compagnie de l'Est recevait du ministère de la guerre des ordres indiquant le nombre de régiments, d'escadrons ou de batteries qu'il y avait à charger, mais le plus souvent, ces avis étaient inexacts. Les heures changeaient à chaque instant; là où l'infanterie était attendue, la cavalerie arrivait si bien qu'il fallait modifier les trains. Enfin, l'effectif variait à ce point que certains régiments comptaient 1,600 hommes, tandis que d'autres n'en avaient que 950, et l'un même 550.

III

Le passage du pied de paix au pied de guerre avait si peu été étudié, malgré les affirmations du maréchal Le Bœuf devant la commission d'enquête, que l'on ne s'était pas même occupé d'envisager le problème sous ses différents aspects. Une confusion regrettable s'était faite entre ces deux mots : *mobilisation*, *concentration*. Ce sont là, en effet, deux opérations distinctes qui ne peuvent être exécutées simultanément, sous peine d'amener le désordre.

La mobilisation consiste à appeler les réservistes, à les pourvoir, dans les dépôts, de tout ce qui leur est nécessaire, puis, quand ils sont équipés et armés, à les encadrer dans les régiments auxquels ils sont destinés.

Ce premier travail accompli, il reste à transporter aux endroits désignés, à *concentrer* tous ces corps prêts à entrer en ligne.

On ne crut pas devoir suivre cette méthode si rationnelle et si sage. Pêle-mêle ; on envoya les régiments tels qu'ils se trouvaient, de là des souffrances et des découragements qu'il eût fallu à tout prix éviter. Le soldat manquait de tout, aussi bien des objets nécessaires à l'alimentation, que de ceux qui servent à combattre. Pas d'ambulances, pas de munitions, pas de parcs : un affolement terrible sous les yeux mêmes de l'ennemi, dont les espions notaient

précieusement ces symptômes précurseurs de défaites.

Dans leurs instructives dépositions, les intendants donnent une idée exacte de ce qu'était cette organisation. L'un d'eux était aux bains de mer, le second en tournée d'inspection, un troisième à l'autre bout de la France. Du 17 au 20 juillet, on les appelle, et on leur apprend qu'ils sont promus au commandement de tel ou tel corps. Ils se rendent en toute hâte au lieu indiqué, et à la place d'une troupe organisée, d'une armée prête à combattre. Ils trouvent une foule qui a faim. De là ce lamentable ensemble de dépêches qui marque le commencement de la campagne. Chaque intendant, chaque général n'a conscience que de ses propres besoins : à toute heure, il télégraphie au ministre, et somme la compagnie des chemins de fer de lui envoyer à l'instant, sans aucun retard, tout ce qui lui est nécessaire. A qui entendre au milieu de toutes ces réclamations également fondées ? ici c'est le pain qui manque, là le vin et le biscuit, plus loin, ce sont les cartouches qui font défaut. En avant de Strasbourg, il n'y a pas de chirurgiens, et les zouaves emmenés d'Afrique, au moment de la moisson, sont venus avec des fièvres qui les font entrer par centaines à l'ambulance.

Pour augmenter le désordre déjà si grand, les dépêches se contredisent. Nous citerons seulement trois télégrammes, venus de Metz dans la même journée, et qui se trouvent résumés dans le document suivant :

Ministre de la guerre à intendant en chef à Metz, le 8 août :

Votre dépêche d'hier, 9 h. 30 du matin, demande d'urgence des farines sur Metz ; celle de 5 h. 50 du soir, dit de cesser tout envoi, et, enfin, une troisième, de 10 heures et demie, demande 2,200 quintaux de diverses denrées. Ces alternatives, se succédant à de courts intervalles, me mettent dans un grand embarras.

Le pire, c'est que les provisions que l'on envoyait n'arrivaient que bien rarement à destination.

Toutes les gares étaient encombrées à ce point qu'il était impossible de s'y reconnaître. Dans son livre sur les chemins de fer, M. Jacqmin fixe le point de départ de cet encombrement. Lorsque les premiers trains chargés de troupes arrivèrent, à Metz notamment, les soldats, fatigués par ce long trajet, accompli au mois de juillet, s'empressèrent de sauter à terre et de gagner les casernes qui leur étaient assignées. Mais, outre les hommes, les trains de chemins de fer avaient amené des bagages, du matériel ou des voitures : nul ne s'en inquiéta. Il fallut alors ranger les wagons à moitié déchargés. Après les premières troupes, vinrent des canons, des approvisionnements de toutes sortes, et les gares s'encombrèrent de plus en plus. Les intendants émettaient cette singulière opinion, qu'il ne fallait pas transporter les denrées en ville, mais les laisser en gare, comme magasins roulants, puisque l'on ne savait si l'on irait plus loin. Bref, la moitié du matériel de la Compagnie se trouva ainsi immobilisé, et

il fallut bientôt renoncer a apporter un peu d'ordre. Un seul fait suffira pour donner une idée de cette situation. Vers la fin du mois d'août, au moment où l'armée de Metz était à la veille de manquer de cartouches, on en découvrit quatre millions à la gare. Ainsi, un mois après l'arrivée de l'armée, l'encombrement n'avait pas encore cessé.

Malgré toutes ces causes de retard, il fut possible d'amener très rapidement sur la frontière un nombre d'hommes relativement élevé. Le 26 juillet, 186,000 hommes avaient été transportés, et le 4 août, les documents émanant de la compagnie du chemin de fer de l'Est accusent un transport de 300,000 hommes. Il faut, il est vrai, réduire sensiblement ces chiffres, car il n'a été possible de noter que le nombre d'hommes, sans tenir un compte précis de tous les doubles mouvements qui devaient fatalement s'opérer au milieu d'une telle confusion.

Cette rapidité relative s'explique par cette considération que les corps de Paris et de Lyon étaient à peu près organisés, il en était de même de l'armée d'Afrique ramenée en France le 19 juillet; enfin, le général Frossard se trouvait au camp de Châlons avec une vingtaine de mille hommes. Toutes ces troupes furent aussitôt transportées : celles qui arrivaient d'Afrique, et devaient former le premier corps (*voir plus loin l'ordre de bataille de l'armée française*), étaient destinées à Strasbourg. Le général Frossard avait son quartier général à Saint-Avold, la veille même de la déclaration de guerre. Sa

1re division (général Vergé) occupait Saint-Avold, la 2e (général Bataille) allait jusqu'à Forbach, la 3e division (général de Laveaucoupet), était établi à Bening-Merlebach, à l'entrecroisement même du chemin de fer de Forbach et de Sarreguemines. Ce corps, fort à ce moment de 20 à 22,000 hommes au plus, s'étendait donc sur une étendue de 16 kilomètres.

En même temps, le 3e corps se réunissait à Metz, le 4e (général de Ladmirault) à Thionville. Le 7e (général Douay) avait l'ordre de se concentrer à Belfort. La Garde impériale attendait l'empereur, et n'arrivait que quelques jours après à Metz.

Le 5e corps (général de Failly) fut formé à Bitche; le 24 juillet, le quartier général de ce corps fut transporté à Sarreguemines, où de grands approvisionnements avaient été réunis sur la frontière même.

A ce moment, l'empereur et le maréchal Le Bœuf semblaient si peu se douter que les Allemands prendraient l'offensive, que les vivres avaient été principalement amassés dans les deux villes qui, par leur position sur l'extrême frontière, étaient le plus exposées : Forbach et Sarreguemines.

Espérait-on effrayer l'ennemi, en lui montrant des soldats sur tous les points, et ne réfléchissait-on pas qu'il serait impossible, au moment voulu, d'opérer une concentration rapide et d'appeler au secours d'un corps menacé les divisions voisines ?

Le 7e corps (Douay) avait, il est vrai, une ligne de chemin de fer pour rallier le maréchal Mac-Mahon, mais il n'était encore qu'en formation.

Pourquoi, d'ailleurs, avoir choisi cette position éloignée (126 kilomètres de Strasbourg)? La frontière de la basse Alsace, de Huningue à Neufbrisach, ne semblait pas sérieusement menacée par l'ennemi. Des forêts marécageuses rendent, en effet, difficile la marche d'un corps de troupes important. Enfin,



Le maréchal de Moltke (1).

les six routes qui font communiquer la vallée du Rhin entre Strasbourg et Mulhouse à la vallée de la

(1) Le feld-maréchal comte de Moltke naquit à Parchal, dans le Mecklembourg, le 26 octobre 1800 et mourut à Berlin le 24 avril 1871. Élevé à Copenhague, il entra d'abord au service du Danemark, mais en 1822 il passa dans celui de la Prusse avec le grade de lieutenant d'infanterie. Après avoir acquis des connaissances spéciales à l'École de Francfort-sur-l'Oder, il fut attaché au corps d'état-major en 1832.

Moselle, par les Vosges, passent à travers des vallées étroites et en partie boisées : ce sont, en réalité, des défilés dangereux et presque impraticables à une armée.

L'invasion semblait plus probable du côté de Wissembourg : la grande route qui de la frontière mène à Strasbourg a toujours été indiquée par les auteurs allemands comme une excellente ligne d'opérations. En pénétrant de ce côté, les Allemands avaient l'avantage d'intercepter les communications entre Metz et Strasbourg, en coupant, vers Niederbronn, le chemin de fer qui suit la frontière par Bitche et Sarreguemines. Un tel mouvement permettait encore à l'assaillant qui tourne Strasbourg de priver cette place du chemin de fer de Paris.

En 1846, il devint aide de camp du prince Henri de Prusse, et après la mort de ce prince, il eut, en 1847, un commandement sur les frontières du Rhin. Nommé l'année suivante chef de section dans le grand état-major, il fut mis, en 1849, à la tête de l'état-major du 4e corps d'armée et conserva ce poste jusqu'en 1856, où il devint aide de camp du prince Frédéric-Guillaume. En 1858, il fut promu au grade de chef de l'état-major de l'armée et en 1859, à celui de lieutenant-général « Dans cette dernière année, dit un historiographe, il suivit les opérations de la guerre d'Italie au quartier général autrichien, et c'est surtout depuis cette époque qu'il n'épargna aucune peine pour développer au plus haut degré possible les qualités de l'armée prussienne. Quand éclata, en 1864, la guerre avec le Danemark, ce fut de Moltke qui dressa le plan de campagne que suivit le prince Frédéric-Charles, et il en surveilla en personne l'exécution. De retour à Berlin, il prit part aux travaux et aux délibérations des principaux officiers généraux de l'armée prussienne, qui pressentaient l'éventualité d'une rupture prochaine avec l'Autriche; il prépara

Le passage des Vosges qui sépare l'Alsace de la Lorraine n'offre pas des obstacles insurmontables : à mesure que l'on s'approche de la Lorraine, la hauteur de la chaîne des Vosges diminue, et le réseau des routes devient plus étendu.

En remontant vers le Nord, on trouve la grande route qui, de Deux-Ponts, traverse Rohrbach, Ottwiller et Sarrebourg. Un peu au delà enfin, plusieurs routes étaient encore ouvertes à l'invasion : ce sont celles de Sarreguemines à Custine, par Saaralbe et Fenestrange, de Sarreguemines à Nancy, de Sarreguemines à Bar-le-Duc, par Pont-à-Mousson.

La route de Saarbrüch (Forbach) passe par Rosbrück, sur la Rosselle, et traverse un pays montagneux pour aboutir à Longeville, près Saint-Avold.

alors le plan de campagne qui allait lui valoir une réputation européenne ». En juin 1866, nommé général d'infanterie, il accompagna le roi de Prusse en Bohême et décida, par ses conseils, du sort de la journée à Sadowa; puis il dirigea le mouvement en avant sur Olmütz et sur Vienne et négocia, le 22 juillet, l'armistice de cinq jours qui devait aboutir à la conclusion de la paix. Il reçut, pour ses services, l'ordre de l'Aigle-Noir et une dotation nationale. Au début de la guerre de 1870, M. de Moltke présenta au roi un plan préparé minutieusement depuis de longues années. « Ses combinaisons, ajoute M. Louisy, furent adoptées et exécutées de point en point; non-seulement il conduisit en maître absolu les opérations militaires, mais il prit une part prépondérante à toutes les négociations, se montrant d'une rigueur impitoyable pour l'ennemi vaincu ».

Après la guerre, les plus grands honneurs furent accordés à M. de Moltke : il fut fait comte après la capitulation de Metz, on lui donna la Grand'Croix de Fer, on l'éleva à la dignité de feld-maréchal et il devint membre à vie de la Chambre des Seigneurs. (D. L.)

A ce point la route bifurque, l'ennemi peut se diriger par Dieuze et Marsal, vers Lunéville. Pour franchir la Moselle, afin de prendre la route de Verdun, objectif indiqué, il n'existe de ponts qu'à Longeville-lès-Metz, sous le canon même de la place, à Noveant, à Ars et à Pont-à-Mousson.

Enfin de Saarlouis, partent deux routes (en dehors de celle qui rejoint à Saint-Avold, la route de Saarbrück) : l'une aboutit à Thionville par Bouzonville, l'autre à Metz par Boulay. En choisissant la seconde, l'ennemi peut passer la Moselle au-dessous de Metz ; en adoptant la première, il est obligé, pour regagner la route de Verdun, de jeter des ponts en dehors de la sphère d'action des deux places, Metz et Thionville, distantes l'une de l'autre de 28 kilomètres. Il n'y a en effet de la frontière à Metz qu'un seul pont à Thionville. La largeur de la rivière est d'environ 250 pas : l'opération est d'autant plus périlleuse, que les chemins sont difficiles, et traversent des forêts impossibles à tourner. Enfin Metz et Thionville étant réunis par une voie ferrée, il est toujours facile d'envoyer rapidement de l'une de ces deux places des troupes suffisantes pour empêcher l'ennemi de jeter des ponts.

Au delà de Saarlouis, il n'y a plus de grande route jusqu'à Sierck, où commence la frontière du Luxembourg.

Un mot seulement des forteresses. Sur la frontière d'Alsace, de Belfort à Strasbourg, nos forteresses n'avaient qu'une importance très secondaire ; Neuf-

brisach, Schlestadt, Phalsbourg, Lichtemberg, La Petite-Pierre, toutes ces fortifications, accumulées de Huningue à Lauterbourg, soit dans l'intérieur du pays, n'offraient qu'une protection insuffisante, et étaient incapables d'arrêter l'assaillant, toujours maître de masquer ou de tourner ces frêles obstacles, s'il ne préférait recourir à une attaque de vive force, dont le mauvais état des fortifications, et le manque de canons, de soldats ou de munitions, semblaient assurer le succès.

A mi-chemin, entre Sarreguemines et Wissembourg, se trouve Bitche. En remontant vers le nord-ouest, enfin, Thionville et Metz.

Ce rapide coup d'œil, jeté sur le terrain, permet de déterminer les points qui paraissaient exposés aux attaques de l'ennemi.

De Sierck à Sarrebrück, de même que de Belfort à Strasbourg, le danger ne semble pas grand, car les routes n'offrent que des désavantages aux Allemands.

Au contraire, Forbach, Sarreguemines, Wissembourg, Forbach et Wissembourg sont les deux débouchés indiqués à l'invasion. Le premier à cause de la ligne Coblentz-Neunkirchen-*Sarrebrück* et de celle de Trèves, Sarrelouis, *Sarrebrück*; le second, grâce au chemin de fer de Mayence-Landau-*Wissembourg*. En outre, la facilité des voies de communication, l'utilité qu'il y a pour l'ennemi à assurer son ravitaillement par voie de fer, lui font une obligation d'attaquer sur ces deux points. Les routes qui par-

tent de Sarreguemines étaient encore un débouché indiqué ; car, en amenant de ce côté une troisième armée, au début des opérations, les Allemands soutenaient leurs deux ailes, les soudaient à de nouvelles troupes capables de remédier à un échec.

Deux solutions semblaient donc imposées à l'état-major français : il fallait marcher en avant, si l'on parvenait à réunir une armée suffisante : dans le cas contraire, il était nécessaire de choisir une position défensive à l'endroit indiqué pour le passage de l'ennemi, et l'obliger ainsi à livrer bataille dans des conditions défavorables pour lui.

Cette dernière opinion fut soutenue par le général Frossard, qui indiquait le plateau qui s'étend entre Sarreguemines et Forbach, la droite à Sarreguemines, le centre à Cadenbronn, la gauche à Betingen protégée par un mouvement tournant dirigé de Saarlouis, par une division placée à Saint-Avold.

Le général Ducrot soutenait la même opinion et proposait de réunir toutes les forces du 1er corps aux environs de Strasbourg, sur les bords de la Brusche et de l'Ill, la division de cavalerie en avant et formant rideau, près de Brumath. Dans une brochure (1) récemment publiée en réponse au récit du grand état-major allemand, le général nous apprend qu'il a toujours été opposé à la dissémination de nos forces, et notamment à l'occupation des petites places frontières. Voici, d'ailleurs, le passage :

(1) *Wissembourg*, par le général Ducrot.

... Le préfet du Bas-Rhin et le sous-préfet de Wissembourg firent également de nombreuses démarches près de nous pour obtenir la réoccupation de Wissembourg et de Lauterbourg : ces démarches furent vaines.

Les souvenirs du général Ducrot nous semblent inexacts. A la date du 27 juillet, en effet nous trouvons la dépêche suivante (1), qui semble indiquer que le général Ducrot était d'avis de porter les troupes en avant :

27 juillet, 10 heures 45 minutes. — Urgence. Reischoffen de Strasbourg à 1 heure 30 minutes du matin.

Maréchal commandant 1er corps au général Ducrot à Reischoffen :

J'approuve complètement les dispositions que vous comptez prendre. Toutefois, ne faites aucun mouvement d'ensemble en avant, et contentez-vous de pousser au-delà de la frontière des reconnaissances de cavalerie.

Maréchal DE MAC-MAHON.

Le général Ducrot nous paraît notamment se tromper, lorsqu'il dit qu'il a toujours été opposé à une occupation de Wissembourg ; il l'a formellement demandée, au contraire, le 30 juillet, et c'est le maréchal de Mac-Mahon qui s'est opposé à ce mouvement.

Voici à ce sujet, deux dépêches décisives :

(1) Dépêche inédite.

30 juillet, 5 heures 5 minutes. — Reischoffen. Urgence.
Strasbourg.

Le général commandant la 1re division d'infanterie au maréchal commandant le 1er corps ou en son absence au chef d'état-major général :

Voulez-vous m'autoriser à placer trois compagnies du 96e et deux escadrons du 2e lanciers à Wissembourg ? Cela nous permettra de mieux surveiller les mouvements de l'ennemi, et tiendra ses patrouilles à distance. L'établissement du Pigeonnier, où nous nous établirons solidement, donnera toute sécurité à ce détachement.

Général Ducrot.

30 juillet, 8 heures 15 minutes.

Maréchal commandant le 1er corps à général commandant 1re division, Reischoffen :

Je ne vois pas de nécessité à mettre de l'infanterie à Wissembourg; j'y vois même un danger, car il résulte des renseignements recueillis par le major général que l'ennemi aurait formé le projet d'enlever Wissembourg s'il avait été occupé. Bornez-vous à envoyer de fréquentes patrouilles de cavalerie à Wissembourg.

Maréchal de Mac-Mahon.

Quoi qu'il en soit de ce point, l'état-major général ne sut pas prendre un parti. Incertain s'il devait marcher en avant ou se concentrer sur des positions défensives, il échelonna tous les corps d'armée le long de la frontière, divisions par divisions, souvent même régiments par régiments.

Études successivement tous ces mouvements ; une série de dépêches *inédites* nous permet d'indi-

quer exactement les positions occupées par les divisions du 1er corps d'armée :

27 juillet, 1 heure 5 minutes. — Reischoffen à Haguenau.

Général Ducrot à S. E. le maréchal à Strasbourg :

J'ai installé ma première brigade entre Wœrth et Frœswiller ; en mettant un bataillon à Gundstett, ma deuxième brigade s'installera. En ce moment-ci, tout est parfaitement calme ; demain, nous occuperons (illisible) et le Pigeonnier.

Général DUCROT.

27 juillet, 3 heures 10 minutes.

Le général Douay au général Ducrot :

Positions qui seront prises demain matin :

Seltz, 16e bataillon de chasseurs à pied, 2 escadrons ; Oberbetschdorf, 1 bataillon ; Soulz, 1 bataillon ; Wœrth, 1 bataillon; notre artillerie est dirigée sur Niederbronn, d'où elle gagnera Reischoffen.

Général DOUAY.

Les jours suivants, loin de se concentrer, les troupes s'éparpillent plus encore : le 30 juillet, le 1er corps, — ou tout au moins deux de ses divisions, — sont, régiment par régiment, disséminées à la frontière.

Le 5e corps (de Failly) se trouve dans une situation analogue. Il a à garder la frontière de Sarreguemines à Reischoffen, où se trouve le général Ducrot (56 kilomètres environ), et par sa position, il est tenu de soutenir le général Frossard à Forbach, ou le

maréchal de Mac-Mahon. Aussi les 23,000 hommes du 5e corps occupent-ils, outre Sarreguemines (brigade Lapasset) et Bitche (division de Lespart), Niederbronn (12e chasseurs), Rohrbach (5e lanciers, 1 bataillon d'infanterie); au moindre mouvement de l'ennemi, à la première nouvelle qui arrive, les troupes partent précipitamment, se rendent d'un point à un autre pour revenir en toute hâte, de telle sorte, — nous en verrons la preuve plus loin, — que le maréchal de Mac-Mahon, qui doit être couvert par le corps de Failly, ne sait pas toujours exactement où il se trouve.

Le 2e corps occupa jusqu'au 31 juillet les positions indiquées plus haut, le quartier général à Saint-Avold. Mais à cette date, un ordre de l'Empereur rapprocha nos troupes de la frontière. La division Laveaucoupet vint s'établir sur les plateaux d'Œtingen, la division Bataille en première ligne sur les hauteurs de Spickeren; la division Vergé à Bening.

Le 3e corps (maréchal Bazaine) s'était d'abord dirigé de Metz sur Boulay; le 30, il fut porté à Saint-Avold (quartier général), les quatre divisions d'infanterie occupant Saint-Avold, Haut-Hombourg, Ham-sur-Vasberg, et Boucheporn.

Le 4e corps (général Ladmirault) prit les positions premières du 3e corps : la 1re division à Bouzonville, les deux autres à Boulay, à Coume et Teterchen.

Le 6e corps, sous les ordres du maréchal Canrobert, était en formation à Châlons, le 7e à Belfort avec le général Félix Douay.

La Garde (général Bourbaki) s'était dirigée sur Nancy et Metz où elle demeurait en réserve. Vers la fin de juillet, elle se transporta à Courcelles.

L'empereur avait quitté Saint-Cloud le 28 juillet, en adressant cette proclamation à la nation :

Français,

Il y a dans la vie des peuples des moments solennels où l'honneur national, violemment excité, s'impose comme une force irrésistible, domine tous les intérêts, et prend seul en mains la direction des destinées de la patrie.

Une de ces heures décisives viennent de sonner pour la France.

La Prusse, à qui nous avons témoigné, pendant et depuis la guerre de 1866, les dispositions les plus conciliantes, n'a tenu aucun compte de notre bon vouloir et de notre longanimité.

Lancée dans une voie d'envahissements, elle a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés, et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain.

Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports nationaux, et montrer toute la gravité de la situation.

En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre.

Elles ont été éludées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation, et aussitôt un cri de guerre a retenti d'un bout de la France à l'autre.

Il ne nous reste plus qu'à confier notre destinée au sort des armes. Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne, dont nous respectons l'indépendance.

Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande nationalité germanique disposent librement de leurs destinées.

Quand à nous, nous réclamons l'établissement d'un état de choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons conqué-

rir une paix durable, basée sur les vrais intérêts des peuples, et faire cesser cet état précaire où toutes les nations emploient leurs ressources à s'armer les unes contre les autres.

Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent, est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre Révolution.

Il représente les mêmes principes, il inspire le même dévouement.

Français, je vais me mettre à la tête de cette vaillante armée qu'anime l'amour du devoir et de la patrie.

Elle sait ce qu'elle vaut, car elle a vu dans les quatre parties du monde la victoire s'attacher à ses pas.

J'emmène mon fils avec moi, malgré son jeune âge; il sait quels sont les devoirs que mon nom lui impose, et il est fier de prendre sa part dans les dangers de ceux qui combattent pour la patrie.

Dieu bénisse nos efforts! Un grand peuple qui défend une caus juste, est invincible.

NAPOLÉON.

Arrivé le soir même à Metz, l'empereur prit le com mandement en chef, et adressa à l'armée la proclamation suivante :

Soldats,

Je viens me mettre à votre tête, pour défendre l'honneur et le sol de la patrie.

Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe ; mais d'autres, qui valaient autant qu'elle, n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui.

La guerre qui commence sera longue et pénible, car elle aura pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses; mais rien n'est au-dessus des efforts persévérants du soldat d'Afrique, de Crimée, de Chine, d'Italie et du Mexique. Vous prouverez une fois de plus ce que peut une armée française animée du sentiment du

devoir, maintenue par la discipline, enflammée par l'amour de la patrie.

Quel que soit le chemin que nous prenions hors de nos frontières, nous y trouverons les traces glorieuses de nos pères. Nous nous montrerons dignes d'eux.

La France entière vous suit de ses vœux ardents, et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès, dépend le sort de la liberté et de la civilisation.

Soldats, que chacun fasse son devoir, et le Dieu des armées sera avec nous.

Au quartier impérial de Metz, le 28 juillet 1870.

NAPOLÉON

Avant de terminer ce chapitre, il faut aborder une question bien souvent posée : pourquoi le plan arrêté avant la campagne, et que nous avons résumé plus haut, n'a-t-il pas été exécuté? Aucune des conditions énoncées dans le projet du maréchal Niel et adoptées par l'empereur n'est remplie. Trois armées devaient être formées, placées sous des commandements différents, de façon à avoir la liberté d'action nécessaire. Tout au contraire de cette résolution, nos divisions sont réunies en une seule armée qui s'étend de Belfort en avant de Metz. Dès le 15 juillet, il est vrai, les 2e, 3e, 4e et 5e corps sont placés sous le commandement du maréchal Bazaine « pour les opérations militaires seulement, » mais le maréchal déclare qu'il n'avait aucune connaissance des projets de l'empereur. Le 24 juillet, le maréchal Le Bœuf

arrive à Metz, et prend le commandement qu'il cède le 28 à l'empereur.

De là cette indécision des premiers jours : personne n'a le droit de commander, le projet d'opérations est inconnu à ceux-là mêmes qui sont chargés de l'exécuter.

Pourquoi ces modifications regrettables, cette inaction alors qu'il était si nécessaire de marcher en avant ?

La désorganisation, le désordre, ou mieux le chaos que l'on constata dès le premier jour, l'incertitude où l'on était des résolutions de l'ennemi, la faiblesse numérique de nos régiments, toutes ces causes exercèrent certainement leur influence, mais d'autres raisons ont été invoquées par le maréchal Le Bœuf.

Dans une de ses dépositions devant le conseil de guerre de Trianon, l'ex-major général de l'armée du Rhin nous apprend, en effet, que le plan primitivement adopté a été observé jusqu'au 11 juillet. Le 10, le maréchal Bazaine était prévenu qu'il aurait le commandement de l'armée de Lorraine, les troupes réunies en Alsace devant être placées sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon. Et à la suite de ces explications, le maréchal Le Bœuf ajoute :

Mais l'armée ayant été organisée d'abord en corps d'armée isolés, toutes les affaires se centralisaient dans la main d'un seul chef pour chaque service ; il fallait donc arriver à un dédoublement de ces services et, par exemple, avoir un intendant en chef pour l'armée de la Moselle, un autre pour l'armée d'Alsace, puis des commandants en chef d'artillerie, et un commandant en chef du génie pour

chacune de ces armées; il devait en résulter un mouvement considérable. » Et plus loin, le maréchal Le Bœuf ajoute « que des considérations de politique extérieure ont apporté un changement considérable au projet primitivement adopté. »

Quelles sont ces considérations de politique extérieure ? C'est là une question que nous n'avons pas à aborder.

CHAPITRE IV

Plan de campagne du grand état-major prussien. — Mobilisation de l'armée allemande. — Concentration. — Mouvement des troupes. — Ordres de bataille des armées française et allemande.

I

L'Allemagne n'avait pas attendu 1866 pour arrêter un projet d'invasion. A partir de 1815, deux préoccutions se font jour dans les écrits militaires, de l'autre côté du Rhin : la défense du pays et la conquête de l'Alsace et de la Lorraine. L'histoire des événements accomplis sous le premier Empire est d'abord le prétexte invoqué par les historiens Dametz, Thielen, Grolmann ; mais bientôt les projets deviennent plus directs : ils sont avidement étudiés non-seulement en Prusse, mais en Bavière ; les journaux et les revues militaires discutent ces travaux, les comparent, et s'efforcent d'arriver à une solution pratique (1). Tous

(1) Nous n'avons pas à résumer ici, quelque intéressants qu'ils soient, les principaux de ces écrits, nous nous contentons d'en donner les titres :

Lettres d'un voyageur dans la France centrale (Adorf 1845). Travail consacré aux fortifications de Paris et de Lyon. — Général

les projets d'invasion peuvent se résumer dans les lignes suivantes de Clausewitz :

Ce n'est pas en enveloppant la France, comme on l'a fait depuis cent cinquante ans, de Dunkerque à Genève, par une ceinture d'armées, qu'on en viendra à bout; ce n'est pas en se proposant cinquante buts différents, dont aucun n'est assez important pour vaincre l'inertie, le frottement, les influences hétérogènes qui se manifestent partout, mais surtout et sans cesse dans les armées coalisées ; c'est en rassemblant 60,000 hommes à soixante ou quatre-vingt lieues de Paris, et en les portant du Nord et de l'Est sur la capitale française, *sans attacher aucune importance à relier les deux colonnes*, non plus qu'à couvrir le Rhin.

La neutralité de la Belgique et du Luxembourg devait apporter un changement à ce projet. Enfin, le grand état-major prussien avait reconnu, durant la guerre de 1866, combien le principe recommandé par le maître allemand de l'isolement des troupes pouvait être dangereux.

De là, des changements successifs qui amenèrent l'adoption du plan suivant : trois armées, une à chaque aile, une au centre ; cette dernière permettant

bavarois Hartmann. *Les Forces offensives et défensives de la France par rapport à l'Allemagne* (Munich 1860). — Le colonel Meyer. *Considérations sur les défenses naturelles et artificielles de la France* (1860). Ce travail a été traduit en français. — Capitaine Massenbach. *L'Allemagne et les États voisins* (Munich 1861).

Iéna et Waterloo.

Voir à ce sujet un très curieux et intéressant travail du colonel (français) Ferval : *Études stratégiques sur le théâtre de la guerre entre Paris et Berlin*. 2e édition. Paris 1873.

de remédier à un échec, soit à droite, soit à gauche.

Deux grandes lignes, nous l'avons précédemment montré, étaient ouvertes à l'invasion : la première, de Sarrebrück, point de jonction des chemins de fer allemands, à Metz. Elle avait l'avantage de permettre une concentration rapide des troupes, et de couvrir l'armée par les trois grandes places du Rhin.

La seconde, appuyée, elle aussi, sur trois places fortes, atteint Strasbourg et menace Lunéville et Nancy.

L'objectif suprême des armées allemandes était Paris.

D'après le projet du général de Moltke, longuement exposé depuis dans l'ouvrage du grand état-major prussien, l'offensive devait être prise à la fois sur la Sarre et sur la Lauter, les trois armées pouvant se soutenir mutuellement. Mais, l'action ne s'engagerait que le jour où toutes les troupes seraient prêtes, rien n'étant négligé pour le succès. Jusque-là, quelques bataillons disséminés et des partis de cavalerie étaient chargés de couvrir la frontière, et de masquer les mouvements de concentration des trois armées.

On s'attendait à Berlin à voir les troupes françaises prendre l'offensive et franchir le Rhin:

Nous devons admettre comme vraisemblable, dit le *Mémoire* de M. de Moltke, que les Français effectueront leur première concentration sur la ligne Metz-Strasbourg, afin de pousser sur le Mein, en tournant nos places fortes du Rhin, de séparer le nord du sud de l'Allemagne, de conclure un accommodement avec ce dernier, puis, le prenant pour base, de s'avancer ensuite vers l'Elbe.

Pour déjouer cette tactique, le général allemand avait résolu de réunir toutes les forces disponibles dans le Palatinat bavarois.

Si l'armée française « entraînée par la perspective



Le maréchal Le Bœuf (1).

de faciles succès » se portait par Strasbourg contre l'Allemagne du sud, l'état-major prussien estimait

(1) Né à Paris en 1809, Le Bœuf (Edmond) entra à l'École polytechnique en 1828 et en sortit le 6 août 1830 comme sous-lieutenant élève d'artillerie à l'École d'application de Metz; lieutenant en 1832 et capitaine en 1837, il fit plusieurs campagnes en Afrique et se distingua à la prise de Constantine ainsi que dans les expéditions de

qu'attaquée vigoureusement de flanc, elle ne devait pas s'avancer au-delà de la Forêt Noire.

Un mot résume tous ces calculs : prendre l'offensive. Supérieurs comme nombre, comme organisation, comme mobilisation, les Allemands avaient tout intérêt à ne pas donner le temps à l'armée française de se préparer. D'ailleurs, le Cabinet de Berlin était instruit, sans doute, des projets d'alliance de la

Djidjelli et de Milianah. Promu chef d'escadron le 15 septembre 1846, et nommé commandant en second de l'École polytechnique le 29 août 1848, il fut nommé lieutenant-colonel le 8 avril 1850, mais il ne quitta l'École que le 16 octobre suivant. Il fut un des officiers supérieurs qui assurèrent par leur active coopération la réussite du coup d'État du 2 décembre.

Colonel le 10 mai 1852, il eut le 23 février 1854, le commandement de l'artillerie du corps expéditionnaire de Crimée. Peu de temps après, le 15 avril, il fut nommé chef d'état-major de l'artillerie de l'armée d'Orient. Embarqué le 1er mai à Marseille, le 20 septembre il prit part à la bataille de l'Alma. Promu général de brigade le 24 novembre 1854 et nommé au commandement de l'artillerie de l'attaque de gauche devant Sébastopol, il sut, pendant les onze mois que dura le siège, mériter encore par son activité et sa brillante conduite, trois citations à l'ordre général de l'armée et la croix de commandeur (11 août 1855). Après la prise de Malakoff, il fut envoyé en mission à Kinburn dans des circonstances très difficiles, il y exerça le commandement supérieur jusqu'en janvier 1856, époque à laquelle il fut appelé à la tête de l'artillerie de la garde impériale. Promu général de division le 30 décembre 1857, il fut appelé lors de la guerre de 1859, au commandement en chef de l'armée d'Italie. Après la campagne, il fut nommé grand-officier de la Légion d'honneur et aide de camp de l'Empereur. Au mois de septembre 1866, il fut envoyé dans la Vénétie, en qualité de commissaire impérial, et chargé de remettre cette province aux autorités italiennes. Nommé

France, et cette considération rendait plus impérieuse la nécessité de prendre rapidement l'offensive. De là ces mots de M. de Moltke : « Rechercher la principale armée ennemie, et l'attaquer là où on la trouvera. »

Ce plan avait été deviné en France. En 1868, en effet, le général Ducrot s'exprimait ainsi, dans un rapport adressé au maréchal commandant à Nancy :

En étudiant les faits qui se passent sur la Moselle et sur le Rhin

ministre de la guerre le 21 août 1869 en remplacement du maréchal Niel. Fait maréchal de France le 24 mars 1870, il était encore ministre de la guerre lorsqu'il survinrent les premiers démêlés avec la Prusse; en prévision d'hostilités prochaines, on s'inquiéta, comme on sait, au Corps législatif, de nos moyens de défense et des situations de nos effectifs; on questionna, on interpella le ministre de la guerre, et lui, à la tribune, témoigna la plus grande assurance à ceux qui craignaient que la France ne fut pas prête. Le maréchal se trompait, plutôt qu'il ne voulût tromper, et c'est une lourde et douloureuse responsabilité qui pèsera sur lui. Au moment de la formation de l'armée du Rhin, il en fut nommé major général, fonctions qu'il quitta bientôt pour prendre le commandement du 3e corps en remplacement du général Decaen, mortellement blessé à Borny. Là, comme en Algérie, en Crimée et en Italie, le maréchal montra l'exemple de la bravoure « et ceux qui étaient à Metz n'ont jamais oublié ce maréchal de France en grande tenue, avec le grand cordon de la Légion d'honneur et toutes ses décorations, qui courait aux points les plus périlleux, bravant les balles et les obus ».

Compris dans la capitulation du 29 octobre, il ne revint d'Allemagne qu'après la signature de la paix, séjourna quelque temps en Suisse, puis rentra tout à fait dans la vie privée. Le maréchal est mort le 7 juin 1888 dans sa propriété de Moncel, près d'Argentan. (D. L.)

il est facile, ce me semble, de pénétrer les intentions de nos adversaires, intentions que j'avais déjà entrevues l'année dernière, à l'époque où la guerre faillit éclater, et qui chaque jour se dessinent plus nettement.

De Rastadt à Coblentz, la Prusse possède une magnifique base d'opérations, qui lui permet, à volonté, de prendre l'offensive, ou de rester sur la défensive entre Rhin et Moselle. Si, aujourd'hui, elle cherche à se créer de nouveaux points d'appui en avant de cette ligne du Rhin, déjà si formidable par la nature même du fleuve, par les places fortes qui y sont échelonnées, n'est-ce pas qu'elle a l'intention de garder la défensive en certaines parties, c'est-à-dire d'occuper le pays avec peu de forces, afin de porter la masse de ses forces actives sur quelques autres points.

Trois corps d'armée, les 7e, 8e et 11e, placés à cheval sur le Rhin et dans un état permanent de concentration, forment l'avant-garde de ces nombreuses armées qui, en quelques jours, peuvent venir se masser sur nos frontières par les trois grandes voies ferrées de Stettin à Dusseldorff, par Schwerin et Hanovre ; de Konigsberg à Cologne, par Dantzig, Braumberg, Berlin, Magdebourg ; de Breslau à Coblentz et Mayence, par Dresde, Cassel et Francfort, avec bifurcation à partir de Cassel ou Leipzig, vers Darmstadt, Heidelberg et Calsruhe ; de telle sorte que nous sommes également menacés sur notre front entre Meuse et Rhin, sur notre flanc entre Bâle et Lauterbourg.

La droite de l'ennemi étant couverte par la Moselle et la Sarre, appuyée par les postes de Pellingen, Trarbach, Berncastel, Wittlich et probablement Birkenfeld, Kirchsberg et Stromberg, sa gauche couverte par le Rhin et la Queich, appuyée par les postes de Germersheim, Landau, Neustadt et Kaiserslautern, une grosse armée peut, en toute sécurité, envahir notre territoire par les trois routes de Sarrelouis à Château-Salins, de Sarrebrück à Dieuze, de Deux-Ponts à Sarrebourg.

Au moment même où cette formidable démonstration attire la majeure partie de nos forces disponibles entre la Moselle et les Vosges, deux grosses colonnes franchissent le Rhin à Munchaüsen et Markolseim, se portent rapidement vers les crêtes des Vosges, se

reliant par des corps secondaires, entre Mutzig et Wasselonne, chargés en même temps de bloquer ou d'observer Strasbourg. De telle sorte qu'à un moment donné, toutes les armées actives de la Prusse viennent converger avec un ensemble parfait sur Lunéville et Nancy, absolument comme en 1866, les trois armées parties des bords de l'Elbe et de la Neiss venaient converger vers Gitschin après avoir franchi les difficiles défilés des montagnes de la Bohême.

De même encore qu'il y avait pour la Prusse, en entreprenant cette téméraire invasion, l'immense avantage de séparer l'Autriche de ses confédérés, de même il y aurait aujourd'hui pour elle l'avantage incalculable d'entraîner dans son mouvement tous les États du sud de l'Allemagne, et de contraindre à l'immobilité l'Autriche, déjà incertaine et inquiète, par l'attitude au moins douteuse de l'Italie et de la Russie. »

Cet avertissement devait malheureusement demeurer inutile.

II

L'état-major prussien ne s'était pas borné à combiner un plan de campagne : il avait arrêté et prévu jusqu'aux moindres détails de la mobilisation.

En 1866, l'Allemagne était bien loin déjà de la funeste expérience de 1850. A cette époque, les Prussiens avaient suivi la méthode à laquelle obéissaient les troupes françaises, et ce vice primordial d'organisation avait contribué puissamment aux concessions d'Olmütz. Les résultats si brillants de la campagne de Bohême, tout en prouvant les progrès accomplis, ne parurent cependant pas suffisants, et de nouvelles études permirent de supprimer des rouages inutiles, et de gagner quelques jours. Un plan complet de

mobilisation fut arrêté par le grand état-major général. Approuvé en 1869 par le roi, ce travail embrassait dans son vaste ensemble toutes les formations de troupes.

Dans la nuit du 15 au 16 juillet, l'ordre de mobilisation fut lancé dans toute l'Allemagne ; d'après le règlement, tous les ordres d'appel furent aussitôt expédiés aux *Landraths* (sous-préfets de districts), qui les firent parvenir aux intéressés. Vingt-quatre heures après la réception de l'ordre d'appel, les hommes rejoignaient le quartier général du bataillon de landwehr.

Et ici, toute confusion, tout encombrement était impossible, puisqu'il ne s'agissait que de petites distances à parcourir. Le bataillon actif se complétait rapidement, et en même temps formait un bataillon de dépôt dans lequel étaient encadrés et instruits les hommes de la réserve de recrutement. Les régiments une fois formés, les brigades et les divisions se réunissaient sans retard. Rien n'avait été abandonné au hasard. Chaque année, cet exercice compliqué de la mobilisation était soigneusement répété dans tous ses détails, de façon à ne laisser aucune part à l'imprévu.

Il fallut onze jours pour terminer cette immense opération.

Dans une de ses dernières dépêches, notre attaché militaire à Berlin fait connaître que l'ordre de mobilisation est parvenu à tous les corps d'armée le 15 juillet au matin et que, vu l'urgence, la durée de

la période de mobilisation pour chaque corps d'armée a été réduite à onze jours. Le délai indiqué par le colonel Stoffel ne fut donc pas dépassé.

C'est le 26 juillet que commença le mouvement de concentration : cette date du 26 juillet correspond exactement aux renseignements du colonel Stoffel, elle se trouve indiquée dans le *Moniteur Prussien* ; aussi paraît-elle absolument exacte, quoique Borbstaedt fasse commencer le transport des troupes deux ou trois jours plus tôt.

Au moment même de la déclaration de guerre, on réunit la commission générale des chemins de fer qui arrêta tous les détails des transports. D'après les comptes rendus publiés par les compagnies allemandes (extraits de l'union des chemins de fer allemands *Zeitung de Wereins*), treize commissions furent formées pour diriger l'opération sur les dix lignes de l'Allemagne du sud. Chaque commission était composée d'un officier d'état-major et d'un agent supérieur des chemins de fer. Elle avait pour mission d'indiquer tous les itinéraires (*fahrt-dispositionem*) et de surveiller l'exécution. Le service d'étapes rattaché à ces commissions était plus spécialement chargé de ce qui regardait exclusivement la partie militaire.

Etudions maintenant, sommairement au moins, les mouvements de concentration des troupes allemandes.

1re Armée. — La 1re armée (*voir plus loin l'ordre de bataille des armées allemandes*), commandée par

le général Steinmetz, « devait se trouver rassemblée pour le 3 août sur la ligne Losheim Wadern. » Composée primitivement du 7e corps (Westphalie), du 8e (province Rhénane), et de la 3e division de cavalerie, la première armée n'avait pas une longue route à parcourir ; la ligne ferrée Rheine-Münster-Dusseldorf-Cologne-Duren-Kall lui était réservée. Mais le chemin de fer s'arrêtait à ce point, et il fallut parcourir à pied les étapes qui les séparaient de Trèves (quatre étapes). Le 8e corps, entier réuni à Coblentz, dut faire, de la même façon, les six étapes de Coblentz à Ottweiller. Le pays est très difficile, et les chemins de fer exclusivement occupés du transport des troupes, il en résulta des souffrances sensibles : Coblentz, qui était désigné comme le centre d'approvisionnements de la 1re armée, n'ayant pu être ravitaillé suffisamment avant le 4 ou le 5 août. Arrivé du 24 au 26 juillet à Kall, le 7e corps parvenait le 30 et le 31 juillet à Trèves ; le 8e corps était à la même date aux environs de Wadern. En prenant possession du commandement de son armée, le général Steinmetz avait adressé l'ordre du jour suivant à ses troupes :

Soldats,

« Dans quelques jours, vous allez vous trouver en présence de l'ennemi. Avec l'aide de Dieu, vous soutiendrez votre antique gloire vous ajouterez sur vos drapeaux de nouveaux lauriers à ceux de cette campagne de 1866, à laquelle j'ai eu l'honneur de vous conduire, et la patrie pourra être fière de ses enfants.

Montrez par votre conduite humaine et bienveillante, par votre modération, par votre respect des propriétés privées, montrez aux amis comme aux ennemis que vous appartenez à une armée qui a su marcher avec la civilisation de son siècle, chacun de vous est dépositaire de l'honneur et de la gloire du pays tout entier.

IIe Armée. — La deuxième armée, sous les ordres du prince Frédéric-Charles, comprenait la Garde (Berlin), le 3e corps (Brandebourg), le 4e (Saxe et Anhalt), le 9e (Schleswig-Holstein, Mecklembourg, Hesse), le 10e (Hanovre-Oldembourg, Brunswick), le 12e (Saxe). Tous ces corps d'armée devaient être amenés des provinces les plus lointaines : il y avait donc danger à leur faire opérer leur concentration à la frontière même. Aussi dès le 23 juillet, les ordres du grand état-major prescrivaient-ils d'arrêter le transport des chemins de fer vers Kreuznach, Mayence, Manheim, Bingen. Toutes les troupes devaient être arrivées du 23 juillet au 5 août, et opérer ensuite le mouvement par étapes. Cette disposition retardait l'invasion, mais elle permettait de faire face, et de recevoir le choc, dans le cas où l'armée française prendrait l'offensive.

Pour effectuer sa première concentration, la 2e armée disposait des lignes :

Francfort-sur-l'Oder-Berlin-Magdebourg-Cologne-Coblentz-*Neunkirchen;*

Berlin-Halle-Cassel-Francfort-sur-le-Mein-Darmstadt-Kaiserslautern-*Hombourg* ;

Hambourg-Hagen-Paderborn-*Mayence;*

Dresde-Gera-Fulda-*Mayence*.

Le prince Frédéric-Charles, parti de Berlin le 25 juillet, établit son quartier général à Mayence le 26 juillet, et le porta à Alezy le 30.

L'hypothèse d'un mouvement en avant de l'armée française ne se réalisant pas, des ordres du grand quartier-général prescrivirent de se hâter, et de porter les débarquements par chemin de fer à Birkenfeld et à Kaiserslautern. La concentration complète de la 2e armée devait avoir lieu le 6, en avant de cette dernière ville. En réalité, dès le 3 août, le 4 au plus tard, le mouvement était presque entièrement opéré, et le contact était pris avec les troupes françaises.

Il n'y a à signaler, durant cette opération, qu'une difficulté qui s'éleva entre le général Steinmetz et le prince Frédéric-Charles, au sujet des cantonnements trop rapprochés des deux armées. Une décision du grand quartier général fit cesser le différend, mais peut-être faut-il voir là le germe de la disgrâce dont fut frappé plus tard le général Steinmetz.

Le prince Frédéric-Charles adressa à ses troupes les deux ordres du jour suivants. Il est important de retenir les termes du second :

De Merzig, le 5 août.

Soldats ! Sur l'ordre du roi, vous commencez aujourd'hui votre mouvement contre l'ennemi. Les enfants de la Prusse se sont toujours distingués devant le danger. Vous aussi, vous saurez, cette fois-ci encore, acquérir des lauriers que la patrie pourra regarder avec orgueil. Par votre noble conduite, montrez à tous, amis et ennemis, que vous êtes les dignes fils de la Prusse.

Hambourg, 6 août.

Soldats de la 2e armée ! vous mettez le pied sur le sol français. Sans aucune raison, l'empereur Napoléon a déclaré la guerre à l'Allemagne, et son armée est notre ennemie. Le peuple français n'a pas été consulté sur son intention de faire une guerre sanglante aux Allemands, ses voisins : par conséquent, nous n'avons aucun motif d'être ses ennemis.

N'oubliez pas de prouver aux habitants paisibles de la France que dans notre siècle, deux peuples civilisés, même à la guerre, savent respecter les droits de l'humanité.

Montrez aux Français que le peuple allemand est non seulement grand et brave, mais aussi civilisé et généreux vis-à-vis de l'ennemi.

Signé : FRÉDÉRIC-CHARLES,
Prince de Prusse.

IIIe ARMÉE. — La troisième armée (prince royal), comprenait le 5e corps (Posnanie), le 11e corps (Hesse), 1er et 2e bavarois, la division wurtembergeoise et hessoise, ainsi que les 2e et 4e divisions de cavalerie.

Pour opérer sa concentration sur la frontière, la 3e armée disposa, pour ses corps du Nord, des chemins de fer : Kohlfurt-Gorlitz-Dresde-Leipzig-Wurzbourg-*Mayence* avec embranchement ; et pour les troupes bavaroises et wurtembergeoises des lignes Ratisbonne-Nüremberg-*Heidelberg* ; Lindau-Augsbourg-Jaxtfeld-*Heidelberg* ; Passau-Munich-Augsbourg-Stuttgard-*Bruchsal*.

Le 30 juillet, la 3e armée se trouvait presque entièrement sur la ligne Landau-Carlsruhe. A cette date, un télégramme du grand quartier général avertissait son commandant qu'il avait à rallier toutes ses

troupes, et à prendre l'offensive. Cet ordre ne put être immédiatement exécuté, mais la concentration fut activée, et dès le 2 août, l'armée occupait le front Landau-Germersgeim ; la cavalerie était en avant, et la division badoise se trouvait vers Carlsruhe.

Le prince royal avait quitté Berlin le 26 juillet ; en prenant possession de son commandement, il adressa aux troupes l'ordre du jour suivant :

Soldats de la 3e armée,

Appelé par S. M. le roi de Prusse au commandement de la 3e armée, j'offre mon salut aux troupes royales prussiennes, royales bavaroises, royales wurtembergeoises et grand-ducales badoises, réunies à partir d'aujourd'hui sous mes ordres.

Je suis heureux et fier de marcher contre l'ennemi à la tête d'une armée formée des enfants de toutes les parties de l'Allemagne, pour la cause nationale commune, pour le droit allemand, pour l'honneur de l'Allemagne.

Nous allons avoir à soutenir une grande et pénible lutte : forts de notre bon droit et confiants dans votre bravoure, votre constance et votre discipline, nous pouvons compter sur une issue victorieuse.

Persévérons donc dans une loyale confraternité d'armes, et avec l'aide de Dieu, nous déploierons nos drapeaux dans de nouvelles victoires, pour la gloire et la paix de l'Allemagne unie.

Frédéric Guillaume,
Prince royal de Prusse.

En résumé, des trois armées de l'Allemagne, la 1re et la 3e, qui formaient les deux ailes, étaient d'abord prêtes : la 2e (le centre), chargée de contenir une invasion possible de l'armée française, opérait sa concentration plus en arrière, et avançait vers la fron-

tière en ordre de bataille : de là, pour elle, un retard de quelques jours qui garantissait aux troupes plus avancées un appui, en cas d'échec sur la Sarre ou sur la Lauter.

Le *Moniteur prussien* apprécie en ces termes l'ensemble du mouvement : « Dès le 26 juillet, commença la marche stratégique de toutes les armées allemandes, sur une ligne s'étendant de Trèves à Landau; ce mouvement s'effectua en treize jours. Ces armées étaient fortes de 5 à 600 mille hommes, les divers chemins de fer allemands durent transporter en moyenne, pour assurer cette concentration, 42,000 hommes par jour. »



Le général de Roon (1).

Voici encore sur ce sujet, un renseignement, incomplet malheureusement, mais précis. Les rapports des compagnies de chemins de fer allemands pour le

(1) Roon (Albert-Théodore-Émile), feld-maréchal prussien, né à Pleushagen le 30 avril 1802, mort à Berlin le 23 février 1879.

mois de juillet donnent les chiffres de transports suivants : 248,000 hommes, 44,000 chevaux (et bétail), 4,028 canons (et équipages).

Le roi de Prusse ne quitta Berlin, avec le général de Moltke que le 31 juillet. En abandonnant sa capitale, il adressa la proclamation suivante « à son peuple » :

« Avant de rejoindre l'armée, pour combattre avec elle, pour l'honneur de l'Allemagne, et la conservation de nos biens les plus chers, je veux reconnaître l'élan unanime de mon peuple en accordant une amnistie pour les crimes et délits politiques. J'ai chargé le ministre d'État de préparer un décret dans ce sens. — Mon peuple sait comme moi que ce n'est pas nous qui avons troublé la paix. Mais, étant provoqués, nous sommes résolus à soutenir la lutte, avec une entière confiance en Dieu pour le salut de la patrie. »

Le 2 août, le roi Guillaume prit à Mayence le commandement suprême de toutes les armées allemandes en leur adressant cet ordre du jour :

« Toute l'Allemagne est unanime à prendre les armes contre une puissance qui nous a déclaré la guerre à l'improviste et sans raison. Il s'agit de défendre la patrie menacée, notre honneur et nos foyers. Je prends aujourd'hui le commandement en chef de l'armée et j'accepte avec confiance une lutte que nos pères ont autrefois soutenue avec gloire. Votre roi et la patrie ont foi en vous. Dieu bénira notre cause. »

Il convient maintenant d'indiquer la composition des armées françaises et allemandes au début de la guerre, en donnant leur *Ordre de bataille :*

ORDRE DE BATAILLE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

(DU 20 JUILLET 1870 AU MILIEU D'AOUT)

NOTA. — Après la défaite de Woërth, le 1er, le 5e corps (moins la brigade Lapasset qui rejoignit Metz), le 7e corps furent reformés à Châlons, où les troupes du maréchal de Mac-Mahon avaient battu en retraite, et composèrent une nouvelle armée. L'organisation mentionnée ici ne subsista donc que pour les troupes de Metz : Garde impériale, 2e corps (plus la brigade Lapasset), 3e corps, 4e corps, 6e corps (qui n'arriva à Metz que le 12 août, privé d'une partie de son artillerie et de son parc, qui restèrent à Châlons).

COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE : **L'EMPEREUR**

MAJOR GÉNÉRAL : LE MARÉCHAL LE BOEUF

GARDE IMPÉRIALE

Général de division : BOURBAKI

1re division d'infanterie, Général Deligny

1re brigade, Général Brincourt.	Bataillon de chasseurs. 1er et 2e régiments de voltigeurs.
2e brigade, Général Garnier.	3e et 4e régiments de voltigeurs.

2e division d'infanterie, Général Picard

1re brigade, Général Jeanningros.	Zouaves. 1er régiment de grenadiers.
2e brigade, Général Poitevin de Lacroix.	2e grenadiers. 3e grenadiers.

Division de cavalerie, Général Desvaux

1re brigade, Général Halna du Fretay.	Guides. Chasseurs.
2e brigade, Général de France.	Lanciers. Dragons.
3e brigade, Général du Preuil.	Carabiniers, Cuirassiers.

Total : 20 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 24 escadrons, 12 batteries.

Chaque division d'infanterie de la Garde, comme des autres corps, d'ailleurs, avait trois batteries; parmi ces trois batteries, il s'en trouvait le plus souvent une de mitrailleuses; chaque division de cavalerie comptait deux batteries; enfin la réserve d'artillerie avait autant de fois douze pièces qu'il y avait de divisions d'infanterie dans le corps d'armée.

Ier CORPS D'ARMÉE

Maréchal DE MAC-MAHON, DUC DE MAGENTA

1re division d'infanterie, Général Ducrot

1re brigade, Général Wolff.	13e bataillon de chasseurs. 18e et 96e d'infanterie.
2e brigade, Général de Postis du Houlbec.	45e d'infanterie. 1er zouaves.

2e division d'infanterie, Général Douay (Abel)

1re brigade, Général Peltier de Montmarie.	16e bataillon de chasseurs. 50e et 74e d'infanterie.
2e brigade, Général Pellé.	78e d'infanterie. 1er tirailleurs algériens.

3e division d'infanterie, Général Raoult

1re brigade, Général l'Hérillier.	8e bataillon de chasseurs. 36e d'infanterie et 2e zouaves.
2e brigade, Général Lefèvre.	48e d'infanterie. 2e tirailleurs algériens.

4e division d'infanterie, Général de Lartigue

1re brigade, Général Fraboulet de Kerleadec	1er bataillon de chasseurs. 56e d'infanterie, 3e zouaves.
2e brigade, Général Lacretelle.	87e d'infanterie. 3e tirailleurs algériens.

Division de cavalerie, Général Duhesme

1re brigade, Général de Septeuil.	3e hussards. 11e chasseurs.
2e brigade, Général de Nansouty.	2e et 6e lanciers. 10e dragons,
3e brigade, Général Michel.	8e cuirassiers. 9e cuirassiers.

Total : 48 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs, 28 escadrons, 20 batteries.

IIe CORPS D'ARMÉE

Général de divisison : FROSSARD

1re division d'infanterie, Général Vergé

1re brigade, Général Letellier-Valazé.	3e bataillon de chasseurs. 32e et 55e d'infanterie.
2e brigade, Général Jolivet.	76e d'infanterie. 77e d'infanterie.

2e division d'infanterie, Général Bataille

1re brigade, Général Pouget.	12e bataillon de chasseurs. 8e et 23e d'infanterie.
2e brigade, Général Fauvart-Bastoul.	66e d'infanterie. 67e d'infanterie.

3e division d'infanterie, Général de Laveaucoupet

1re brigade, Général Doens.	10e bataillon de chasseurs. 2e et 63e d'infanterie.
2e brigade, Général Micheler.	24e d'infanterie. 40e d'infanterie.

Division de cavalerie, Général Lichtlin

1re brigade, Général Valabrègue.	4e chasseurs. 5e chasseurs.
2e brigade, Général Bachelier.	7e dragons. 12e dragons.

Total : 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 15 batteries.

IIIe CORPS D'ARMÉE

Maréchal BAZAINE

1re division d'infanterie, Général Montaudon

1re brigade, Général Aymard.	18e bataillon de chasseurs. 51e et 62e d'infanterie.
2e brigade, Général Clinchant.	81e d'infanterie. 95e d'infanterie.

2e division d'infanterie, Général Castagny

1re brigade, Général Cambriels.	15e bataillon de chasseurs. 19e et 41e d'infanterie.

2e brigade, Général Duplessis.	69e d'infanterie. 90e d'infanterie.

3e division d'infanterie, Général Metmann

1re brigade, Général de Potier.	7e bataillon de chasseurs. 7e et 29e régiments d'infanterie.
2e brigade, Général Arnaudeau.	59e régiment d'infanterie. 71e régiment d'infanterie.

4e division d'infanterie, Général Decaen

1re brigade, Général de Brauer.	11e bataillon de chasseurs. 44e et 60e d'infanterie.
2e brigade, Général Sanglé-Ferrière.	80e régiment d'infanterie. 85e régiment d'infanterie.

Division de cavalerie, Général de Clérambault

1re brigade, Général de Bruchard.	2e chasseurs. 3e et 10e chasseurs.
2e brigade, Général de Maubranches.	2e dragons. 4e dragons.
3e brigade, Général de Juniac.	5e dragons. 8e dragons.

Total : 48 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs, 28 escadrons, 20 batteries.

IVe CORPS D'ARMÉE

Général de division : DE LADMIRAULT

1re division d'infanterie, Général de Cissey

1re brigade, Général Brayer.	20e bataillon de chasseurs. 1er et 6e régiments d'infanterie.

2e brigade, Général DE GOLBERG,	57e régiment d'infanterie. 73e régiment d'infanterie.

2e division d'infanterie, Général GRENIER

1re brigade, Général BELLECOURT.	5e bataillon de chasseurs. 13e et 43e d'infanterie.
2e brigade, Général PRADIER.	64e régiment d'infanterie. 98e régiment d'infanterie.

3e division d'infanterie, Général DE LORENCEZ

1re brigade, Général PAJOL.	2e bataillon de chasseurs. 15e et 33e régiments d'infanterie.
2e brigade, Général BERGER.	54e régiment d'infanterie. 65e régiment d'infanterie.

Division de cavalerie, Général LEGRAND

1re brigade, Général DE MONTAIGU.	2e hussards. 7e hussards.
2e brigade, Général DE GONDRECOURT.	3e dragons. 11e dragons.

TOTAL : 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 15 batteries.

Ve CORPS D'ARMÉE

Général de division : DE FAILLY

1re division d'infanterie, Général GOZE

1re brigade, Général SAURIN.	4e bataillon de chasseurs. 11e et 46e d'infanterie.
2e brigade, Général NICOLAS.	61e régiment d'infanterie. 86e régiment d'infanterie.

2e division d'infanterie, Général de Labadie d'Aydrein

1re brigade, Général Lapasset.	14e bataillon de chasseurs. 97e et 84e d'infanterie.
2e brigade, Général de Maussion.	49e régiment d'infanterie. 88e régiment d'infanterie.

3e division d'infanterie, Général Guyot de Lespart

1re brigade, Général Abbatucci.	19e bataillon de chasseurs. 17e et 27e d'infanterie.
2e brigade, Général de Fontanges,	30e régiment d'infanterie. 68e régiment d'infanterie.

Division de cavalerie, Général Brahaut

1re brigade, Général de Bernis.	5e hussards. 12e chasseurs.
2e brigade, Général de la Mortière.	3e lanciers. 5e lanciers.

Total : 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 15 batteries.

VIe CORPS D'ARMÉE

Maréchal CANROBERT

1re division d'infanterie, Général Tixier

1re brigade, Général Péchot.	9e bataillon de chasseurs. 4e et 10e d'infanterie.
2e brigade, Général Le Roy de Dais.	12e régiment d'infanterie. 100e régiment d'infanterie.

2e division d'infanterie, Général Bisson

1re brigade, Général Archinard.	9e régiment d'infanterie. 14e régiment d'infanterie.
2e brigade, Général Maurice.	20e régiment d'infanterie. 31e régiment d'infanterie.

3e division d'infanterie, Général Lafont de Villiers

1re brigade, Général Becquet de Sonnay.	75e régiment d'infanterie. 91e régiment d'infanterie.
2e brigade, Général Colin.	93e régiment d'infanterie. 94e régiment d'infanterie.

4e division d'infanterie, Général Levasor-Sorval

1re brigade, Général de Marguenat.	25e régiment d'infanterie. 26e régiment d'infanterie.
2e brigade, Général de Chanaleilles.	28e régiment d'infanterie. 70e régiment d'infanterie.

Division de cavalerie, Général de Salignac-Fénelon

1re brigade, Général Tilliard.	1er hussards. 6e chasseurs.
2e brigade, Général Savaresse.	1er lanciers. 7e lanciers.
3e brigade, Général de Béville.	5e cuirassiers. 6e cuirassiers.

Total : 48 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 24 escadrons, 20 batteries.

Nous avons dit au début que tout le 6e corps n'avait pu arriver à Metz. Le total des forces du 6e corps ne comprenait, en réalité, que 39 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 36 pièces.

VII[e] CORPS D'ARMÉE

Général de division : FÉLIX DOUAY

1[re] division d'infanterie, Général Conseil-Dumesnil

1[re] brigade, Général Nicolaï.	17[e] bataillon de chasseurs. 3[e] et 21[e] d'infanterie.
2[e] brigade, Général Maire.	47[e] régiment d'infanterie. 99[e] régiment d'infanterie.

2[e] division d'infanterie, Général Liébert

1[re] brigade, Général Guiomar.	6[e] bataillon de chasseurs. 5[e] et 37[e] d'infanterie.
2[e] brigade, Général de la Bastide.	53[e] régiment d'infanterie. 89[e] régiment d'infanterie.

3[e] division d'infanterie, Général Dumont

1[re] brigade, Général Bordas.	52[e] régiment d'infanterie. 79[e] régiment d'infanterie.
2[e] brigade, Général de Bittard des Portes.	82[e] régiment d'infanterie. 83[e] régiment d'infanterie.

Division de cavalerie, Général Ameil

1[re] brigade, Général Cambriels.	4[e] hussards. 4[e] et 8[e] lanciers.
2[e] brigade, Général Jolif du Coulombier.	6[e] hussards. 6[e] dragons.

Total : 36 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 15 batteries.

La réserve de cavalerie était formée de trois divisions :

1re division de cavalerie : 1er, 2e, 3e, 4e régiments de chasseurs d'Afrique, général du Barail ; 2 batteries.

2e division de cavalerie : 1er, 2e, 3e, 4e régiments de cuirassiers, général de Bonnemains ; 2 batteries.

3e division de cavalerie : 1er et 9e dragons, 7e et 10e cuirassiers, général de Forton ; 2 batteries.

La réserve générale d'artillerie se composait de 16 batteries. La réserve générale du génie comprenait 3 compagnies de sapeurs et de mineurs et un détachement de sapeurs-conducteurs.

En dehors de ces troupes furent laissés sur la frontière d'Espagne :

Les 22e, 34e, 58e, 72e régiments d'infanterie et le 8e régiment de chasseurs à cheval.

Après que l'on eut retiré d'Algérie les 3 régiments de zouaves, les 3 régiments de turcos, les 4 régiments de chasseurs d'Afrique et le 9e bataillon de chasseurs, il y resta encore les troupes de ligne suivantes qui ne furent embarquées que plus tard :

Les 16e, 33e, 39e, 92e régiments d'infanterie ; le régiment étranger ; les 1er, 9e, 13e régiments de chasseurs à cheval ; le 8e régiment de hussards ; 3 régiment de spahis et 8 batteries.

A Civita-Vecchia se trouvaient le 35e et le 42e régiments d'infanterie, 2 escadrons du 7 régiment de

chasseurs à cheval et 2 batteries sous le commandement du général de division Dumont et du général de brigade Guilhem. Ces troupes furent également rappelées en France dans le courant de la guerre.

ORDRE DE BATAILLE DES ARMÉES ALLEMANDES

(DEPUIS LE DÉBUT DES OPÉRATIONS JUSQU'AU 18 AOUT 1870.)

COMMANDANT EN CHEF : **LE ROI DE PRUSSE**

CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL : LE GÉNÉRAL *DE MOLTKE*

PREMIÈRE ARMÉE

COMMANDANT EN CHEF : GÉNÉRAL STEINMETZ

Ier CORPS D'ARMÉE

Général de cavalerie : BARON DE MANTEUFFEL

1re division d'infanterie, Général-major DE BENTHEIM

1re brigade d'infanterie, Général-major DE GAYL.	Régiment de grenadiers. Prince royal n° 1. 41e régiment d'infanterie.
2e brigade d'infanterie. Général-major de FALKENSTEIN.	Régiment de grenadiers n° 2. 43e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à cette division le 1er bataillon de chasseurs et le 1er régiment de dragons.

2e division d'infanterie, Gén.-major de Pritzelwitz

3e brigade d'infanterie. Général-major de Memerty.	14e régiment d'infanterie. Régiment de grenadiers nº 4.
4e brigade d'infanterie, Général-major de Zlinitzki.	Régiment de grenadiers nº 5. 45e régiment d'infanterie.

Était en outre affecté à cette division le 10e régiment de dragons.

Étaient en outre affectés au 1er corps d'armée : le régiment d'artillerie de campagne, le 1er bataillon du génie, le 1er bataillon du train.

Total : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 régiments de cavalerie.

Le 1er corps d'armée ne prit aucune part aux premières opérations et ne rejoignit la 1re armée que dans le courant d'août.

VIIe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie : DE ZASTROW

13e division d'infanterie, Lieuten.-génér. de Glümer

25e brigade d'infanterie, Général-maj., Osten, dit Sacken.	13e régiment d'infanterie. 73e régiment d'infanterie.
26e brigade d'infanterie. Général-major baron de Goltz.	15e régiment d'infanterie. 55e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à cette division : le 7e bataillon de chasseurs et le 8e régiment de hussards.

14e division d'infanterie Lieuten.-génér. de Kameke

27e brigade d'infanterie, Général-major de François.	39e d'infanterie (fusiliers). 74e régiment d'infanterie.
28e brigade d'infanterie. Général-major de Woyna.	53e régiment d'infanterie. 77e régiment d'infanterie.

Était en outre affecté à cette division : le 15e régiment de hussards.

Étaient en outre affectés au 7e corps d'armée : le 7e régiment d'artillerie de campagne, le 7e bataillon du génie, le 7e bataillon du train.

Total : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 régiments de cavalerie.

VIIIe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie : DE GŒBEN

15e division d'infanterie, Lieut.-génér. de Weltzien

29e brigade d'infanterie. Général-major de Wedell.	33e d'infanterie (fusiliers). 60e régiment d'infanterie.
30e brigade d'infanterie. Général-major de Strubberg.	28e régiment d'infanterie. 67e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 8e bataillon de chasseurs et le régiment de hussards du Roi n° 7.

16e division d'infanterie, Lieutenant-général BARON DE BARNEKOW

31e brigade d'infanterie, Général-major comte NEIDHARD DE GNEISENAU.	29e régiment d'infanterie. 69e régiment d'infanterie.
32e brigade d'infanterie. Colonel DE REX.	40e d'infanterie (fusiliers). 72e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 9e régiment de hussards.

Étaient en outre attachés au VIIIe corps d'armée : le régiment d'artillerie de campagne n° 8, le 8e bataillon du génie, le 8e bataillon du train ; et comme garnisons de place le 19e régiment d'infanterie, le 30e régiment d'infanterie, le 81e régiment d'infanterie, le 87e régiment d'infanterie :

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 régiments de cavalerie.

Divisions de cavalerie attachées à la 1re armée.

1re division de cavalerie, Lieut.-génér. DE HARTMANN

1re brigade de cavalerie, Général-major DE LUDERITZ.	2e régiment de cuirassiers. 4e régiment de uhlans. 9e régiment de uhlans.
2e brigade de cavalerie, Général-major BAUMGARTH.	3e régiment de cuirassiers. 8e régiment de uhlans. 12e régiment de uhlans.

3e division de cavalerie, Gén.-maj. COMTE DE GROEBEN

6e brigade de cavalerie, Général-major DE MIRUS.	8e régiment de cuirassiers. 7e régiment de uhlans.
7e brigade de cavalerie, Général-major comte DE DOHNA.	5e régiment de uhlans. 14e régiment de uhlans.

DEUXIÈME ARMÉE

COMMANDANT EN CHEF PRINCE FRÉDÉRIC-CHARLES

CORPS DE LA GARDE

Général de cavalerie : LE PRINCE AUGUSTE DE WURTEMBERG

1re division d'infanterie, Général-major DE PAPE

1re brigade d'infanterie. Général-major DE KESSEL.	1er régiment. 3e régiment.
2e brigade d'infanterie. Général-major DE MEDEM.	2e régiment. 4e régiment. Régiment de fusiliers.

Était en outre attaché à la division le bataillon de chasseurs.

2e division d'infanterie Lieutenan-gén. DE BUDRITZKI

3e brigade d'infanterie. Colonel KNAPPE DE KNAPPSTEDT.	Régiment de grenadiers n° 1 (Empereur (Alexandre). Régiment de grenadiers n° 3 (Reine-Élisabeth).

4e brigade d'infanterie, Général-major DE BERGER.	Régiment de grenadiers n° 2 (Empereur-François). Régiment de grenadiers n° 4 (de la Reine).

Était attaché en outre à la division le bataillon de tirailleurs.

Division de cavalerie, Lieut.-Génér. COMTE DE GOLTZ

1re brigade de cavalerie. Général-major comte DE BRANDEBOURG I.	Régiment des gardes du corps. Régiment de cuirassiers.
2e brig. de cavalerie S. A. R. Le prince ALBRECHT, lieutenant-général.	1er régiment de uhlans. 3e régiment de uhlans. Régiment de hussards.
3e brigade de cavalerie, Général-major comte DE BRANDEBOURG II.	1er régiment de dragons. 2e régiment de dragons. 2e régiment de uhlans.

Étaient en outre attachés au corps de la Garde : le régiment d'artillerie de campagne, le bataillon du génie et le bataillon du train de la Garde.

TOTAL : le corps de la Garde avec la division de cavalerie (déjà formée en paix), 27 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon de tirailleurs, 32 escadrons, 1 régiment d'artillerie de campagne, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train.

IIe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie : DE FRANSECKI

3e division d'infanterie, Génér.-major DE HARTMANN

5e brigade d'infanterie, Général-major DE KOBLINSKY.	Régiment de grenadiers n° 2 (Frédéric-Guillaume). 42e régiment d'infanterie.
6e brigade d'infanterie, Colonel DE DECKEN.	14e régiment d'infanterie. 54e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 2e bataillon de chasseurs, le 3e régiment de dragons.

4e division d'infanterie, Lieut-gén. HANN DE WEIHERN

7e brigade d'infanterie, Général-major DU TROSSEL.	Régiment de grenadiers n° 9 (Colberg). 49e régiment d'infanterie.
8e brigade d'infanterie, Général-major DE KETTLER.	21e régiment d'infanterie. 61e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division le 11e régiment de dragons.

Étaient en outre attachés au IIe corps : le 2e régiment d'artillerie de campagne, le 2e bataillon de pionniers, le 2e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons, 1 de chasseurs, 1 du génie, 1 du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons. (*Ce corps ne rejoignit que plus tard.*)

IIIe CORPS D'ARMÉE

Lieutenant-général : DE ALVENSLEBEN II

5e division d'infanterie, Lieut.-gén. DE STULPNAGEL.

9e brigade, Général-major DE DOERING.	Régiment de grenadiers n° 8. 48e régiment d'infanterie.
10e brigade, Général-major DE SCHWERIN.	Régiment de grenadiers n° 12. 52e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à la division : le 3e bataillon de chasseurs, le 12e régiment de dragons.

6e division d'infanterie, Lieut.-gén. DE BUDDENBROCK

11e brigade d'infanterie, Général-major DE ROTHMALER.	20e régiment d'infanterie. 95e régiment d'infanterie.
12e brigade d'infanterie. Colonel DE BISMARCK.	24e régiment d'infanterie. 64e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 2e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre attachés au IIIe corps : le 3e régiment d'artillerie de campagne, le 3e bataillon du génie, le 3e bataillon du train.

TOTAL : 27 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

IVe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie : DE ALVENSLEBEN I

7e division d'infanterie, Lieutenant-général DE GROS, dit DE SCHWARZHOFF

13e brigade d'infanterie, Général-major DE BORRIES.	26e régiment d'infanterie. 66e régiment d'infanterie.
14e brigade d'infanterie, Général-major DE ZYCHLINSKI.	27e régiment d'infanterie. 93e d'infanterie (Anhalt).

Étaient en outre attachés à la division : le 4e bataillon de chasseurs et le 7e régiment de dragons.

8e division d'infanterie, Lieuten.-génér. DE SCHOLER

15e brigade d'infanterie, Général-major DE KESSLER.	31e régiment d'infanterie. 71e régiment d'infanterie.
16e brigade d'infanterie, Colonel DE SHEFFLER.	86e régiment d'infanterie. 96e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 12e régiment de hussards.

Étaient en outre attachés au IVe corps : le 4e régiment d'artillerie de campagne, le 4e bataillon du génie, le 4e bataillon du train.

TOTAL : 30 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

IXe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie : DE MANSTEIN

18e division d'infanterie, Lieutenant-général baron DE WRANGEL

35e brigade d'infanterie. Général-major DE BLUMENTHAL.	36e régiment d'infanterie. 84e régiment d'infanterie.
36e brigade d'infanterie, Général-major DE BELOW.	Régiment de grenadiers n° 11. 85e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à la division : le 9e bataillon de chasseurs et le 6e régiment de dragons.

Division grand-ducale hessoise (25e), Lieut.-général prince Louis DE HESSE

49e brigade d'infanterie, Général-major DE WITTICH.	Régiment hessois, gardes-du-corps n° 1. 2e régiment (grand-duc). 1er bataillon de chasseurs de la garde hessoise.
50e brigade d'infanterie, Général-major DE LYNCKER.	Régiment hessois, gardes-du-corps n° 3. 4e régiment d'infanterie hessois. 2e bataillon de chasseurs hessois, gardes-du-corps.
25e brigade de cavalerie (hessoise), Général-major DE SCHLOTTHEIM.	1er régiment de cavalerie (hessoise). 2e régiment de cavalerie (hessoise).

Étaient en outre affectés au IXe corps : la moitié du 9e régiment d'artillerie de campagne, abtheilung

d'artillerie de campagne hessoise, 1 bataillon du génie prussien, 1 compagnie du génie hessoise, 1 bataillon du train prussien, 1 du train hessois.

TOTAL : 20 bataillons (12 prussiens, 8 hessois), 3 bataillons de chasseurs (1 prussien, 2 hessois, 1 demi-régiment d'artillerie prussienne et 2 abth. hessoise, 1/4 de bataillon du génie, 1/4 de bataillon du train, 12 escadrons (4 prussiens, 2 hessois).

Xe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie DE VOIGTS-RHETZ

19e division d'infanterie, Lieutenant-général DE SCHWARZKOPPEN

37e brigade d'infanterie, Colonel LEHMANN.	78e régiment d'infanterie. 91e régiment d'infanterie.
38e brigade d'infanterie. Général-major DE WEDELL.	16e régiment d'infanterie. 57e régiment d'infanterie.

Était en outre affecté à la division : le 9e régiment de dragons.

20e division d'infanterie, Lieutenant-général DE KRAATZ-KOSCHLAU

39e brigade d'infanterie, Général-major DE WOYNA Ier.	56e régiment d'infanterie. 79e régiment d'infanterie.
40e brigade d'infanterie, Général-major DE DIRINGSHOFEN.	17e régiment d'infanterie. 92e régiment d'infanterie.

Attachés en outre à la division : le 9e bataillon de chasseurs, 16e régiment de dragons.

Étaient affectés en outre au Xe corps : le 10e régiment d'artillerie de campagne, le 10e bataillon du génie, le 10e bataillon du train.

Total : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

XIIe CORPS D'ARMÉE (ROYAL DE SAXE)

LE PRINCE ROYAL ALBERT DE SAXE

23e division d'infanterie, Lieutenant-général le prince Georges de Saxe

45e brigade d'infanterie. Général major de Graushaar.	1er régiment de grenadiers saxons n° 100. 2e régiment de grenadiers saxons n° 101. Régiment de fusiliers n° 108.
46e brigade d'infanterie, Colonel de Montbé.	102e régiment d'infanterie. 103e régiment d'infanterie.

24e division d'infanterie, Général-major Nehrhoff de Holderberg

47e brigade d'infanterie, Général-major de Leonhardi.	104e régiment d'infanterie. 105e régiment d'infanterie. Bataillon de chasseurs n° 12.
48e brigade d'infanterie, Colonel de Schultz.	106e régiment d'infanterie. 107e régiment d'infanterie. 13e bataillon de chasseurs.

Division de cavalerie saxonne, Général-major comte de Lippe

23e brigade de cavalerie. Colonel Krug de Nidda.	Régiment de cavalerie de la garde. 17e régiment de uhlans.

24e brigade de cavalerie, Colonel SENFFT DE PILSACH.	3e régiment de cavalerie. 18e régiment de uhlans.

Étaient en outre affectés au XIIe corps, le 12e régiment d'artillerie de campagne, le 12e bataillon du génie, le 12e bataillon du train.

TOTAL : 27 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 24 escadrons.

Divisions de cavalerie affectées à la IIe armée

5e division de cavalerie, Lieutenant-général baron DE RHEINBABEN

11e brigade de cavalerie, Général-major DE BARBY.	4e régiment de cuirassiers. 13e régiment de uhlans. 19e régiment de dragons.
12e brigade de cavalerie, Général-major DE BREDOW.	7e régiment de cuirassiers. 16e régiment de uhlans. 13e régiment de dragons.
13e brigade de cavalerie, Général-major DE REDERN.	10e régiment de hussards. 11e régiment de hussards. 17e rég. de hussards (Brunswick).

6e division de cavalerie, Lieut.-gén. duc Guillaume DE MECKLEMBOURG-SCHWÉRIN

14e brigade de cavalerie, Colonel baron DE DIÉPENBROICK-GRUTER.	6e régiment de cuirassiers. 3e régiment de uhlans. 15e régiment de uhlans.
15e brigade de cavalerie, Général-major DE RAUCH.	3e régiment de hussards. 16e régiment de hussards.

Ces deux divisions comptaient ensemble 56 escadrons ; elles furent formées en divisions au moment de la mobilisation.

TROISIÈME ARMÉE

Commandant en chef : le PRINCE ROYAL DE PRUSSE, général d'infanterie

---

Ve CORPS D'ARMÉE

Lieutenant-général : DE KIRCHBACH

9e division d'infanterie, Général-major de Sandrart

17e brigade d'infanterie, Colonel de Bothmer.	58e régiment d'infanterie. 59e régiment d'infanterie.
18e brigade d'infanterie. Général-major de Voigts-Rhetz.	Régiment de grenadiers du roi n° 7. 47e régiment d'infanterie.

Étaient en outre affectés à la division : le 5e bataillon de chasseurs et le 4e régiment de dragons.

10e division d'infanterie, Général-major de Schmidt

19e brigade d'infanterie, Colonel de Henning de Schonhoff.	Régiment de grenadiers n° 6. 46e régiment d'infanterie.
20e brigade d'infanterie, Général-maj. Walther de Montbary.	37e d'infanterie (fusiliers). 50e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 14e régiment de dragons.

Étaient en outre affectés au Ve corps d'armée : le 5e régiment d'artillerie de campagne, le 5e bataillon du génie, le 5e bataillon du train.

Total : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

VIe CORPS D'ARMÉE

Général de cavalerie : DE TUMPLING

11e division d'infanterie, Lieut.-général de Gordon

21e brigade d'infanterie, Général-major de Malachowski.	Régiment de grenadiers n° 10. 18e régiment d'infanterie.
22e brigade d'infanterie, Général-major d'Eckartsberg.	38e d'infanterie (fusiliers). 51e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 6e bataillon de chasseurs et le 8e régiment de dragons.

12e division d'infanterie, Lieut.-général de Hoffmann

23e brigade d'infanterie, Colonel Gundell.	22e régiment d'infanterie. 62e régiment d'infanterie.
24e brigade d'infanterie, Général-major de Fabeck.	23e régiment d'infanterie. 63e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 15e régiment de dragons.

Étaient en outre attachés au VIe corps : le 6e régi-

ment d'artillerie de campagne, le 6e bataillon du génie et le 6e bataillon du train.

TOTAL : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

XIe CORPS D'ARMÉE

Lieutenant-général : DE ROSE

21e division d'infanterie, Lieut-gén. DE SCHACHTMEYER

41e brigade d'infanterie, Colonel DE KOBLINSKI.	Régiment d'infanterie n° 80 (fusiliers). Régiment d'infanterie n° 87 (fusiliers).
42e brigade d'infanterie, Général-major DE THILE.	82e régiment d'infanterie. 88e régiment d'infanterie.

Étaient en outre attachés à la division : le 11e bataillon de chasseurs et le 5e régiment de dragons.

22e division d'infanterie, Lieut.-génér. DE GERSDORFF

43e brigade d'infanterie, Colonel DE KONTZKI.	32e régiment d'infanterie. 95e régiment d'infanterie.
44e brigade d'infanterie, Général-major DE SCHKOPP.	83e régiment d'infanterie. 94e régiment d'infanterie.

Était en outre attaché à la division : le 13e régiment de hussards.

Étaient en outre attachés au XIe corps : le 11e régi-

ment d'artillerie de campagne, le 11e bataillon du génie, le 11e bataillon du train.

Total : 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon du génie, 1 bataillon du train, 1 régiment d'artillerie de campagne, 8 escadrons.

Divisions de cavalerie affectées à la IIIe armée.

2e division de cavalerie, Lieutenant-général comte de Stolberg-Wernigerode

3e brigade de cavalerie, Général-major de Colomb.	Régiment de cuirassiers du corps n° 2. 2e régiment de uhlans.
4e brigade de cavalerie, Général-major baron de Barnechow.	Régiment de hussards du corps n° 1. 5e régiment de hussards.
5e brigade de cavalerie, Général major de Baumbach.	4e régiment de hussards. 6e régiment de hussards.

4e division de cavalerie, Le prince Albrecht de Prusse, général de cavalerie.

8e brigade de cavalerie, Général-major de Hontheim.	5e régiment de cuirassiers. 10e régiment de uhlans.
9e brigade de cavalerie, Général-major de Bernhardi.	1er régiment de ulhans. 6e régiment de uhlans.
10e brigade de cavalerie. Général-major de Krosigk.	2e régiment de hussards du corps n° 2. Régiment de dragons n° 5.

Observations : Ces deux divisions de cavalerie comptent ensemble 48 escadrons ; elles furent formées en divisions au moment de la mobilisation.

I[er] CORPS BAVAROIS

Général d'infanterie : BARON DE TANN-RATHSAMHAUSEN

1er division d'infanterie, Lieut.-général DE STEPHAN

1re brigade d'infanterie, Général-major DIETL.	Régiment du corps. 1er régiment d'infanterie. 2 bataillons de chasseurs.
2e brigade d'infanterie, Général-major ORFF.	2e régiment d'infanterie. 11e régiment d'infanterie, 4e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre attachés à la division : le 3e régiment de chevau-légers, le 9e bataillon de chasseurs, 2 batteries de 6 du 1er régiment d'artillerie, la 1re compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 9 et l'abtheilung de subsistances n° 1.

2e division d'infanterie, lieutenant-général comte PAPPENHEIM (par intérim, général-major SCHUMACHER)

3e brigade d'infanterie, Général-major SCHUMACHER (par intérim, colonel HEYL).	3e régiment d'infanterie. 12e régiment d'infanterie. 1er bataillon de chasseurs
4e brigade d'infanterie, Général-major baron RUDOLPH DE TANN.	10e régiment d'infanterie. 13e régiment d'infanterie. 7e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre attachés à la division : le 4e régiment de chevau-légers, 2 batteries de 6 du 1er régi-

ment d'artillerie, la 4e compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 2, l'abtheilung de subsistances n° 2.

. . . .

Brigade de cuirassiers. Général-major de Tausch.	1er régiment de cuirassiers. 2e régiment de cuirassiers. 6e régiment de chevau-légers. 1 batterie de 4 à cheval du 3e régiment d'artillerie.

. . . .

Réserve d'artillerie, Colonel Bronzetti.	6 batteries de 6 à cheval du 3e régiment d'artillerie. 1 batterie de 4 à cheval du 3e régiment d'artillerie. 1 colonne de munitions du 1er régiment d'artillerie

Étaient en outre attachés au Ier corps d'armée : la colonne principale de munitions, 1 division du génie de campagne, les ambulances nos 10 et 9, et l'abtheilung de subsistances n° 5.

Total du Ier corps : 24 bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 16 batteries, abtheilung du génie de campagne.

IIe CORPS BAVAROIS

Général d'infanterie : DE HARMANN

3e division d'infanterie, Lieut.-général de Walther.

5e brigade d'infanterie, Général-major de Schleich.	6e régiment d'infanterie. 7e régiment d'infanterie. 8e bataillon de chasseurs.

6e brigade d'infanterie, Colonel Borries de Wiseli, du 7e régiment d'infanterie.	14e régiment d'infanterie. 15e régiment d'infanterie. 3e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre affectés à la division : le 1er régiment de chevau-légers, 2 batteries de 6 du 4e régiment d'artillerie, la 3e compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 3 et l'abtheilung des subsistances n° 3.

4e division d'infanterie, Lieut.-gén. comte de Bothmer

7e brigade d'infanterie, Général-major de Thiéreck.	5e régiment d'infanterie. 9e régiment d'infanterie. 6e bataillon de chasseurs.
8e brigade d'infanterie, Général-major Maillinger.	1 bataillon des 1er, 5e, 7e, 11e et 14e régiments d'infanterie. 5e bataillon de chasseurs.

Étaient en outre affectés à la division : le 2e régiment de chevau-légers, le 10e bataillon de chasseurs, 2 batteries de 6 du 4e régiment d'artillerie, la 2e compagnie d'infirmiers, l'ambulance n° 4 et l'abtheilung des subsistances n° 4.

. . . .

Brigade de uhlans, Général-major baron de Mulzer (plus tard le colonel de Horadam).	1er régiment de uhlans. 2e régiment de uhlans. 5e régiment de chevau-légers. 1 batterie à cheval de 4 du 2e régiment d'artillerie.

. . . .

Réserve d'artillerie, Colonel de Pillement.	6 batteries à cheval de 6 du 2e régiment d'artillerie. 1 batterie à cheval de 4 du 2e régiment d'artillerie. 1 colonne de munitions du 1er régiment d'artillerie.

Étaient en outre attachés au corps d'armée : la colonne principale de munitions, une division du génie de campagne, les ambulances nos 7 et 8, et l'abtheilung des subsistances n° 6.

TOTAL du IIe corps bavarois : 23 bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 16 batteries, 1 division du génie de campagne.

CORPS COMBINÉ WURTEMBERGEOIS-BADOIS

Lieutenant-général : DE WERDER

(Ce corps ne fut combiné de cette manière qu'au début de la guerre ; après la bataille de Wœrth, il fut dissous, et de nouvelles formations furent faites.)

Division wurtembergeoise, Lieut.-gén. D'OBERNITZ

1re brigade d'infanterie, Général-major DE REITZENSTEIN.	1er régiment d'infanterie. 7e régiment d'infanterie. 2e bataillon de chasseurs.
2e brigade d'infanterie, Général-major DE STARKLOFF.	2e régiment d'infanterie. 5e régiment d'infanterie. 3e bataillon de chasseurs
3e brigade d'infanterie, Colonel DE HUGEL.	3e régiment d'infanterie. 8e régiment d'infanterie. 1er bataillon de chasseurs
Division de cavalerie, Général-major comte DE SCHELER.	1er régiment de cavalerie. 2e régiment de cavalerie. 3e régiment de cavalerie. 4e régiment de cavalerie.

Étaient en outre attachés à la 1re division : 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 compagnies du génie, 1 escadron de chasseurs de campagne (Feldjæger).

Observations. — 4 bataillons de la 2e brigade furent laissés pour former la garnison d'Ulm. — Les régiments n'étant qu'à 2 bataillons, la division active comptait donc : 12 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 1 régiment d'artillerie de campagne, 2 compagnies du génie, 16 escadrons, 1 escadron de Feldjæger.

Division badoise, Lieutenant-général de Beyer

1re brigade d'infanterie, Lieutenant-général baron de Laroche du Jarrys.	1er régiment grenadiers du corps. 2e régiment de grenadiers.
2e brigade d'infanterie, Général-major baron de Degenfeld.	3e régiment d'infanterie. 4e régiment d'infanterie.
3e brigade d'infanterie, Général-major Keller.	5e régiment d'infanterie. 6e régiment d'infanterie.
Brigade de cavalerie, Général-major baron de Laroche Starkenfels.	1er régiment de dragons du corps. 2e régiment de dragons.

Observations. — La division active badoise comptait : 13 bataillons d'infanterie, 1 régiment d'artillerie de campagne, 1 abtheilung du génie, 1 abtheilung du train, 12 escadrons. — Après que le corps eut été dissous, la division fut affectée au corps de siège devant Strasbourg, sous les ordres du lieutenant général de Werder.

Troupes mobilisées laissées d'abord dans l'Allemagne du Nord pour la défense du pays

---

Commandants :

Le gouverneur général des districts des Ier, IIe, IXe et Xe corps d'armée, général d'infanterie VOGEL DE FALKENSTEIN.

Le commandant en chef des troupes mobilisées dans les districts des Ier, II, IXe et Xe corps d'armée, général d'infanterie grand-duc DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN.

Le gouverneur général des districts des IIIe et IVe corps d'armée (Berlin), général d'infanterie DE BONIN.

Le gouverneur général des districts des Ve et VIe corps d'armée (Breslau), lieutenant-général DE LOWENDFELD.

Le gouverneur général des districts des VIIe, VIIIe et XIe corps d'armée, général d'infanterie HARTMANN DE BITTENFELD.

17e division d'infanterie, Lieutenant-général DE SCHIMMELMANN

(Cette division appartient au IXe corps.)

33e brigade d'infanterie, Général-major baron DE KOTTWITZ.	Régiment de fusiliers n° 36. 75e régiment d'infanterie. 76e régiment d'infanterie.

34e brigade d'infanterie. Colonel DE MANTEUFFEL.	Régiment de grenadiers du Mecklembourg n° 89. Régiment de fusiliers du Mecklembourg n° 90.

Était en outre attaché à la division : le 14e bataillon de chasseurs (Mecklembourg).

17e brigade de cavalerie, Général-major DE RAUCH.	1er Régiment de dragons du Mecklembourg n° 17. 2e régiment de dragons du Mecklembourg n° 18. 11e régiment de uhlans.

Étaient en outre affectés à la division : moitié du 9e régiment d'artillerie de campagne, moitié du 9e bataillon du train.

OBSERVATIONS. — La division d'infanterie qui tient garnison dans le Schleswig-Holstein et dans le Mecklembourg, et qui compte 15 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 12 escadrons, un demi-régiment d'artillerie de campagne, un demi-bataillon du train, resta d'abord pour la défense des côtes, et ne fut appelée qu'en septembre sur le théâtre des opérations; mais elle ne rentra pas au IXe corps et passa à d'autres formations.

Division d'infanterie de landwehr de la garde, Lieutenant-général baron DE LOEN

1re brigade de landwehr de la Garde. Colonel GIRODS DE CAUDI.	1er régiment de landwehr de la Garde. 2e régiment de landwehr de la Garde.

2e brigade de landwehr de la Garde. Colonel DE ROCHL.	1re régiment de grenadiers de landwehr de la Garde. 2e régiment de grenadiers de landwehr de la Garde.

1re division de landwehr (Poméranienne), Gén.-major DE TRESKOW

1re brigade de landwehr de Poméranie. Baron DE BUDDENBROCK.	1er régiment combiné de landwehr de Poméranie. 2e régiment combiné de landwehr de Poméranie.
2e brigade de landwehr de Poméranie, Général-major DE AVEMANN.	3e régiment combiné de landwehr de Poméranie. 4e régiment combiné de landwehr de Poméranie.

2e division de landwehr (Brandebourg), Gén.-major DE SELCHOW

1re brigade de landwehr de Brandebourg, Colonel DE ARNOLDI.	1er régiment combiné de landwehr de Brandebourg. 2e régiment combiné de landwehr de Brandebourg.
2e brigade de landwehr de Brandebourg, Colonel RANISCH.	3e régiment combiné de landwehr de Brandebourg. 4e régiment combiné de landwehr de Brandebourg.

3e division de landwehr combinée, Général-major SCHULER DE SENDEN

Brigade de landwehr de la Prusse occidentale, Général-major DE RUVILLE.	Régiment combiné de landwehr de la Prusse occidentale. Régiment combiné de landwehr de la Basse-Silésie.
Brigade de landwehr de Posen, Colonel DE GILSA.	1er régiment combiné de landwehr de Posen. 2e régiment combiné de landwehr de Posen.

CHAPITRE V

Premières escarmouches. — Sarrebrück (19 juillet). — Shirlenhoff. — Bliesbrücken. — Rheinhem. — Irrésolution de l'empereur et du major général de l'armée française. — Sarrebrück (2 août). — Wissembourg (4 août).

I

Durant les premiers jours, il ne se produisit que des engagements sans grande importance. Le 19 juillet, à l'heure même où la déclaration de guerre était signifiée à Berlin, trois escadrons du 7e uhlans se rencontraient en avant de Spicheren avec une patrouille du 5e chasseurs à cheval, et non, comme le disent Bœrbstaedt et Lecomte, avec les chasseurs d'Afrique qui, en ce moment, débarquaient seulement à Toulon.

Le 24, une reconnaissance conduite par le comte Zeppelin, capitaine d'état-major wurtembergeois, et comprenant plusieurs officiers et environ 25 cavaliers badois, franchissait la frontière à Lauterbourg, dans le but de se procurer des renseignements exacts sur les divers emplacements occupés par les troupes françaises. Signalée aussitôt par le colonel du 2e lanciers qui occupait Soultz, et par le chef de gare

de Hunspach qui prévenait que le télégraphe venait d'être coupé par des cavaliers ennemis, à quelques kilomètres de la station, cette reconnaissance put faire cependant 40 kilomètres dans l'intérieur du pays, sans être inquiétée. Le lendemain seulement, un escadron du 12e chasseurs surprit l'ennemi à Shirlenhoff, non loin de Wœrth. Le général de Bernis s'empressa de télégraphier (1) à Strasbourg le résultat de la rencontre :

Je viens de détruire une reconnaissance badoise composée de 4 officiers, 25 cavaliers occupés à couper les télégraphes : ils sont tous tués, blessés ou prisonniers.

Malheureusement, le rapport du général de Bernis n'était pas absolument exact, le capitaine de Zeppelin avait pu s'échapper, et portait à l'état-major allemand de précieux renseignements sur l'éparpillement de nos troupes.

Le 24, une patrouille de uhlans s'efforçait de détruire à Bliesbrücken le chemin de fer de Sarreguemines à Haguenau. Renouvelée le 26 à Rheinheim, cette tentative ne réussissait heureusement pas.

Le 27, des patrouilles se rencontraient près de Ludweiller ; le 28, une forte reconnaissance bava-

(1) Nous ne reproduisons ce télégramme inédit que parce qu'il justifie le chiffre de 25 cavaliers que nous donnons plus haut : l'ouvrage du grand état-major allemand n'accuse que 4 officiers et 3 dragons.

roise se présenta devant Wissembourg, obligeant le capitaine de gendarmerie à se retirer en toute hâte : le commissaire de police se refusa énergiquement à ouvrir les portes : un seul coup de feu suffit pour décider l'ennemi à la retraite ; mais, dès le lendemain, un parlementaire se rendit auprès du sous-préfet, et lui déclara que si les habitants se mêlaient à la lutte, des représailles terribles seraient exercées.

Aucun de ces engagements n'avait d'importance ; mais il était déjà facile de voir que nous ne cherchions pas à pénétrer les secrets de l'ennemi, tandis que les Allemands s'efforçaient, au contraire, de surprendre nos desseins, de connaître les emplacements occupés. Chacune de leurs reconnaissances avait un but : les nombreuses tentatives dirigées contre la voie ferrée et les lignes télégraphiques en sont une preuve.

Cette incertitude, cette inaction alors que l'on s'attendait à entendre le canon dès le premier jour, devaient avoir de funestes effets. A la moindre alerte, les habitants croyaient l'heure de l'invasion arrivée, et les télégrammes se croisaient aux divers quartiers généraux. Partout, on annonçait l'ennemi ; il n'était nulle part.

Nous avons recueilli plusieurs télégrammes qui donneront une idée de ces paniques constantes.

Le 26 juillet (5 heures 10 m.), l'inspecteur du chemin de fer télégraphie à Strasbourg (1) :

(1) Dépêche inédite.

Je rentre à l'instant à Haguenau avec le détachement en reconnaissance à Gundershoffen. Recevons dépêche de Reichshoffen ainsi conçue : « Faites revenir les troupes immédiatement, les Prussiens arrivent. »

Une dépêche plus alarmante (1) est le même jour envoyée à Strasbourg :

Reichshoffen est envahi par deux régiments prussiens. Je retiens train *S* par ordre du général commandant. Deux bataillons de chasseurs partent pour Niederbronn.

Devant la persistance de ces bruits qui arrivent de dix côtés différents, le maréchal Mac-Mahon télégraphie immédiatement à Reichshoffen (2) :

Urgence, Reichshoffen de Strasbourg.

Maréchal au capitaine Bosson, chez le maire.

Le général de Bernis mande à la même heure que vous, que les gares de Gundershoffen, et de Reichshoffen sont détruites. Vous me dites que c'est une panique. Mandez-moi immédiatement ce qu'il en est, et si vous avez des renseignements faisant connaître que l'ennemi fait des mouvements pour couper le chemin de fer.

Qu'y a-t-il cependant au fond de ces nouvelles qui, en un instant, ont mis en émoi tout le camp français? La dépêche suivante (3) datée de midi 30 va nous l'apprendre :

(1) Dépêche inédite.
(2) Idem.
(3) Idem.

Reichshoffen. Urgence. Strasbourg.

Maire à préfet, Strasbourg.

J'ai été à Frœschwiller, c'est une panique : on a pris des hussards bleus pour des Bavarois. Reichshoffen et environs sont complètement tranquilles et sans le moindre ennemi.

Nous avons dit plus haut que les Bavarois s'étaient, le 28 juillet, présentés devant Wissembourg, et qu'un coup de feu les avait fait partir : le capitaine de gendarmerie, le général de Septeuil, affirment cependant que la ville est occupée par 4,000 hommes. Le colonel du 2e lanciers mande enfin à Haguenau que l'ennemi est à Lauterbourg avec de l'artillerie et de la cavalerie.

Ces alertes constantes fatiguent inutilement les troupes. A chaque instant, il faut prendre les armes pour repousser une attaque imaginaire.

Du côté de Huningue et de Neuf-Brisach, les alarmes n'étaient pas moins vives : pour couvrir les défilés de la forêt Noire, le ministre de la guerre wurtembergeois avait formé un détachement composé du 6e régiment d'infanterie, d'un escadron et d'une batterie. Transportée par chemin de fer de Plochingen à Donaueschingen, puis conduite vers le Rhin, cette colonne ne tarda pas à jeter l'alarme, en faisant croire à une invasion prochaine. Quelques jours plus tard, à la suite d'une dépêche inexacte d'un agent de l'administration, une division du 7e corps, qui s'était avancée, dut rétrograder, en toute hâte, jusque sous les murs de Belfort.

A Strasbourg même, on n'était pas à l'abri de ces paniques. Le 17 juillet, avant même la déclaration de guerre, des lanciers envoyés à la découverte revenaient au galop annonçant la présence de 30,000



Le prince royal de Prusse (1).

Prussiens. Le 18e de ligne prit les armes en toute hâte.

Le 21, à 4 heures du soir, les pionniers badois, re-

(1) Frédéric-Guillaume, prince royal de Prusse, né en 1831, fut, d'après les traditions de la dynastie, nommé lieutenant-général en 1860. Il fit la campagne du Danemark, en 1864, dans l'état-major

doutant une invasion par Kehl, détruisirent une pile du pont de fer, ainsi que plusieurs ouvrages d'art sur la ligne d'Appenweïr. Ces détonations firent croire à une attaque, et notre état-major partit au galop jusqu'aux bords du Rhin.

C'est aux environs de Forbach que les rencontres étaient particulièrement fréquentes : chaque jour amenait quelque reconnaissance, sans importance d'ailleurs, car le général Frossard, ignorant la force de l'ennemi, et prévenu par des dépêches successives du maréchal Bazaine qu'il fallait attendre pour prendre l'offensive, n'osait s'engager et pousser à fond.

En réalité, jusqu'au 31 juillet, le 2e corps n'eut devant lui qu'un bataillon du 40e régiment prussien et 3 escadrons de uhlans. A la fin du mois, la faible garnison de Sarrebrück fut augmentée de 2 bataillons et de 4 pièces d'artillerie.

L'ennemi ne se montrait pas, et cette incertitude paralysait toute résolution. A défaut de nouvelles certaines, de renseignements positifs, on accueillait les on-dit, les bruits plus ou moins vraisemblables. Les soldats regardaient avec une sorte de terreur les grands bois qui s'étendent à la gauche de Spicheren.

de Wrangel, fut ensuite nommé général d'infanterie en 1866, et commanda, en cette qualité, la deuxième armée prussienne. Le 9 mars 1888, il succéda comme empereur d'Allemagne à son père, Guillaume Ier, mais son règne fut de courte durée, car il mourut le 15 juin de la même année. (D. L.)

— Ils sont là-dedans, se disait-on.

Et tout le jour, des francs-tireurs choisis dans les régiments, tiraillaient dans la plaine, le plus souvent contre des ennemis imaginaires.

Pas une reconnaissance n'était envoyée en avant pour recueillir quelques renseignements. Mais à la frontière même, marquée par une auberge, *la Brême d'or*, deux cavaliers du 5e chasseurs montaient et descendaient alternativement un petit sentier qui sert de ligne de démarcation. Cinquante pas, en avant, autant en arrière : telle était notre façon de comprendre le service en campagne.

La nuit venue, l'ennemi se montrait plus audacieux : il envoyait des partouilles dans nos lignes, dans l'espoir de ramener quelques prisonniers. Quelques jours après son arrivée, le général Frossard demanda par le télégraphe la permission d'enlever Sarrebrück et Sarrelouis, cette dernière ville défendue par deux régiments. La demande ne fut pas d'abord accueillie favorablement :

L'intention bien formelle de l'Empereur, écrivait le 22 juillet le maréchal Bazaine au général Frossard, est de rester sur la défensive, et d'éviter les engagements qui pourraient entraîner hors de la frontière, avant le moment que Sa Majesté veut fixer elle-même.

Le 26 juillet, le moment parut enfin arrivé, car le maréchal Le Bœuf télégraphia au maréchal Bazaine :

... Il est temps de prendre l'offensive : tenez-vous donc prêt pour samedi ou dimanche.

Voulait-on réellement marcher en avant? Aujourd'hui encore le doute est permis. Sans doute l'armée de Metz s'appelait armée du Rhin; sans doute, le maréchal Le Bœuf était venu secrètement à Strasbourg, le 30 juillet, pour s'entendre avec le maréchal de Mac-Mahon ; et des chaloupes canonnières à faible tirant d'eau avaient été envoyées avec un détachement de marins. L'ennemi inquiet de ces préparatifs, avait terminé le 22 une estacade en avant du pont de Maxau, et tout préparé pour barrer également le fleuve à Germersheim ; mais à ces preuves, il en est bien d'autres tout aussi concluantes que l'on pourrait opposer :

... J'ai vu hier l'empereur à Saint-Avold, télégraphiait, le 30 juillet, le maréchal Bazaine : » rien n'est encore arrêté sur les opérations que doit entreprendre l'armée française. »

Et, de son côté, l'auteur de *Metz, Campagnes et Négociations*, écrit :

Le premier acte du commandement de l'empereur, à Metz, indique clairement ses intentions : ce fut un ordre envoyé le 29 juillet au Maréchal de Mac-Mahon, pour qu'il se bornât à faire éclairer la frontière et à la protéger de Bâle à Lauterbourg avec ses divisions et celles du général Douay ; on l'avertissait de plus qu'il n'aurait pas de mouvements à faire avant huit jours, c'est-à-dire le 6 août, date de la bataille qui se livra à Reichshoffen...

Peu importent d'ailleurs ces contradictions, elles s'expliquent par les indécisions et les courants contraires : dans le grand état-major, les uns se prononçaient pour l'offensive vigoureusement menée,

d'autres conseillaient d'attendre. L'opinion du matin n'était plus celle du soir : on voulait un succès pour satisfaire l'opinion publique surexcitée outre mesure, et justement inquiète de ces lenteurs, et l'on n'osait risquer une bataille.

Il fallait cependant prendre une décision et sortir de cette situation : on résolut de mettre à exécution le projet du général Frossard, et d'occuper Sarrebrück. C'était un moyen terme qui pensait-on, devait contenter tous les esprits : ce n'était pas l'offensive, puisque l'on s'arrêtait à la Sarre, l'opération devant se borner à la rive gauche, ce n'était plus cependant l'inaction des premiers jours.

De grands préparatifs furent faits pour cette reconnaissance, c'est le seul mot qui convienne, dont les détails avaient été arrêtés le 31 juillet dans un conseil de guerre tenu à Forbach, et auquel assistaient le maréchal Bazaine, les généraux Frossard et de Failly. Le maréchal avait la direction suprême de l'opération : le 2e corps était chargé d'enlever Sarrebrück.

Sur les deux ailes, les 3e et 5e corps devaient faire des démonstrations destinées à inquiéter l'ennemi.

A dix heures du matin, le 2 août, les troupes occupèrent les positions qui leur avaient été assignées. Les deux brigades de la division Bataille étaient en première ligne. La première, soutenue par deux régiments de la division Vergé, devait prendre par la gauche de la grande route de Forbach à Sarrebrück, s'avancer par les bois et le chemin de

fer pour occuper le terrain de manœuvres. La marche était éclairée par trois escadrons du 5e chasseurs à cheval.

A droite, la 2e brigade placée sur les hauteurs de Spicheren avait pour mission de s'emparer du village de Saint-Arnual et se porter sur les hauteurs du Winterberg.

Ce mouvement était appuyé par une brigade de la division Laveaucoupet.

La communication avec le 3e corps à l'extrême gauche était assurée par deux bataillons et un escadron de chasseurs qui se dirigeaient sur Gersweiler. Les autres brigades du 2e corps restaient en réserve.

Le double mouvement indiqué s'opéra sans grande résistance : après un tir assez vif, les tirailleurs ennemis durent se retirer, et le commandant prussien, major Pestel, évacua la ville de Sarrebrück, et alla camper à quelques kilomètres. Sur les ordres du général Bataille, une batterie de 12 canonna vigoureusement la gare; mais, contrairement aux bruits répandus par les Allemands, la ville ne reçut pas un obus.

Les mitrailleuses avaient eu l'occasion de tirer quelques coups sur des pelotons en retraite, et le tir avait paru satisfaisant.

Les pertes étaient minimes des deux côtés. Le 2e corps comptait 6 officiers et 80 soldats hors de combat. La journée coûtait aux Allemands 4 officiers blessés, huit soldats tués, 64 blessés et 7 disparus.

L'empereur et le prince impérial étaient venus assister à cette action.

C'était le premier combat ; il sembla utile au grand quartier général d'attribuer à cette affaire les proportions d'une victoire. De pompeuses dépêches parlant de « colonnes ennemies en déroutes », de bataillons « fauchés par les mitrailleuses » furent affichées dans toute la France. Le *Journal officiel* célébra le courage du jeune prince qui, disait-on, était resté exposé au feu le plus violent.

En exagérant ainsi la vérité, on espérait, sans doute, atteindre un double but : donner d'abord satisfaction à l'opinion publique, décider enfin, par l'annonce d'un succès plus ou moins réel, l'Autriche et l'Italie à se déclarer en notre faveur, ou du moins à achever leurs préparatifs.

D'après les dispositions arrêtées, le mouvement devait se continuer le lendemain 3 août : le 4e corps allait, à son tour, entrer en ligne et faire une reconnaissance sur Sarrelouis. Le maréchal Bazaine avait ordre d'appuyer le général Ladmirault par une division du 3e corps.

Des bruits inquiétants répandus au quartier-général arrêtèrent ce mouvement. On annonçait qu'un corps prussien était parti de Trèves avec l'intention de se jeter sur Thionville et d'écraser notre gauche.

Le maréchal Le Bœuf crut à cette nouvelle :

Ce serait, écrivait-il au général Frossard, une heureuse chose que l'ennemi vînt nous offrir la bataille avec 40,000 hommes, sur un

point où nous pouvons lui en opposer 70,000, sans compter votre corps d'armée.

Dans l'attente de cette bataille, le major général s'opposa à une concentration des 2e, 3e et 4e corps, et maintint les troupes dans leurs emplacements.

II

Tandis que ces événements s'accomplissaient du côté de Forbach, les divisions du 1er corps conservaient leurs positions ; la première sous les ordres du général Ducrot à Reichshoffen et à Wœrth, la deuxième commandée par le général Douay à Haguenau. Le 2 août, le général Douay fut prévenu qu'il était mis sous les ordres du général Ducrot (1) « en ce qui concerne les positions à occuper et les opérations de guerre ». Il était avisé, en même temps que sa division devait se mettre en mouvement, partir de Haguenau (2) le 4 au matin, et se diriger sur Wissembourg, de façon à y arriver le 5 en couchant le 4 à Soultz.

Quelle était la raison de ce mouvement ? Faut-il voir là une preuve que l'on voulait prendre l'offensive, commencer enfin les hostilités ? Le général Ducrot, tout en ne se prononçant pas absolument, donne à entendre que le pays occupé depuis le 27 juillet était

(1) *Wissembourg*, par le général Ducrot.

(2) *Lettre du général Robert*, chef d'état-major de la division Douay.

épuisé : l'intendance réclamait l'occupation de Wissembourg, dont la manutention permettait de « fabriquer 30,000 rations en vingt-quatre heures ». « ... C'est de Wissembourg, écrivait le 3 juillet le général Ducrot au général Abel Douay, que nous devons tirer la majeure partie de nos subsistances ».

En même temps que la 2e division recevait l'ordre de marcher à la frontière, le général Ducrot était invité à établir ses troupes, le 4 au matin, à Lembach, en plaçant un régiment à Nothweiler, un bataillon à Obersteinbach et un régiment à Climbach.

Les deux divisions (1re et 2e) devaient se relier par le col du Pigeonnier.

Un mouvement des Bavarois, qui occupèrent, le 2 août au soir, le poste des douaniers, près de Wissembourg, détermina le maréchal à presser le départ de la division Douay. Le général Ducrot en fut averti par la dépêche suivante (1) :

Les Bavarois s'étant emparés de la maison de doûane à Wissembourg, et annonçant qu'ils occuperont demain Altenstatt, je donne ordre au général Douay de se porter demain sur Wissembourg avec sa division... Si vous le jugez nécessaire, vous pourriez, dès demain, porter sur Lembach une partie de votre division ; rejoignez en route le général Douay, dont vous placerez les troupes comme vous le jugerez convenable...

Maréchal DE MAC-MAHON.

Conformément à ces instructions, la 2e division quitta Haguenau, le 3 août, vers 4 ou 5 heures du matin, ainsi que le prouve la dépêche suivante (2) :

(1-2) Dépêches inédites.

3 août, 4 h. 45 m., Soulz-sous-F. de Haguenau.

Général Douay à général de Septeuil.

Je me mets en route pour Wissembourg avec ma division. Je serai à Soultz vers neuf heures. J'y prendrai le 3e hussard et le bataillon du 50e qui sont à Gunstett et Oberbetschdorf. Faites prévenir de bonne heure ces deux derniers détachements. Ce sont les ordres du maréchal.

Général Douay.

Dans la nuit seulement, la 2e division arriva aux environs de Wissembourg, après une marche de 30 kilomètres.

Les ordres du maréchal indiquaient au général Douay les emplacements qu'il avait à occuper : la droite à Altenstatt, l'état-major avec le gros des forces à Wissembourg, Weiler et au pigeonnier, enfin le 11e régiment de chasseurs au Geisberg.

Ces indications n'étaient, d'ailleurs, que provisoires, le général Ducrot étant autorisé à rectifier les positions, de façon à donner à la 2e division une plus grande sécurité.

Aussi, dès le 3 au matin, le général Ducrot adressa-t-il au général Douay des instructions toutes différentes, et à coup sûr plus sages : Altenstatt, Wissembourg et Weiler, situés au fond de la vallée de la Lauter, sont de tous côtés dominés par des hauteurs et débordés sur la droite par les forêts du Bienwald et du Mundat.

Le général Ducrot prescrivit de poster la 1re brigade sur le plateau du Geisberg, la 2e à gauche, sur

le Vogelsberg, d'occuper ainsi la ligne des crêtes qui, par la route de Wissembourg à Bitche, se relie au Pigeonnier. Un bataillon devait être placé comme garnison à Wissembourg, et un régiment relever au Pigeonnier le 96e, qui se porterait en avant, dans la direction de Nothweiler.

Dans sa déposition devant la commission d'enquête, le maréchal de Mac-Mahon établit une confusion entre les positions occupées et celles qu'il avait prescrites... Cette division arriva assez tard dans la soirée du 3 à Wissembourg, et, au lieu de se porter sur les hauteurs indiquées, resta dans la ville et dans les environs... »

La division Douay occupa au contraire, dès son arrivée, les emplacements fixés par le général Ducrot : le quartier-général fut placé à Oberhofen.

Signalons encore une erreur commise par le grand état-major prussien et vivement relevée par le commandant de la 1re division du 1er corps dans la brochure précitée (*Wissembourg*): « Sur l'avis arrivé de Wœrth, le 3 août, que de fortes colonnes prussiennes venaient de quitter Landau, le général Ducrot avait ordonné au général Douay, non-seulement de rester à Wissembourg, mais encore d'accepter le combat le cas échéant ».

L'action du général Ducrot s'est bornée, on le sait à rectifier les positions.

Un coup d'œil jeté sur le terrain montrera toute la sagesse des prescriptions du commandant de la 1re division.

La Lauter, qui sépare l'Alsace de la Bavière rhénane, depuis le versant des Vosges jusqu'au Rhin, traverse la ville de Wissembourg, qui est dominée de tout côté, au sud par le Geisberg, au nord par le village de Schweigen.

Déclassée en 1867, cette place possède un mur d'enceinte, et est entourée de fossés. De ses trois portes, deux, celles de Landau et de Bitche, qui se trouvent au nord et au nord-ouest sont couvertes par de petites lunettes avec des murailles crénelées. De chaque côté de la ville, et parallèlement à la Lauter, s'étendent les lignes de Wissembourg, depuis le pied de la hauteur du Pigeonnier jusqu'à Lauterbourg. Elevés de 1704 à 1706 par le maréchal de Villars, ces ouvrages, qui ont joué un rôle important pendant les guerres de la Révolution, sont démantelés ; il n'en reste plus que des vestiges, qui ne peuvent guère servir à abriter des tirailleurs.

Les contreforts des Vosges s'allongent à l'est de la ville, et se terminent par le plateau de Geisberg. C'est là la position dominante que le général Ducrot avait indiquée au général Douay. De cette hauteur, en effet, on ne pouvait manquer d'être averti de l'approche de l'ennemi, et par la route de Bitche la retraite était assurée. A l'extrême droite du plateau (600 mètres de la route de Strasbourg), se trouve le château ou la ferme de Geisberg. C'est un carré de près de 200 mètres de côté, réunion d'épais bâtiments avec cours, entourés de murailles. A l'est, un potager commande le terrain ; au nord, une houblonnière

borde sur ses deux côtés le chemin d'Altenstatt.

Le Geisberg est contourné par le chemin de fer de Strasbourg à Manheim ; la gare se trouve à moins de 2,000 mètres en avant, à peu de distance de la route de Lauterbourg.

Plusieurs reconnaissances, ordonnées l'avant-veille et la veille par le général Ducrot, et conduites notamment par le colonel du 96e de ligne de Franchessin, n'avaient signalé aucun mouvement des troupes prussiennes. Aussi le général Ducrot télégraphiait-il, le 3 août 4 heures, à Strasbourg : « La menace des Bavarois me paraît une pure fanfaronnade. » Vers 4 heures 1/2 cependant, une section du 96e et un peloton du 3e hussards avaient essuyé au coin d'un bois, du côté de Nothweiler, le feu de quelques fantassins. Vers la même heure, une patrouille bavaroise s'était glissée jusqu'à un kilomètre de la gare et avait coupé les fils télégraphiques. Dans la nuit enfin, l'ennemi renouvelait cette tentative et dérangeait quelques rails.

Fallait-il voir dans ces faits l'action isolée de quelques coureurs, enhardis par l'impunité dont ils jouissaient depuis la déclaration de guerre, ou considérer une attaque comme imminente? Le général Douai voulut arriver à une certitude, et le 4, au point du jour, il envoya en avant une reconnaissance commandée par le colonel du 11e chasseurs, et comprenant un bataillon de tirailleurs, deux escadrons de chasseurs et une section d'artillerie. Cette troupe battit le pays au delà d'Altenstatt, et rentra vers six

heures et demie, sans avoir rencontré l'ennemi. Pourquoi n'avoir pas poussé plus loin? La réponse à cette question se trouve dans la dernière dépêche envoyée par le général Douay :

Je suis absolument dépourvu de cartes qui puissent me guider.

Un télégramme arrivé de Strasbourg, vers sept heures du matin, donnait l'ordre de se rallier au général Ducrot, dans le cas où l'on serait attaqué par des forces très-supérieures. Jusqu'à l'issue du combat, aucune autre dépêche ne parvint à la 2e division.

Le général Douay se trouvait à son quartier général près Oberhofen, lorsque le premier coup de canon fut tiré à huit heures moins un quart contre Wissembourg.

L'état-major monta aussitôt à cheval, et la nouvelle de l'action fut en toute hâte télégraphiée à Strasbourg.

A huit heures vingt-cinq, en effet, le chef de gare envoyait la dépêche suivante (1) :

J'ai fait arrêter le train 20-39 à Soultz; on tire en ce moment sur la ville ; les boulets arrivent jusqu'à la gare.

Le maréchal de Mac-Mahon prévenait le général Raoult à Reichschoffen (2).

4 août 9 h. 45.

Je reçois l'ordre d'une attaque sur Wissembourg; que vos troupes se tiennent prêtes à marcher au premier ordre. Je pars pour Soultz, d'où je me porterai sur la ligne des avants-postes.

(1-2) Dépêches inédites.

4 août 10 h. 25.

Je pars pour Wissembourg en chemin de fer. De Wissembourg, j'irai à cheval visiter les postes jusqu'à Reichschoffen, où je compte vous rencontrer.

Pour savoir quelles étaient les troupes ennemies qui attaquaient Wissembourg, dans la matinée du 4, il nous faut rejoindre la troisième armée allemande, dont nous avons précédemment indiqué les mouvements.

Le 2 août au soir, le lieutenant-colonel d'état-major prussien de Verdy du Verdois apportait au prince royal, à Spire, l'ordre de marcher en avant, et de prendre l'offensive.

L'ordre fut aussitôt exécuté.

Le 3 août, les différents corps de la troisième armée occupaient les positions suivantes :

En avant-garde, à Bergzabern, la division Bothmer, du 2e corps bavarois ; à 7 kilomètres en arrière, à Billigheim, le 5e corps prussien, et à Rohrbach, au sud de Landau, le 11e, à l'ouest de Germesheim enfin, les autres troupes du 2e corps bavarois. Sous les ordres du général de Werder, et formant l'aile gauche de la troisième armée, les divisions badoise et wurtembourgeoise se trouvaient : la première à Pfortz et à Hagenbach, la seconde sur la rive droite du Rhin, à Knielingen.

La 4e division de cavalerie était cantonnée à l'est de Landau.

Enfin, à l'aile droite, divers détachements d'infanterie et de cavalerie étaient jetés dans les montagnes pour se relier, par le 5e régiment de dragons, à la cavalerie de la deuxième armée.

L'ensemble des forces à portée d'être employées immédiatement dans une rencontre avec les troupes françaises comprenait (le 3 août au soir) : 128 bataillons, 102 escadrons et 30 batteries.

Le 3 août, de son quartier général de Landau, le prince royal donnait l'ordre de franchir la Lauter, le 4 au matin, en traversant la forêt de Bien-Wald.

L'avant-garde (division Bothmer) devait se diriger directement sur Wissembourg. Le reste du 2e corps bavarois avait pour point d'arrêt Ober-Otterbach (5 kilomètres de Wissembourg).

Le 5e corps, partant de Billigheim, avait ordre de marcher sur Gros-Steinfeld et Kapsweyer (8 et 6 kilomètres de Wissembourg).

Le 2e corps, après avoir quitté Rohrbach, devait passer par Schaidt et s'arrêter aux Bienwalds-Hutte, au delà de la voie, à proximité de la Lauter (9 et 10 kilomètres de Wissembourg).

Le corps Werder, inclinant plus à l'est, avait pour objectif Lauterbourg.

Le 1er corps bavarois demeurait en réserve à Langenkandel, village sur le chemin de fer de Wœrth à Carlsruhe.

Afin de parer à toute éventualité, chaque troupe avait l'ordre de marcher directement au canon.

C'était là une indication précise donnée à tous les régiments allemands.

Dans un rayon de 10 kilomètres de Wissembourg, l'ennemi allait donc pouvoir disposer du 2e corps bavarois, du 5e et du 11e corps prussiens.

La division Bothmer, qui formait l'avant-garde, était à elle seule plus forte que l'ensemble des troupes françaises. Elle comprenait en effet 8 bataillons et 4 batteries, tandis que la division Douay avait détaché un de ses régiments (le 73e) au Pigeonnier, un bataillon du 50e à Selz et le 16e à Soultz. Il restait donc 8 bataillons et 3 batteries, dont une de mitrailleuses. Quant à la cavalerie, elle était, par la nature même du terrain, condamnée à l'inaction. Mais, tandis que les bataillons allemands comptaient chacun 1,000 hommes, les nôtres ne dépassaient guère 500 hommes. Le général Robert (1), chef d'état-major du général Douay, fixe le total des combattants français à Wissembourg à 4,900 hommes, « y compris la compagnie du génie. » Ajoutons ce détail intéressant que, le 31 juillet seulement, le commandant de Reffye était venu enseigner aux artilleurs de la 2e division le maniement des mitrailleuses (2).

La marche des troupes prussiennes s'opéra dans les conditions indiquées, quoique le sol fût détrempé

(1) *Lettre au général Ducrot. — Wissembourg.*

(2) Verchère de Reffye, né le 30 juillet 1821, à Strasbourg, mort général de brigade en 1880. Il était sorti de l'École polytechnique en 1843 comme sous-lieutenant élève d'artillerie. Après sa sortie de l'Ecole d'application de Metz, il fut nommé lieutenant en 1846. Il

par la pluie. A huit heures, le 4 août, une batterie bavaroise de la division Bothmer gravit la hauteur au sud de Schweigen, et commence le feu.

Le général Douay part aussitôt de Steinseltz, près d'Oberhofen, pour prendre ses dispositions de combat ; mais déjà l'ardeur des troupes a fait abandonner en partie les hauteurs. Le général Pellé porte en avant ses tirailleurs algériens qui s'élancent, un bataillon déployé, les deux autres en colonne sur la route de Wissembourg. Derrière eux, l'artillerie accourt au galop, une batterie se place près de la gare, et répond vigoureusement au feu de l'ennemi. Nos tirailleurs postés dans les jardins qui environnent la ville, forcent deux batteries bavaroises à se reculer précipitam-

était capitaine en 1853, alors attaché à la manufacture d'armes de Tulle ; puis il vint à Paris en 1858 comme adjoint au dépôt central d'artillerie.

Là, il put apporter des perfectionnements aux études qu'il avait si laborieusement entreprises. Il fut ensuite attaché à l'atelier spécial de Meudon, où il soumit à l'Empereur, plusieurs années avant la guerre, son premier modèle de la pièce de 7, à longue portée, qui a reçu son nom de *Reffye*. Entraîné par sa féconde imagination et n'ayant d'autre mobile que celui d'un amour ardent pour son pays et pour son métier, il devint le créateur des mitrailleuses.

Malheureusement, lorsque la guerre de 1870 éclata, son remarquable système venait à peine d'apparaître dans nos armées. Mais aussitôt après nos premiers désastres, de Reffye, plein d'angoisses pour son pays, alla comme directeur des travaux de confection de mitrailleuses à Nantes, à Indret, pour refaire en toute hâte un matériel permettant à la France désorganisée de continuer la lutte. Plus de 300 mitrailleuses et plus de 400 canons furent envoyés par lui aux diverses armées de province.

La paix à peine signée, de Reffye fut envoyé à Tarbes où il créa,

ment, et à choisir dans les vignes une position moins exposée. Pendant ce temps, le bataillon du 74e de ligne qui forme la garnison de la place, organise la défense en toute hâte, barricade les portes, garnit les remparts, et tient en respect une reconnaissance de la 4e compagnie de chasseurs bavarois qui s'est avancée jusqu'aux environs de la porte de Bitche. Les obus pleuvent dans la ville, et sur deux ou trois points des incendies s'allument. Malheureusement, les rues sont étroites, tortueuses, et nos soldats arrivés de nuit, parviennent difficilement à se guider.

en moins de deux ans, ce magnifique atelier dans lequel le matériel se reconstitua avec une rapidité surprenante. Il ne se laissa arrêter par aucune des difficultés inhérentes à toute création nouvelle ; d'ailleurs, M. Thiers, dans un élan de patriotisme, lui avait dit : « Marchez toujours et rappelez-vous que vous n'êtes responsable qu'envers le pays et moi. » De Reffye surmonte tous les obstacles ; peu de temps après, n'étant encore que lieutenant-colonel, il reçut du Président de la République, comme récompense exceptionnelle (16 août 1872) la croix de commandeur de la Légion d'honneur. De Reffye monta encore le canon de 138, les affûts de côtes, les obus à balles à enveloppes en toile d'acier, les projectiles à grande charge intérieure.

Promu colonel le 31 décembre 1873, il devint général de brigade le 17 janvier 1878, et commanda en cette qualité l'artillerie du 18e corps d'armée, à Tarbes. Mais le général, dont les travaux et les fatigues avaient déjà si fortement altéré la santé, et que vint aggraver encore la chute de cheval qu'il fit en 1879, se vit obligé de quitter son commandement. Il fut mis en disponibilité pour raisons de santé, à dater du 1er juillet 1880. Le général mourut au mois de décembre de la même année. (D. L.)

Cependant l'action ne s'étend pas, les Bavarois se bornent à contenir nos tirailleurs, et à envoyer leurs projectiles sur la place : le prince royal, parvenu vers neuf heures en arrière de Schweigen, a envoyé l'ordre aux 5e et 11e corps de précipiter leur marche sur Wissembourg ; leur venue sera le signal de l'attaque.

Vers dix heures et demie, l'avant-garde du 5e corps (9e division d'infanterie) atteint Schweighofen, à l'est de Wissembourg. La 17e brigade (59e régiment 5e chasseurs, une batterie) commandée par le colonel Bothmer, franchit à gué la Lauter entre Saint-Rémy et Waghaüsel. Le passage est d'autant plus facile que les tirailleurs français ne s'étendent pas aussi loin. La 18e brigade (régiments 47 et grenadiers du roi) commandant Voigts-Rhetz, comble l'espace entre la 17e brigade et les Bavarois, et attaque Altenstatt ; déjà, une autre colonne (deux bataillons du 58e, trois compagnies de chasseurs, un bataillon et trois escadrons de dragons) a pris le même chemin, sous les ordres du colonel de Rex.

Ces troupes sont accueillies par une violente fusillade, et soutiennent avec peine un combat meurtrier contre les tirailleurs français, à demi protégés par les épaulements en ruines des lignes de Wissembourg.

L'artillerie s'établit à la levée du chemin de fer, elle ne tarde pas à être rejointe par deux batteries du 11e corps, et les dix-huit pièces dirigent leur feu contre les mitrailleuses du Geisberg.

Le 11e corps parvenu à Schleithal, vers huit heures, avait entendu le canon dans la direction de Wissembourg. Aussitôt, sans même attendre d'ordres, et s'en référant aux instructions de la veille qui pres-



Le général Abel Douay (1).

crivent de soutenir les colonnes engagées, le lieutenant général de Bose se porte en avant avec les

(1) Le général Abel Douay était né à Besançon en 1809. Sorti de Saint-Cyr en 1829, il débuta en Algérie où il gagna ses premiers grades. En 1848 il était chef du 8e bataillon de chasseurs à pied. De là, il passa lieutenant-colonel au 43e de ligne, puis au 65e comme colonel, et lorsque l'on créa la Garde impériale, il fut placé à la tête

troupes qu'il a sous la main. Dans sa marche rapide, cette colonne rencontre l'avant-garde du 5e corps.

Le projet d'attaque est aussitôt arrêté par l'habile chef d'état-major de la 3e armée, de Blumenthal : l'aile droite (allemande) est formée par le 2e corps bavarois, le centre par le 5e, et l'aile gauche par le 11e ; à l'aile droite et au centre, on se bornera à maintenir les positions que le 11e corps tournera par la gauche. Puis, quand les Français seront assaillis sur leur flanc, les deux premiers corps attaqueront vigoureusement, de façon à se relier au 11e, et à donner l'assaut au Geisberg.

La 21e division, bientôt soutenue par la 22e qui se tient en réserve sur la grande route de Wissembourg à Lauterbourg pousse sa 41e brigade entre le Geisberg et Riedseltz. Une batterie de trente pièces est placée au sud du Windhof (Est Wissembourg).

Vers onze heures, la situation de la 2e division française commande donc une retraite immédiate :

du 2e régiment de voltigeurs qu'il conduisit en Crimée où il se fit toujours remarquer par sa brillante valeur : c'est après la prise de Malakoff qu'il fut promu général de brigade. Pendant la guerre de 1859, il eut le commandement de la 2e brigade de la 1re division du 4e corps. « Le matin de la bataille de Solférino, le général Douay, chargé d'opérer sur la gauche et d'enlever le village, passe énergiquement à travers tous les obstacles, s'emparant une à une des maisons, des fermes qui défendent les abords de la position, puis s'élance sur les talons de l'ennemi vers Rebecco qui fut occupé par ses troupes. » De retour d'Italie, il eut le commandement d'une brigade de l'armée de Paris, ensuite celui de la subdivision du Rhône. Il était général de division depuis 1866. (D. L.)

menacée de front par la division Bothmer que le reste du 2e corps Bavarois ne va sans doute pas tarder à rejoindre, elle est complètement débordée sur sa droite par les 5e et 11e corps allemands successivement entrés en ligne. Plus de quinze batteries (90 pièces) écrasent Wissembourg et le Geisberg, et l'ennemi reçoit à chaque instant de nouveaux renforts, à ce point qu'il ne sait comment l'utiliser : trois batteries du 5e corps demeurent en effet, en arrière de la route de Spire « faute d'espace pour se former. »

Pour résister à cette formidable artillerie, nous n'avons plus que douze pièces : notre batterie de mitrailleuses n'a pu tirer que quelques coups : plusieurs de ses avant-trains ayant sauté. Devant ce feu terrible, nos artilleurs, réduits à changer de positions à chaque instant, répondent de leur mieux.

A neuf heures trois quarts du matin, le général Douay avait été tué près de la ferme de Schafbusch: le général Pellé avait pris le commandement.

L'ordre de retraite n'est cependant pas encore donné : une dépêche du maréchal avait le matin averti l'état-major de la 2e division de son arrivée prochaine sur le lieu du combat ; le général Pellé compte sans doute aussi sur des renforts que le général Ducrot peut lui envoyer de Lembach, où se trouve son quartier général : enfin il semble impossible d'abandonner le bataillon du 74e qui lutte intrépidement à Wissembourg.

Devant les progrès accomplis par le 5e corps et le

11ᵉ, le général Bothmer qui s'est jusqu'alors tenu sur la défensive, se décide à une attaque de front.

Deux bataillons de la 7ᵉ et 8ᵉ brigade d'infanterie bavaroises s'élancent à l'assaut de la porte de Landau, mais ils sont énergiquement repoussés.

Les tirailleurs algériens et les deux bataillons du 74ᵉ, après avoir lutté pied à pied contre les troupes qui attaquent et débordent Altenstatt, sont forcés de reculer pour ne pas être tournés par le 11ᵉ corps. Un moment, aux pieds mêmes de Geisberg, le 74ᵉ de ligne peut prendre vigoureusement l'offensive, et repousser l'assaillant, mais les Prussiens reviennent aussitôt en nombre, et après avoir évacué la chaussée et la gare, il faut se retirer sur la hauteur

Wissembourg n'étant plus gardé que par le bataillon du 74ᵉ (commandant Liaud), et ne pouvant plus recevoir aucune protection des troupes du Geisberg, vivement pressées elles-mêmes. le général de Bothmer juge le moment opportun pour renouveler une attaque qui, deux fois déjà, a été repoussée. La porte de Landau est enfoncée par l'artillerie bavaroise, tandis que les Prussiens du 5ᵉ corps se précipitent par la porte de Haguenau. Dans sa lettre au général Ducrot, le général Robert écrit ces mots :

On m'a dit qu'une poterne avait été ouverte aux Bavarois au moment décisif par des agents qu'ils avaient réussi à introduire dans la place.

Le fait est d'autant plus probable, que la faible garnison avait évacué les portes de Landau et de

Haguenau, pour se diriger vers la porte de Bitche, dans l'espoir d'opérer la retraite sur la route qui conduit au Pigeonnier. Du Geisberg, deux soldats étaient depuis quelque temps déjà partis, pour donner au commandant Liaud l'ordre d'abandonner la place, mais ils n'avaient pu pénétrer.

Après une résistance acharnée, les restes du bataillon du 74e mettent bas les armes à midi et demi.

A la même heure, quatre bataillons prussiens débusquent nos tirailleurs des houblonnières qui se trouvent à l'ouest du chemin de fer, et s'emparent de la ferme de Gutleithof située au nord-est du Geisberg, contre la route de Fort-Louis.

Toutes nos troupes sont donc refoulées sur le Geisberg, la droite appuyée au château, la gauche faisant face au ravin de Steinbach, au-dessus de la gare : nos pièces démontées, sans munitions, ne tirent plus, seuls les chassepots tiennent encore l'ennemi à distance. Mais depuis quatre heures que dure ce combat inégal, les cartouches commencent à s'épuiser.

Le général de Kirchbach donne l'ordre d'attaquer le Geisberg : le régiment de grenadiers du roi, une compagnie du 47e, deux bataillons du 59e, deux du 53e, trois compagnies du 5e chasseurs gravissent sous un feu terrible les pentes escarpées. En même temps, le commandant du 11e corps fait attaquer la position par le sud, du côté de Riedzeltz.

La brigade Montmarie tient les hauteurs, fortement appuyée au château de Geisberg. De légers

renforts (quelques détachements de réserve) viennent d'arriver de Haguenau par le chemin de fer. Peut-être, ce secours décide-t-il le général Pellé à soutenir encore la lutte si inégale, en lui faisant espérer l'intervention de la division Ducrot.

Le régiment de grenadiers du roi, soutenu par un détachement du 47e et une compagnie du 5e chasseurs prussien, aborde le château ; mais une violente fusillade le rejette en arrière et l'oblige à s'abriter dans les plis du terrain. D'importants renforts arrivent à l'ennemi ; une seconde fois le signal de l'attaque est donné, le régiment de grenadiers reprend sa marche ; mais nos soldats, bien postés, visent à coup sûr ; les officiers prussiens tombent les uns après les autres. Une fois encore, les Allemands sont ramenés.

Du côté sud, quelques compagnies du 2e corps ont pu tourner la position et pénétrer jusque dans la cour ; mais le feu n'en continue pas moins, et les ravages qu'il cause dans les rangs prussiens sont tels, que le général de Kirckbach comprend que l'on ne viendra à bout de cette résistance désespérée qu'avec du canon.

Au moment où il donne l'ordre de faire avancer l'artillerie, il est frappé d'une balle au cou et obligé de quitter momentanément le champ de bataille.

Les canons prussiens arrivent au galop, après avoir péniblement gravi les rudes pentes du Geisberg. 12 pièces d'abord, puis 18, bientôt 24, ouvrent le feu à 800 mètres. Rien ne résiste à leur action: les portes

sont enfoncées, les murs s'abattent, les défenseurs ne peuvent plus paraître aux fenêtres sans être criblés.

A ce moment, de Schafbusch, quelques compagnies françaises du 50e et du 74e tentent un héroïque effort pour secourir leurs camarades : elles s'élancent en avant ; mais leur courage ne peut percer les rangs ennemis. Après une vigoureuse attaque, elles reculent, et battent en retraite.

Tout espoir est perdu pour les défenseurs du château. Derrière le cercle des batteries en feu, on aperçoit les régiments prussiens qui accourent: il faut se rendre, et les 200 Français qui viennent de lutter si courageusement, déposent leurs armes.

Tandis que le château de Geisberg résiste encore, la retraite s'opère en bon ordre sur Cleebourg, Pfafensecklick et Climbach ; une faible partie de la droite, après avoir lutté jusqu'au dernier moment à Schafbusch, est obligée de se replier sur la route de Hagueneau momentanément séparée du reste de la division.

Le prince royal, arrivé un peu après deux heures sur le plateau, donne l'ordre de lancer la cavalerie à la poursuite des Français ; mais les cavaliers allemands se trompent de route, et ne tardent pas à revenir, annonçant qu'ils n'ont rien rencontré.

Le général Ducrot ne fut prévenu du combat, — par une lettre du colonel de Franchessin, — que vers onze heures et demie. Il fit prendre les armes aussitôt, et se dirigea vers le Pigeonnier ; mais il n'y

arriva que pour recueillir les régiments qui venaient de faire cette fière défense.

Nos pertes étaient sérieuses et témoignaient de l'ardeur de la lutte. Nous laissions aux mains de l'ennemi environ 900 prisonniers (le bataillon de Wissembourg et les deux ou trois compagnies du château de Geisberg) ; en outre 200 morts et 4 à 500 blessés. Les ambulances avaient été installées, dès le début de l'action, dans la ferme de Schafbusch; mais lorsque sonna l'heure de la retraite, il avait été impossible d'enlever les blessés, *la division n'ayant ni une voiture d'ambulance, ni même un cacolet.* Un canon resta aux mains de l'ennemi : les chevaux et les servants avaient été tués.

Les Prussiens avaient perdu 91 officiers et 1,460 hommes ; à lui seul le régiment des grenadiers du roi, deux fois repoussé à l'attaque du château de Geisberg, avait laissé à terre 23 officiers et 329 hommes.

Du côté de l'ennemi, trois corps d'armée avaient été partiellement engagés avec leur artillerie contre huit bataillons français.

CHAPITRE VI

Bataille de Wœrth-Frœschwiller.

I

Après le combat de Wissembourg, le premier soin du maréchal de Mac-Mahon fut de prendre toutes ses précautions pour retarder la marche de l'ennemi. Avec les forces dont il disposait (la 1re division Ducrot, la 2e qui venait de combattre, la 3e, général Raoult, la 4e, de Lartigue), il lui était impossible de tenir tête à l'armée allemande. Le combat du 4 avait forcé les Prussiens à engager une grande partie de leurs troupes et à nous faire connaître ainsi leur supériorité numérique. Il était donc nécessaire de concentrer tous les régiments peu éloignés et de choisir une bonne position défensive. Aussi, dès l'issue du combat, des dépêches étaient envoyées dans toutes les directions.

A l'inspecteur des forêts de Haguenau, le maréchal prescrivait de faire des abatis d'arbres, de faire sauter les ponts et de détruire autant que possible « une partie des chemins de fer au bord de la forêt. »

Au chef de gare, ordre était donné d'enlever les rails, et « de casser les coussinets de la voie depuis Walbourg. »

Les tabliers des ponts de la Sauerbach étaient détruits, des obstacles étaient créés par les soins de M. Clément de Grandprez sur toutes les routes.

Malheureusement, dès le lendemain, le maréchal était prévenu par le commandant Corbin que ce travail de destruction accompli avec précipitation était inutile : les Prussiens arrivaient, un corps nombreux de cavalerie occupait Soultz.

A ce moment déjà, le maréchal de Mac-Mahon avait pris la résolution de ne pas reculer et de livrer bataille, ainsi que le prouve le télégramme suivant adressé au général Ulrich qui commandait la place de Strasbourg (1).

« 5 août, 3 h. 20 m. Reichshoffen à Strasbourg.

« *Maréchal Mac-Mahon au général commandant la 6e division à Strasbourg.*

« J'ai été obligé de me replier cette nuit sur les positions de Frœschwiller *que je compte défendre*, mais comme l'ennemi veut couper le chemin de fer entre Hagueneau et Reichshoffen, je vous prie de donner l'ordre à l'intendant du 1er corps ou à tout autre, de nous envoyer par un convoi le plus de vivres possible, la 1re division n'ayant déjà plus de pain. »

Enfin, le soir même du combat, le maréchal de Mac-Mahon avait adressé à l'empereur une longue dépêche

(1) Dépêche inédite.

chiffrée qui rendait compte de la bataille, et exprimait l'intention de livrer bataille aux Allemands, si es troupes étaient renforcées de trois divisions indispensables « pour reprendre l'offensive avec avantage. » Le lendemain, nouvelle dépêche plus affirmative encore ; le maréchal demande formellement que le corps du général de Failly soit placé sous ses ordres.

Ce n'est que le 5 août, à onze heures du matin, que cette demande fut agréée. L'importance toute spéciale de cette question, souvent et très vivement discutée à cause du manque de documents précis et de sa gravité, nous oblige à citer quelques dépêches qui n'ont pas encore été publiées.

« 5 août, 5 h. 30 m. Urgence. Reichshoffen
de Metz, 3 h. 20 m.

« *Major général à maréchal Mac-Mahon. Reichshoffen.*

« Le général de Failly, avec trois divisions, est aujourd'hui à Bitche. L'empereur l'a placé sous vos ordres, disposez de lui, ma dépêche de ce matin onze heures vous l'annonçait ; l'avez-vous reçue ?

« Maréchal Le Boeuf. »

La dépêche du matin était bien arrivée, car le maréchal de Mac-Mahon avait télégraphié au général de Failly : seulement, comme d'après les nouvelles antérieures il croyait le quartier général du 5e corps à Sarreguemines, c'est dans cette dernière ville que le télégramme avait été expédié.

Voici ce que le maréchal écrivait au commandant du 5e corps :

« 5 août, 5 h. 15 m. Sarreguemines à Bitche.
Gare à gare.

« Le général de Failly étant chez vous, veuillez lui faire parvenir, en toute urgence, une dépêche maréchal Mac-Mahon au général de Failly commandant le 5e corps à Sarreguemines : si cela vous est possible, occupez d'urgence la position de Lemberg, c'est de la dernière importance. »

Le général de Failly répondit :

« Je ne puis diposer maintenant que d'un régiment d'infanterie et d'un de cavalerie. Vous dois-je envoyer à Lemberg ? »

Après avoir adressé ce télégramme, le général de Failly pensa qu'il devait y avoir une erreur dans la dépêche qu'il avait reçue, et qu'il ne pouvait s'agir de Lemberg qui se trouve à environ soixante kilomètres de Reichshoffen ; il fit donc parvenir au maréchal le télégramme suivant :

« Bitche, 9 h. du soir, 5 août.

« Renseignements pris, j'ai lieu de penser que ce n'est pas le poste de Lemberg, gare du chemin de fer au sud de Bitche, qu'il s'agit d'occuper ; il n'y a rien d'anormal dans cette direction.

« Il s'agit peut-être de Lembach, à trente-deux kilomètres Est de Bitche ?

« Faites-moi connaître l'effectif des troupes à y envoyer.

« Demain, à dix heures seulement, je pourrais, par suite du mouvement de concentration qui s'opère sur Bitche, disposer de la division Lespart.

En cas de départ, la réserve divisionnaire d'artillerie devra-t-elle marcher, ainsi que le convoi auxiliaire ?

Il est impossible à cette division de faire trente-deux kilomètres dans la journée, si elle doit marcher militairement, avec chance de rencontrer l'ennemi, je viens d'en faire deux fois l'expérience.

Général DE FAILLY.

De cet ensemble de dépêches, il devait résulter pour le maréchal de Mac-Mahon qu'il ne pouvait absolument compter sur le concours de tout le 5e corps pour la bataille qu'il avait résolu de livrer.

Du côté du 7e corps, la situation n'était guère plus satisfaisante : le maréchal n'avait, il est vrai, à solliciter de l'empereur aucune autorisation, car les troupes du général Félix Douay avaient été placées sous ses ordres.

Mais, des trois divisions qui devaient composer le corps d'armée du général Félix Douay, (frère du général Abel Douay, tué à Wissembourg), deux seulement pouvaient entrer en ligne ; la troisième, celle du général Dumont, était en formation à Lyon, attendant le retour des troupes de Civita-Vecchia.

Le 4 au soir, le maréchal télégraphiait au général Douay d'avoir à diriger, sans retard, sur Haguenau, la division Conseil Dumesnil qui devait se trouver à Colmar.

Malheureusement, le jour même, cette division, trompée par quelques coureurs wurtembergeois — dont nous en avons parlé plus haut — qui s'étaient avancés jusqu'à Lorrach, s'était mise précipitamment en retraite, et avait rétrogradé jusqu'à Mulhouse. Il en

résulta une perte de temps, et la division ne put être sous la main du maréchal que le 5 au soir. Encore, l'artillerie était-elle restée en arrière : une partie n'arriva même à Reichshoffen que le 6 à une heure de l'après-midi, c'est-à-dire alors que la bataille était bien engagée, sinon compromise.

Quel était maintenant le plan du maréchal de Mac-Mahon, et sur quel terrain voulait-il attendre et combattre la 3e armée prussienne ? La brochure publiée par le général de Failly permet de résoudre cette intéressante question.

Le maréchal estimait que l'action ne s'engagerait pas avant le 7. D'ici là, il pensait que le général de Failly pourrait opérer la concentration de son corps. En outre, la 1re division du 7e corps étant arrivée, et la 2e remontant par Mulhouse (dépêche du général F. Douay, 5 août), le maréchal pouvait avoir en ligne ses quatres divisions, plus deux du corps de Failly et une du corps Douay, soit sept divisions avec deux divisions en réserve : l'une à Bitche, l'autre vers Colmar.

L'ennemi était forcé d'accepter la bataille ; car s'il voulait continuer sa route sur Strasbourg, il était pris en flanc par les divisions du maréchal de Mac-Mahon, dont une seule (la 2e) avait été entamée à Wissembourg.

La position choisie est située sur les ondulations des Vosges, entre l'Eberbach et la Saüer, couverte sur le front par la Saüer, que l'ennemi, — l'artillerie au moins, — ne peut franchir que sur les quatre

ponts de Gœrsdorf, de Vœrth, de Gunstett et de Dürrenbach, cette position compte 6,000 mètres environ depuis Neehwiller jusqu'à l'est d'Eberbach Les pentes qui descendent vers la rivière sont rapides et couvertes de vignes.

En avant des hauteurs et au centre, se trouve le village de Wœrth, à l'entre-croisement des routes de Haguenau et de Bitche. La vallée qui s'ouvre à Wœrth sert de lit à un petit cours d'eau facilement guéable, le Sultzbach, affluent de la Saüer ; elle est de trois côtés enveloppée par des hauteurs à pentes rapides et boisées, sillonnées seulement par de petits sentiers servant aux charrois des nombreuses mines des environs. Des vignes et des jardins montent de chaque côté de la route, jusqu'à la position principale qui domine Wœrth : Frœschwiller. En arrière, une épaisse forêt assure la retraite sur Reichshoffen. Au sud de ce plateau, se trouve Elsashausen, point moins élevé (222 mètres au lieu de 264), mais dont le terrain couvert, coupé de houblonnières et de vignes, se prête à une vigoureuse défense, et protège à la fois Wœrth et Frœschwiller.

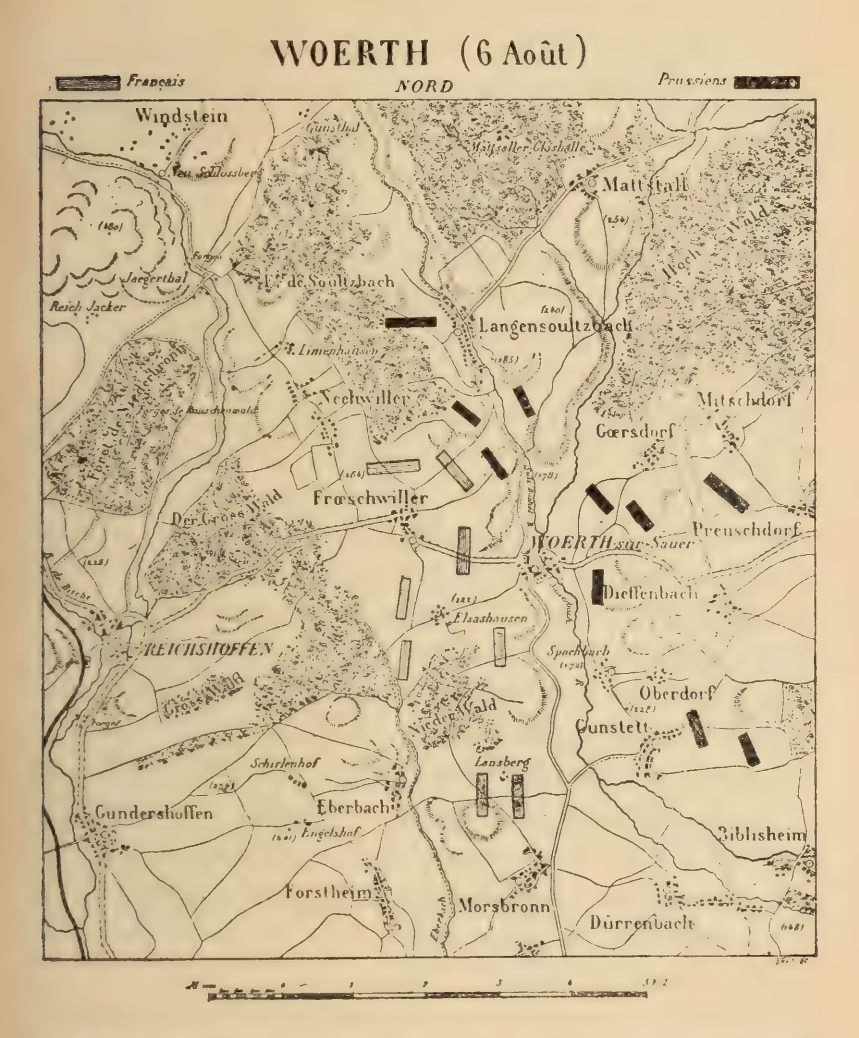
Ces nombreux accidents de terrain, en rendant l'action de l'artillerie moins décisive, assuraient un avantage aux Français. La supériorité du chassepot permettait de lutter d'autant mieux, qu'en avant de la Saüer, se trouvent des prairies que l'ennemi était forcé de parcourir à découvert.

Mais, à côté de ces indiscutables avantages, la position présentait cependant quelques dangers :

l'aile gauche était mal protégée contre une attaque venant par la route de Lembach ; au nord est de Wœrth s'élève la montagne de Liebfrauenberg, dont le dernier massif s'étend jusqu'à Gœrsdorf, sur la rive de la Saüer, qu'il permet à l'ennemi de commander.

A l'extrémité opposée; se trouve Gunstett, que le maréchal avait d'abord songé à occuper, hauteur importante qui domine Wœrth et Elsashausen, et assure à l'artillerie un tir efficace ; mais le maréchal, déjà forcé de ne pas étendre sa gauche, avait été encore obligé de se restreindre à droite ; aussi, après avoir envoyé un bataillon s'établir sur la hauteur de Gundstett, donna-t-il l'ordre de se borner à tenir l'autre rive de la Saüer. Cette résolution semblait prouver que la bataille serait, de notre côté, purement défensive ; cependant, après avoir décidé, le 5 au soir, que l'on couperait les ponts sur la Saüer, ce qui eût opposé à l'ennemi un obstacle sinon infranchissable, du moins très sérieux, le maréchal revint sur sa résolution première, ce qui indiquait évidemment qu'il voulait se réserver de prendre l'offensive à un moment donné. Malheureusement, cette hypothèse ne devait pas se réaliser.

Ces irrésolutions du maréchal provenaient de l'incertitude où il était sur le 5e corps. Si le général de Failly venait à son secours, s'il accourait à son appel, s'il suivait exactement le plan qui lui était prescrit, la défensive devait, à un moment donné, se changer en offensive, les ponts, qui jusqu'alors avaient été



utiles à l'ennemi, nous devenaient indispensables pour poursuivre nos avantages, et nous jeter à la suite des Allemands.

Comme le fait très justement observer Lecomte,

le plan du maréchal rappelait l'opération de Magenta. Cette fois, Mac-Mahon, avec le 1er corps et la 1re division du 7e, devait remplir sur le front le rôle joué à Ponte-di-Magenta par les grenadiers de la Garde et le corps de Canrobert, tandis que le 5e corps, tombant sur le flanc de l'ennemi, reproduirait le mouvement décisif du corps Mac-Mahon en 1859.

Afin de bien faire comprendre au général de Failly toute l'importance du concours qu'il exigeait de lui, le maréchal fit venir au château du comte de Leusse, où il avait établi son quartier général, le commandant du génie Moll, et lui remit, après de longues explications verbales, une lettre pour le commandant du 5e corps. L'officier supérieur partit le 6, à cinq heures du matin, pour Bitche, quelques heures avant l'engagement. Mais, le temps allait manquer pour la réalisation de ce plan, car l'armée allemande n'avait pas tardé, après Wissembourg, à reprendre le contact avec les troupes françaises.

Les ordres de marche pour le 5 prescrivaient au 2e corps bavarois de gagner Lembach, sur la route de Bitche ; au 5e de marcher sur Preuschdorf ; au 11e de prendre position à Soultz ; au corps de Werder de s'arrêter à Aschbach. Le 1er corps bavarois devait former réserve à Ingolsheim.

En même temps, deux grandes reconnaissances étaient dirigées par la 4e division de cavalerie : la première sur la forêt de Haguenau, la seconde sur Reischoffen. Partout accueillis par la fusillade, les escadrons allemands rapportèrent au Prince royal

des indications exactes sur les emplacements occupés par les troupes françaises. De l'ensemble de ces renseignements, résultait la conviction que le maréchal de Mac-Mahon avait pris position derrière la Saüer, et que des détachements seuls étaient, en avant de Haguenau, chargés de protéger le chemin de fer. Le 5e corps allemand poussait ses grand'-gardes jusqu'en face de Wœrth.

Le 5 au soir, la ligne d'avant-postes de la 3e armée s'avançait entre la Saüer et la lisière nord de la forêt de Haguenau. Une partie du 5e corps occupait déjà le front parallèle à la Saüer : Gœrsdorf, Dieffenbach, et Gunstett ; à l'extrême droite, le 2e corps bavarois se reliait, par ses avant-postes, avec le 5e, au Liebfrauenberg.

L'intention du Prince royal et de son habile chef d'état-major, le général de Blumenthal, n'était pas de livrer bataille le lendemain. Après le combat de la veille (Wissembourg) et la marche accomplie dans la journée, vingt-quatre heures de repos étaient nécessaires. Cette résolution pouvait sauver le maréchal de Mac-Mahon, en donnant au 5e corps le temps de le rejoindre ; mais le hasard mit les deux armées en présence, plus tôt qu'on ne le pensait.

II

Nous venons de voir que les avant-postes allemands, du Liebfrauenberg et de Gœrsdorf à Gunstett, longeaient la Saüer. De l'autre côté de la

rivière, la division Ducrot formait l'aile gauche de l'armée française, face à Lembach : la droite en avant de Frœcshwiller, la gauche appuyée à la forêt du Groswald ; deux compagnies tenaient Neehwiller et Jœgerthal.

Le centre de la position était occupé par la 3e division (Raoult) : sa 1re brigade en face de Gœrsdorf, la 2e entre Frœschwiller et Elsashausen, en arrière de Wœrth. La 4e division formait l'aile droite : la 1re brigade faisant front à Gunstett, la 2e (réduite à un seul régiment, le 3e tirailleurs algériens, le 87e de ligne ayant été laissé à Strasbourg comme garnison) en face de Morsbronn.

La 2e division du 1er corps, commandée par le général Pellé, depuis la mort du général Abel Douay, se trouvait en réserve à la droite. La division du 7e corps (Conseil-Dumesnil) était placée derrière la 4e division avec les deux régiments de cuirassiers du général Michel. La division de cavalerie de réserve de Bonnemains et la brigade de cavalerie légère de Septeuil se tenaient au nord-ouest d'Elsashausen.

Sur le front de la Saüer, les avants-postes étaient donc très rapprochés : de là, des alertes constantes. Le 6, au point du jour, une vive fusillade met les deux camps en émoi. La grand'garde de la 2e brigade de la 3e division française tire sur un de ses postes, qu'elle prend pour un détachement allemand. Malgré les efforts de l'officier placé à la tête de la grand'garde (commandant Chataignier), le feu, fort heureusement inoffensif, se prolonge assez long-

temps. Au même moment, le général commandant la 20e brigade du 5e corps allemand croit remarquer que Wœrth n'est pas occupé. Pour s'en assurer, il prescrit une reconnaissance. Un bataillon du 37e prussien traverse la Saüer, et lance ses tirailleurs sur Wœrth ; une batterie d'artillerie, placée au nord du village, envoie quelques obus pour assurer le mouvement. L'artillerie française répond aussitôt, et les zouaves s'avancent pour repousser le bataillon du 37e prussien. La reconnaissance ayant montré que les Français ne songent pas à la retraite, le général de Kirchbach donne, à huit heures du matin, l'ordre aux troupes du 5e corps de cesser l'attaque, le prince royal ayant prescrit de ne pas s'engager sérieusement.

Mais, le canon a donné l'éveil à droite et à gauche. L'artillerie française tire sur Gunstett, et les zouaves prononcent une attaque assez vive contre les hauteurs de la rive opposée. La 21e division d'infanterie du 11e corps allemand, arrivée à la pointe du jour à l'est de Gunstett, marche aussitôt au canon, et établit ses quatre batteries au nord-ouest de ce village. En même temps avis est donné à la 22e division et au corps de Werder qui pressent le pas.

De ce côté encore, l'action ne s'étend pas.

Mais, il n'en est pas de même à l'extrême droite prussienne (gauche française).

Le 2e corps bavarois est en ligne en avant de Mattsall, ses postes avancés au Liebfrauenberg. Au bruit du canon qui tonne sur Wœrth, vers huit heures, la

4e division bavaroise (général de Bothmer), celle-là même qui, l'avant-veille, engagea l'action à Wissembourg, reçoit l'ordre d'attaquer Frœschwiller. Une batterie allemande ouvre le feu au nord-est de Langensultzbach.

L'avant-garde ennemie arrive jusqu'à la lisière du bois ; mais, criblée de projectiles par nos tirailleurs bien postés, elle ne peut pousser plus avant, et attend des renforts. Successivement, le général de Bothmer envoie toutes ses réserves ; vers dix heures, après une heure et demie de combat, dix bataillons bavarois sont engagés, et ne parviennent qu'à grand'peine à gagner un peu de terrain sur leur gauche, du côté de Sultzbach. Le feu de notre artillerie, placée à Frœschwiller, oblige deux batteries allemandes, qui ont voulu prendre position, à battre précipitamment en retraite.

A dix heures et demie, les pertes de la division Bothmer sont déjà sensibles, lorsque l'ordre arrive de faire cesser le combat. La retraite sur Langensultzbach ne s'opère que difficilement. Le général Ducrot vient de recevoir en effet un régiment de renfort (le 78e de la 2e division) et il presse vivement l'ennemi.

A peine les positions premières sont-elles reprises (onze heures et demie), qu'un second ordre parvient au corps bavarois, lui prescrivant de recommencer l'attaque, pour soutenir le mouvement que le général de Kirchbach se décide à diriger avec le 5e corps contre Wœrth.

Au centre, depuis le matin, tout se bornait à une violente lutte d'artillerie qui ne nous était pas favorable : 108 canons du 5e et du 11e corps tiraient à la fois de Dieffenbach à Gunstett, sur Frœschwiller, Wœrth et Elsashausen. Au bout d'une heure et demie de cette canonnade, le général de Kirchbach, jugeant le moment opportun, donne l'ordre d'attaquer Wœrth. Quatre bataillons de la 20e brigade traversent la Saüer, trouvent, une fois encore, le village inoccupé, et tentent de gravir les hauteurs ; mais les troupes françaises prennent l'offensive et, d'un vigoureux élan, rejettent les bataillons prussiens sur Wœrth. Le major de Sydow rallie ses troupes et veut marcher en avant ; mais, au bout de cent pas, il est forcé de reculer en toute hâte : l'arrivée de la 19e brigade allemande lui permet seule de se maintenir dans le bourg. De nouveaux renforts sont envoyés et ne parviennent qu'à grand'peine à résister aux retours offensifs des troupes de la 3e division française ; une grande partie du village est même enlevée par le général Lhérillier à la tête du 2e zouaves.

Les deux brigades allemandes parviennent, cependant, à reprendre une fois encore Wœrth. Une compagnie entière du 2e zouaves est détruite ; mais les Allemands ne peuvent réussir à déboucher sur la route qui mène à Frœschwiller. Embusqués dans les vignes, à la droite de ce village, les zouaves balayent le chemin, et les Prussiens sont forcés de chercher en toute hâte un refuge dans les jardins des dernières

maisons sur la droite. Plus de cinq cents fosses allemandes y sont creusées aujourd'hui.

A l'extrême gauche allemande, le 11e corps est encore moins heureux que les Bavarois à l'aile droite et que le 5e corps au centre. La supériorité de l'artillerie prussienne, bien postée sur les hauteurs de Gunstett, oblige nos pièces de 4 à une lutte inégale. Aussi, le général de Bose, commandant le 11e corps allemand, donne-t-il l'ordre à son infanterie de traverser la Saüer. Le mouvement est exécuté par les 87e et 80e régiments (de la 41e brigade) au moment même où nos troupes repoussent l'attaque tentée sur leur centre par le 5e corps. L'offensive prise par les Français a plus d'action encore contre le 11e corps. Les bataillons ennemis sont rejetés en arrière, traversent la rivière en toute hâte, et ne s'arrêtent qu'à Spachbach.

Une autre tentative, dirigée plus au sud, rencontre la même résistance.

Le général de Lartigue, qui commande notre droite, veut à toute force poursuivre son succès, et s'emparer du plateau de Gunstett, qui, par sa position dominante, assure la supériorité à l'artillerie ennemie. Quelques-uns de nos bataillons traversent la Saüer, et se jettent sur la hauteur ; mais une nouvelle division du 11e corps prussien vient d'arriver, et, deux fois renouvelée, cette tentative est deux fois repoussée par l'ennemi, dont chaque instant augmente la force.

Tel est l'état des choses vers midi et demi : en

résumé, aux deux ailes et au centre, les attaques, plusieurs fois renouvelées du 2e corps bavarois, du 5e et du 11e corps prussiens, ont complètement échoué. Seule, l'artillerie allemande, bien supérieure en nombre et en portée, a soutenu la lutte avec un avantage marqué.

La 3e armée allemande, mal engagée, a eu le dessous dans ces combats décousus, peu importants, il est vrai.

Il faut prendre un parti : ou bien empêcher l'action de se continuer, comme le Prince royal, mal renseigné à son quartier général de Soultz, en a d'abord donné l'ordre ; mais alors la journée appartient aux Français ; la retraite peut être inquiétée ; on permet enfin au 5e corps (de Failly) d'entrer en ligne.

Ou bien il faut arrêter un plan sur place, et prendre vigoureusement l'offensive sur toute la ligne.

Au lieu des combats du matin, combats inutiles et sans suite, c'est une bataille décisive qu'il s'agit d'engager sans hésitation.

A cette heure solennelle, le commandant du 5e corps prussien, général de Kirchbach, se prononce pour l'action, et ordonne l'attaque.

Tandis que les différentes troupes prussiennes se préparent, transportons-nous un instant sur l'autre rive, voyons ce que l'on décide, ce que l'on fait dans le camp français.

Dès l'engagement du matin, le maréchal de Mac-Mahon s'était rendu à sa gauche, et s'était convaincu qu'il n'y avait rien de sérieux dans ces attaques

disséminées. Peut-être, eût-il été possible de profiter de l'inaction relative des deux corps prussiens, pour tenter un vigoureux mouvement offensif contre le 2e corps bavarois, et chercher à se dérober après ce succès à une lutte trop inégale. Mais, le maréchal espérait sans doute que la journée se passerait sans action générale, et il comptait pour le lendemain sur l'arrivée des trois divisions du 5e corps. Aussi, choisissant la position d'où l'on a les vues les plus étendues, en avant d'Elsashausen, le maréchal se porte-t-il sur un tertre bientôt signalé aux artilleurs allemands, et de là il dirige la bataille. Cet endroit est, aujourd'hui encore, l'objet d'un véritable culte pour les habitants. Un vigoureux arbre auprès duquel se tenait le maréchal est entouré d'une barricade en bois, et un écriteau interdit de couper les branches : c'est l'arbre de Mac-Mahon dont le feuillage abrite, de l'autre côté de la route, la tombe de 500 soldats français et du général Maire, glorieusement tombé à leur tête.

De notre côté, jusqu'à midi, pas plus que chez l'ennemi, on ne voit donc de résolution bien arrêtée : on subit une bataille engagée par le hasard, rien de plus.

A une heure, au moment où l'action reprend au centre, et où une nouvelle tentative des Prussiens, dans la direction de Frœschwiller, vient d'être repoussée, ainsi qu'une attaque du 10e bataillon de chasseurs bavarois contre Neehwiller, le Prince royal arrive sur le champ de bataille, avec le général de

Blumenthal, et se place au centre de la position en face de Wœrth, sur une colline dite des Peupliers.

La résolution du général de Kirchbach de continuer la bataille est approuvée, et profitant de la supériorité des forces allemandes, un double mouvement tournant est conçu contre nos deux ailes. De tous côtés, les renforts sont annoncés, à l'aile droite (allemande), le 1er corps bavarois entre en ligne, la 3e division, (2e corps bavarois,) est proche, à l'aile gauche, le général de Bose dispose de 30,000 hommes. Le 2e corps bavarois reçoit l'ordre d'agir sur le flanc gauche français de façon à couper



Robert de Vogué (1).

(1) Le capitaine de spahis de Vogué, officier d'ordonnance du maréchal de Mac-Mahon, avait été jeté dans une vaste fosse, et la famille fit, pendant plusieurs mois, de vaines recherches pour retrouver ses restes. Enfin, on s'arrêta devant une fosse qui renfermait quatre-vingts corps, complètement méconnaissables. Des témoins de l'action affirmaient que Vogué était tombé à soixante mètres des

notre ligne de retraite sur Reischoffen. La division wurtembergeoise Obernitz doit tourner la droite française par Morsbronn-Eberbach-Reischoffen; la division badoise qui, avec les troupes wurtembergeoises, forme le corps de Werder, doit s'arrêter à Walburg au S.-E. de Dürrenbach, pour servir de réserve à l'aile gauche allemande.

Si ce double mouvement de flanc réussit, si les 1er corps bavarois, 5e et 11e prussiens parviennent à enlever les positions d'Elsashausen et de Frœschwiller, nos 35,000 hommes harassés par une lutte inégale, intrépidement soutenue, trouveront toutes les issues fermées et seront enfermés dans un cercle qu'il sera impossible de franchir.

En résumé, le plan d'attaque est identique à celui de Wissembourg, et pour pousser l'analogie plus loin, les troupes ont des missions semblables. C'est

premières maisons de Werth. Une balle l'avait frappé entre les deux yeux, brisant le front. Une reconnaissance par les traits du visage était donc impossible. Les parents et amis n'espéraient découvrir son corps que par un de ces événements providentiels qu'on nomme le hasard. On ramena à la surface soixante-dix-huit cadavres, sur les quatre-vingts qui reposaient en cet endroit. Au soixante-dix-neuvième, un paysan de Frœschwiller qui avait aidé, le lendemain de la bataille, à cette mise en terre, fut frappé par la vue d'une gourmette couverte de vert-de-gris et de terre, pendant à un lambeau de vêtement; il se souvint d'avoir arraché, d'un pantalon, une petite chaîne de cuivre dont le brillant avait attiré son regard; constatation faite, on reconnut les sous-pieds du capitaine Vogué. C'est le maréchal-ferrant de Frœschwiller, acteur dans l'inhumation et dans l'exhumation, qui a fait reconnaître le corps de Vogué. (D. L.)

le 5e corps qui luttera au centre, pour donner aux Bavarois et au 11e le temps d'opérer leur mouvement tournant. Seulement, comme le terrain est ici plus favorable, comme une hauteur semblable au Pigeonnier ne protége pas l'aile gauche des Français, les Allemands ne se borneront pas à un simple mouvement tournant, ils prononceront leur attaque au nord et au sud à la fois.

Pour soutenir le mouvement de Gœrsdorf à Gunstett, l'ennemi dispose de trois corps d'armée : le 1er bavarois qui prend à peu près la place occupée dans la matinée, par les troupes du 2e, les 5e et les 11e qui conservent leurs positions. Deux cents bouches à feu écrasent nos troupes, et couvrent de projectiles toute la ligne des hauteurs d'Elsashausen à Frœschwiller.

A une heure et demie, le général de Kirchbach ordonne une vigoureuse attaque en avant de Wœrth. La 19e brigade prussienne se déploie dans les prairies et sur la route qui mène à Frœschwiller; mais les mitrailleuses placées en haut de la côte, et les tirailleurs postés de chaque côté de la route, entretiennent un feu terrible qui ne permet pas d'avancer. Les réserves sont alors appelées de l'autre côté de la Sauer : des batteries mises en position sur le chemin de Wœrth à Gœrsdorf prennent de flanc la route de Frœschwiller que de nombreux tirailleurs attaquent par le sud : toutes les troupes du 5e corps sont engagées, il n'y a plus de renforts à espérer de ce côté, et cependant, on ne gagne pas de terrain ; à grand'peine l'ennemi peut-il se maintenir.

Une vigoureuse offensive se produisant contre l'aile droite des Français peut seule amener un résultat : aussi le général de Bose prescrit-il un mouvement en avant de Gunstett.

Morsbronn, faiblement occupé par nos troupes, qui ne peuvent s'étendre jusque-là, est bientôt enlevé, et fournit aux Allemands un solide point d'appui pour leur attaque contre Eberbach et le Nedierwald. Si ce mouvement réussit, Elsashausen, attaqué de front et de flanc, court les plus grands dangers. Le général de Lartigue, qui commande la droite française, a engagé jusqu'à son dernier homme ; il ne lui reste que la brigade de cuirassiers du général Michel : il donne l'ordre de charger. Un seul des deux régiments doit marcher en avant ; mais tous deux s'élancent par le ravin à l'est d'Eberbach, suivis par le 6e lanciers attaché à la 4e division. Le terrain est mauvais, impossible pour une action semblable : des arbres coupés au ras du sol, des vignes épaisses comme des houblonnières, des fossés profonds, tout est obstacle pour la cavalerie. Avertie de la charge par le bruit formidable des chevaux et des cuirasses, la ligne de tirailleurs prussiens s'éparpille sur le flanc gauche, et en face du ravin. En échelons par la droite, le 8e en avant, les colonels en tête, les lourds cavaliers s'avancent au galop, insensibles à la fusillade qui pétille de tous côtés, comblant les vides à la voix des chefs, semant la route de cadavres. Arrivés à Morsbronn, ils tombent sur le 32e prussien qui vient de se déployer, renversent la compagnie qui

leur fait face et, criblés de balles, s'élancent dans les rues du village, où de nouveaux ennemis les attendent. Le 80ᵉ régiment prussien accueille par des feux de salve les cuirassiers français : des deux régiments, à peine quelques cavaliers, suivis par une poignée de lanciers, peuvent s'échapper par le sud-est dans la direction de Durrenbach, où ils sont poursuivis par les hussards allemands.



Général Raoult (1)

Telle est la charge héroïque des cuirassiers de Reichshoffen. Aujourd'hui encore, on peut suivre les traces de cette mêlée terrible. De larges tumulus marquent la place où passa notre cavalerie d'Eberbach à Morsbronn. Espacées d'abord au point de départ, les

(1) Le général Raoult commandait la 3ᵉ division du 1ᵉʳ corps, il était âgé de 58 ans, et général de division depuis le 2 août 1869 ; sorti du

tombes se rapprochent, et forment comme un cimetière, à mesure que l'on avance.

Cette attaque imprévue a donné à la division de Lartigue un moment de répit. Elle en profite pour se replier sur Eberbach et le Niederwald, face à l'ennemi. De leur côté, les Prussiens rassemblent leurs bataillons épars pour recommencer l'action : les Français préviennent l'attaque. De fortes colonnes précédées d'une nuée de tirailleurs, se jettent en avant du Niederwald et repoussent les Allemands jusqu'à Morsbronn. Mais alors, l'artillerie de Gunstett, qui s'est arrêtée depuis quelques instants, reprend son tir, tandis que de puissants renforts arrivent au secours du 11e corps. La division wurtembergeoise, chargée de contourner Morsbronn au sud pour se diriger sur Reischoffen, a marché droit au canon. Devant ces troupes fraîches,

corps d'état-major, ancien major de tranchée à Sébastopol, où il fut blessé plusieurs fois et où il rendit de très grands services, en dernier lieu il avait été chef d'état-major de la Garde impériale.

Grièvement blessé, le général Raoult fut secouru par un officier supérieur de sa division, le commandant Duhousset, qui ne voulut pas le laisser seul et resta près de lui sur le champ de bataille, abandonné par toutes les troupes françaises. Le général Von der Tann, qui avait connu le général en Afrique, le trouvant étendu au pied d'un arbre, fait prévenir le prince royal, qui arrive à cheval et auquel Raoult a encore la force de présenter le commandant Duhousset. « Monsieur le major, dit le prince à ce dernier, en raison de votre belle conduite, vous êtes libre. » Raoult, transporté au château du comte de Leusse, sur une des ambulances du prince, meurt le 10 août, entre les bras du commandant Duhousset, nommé colonel. (D. L.)

les Français hésitent, plient, puis, enlevés par leurs chefs, s'élancent encore en avant, reculent enfin, abandonnant aux masses qui les débordent la lisière du Niederwald. Eberbach étant menacée sur son flanc gauche, ses défenseurs se replient sur la colline au nord à hauteur du Niederwald. Cependant d'Elsashausen il est possible d'envoyer quelques renforts à l'aile droite. Une fois de plus l'offensive est reprise ; le 83e prussien ne peut soutenir le choc, mais il est promptement soutenu : une attaque décisive est tentée par les Allemands, elle réussit, et nos troupes exténuées sont rejetées sur Elsashausen.

Cette position se trouve ainsi attaquée de front et de flanc. Huit batteries du 11e corps entourent la hauteur au sud, et les 48 pièces tirent à la fois sur le village qui prend feu. La jonction est faite entre le 5e et le 11e corps (centre et aile gauche allemands). Attaqué de trois côtés à la fois, Elsashausen est enlevé.

Frœschwiller seul résiste encore, mais toutes les pièces prussiennes se rapprochent et l'enserrent : contre cette seule position, 75,000 Allemands des 5e, 11e corps et de la division wurtembergeoise se présentent. Toute résistance semble donc impossible ; pourtant, sur l'ordre du maréchal Mac-Mahon, un suprême effort est tenté. Il faut rompre ou élargir ce cercle, donner un peu d'air, non seulement aux troupes de Frœschwiller, mais encore aux débris de l'aile droite qui n'a pu regagner à temps les hauteurs, et dont une partie s'est dérobée, soit vers Reis-

choffen, soit même dans la direction du sud. Une première attaque des Français refoule les assaillants jusqu'au Niederwald; mais l'artillerie du 11e corps ouvre le feu à mitraille : ce sont les soldat de Wissembourg, les restes de la division Abel Douay, les turcos en tête qui chargent; ils s'avancent jusque sur les pièces, mais à 150 mètres, des volées de mitraille les arrêtent, les déciment, les forcent à battre en retraite.

Serrés de près, ils ont grand'peine à regagner le plateau, lorsque des hurrahs retentissent; c'est la cavalerie du général de Bonnemains qui charge l'ennemi. Quatre régiments de cuirassiers arrivent au galop, le 1er en tête; mais cette fois, ce n'est plus seulement à l'infanterie qu'ils ont affaire : les 7 batteries du 11e corps, en position au nord et au sud d'Elsashausen, tirent à mitraille et à obus ; le colonel du 2e cuirassiers a la tête fracassée, celui du 4e, blessé, est renversé de son cheval et pris. Les cavaliers ne parviennent même pas à voir l'ennemi; les escadrons se rompent et se dispersent, cherchant à gagner Reischoffen.

Le prince royal donne alors l'ordre d'enlever à tout prix Frœschwiller, et il envoie les derniers renforts qui lui restent : une brigade de la division wurtembergeoise, celle du général de Starkloff avait continué sa route sur Reischoffen, tandis que la 1re rejoignait le 11e corps, elle abandonne l'itinéraire qui lui a été tracé, et se dispose à soutenir la suprême attaque.

Quinze batteries préparent l'assaut du côté du

11e corps, tandis que dix batteries du 5e corps à l'ouest et à l'est d'Elsashausen et sept sur le chemin de Wœrth à Gœrsdorf font converger leur feu (192 pièces) sur Frœschwiller.

Au Nord, le 1er corps bavarois, qui avait remplacé le 2e, n'était entré en ligne contre la division Ducrot que de 1 heure et demie à 2 heures. Débouchant de Gœrsdorf, il avait cherché à gagner du terrain, sans y parvenir tout d'abord. A 3 heures même, l'ennemi était rejeté en arrière, mais une brigade française ayant dû être envoyée comme renfort à l'aile droite, les Bavarois, de plus en plus nombreux, étaient parvenus à avancer malgré la



Le général Colson (1)

(1) Colson, général de brigade, chef d'état-major général du 1er corps, tué d'une balle au front, près du maréchal de Mac-Mahon. Colson, sorti du corps d'état-major, avait été attaché militaire en Russie et fut longtemps chef du cabinet du ministre de la guerre. (D. L.)

résistance du 45e de ligne et du 1er zouaves qui, deux fois enveloppés, ne purent qu'à grand'peine se dégager ; le 5e corps prussien avait dû appuyer l'aile droite des Bavarois.

A quatre heures, le cercle est donc complet autour de Frœschwiller. L'attaque se produit à la fois au Nord, au Sud et à l'Est. Au Sud, la lutte est particulièrement acharnée : le général de Bose, qui commande le 11e corps, est gravement blessé. Mais au Nord et à l'Est, l'ennemi peut, au prix de grandes pertes, gravir les hauteurs.

Le moment de la retraite est venu, peut-être même est-il trop tard : tout ce que les forces humaines peuvent accomplir a été fait : depuis huit heures du matin, 35,000 Français luttent contre 120,000 Allemands pourvus d'une artillerie formidable.

Pour arrêter et contenir un moment la poursuite, le maréchal de Mac-Mahon donne l'ordre au général Ducrot de tenir à tout prix. Le 45e de ligne et le 1er zouaves se forment parallèlement à la route, et le feu des chassepots permet aux troupes françaises, confondues, brisées par vingt assauts, de s'échapper par les bois.

Il est cinq heures : la bataille est finie, la poursuite commence.

L'extrême droite française (division de Lartigue), coupée de la ligne des hauteurs, au moment où les Allemands s'étaient emparés d'Elsashausen, avait été obligée de prendre la direction Haguenau-Strasbourg. Toutes les autres troupes gagnèrent

Reischoffen; mais elles avaient été prévenues par le 2e corps bavarois que nous avons vu opérer son mouvement de flanc sur notre extrême gauche. A l'Est de Gundershoffen, une batterie wurtembergeoise qui, seule avec quelques escadrons prussiens, avait suivi la route primitivement indiquée à la division d'Obernetz, prend position, pendant qu'au débouché du Gross-Wald, les escadrons ennemis chargent nos soldats débandés. Reischoffen a été barricadé à la hâte; mais cet obstacle ne parvient pas à arrêter l'ennemi, et il faut reculer jusqu'à Niederbronn. A sept heures, l'assaillant s'arrête enfin, il vient de se heurter à la division de Lespart qui arrive de Bitche. Fusillés par l'infanterie postée dans le bois, les cavaliers allemands tournent bride. Ce n'est que vers huit heures que les Bavarois s'emparent de Niederbronn évacuée quelques instants avant par les Français.

La bataille de Wœrth avait été sanglante, le chiffre des pertes témoigne de l'ardeur de cette lutte soutenue jusqu'à la dernière heure : 6,000 Français avaient été tués ou blessés, 9,000 prisonniers étaient restés entre les mains de l'ennemi qui s'était emparé d'un aigle, de quatre fanions, vingt-huit canons et cinq mitrailleuses. Parmi les morts se trouvaient le général Colson, chef d'état-major du 1er corps, les généraux Raoult et Maire (1), les colonels Poissonnier,

(1) Maire, général de brigade, commandait la 1re brigade de la 1re division (Dumesnil du 5e corps). Au même moment où le général fut tué, le colonel, chef d'état-major Sumpt, a les deux avant-bras

(6[e] lanciers), Franchessin (2) (96[e] de ligne), les lieutenants-colonels de Baune (9[e] cuirassiers), Deshorties (3[e] zouaves).... Citons encore le capitaine de Vogué aide de camp du maréchal de Mac-Mahon.

Du côté des Allemands, le chiffre des morts et des blessés était plus élevé encore : 489 officiers et 10,153 hommes étaient restés sur le champ de bataille; 2 généraux, de Bose et Maillinger, étaient dangereusement blessés, quinze colonels, enfin, avaient été atteints.

III

Nous avons dit que la division Guyot de Lespart était arrivée à Niederbronn à temps, pour arrêter l'ennemi, et permettre à nos troupes débandées d'échapper à la poursuite. Cette division appartenait au corps de Failly, auquel il nous faut revenir, pour exposer ses mouvements dans la journée du 6 août.

brisés par un obus. Après la guerre, il fut nommé commandant de l'Hôtel des Invalides. On lui avait adapté au moignon de chaque bras une main artificielle et articulée, dont le brave général se servait avec une dextérité merveilleuse.

(1) Le colonel Franchessin, commandant le 96[e] régiment de ligne. Il avait assisté au désastre de Wissembourg, et devait mourir à Wœrth. Il reçut successivement trois blessures et ne voulut pas quitter ses soldats. La troisième blessure l'ayant renversé, on voulut le mettre à l'abri. Pendant que quelques soldats le transportaient, un quatrième projectile lui traversa le corps. On lui creusa une fosse à Newiller. (D. L.)

Deux divisions du 5e corps se trouvaient le 5 août à Bitche, ou dans les environs. De la 3e, la brigade Lapasset était à Sarreguemines, la brigade de Maussion à la ferme de Freudenberg, à moins de quatre kilomètres de Bitche : la concentration de toutes ces troupes semblait d'autant plus facile, que le chemin de fer resta libre entre Rohrbach et Reischoffen jusqu'au 6 au soir. Malheureusement, le général de Failly, inquiété par divers bruits alarmants, croyant à une attaque sur sa gauche ne se préoccupa que de garder la frontière de Sarreguemines à Bitche, dispersant les détachements, faisant occuper les points principaux, et négligeant par suite de se porter dans la direction de Reischoffen comme le maréchal, sous les ordres duquel il était placé, le lui avait prescrit par sa dépêche du 5 août. Tous les télégrammes que nous avons pu recueillir constatent, en effet, chez le général de Failly, l'unique préoccupation d'empêcher les incursions des coureurs ennemis : ... « Laissez demain un bataillon à Rohrbach » écrit-il le 5 août, neuf heures et demie du soir, au général Labadie, et le 6 août, à dix heures du matin, le commandant en chef du 5e corps prescrit au général Lamortière de ne quitter Rohrbach que le 7 au matin.

Le maréchal de Mac-Mahon n'avait pas, il est vrai, fixé une date précise à la concentration qu'il voulait voir opérer, mais ses premiers télégrammes avaient un caractère d'urgence suffisant pour faire activer les mouvements.

Le 6, à dix heures du matin, seulement, la division

de Lespart quitta Bitche : pourquoi ne pas avoir employé le chemin de fer pour arriver plutôt ? Dans la prévision d'un transport du 5e corps, la compagnie avait encombré toutes les gares de matériel vide : sans attendre les ordres du général de Failly, elle avait fait former les trains avec des plate-formes pour l'artillerie : en quelques heures, 10,000 hommes pouvaient être amenés de Bitche à Reischoffen. A une heure dix-sept minutes, il est important de préciser tous ces détails, un employé du chemin de fer à Strasbourg, voyant qu'aucune demande ne lui était adressée, prit sur lui de faire avertir le commandant du 5e corps. « Prévenez M. le général de Failly qu'il y a à Reischoffen et à Niederbronn deux trains prêts pour transports de troupes. » Philipsbourg, Banstein, toutes les gares firent parvenir des indications semblables : mais aucun ordre ne fut donné pour utiliser ce matériel. Le sous-intendant du 5e corps se servit seul du chemin de fer, pour envoyer les vivres à la division de Lespart.

Cette inaction alors que depuis plusieurs heures déjà, le général de Failly était prévenu de la bataille, a été sévèrement blâmée, et a donné lieu à d'interminables discussions. L'arrivée du 5e corps sur le champ de bataille, à trois heures et demie ou quatre heures, n'aurait probablement pas empêché la défaite, mais elle aurait permis d'organiser la retraite, de tenir dans les Vosges peut-être, en tous cas d'arrêter pour longtemps la marche de l'ennemi, en détruisant le tunnel de Saverne.

Il n'est que juste cependant, d'ajouter que les communications télégraphiques ont existé entre le maréchal de Mac-Mahon et le général de Failly, jusqu'au moment de la perte de la bataille : pas une dépêche, pas un ordre ne fut envoyé, si bien que le hasard seul, la dépêche d'un chef de gare, avertit le général de Failly de la défaite, et le décida à battre précipitamment en retraite.

CHAPITRE VII

Bataille de Forbach-Spicheren

Le jour même où l'aile droite de l'armée française, commandée par le maréchal de Mac-Mahon, était forcée de reculer, après la sanglante bataille de Wœrth, l'aile gauche, sous les ordres du général Frossard, éprouvait un sérieux échec.

A la suite du combat du 2 août, qui avait obligé les Prussiens à la retraite, les troupes du 2e corps avaient occupé les hauteurs en avant de Spicheren. Le 5 août, le général Frossard, informé que les Allemands se rassemblaient à peu de distance, et jugeant qu'il se trouvait trop en l'air, demanda à Metz l'autorisation de se replier plus en arrière ; cette demande fut accordée par le maréchal Le Bœuf qui, dans un télégramme (5 août, 9 h. 10m. du matin), prescrivit de porter le quartier général à Forbach le lendemain matin, et de gagner ensuite Saint-Avold, avec les trois divisions du 2e corps.

Le général Frossard, de plus en plus anxieux des mouvements de concentration de l'ennemi, et pensant que sa retraite pourrait être inquiétée si elle s'opérait en plein jour, résolut d'effectuer dans la

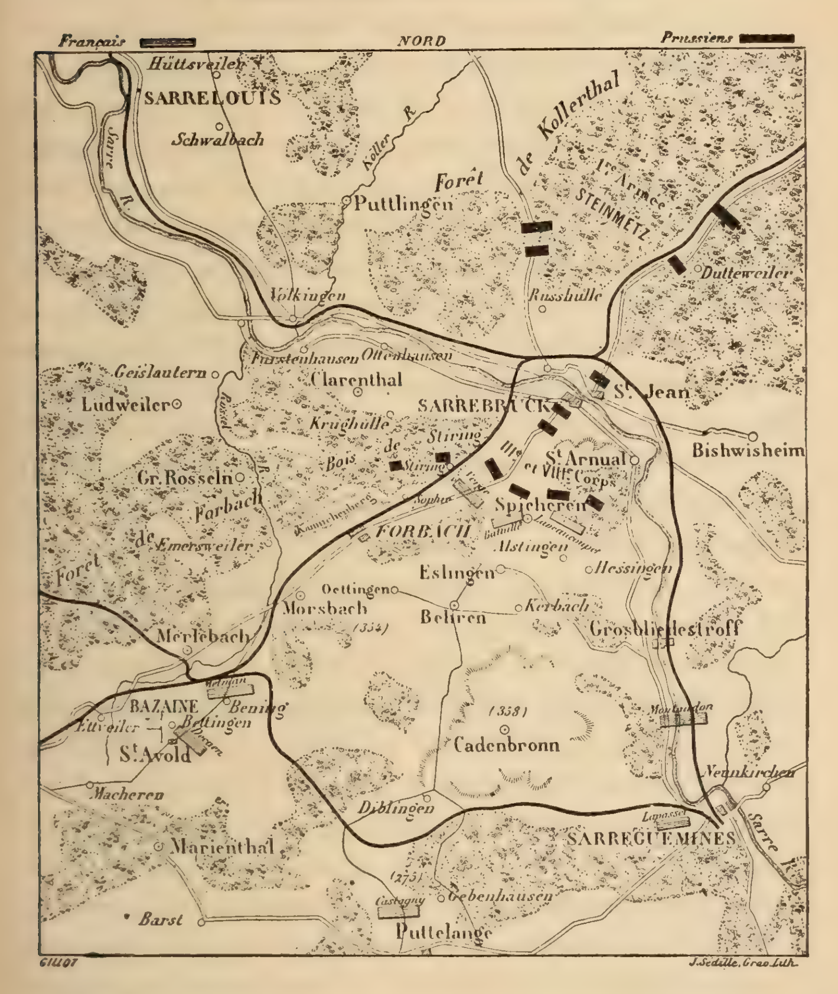
soirée même son changement de position, en abandonnant le terrain conquis le 2 août, et en se reportant à quelques kilomètres en arrière.

Une rapide description montrera tous les dangers auxquels était exposé le 2e corps. L'action allait s'engager, et se concentrer dans un triangle dont la base passait par Kaninchenberg (à l'ouest du chemin de fer et de la route de Saint-Avold), la ville de Forbach, et s'étendait jusqu'à la Sarre, mesurant plus de 12 kilomètres. L'angle saillant se trouvait au sud de Sarrebrück, et les deux côtés étaient formés : à l'est par la Sarre, à l'ouest par les bois de Stiring. La Sarre coule du sud au nord, et comme à cette époque de l'année elle a peu d'eau, elle est facilement guéable, et n'assurait aucune protection au flanc droit des troupes françaises. Un plateau de 120 mètres d'altitude au-dessus des vallées voisines constituait une excellente position pour l'aile droite et le centre. Malheureusement ce plateau, qui va en se rétrécissant vers le nord, et se termine en pointe (*éperon de Spicheren*), est limité sur sa droite par une épaisse forêt qui se prêtait à un mouvement tournant de l'ennemi par Saint-Arnual. A l'ouest, des pentes boisées s'étendent de Spicheren à la grande route de Forbach à Sarrebrück et au village de Stiring. Ces pentes sont très-raides, et ne permettaient que difficilement de relier la gauche du corps français (Stiring) au centre.

Le général Frossard était justement préoccupé de l'étendue de ses positions, il avait songé à reporter

toutes ses troupes sur le plateau de Spicheren, ce qui lui eut permis d'étendre sa droite jusqu'à la Sarre, et d'empêcher un mouvement tournant de l'ennemi. En abandonnant toute la vallée, on risquait, il est vrai, d'être attaqué sur deux côtés, au nord et à l'ouest ; mais de la position dominante de Spicheren, suffisamment gardée, protégée sur son flanc donnant toute sécurité pour la retraite, on pouvait attendre un mouvement en avant des Allemands. Mais pour exécuter ce plan, il fallait livrer le chemin de fer, la gare et la ville de Forbach, dans laquelle des approvisionnements considérables avaient été rassemblés. Ces considérations obligèrent le commandant du 2e corps à s'étendre bien au delà de l'espace qu'il eût été sage de garder, et à occuper Stiring, Forbach et la hauteur dénudée de Kaninschenberg, pour s'opposer à un mouvement tournant de l'ennemi par la forêt de Forbach. Afin de rendre plus fort ces divers emplacements, le général Frossard donna l'ordre le 6, à la pointe du jour de creuser quelques tranchées. Au Kaninchenberg, le général Dubost, commandant le génie du corps, fit exécuter un retranchement d'environ mille pas de développement. En avant du village et des usines de Stiring, à l'ouest de la route de Forbach à Sarrebrück, la ligne française fut couverte par une tranchée et un épaulement pour quatre pièces. Au point enfin, où le plateau de Spicheren fait saillie dans le grand vallon, à l'éperon, le général de Laveaucoupet, commandant la 3e division du 2e corps, fit faire quelques travaux défensifs, et envelopper ce

FORBACH *(6 Août 1870)*.



contre-fort par une tranchée abri en forme de fer à cheval. Il n'était que prudent, en effet, de garantir et de protéger une position, que sa force même dési-

gnait aux artilleurs ennemis, et qui devait supporter le principal effort de la bataille.

En même temps que général Frossard recevait l'autorisation de se replier du terrain de manœuvres sur les hauteurs de Spicheren, il était le 5 août, prévenu par le major général que le général Bazaine venait d'être investi, « pour tout ce qui concernait les opérations militaires », du commandement des 2e, 3e et 4e corps d'armée. Dès le même jour, le maréchal confirmait la dépêche du major général, et s'informait des positions occupées par le 2e corps. De Saint-Avold à Sarreguemines, les quatre divisions du 3e corps étaient échelonnées sur un espace de 20 kilomètres, à 16 kilomètres environ du général Frossard qui pouvait donc s'attendre à être soutenu, en cas d'attaque.

Le 6 au matin, le général Frossard reçut de Metz la dépêche suivante :

Tenez-vous prêt contre une attaque sérieuse qui pourrait avoir lieu aujourd'hui même. Restez à votre poste, et ne venez pas trouver l'Empereur.

Les commandants des 2e, 3e et 4e corps devaient se réunir à Saint-Avold, en prévision sans doute d'une bataille prochaine.

Les menaces de l'ennemi n'étaient pas vaines en effet ; il opérait en toute hâte sa concentration sur son aile droite, afin de franchir la frontière.

Le 3 août, le général Steinmetz recevait à Losheim un ordre du grand quartier général allemand, pres-

crivant de rassembler toutes les troupes de la 1re armée le 4, à Tholey. Le télégramme se terminait par ces mots : « Offensive générale projetée. »

Le général de Moltke pouvait d'autant plus sûrement combiner ses opérations ultérieures qu'il était mieux renseigné. Un exemple suffira à prouver toute la négligence des avant-postes français. Les communications télégraphiques n'avaient pas été arrêtées entre Saint-Jean et les stations allemandes de l'intérieur (Saint-Jean est situé à moins de 1,800 mètres des lignes occupées par les troupes du 2e corps).

En conséquence des ordres reçus, le général Steinmetz prescrivit à la 1re armée de commencer aussitôt le mouvement. Le 4 août, le 7e corps devait se trouver à Lebach, le 8e corps avec la 16e division à Ottweiler, la 15e à Tholey. La 3e division de cavalerie entre Tholey et Saint-Wendel.

Le général de Moltke, informé de ces mouvements, approuva les dispositions prises, et invita le général Steinmetz à attendre de nouveaux ordres pour avancer.

Le 5 août, la 1re armée occupait donc les mêmes emplacements, attendant de puissants renforts. La 1re division de cavalerie envoyait, dès le 5 août, deux régiments à Birkenfeld, tandis que la 1re division du 1er corps (Manteuffel) arrivait à Kaiserslautern, et la 2e à Neunkirchen.

La 1re armée, s'étendant depuis Tholey jusqu'au delà d'Ottweiler, se trouvait en communication avec la 2e armée (Prince Frédéric-Charles) que la nécessité

de marcher vers la frontière en ordre de bataille, prête à repousser une invasion des Français, avait, comme nous l'avons dit précédemment, retardée de quelques jours.

Le 4, un télégramme du prince Frédéric-Charles avertit le général Steinmetz que ses avant-postes atteindraient, le 5 août, la ligne Saint-Wendel-Homburg, et, le 6, Neunkirchen et Deux-Ponts.

De cette double marche de la 1re et de la 2e armées allemandes, devait fatalement résulter l'encombrement des routes. Aussi, le général Steinmetz sollicitait-il par télégraphe l'autorisation de se porter plus avant, afin de donner à la 2e armée et au 1er corps de la 1re armée, qui continuait son mouvement, l'espace qui leur était nécessaire. Le 5 août, au soir, le général Steinmetz, sans attendre la réponse, donnait les ordres suivants : Le 7e corps partira de Lebach pour se transporter vers Guichenbach, ses avant-gardes poussant dans la direction de Volklingen et de Sarrebrück. Le 8e corps gagnera Fischbach, à l'ouest de Sultzbach. La 3e division de cavalerie couvrira le flanc droit de l'armée, en se portant à Lebach. Le quartier-général sera transporté à Hellenhausen.

Le général Steinmetz était averti que le 3e corps de la 2e armée devait pousser, le 6 août, jusqu'à Bildstock.

Il n'était pas dans l'intention du quartier général allemand de livrer bataille. Le général de Moltke avait dû retenir le général Steinmetz, qui, plus tôt près que les deux autres armées, voulait marcher

aussitôt en avant. Le 3, au lendemain même du combat de Sarrebrück, le chef d'état-major des armées allemandes avait imposé sa volonté, et arrêté le mouvement de la 1re armée; c'était enfin sans l'autorisation du général de Moltke que les 7e et 8e corps avaient poussé au delà de Tholey, et s'étaient rapprochés de la Sarre.

On estimait, en effet, que les deux armées allemandes (aile droite et centre) étaient encore trop éloignées l'une de l'autre pour se prêter un appui efficace ; il semblait en outre nécessaire d'attendre l'arrivée du 1er corps avec le général Manteuffel. La concentration complète des deux armées ne pouvait avoir lieu avant le 8 août, et le mouvement général au delà de la frontière était arrêté pour le 9 août.

D'après le plan du général de Moltke, les deux armées devaient agir simultanément : la première attaquant de front, la seconde tournant les forces françaises par le sud. Les renseignements recueillis permettaient de supposer que l'on rencontrerait l'adversaire, soit en avant de la Moselle, soit sur la rivière, entre Thionville et Metz.

Mais pour que ce projet pût réussir, il fallait se garder d'inquiéter les Français par une manœuvre ou une attaque prématurée qui, en leur donnant l'éveil, pouvait les faire rétrograder.

De là, les ordres formels du général de Moltke au général Steinmetz, ordres qui ne furent pas complètement exécutés. Le hasard devait, ici comme à Wœrth, jouer un grand rôle, et amener la bataille.

Dans la journée du 5, plusieurs reconnaissances de cavalerie allemande constatèrent, du côté des Français, un mouvement en arrière. Nous savons qu'à ce moment le général Frossard faisait abandonner à ses troupes les premières hauteurs au sud de Sarrebrück pour se reporter sur Spicheren et Forbach. Le 6, au matin, les avant-postes prussiens s'aperçurent de la manœuvre opérée durant la nuit; des escadrons de cavalerie furent envoyés en avant; mais ils furent promptement contenus et refoulés. Toutes les observations transmises par les postes avancés firent croire que, de Stiring, Forbach et Saint-Avold, les Français opéraient une retraite générale, couverte par quelques détachements.

Le lieutenant-général de Rheinbaben, qui commandait une division de cavalerie de la 2e armée était arrivé à Sarrebrück en même temps que les têtes de colonne de la 14e division du 7e corps (1re armée). A onze heures, il informa le prince Frédéric-Charles de la retraite présumée des Français. A cette heure, les 7e et 8e corps (1re armée), ainsi que le 3e (2e armée) étaient en marche vers la Sarre. Le général Kameke, qui se trouvait à la tête de la division d'avant-garde du 7e corps, fut averti à Guichenbach (9 kilomètres au nord de Sarrebrück), vers neuf heures et demie, du mouvement des Français. Il demanda au commandant du 7e corps, et obtint l'autorisation de franchir la rivière, et de prendre possession des hauteurs inoccupées. Le général de Gœben, commandant du 8e corps, offrit en même temps l'appui de ses troupes,

qui marchaient sur Fischbach (8 kilomètres au nord de Sarrebrück.

A onze heures et demie, l'avant-garde de la division Kameke franchit la Sarre, entre Saint-Jean et Sarrebrück, sous les ordres du général François, et prend position sur le terrain de manœuvre. Elle est aussitôt accueillie par le feu de notre artillerie, postée à l'Éperon de Spickeren.

La bataille est commencée.

Deux régiments allemands (27e brigade) de la 14e division sont d'abord seuls engagés. Ils se déploient au sud de Sarrebrück ; le général de Rheinbaben, avec trois escadrons, prend position à l'aile gauche.

Les trois divisions françaises du 2e corps occupent les positions suivantes : La division Laveaucoupet est établie en deux lignes sur le plateau de Spicheren, face au nord, la brigade Doens avec l'artillerie en deuxième ligne, la brigade Micheler en avant, quelques compagnies occupant le bois qui descend vers Saint-Arnual. A l'Éperon, le général Laveaucoupet a placé le 10e bataillon de chasseurs.

A 4 kilomètres, en arrière de Spicheren, sur le plateau d'Œtingen, se trouve la division Bataille, qui forme réserve.

Sur la gauche de la hauteur, la division Vergé défend Stiring avec sa 2e brigade (Jolivet), tandis que la 1re (Valazé) est à l'ouest de Forbach, devant le Kaninchenberg, surveillant la route de Sarrelouis, par où l'ennemi peut essayer de nous tourner.

A peine le premier coup de canon est-il tiré, que des deux côtés on demande des renforts, car tout indique que la lutte sera longue. Du côté des Prussiens, le Prince Frédéric-Charles prescrit au 3e corps de pousser jusqu'à Sarrebrück; le général Dœring, qui commande une brigade de la 5e division du 3 corps, donne l'ordre de marcher en toute hâte; le général de Gœben (8e corps) fait prendre les armes à ses troupes; général de Zastrow (7e corps) accélère le mouvement de sa 13e division en marche sur Püttlingen. Averti à son quartier-général d'Eiweiler, le général Steinmetz approuve les dispositions prises et la marche en avant de son armée. « L'ennemi, dit-il, doit être puni de sa négligence. »

Moins d'une heure après le début de l'action, dans un rayon de vingt à vingt-cinq kilomètres au nord, au nord-est et au nord-ouest de Sarrebrück, toutes les forces prussiennes disponibles courent au canon.

Le général Frossard télégraphie de son côté au maréchal Bazaine, à Saint-Avold, pour annoncer que l'action est engagée et pour demander que les divisions du 3e corps se rapprochent, afin d'être à portée de secourir le 2e corps, si l'ennemi se déploie en nombre.

La première attaque des Prussiens est repoussée : sept compagnies, sous les ordres du colonel d'Eskens, protégées par trois batteries, s'avancent vers Spicheren ; mais les troupes du général Laveaucoupet viennent facilement à bout de cette attaque, prononcée à la fois de front et de flanc. L'ennemi est

contraint à la retraite : mais la forêt de Saint-Arnual lui offre un abri, où il se maintient.

Sur notre gauche, en avant de Stiring, les Prussiens sont d'abord plus heureux. Deux de leurs bataillons parviennent à se glisser dans les bois situés au nord-est. En même temps, quelques compagnies attaquent de front le village de Stiring en pénétrant dans la forêt au nord. Mais, le général Vergé engage la brigade Jolivet, et se trouve soutenu par un régiment de la brigade Valazé. Les Prussiens sont obligés de reculer pied à pied, profitant dans ce terrain boisé de tous les accidents.

Peu à peu nos batteries de Stiring prennent part à la lutte ; elles dirigent leur feu sur le plateau du champ de manœuvres, où l'ennemi a amené son artillerie. Les mitrailleuses sont portées en avant de Stiring, et tirent sur les Allemands qui attaquent la position de front.

A une heure, l'assaillant plie sur toute la ligne; mais des renforts importants commencent à lui arriver, et lui permettent de se maintenir. Longtemps en avant de Stiring, le combat reste stationnaire ; les Allemands, embusqués dans les bois, fusillent nos tirailleurs, qui leur répondent coup pour coup ; mais l'ennemi augmentant en force, le général Kameke donne l'ordre de prendre l'offensive. Ce mouvement en avant réussit. Une maison située au nord de Stiring est occupée, tandis que, sur la gauche, les Prussiens nous prennent de flanc. Une brigade qui vient de franchir la Sarre et qui entre en ligne, permet

aux Prussiens de dessiner plus nettement l'attaque. Mais les troupes françaises reçoivent, elles aussi, quelques renforts : le second régiment de la brigade Valazé se joint au premier, et sur toute la ligne (aile gauche française) l'ennemi est vigourement maintenu.

Pendant ce temps, la lutte prend devant l'Eperon de Spicheren de plus vastes proportions. Les généraux allemands comprennent, que pour vaincre, il faut s'emparer de cette redoutable montagne qui accable de ses feux l'artillerie du champ de manœuvres. Mais, une attaque de front contre une semblable position bien défendue est impossible. Les Prussiens recourent donc à leur manœuvre habituelle, celle qui leur a réussi déjà à Wissembourg, et qu'à ce moment même ils tentent à Wœrth : ils attaquent de flanc. Les bois assurent aux tirailleurs un appui suffisant ; un double mouvement est donc ordonné. En même temps, les batteries allemandes se rapprochent et ouvrent leur feu, tandis que deux bataillons déployés abordent de front l'Eperon de Spicheren. Mais à la vue de cette montée formidable, entièrement dénudée, sans abri, balayée par les chassepots du 10e chasseurs qui se tient en avant, le commandant du détachement prussien comprend tous les dangers de cette entreprise ; il se borne donc à franchir rapidement la distance qui le sépare de Spicheren, et place ses hommes au pied même de l'Éperon. Serrés contre le roc, ils n'offrent pas de prise, et peuvent demeurer ainsi, attendant le résultat du mouvement de flanc.

A trois heures, l'ennemi n'a donc fait aucun progrès sérieux; à Stiring comme à Spicheren, il se maintient avec des pertes très sérieuses, énergiquement repoussé, dès qu'il veut déboucher, mais trouvant dans les épaisses forêts qui bordent de tout côté le champ de bataille une protection efficace.

D'ailleurs, les Français ne songent pas à profiter de leurs avantages : pour quelques instants encore, ils ont la supériorité du nombre, une de leurs divisions (Bataille) est en réserve, une attaque vigoureuse pourrait rejeter l'ennemi, l'obliger à une retraite immédiate. Mais le général Frossard n'est pas présent sur le champ de bataille, il s'est borné à recommander de se tenir sur la défensive, et l'on ne peut agir sans son ordre. L'heure favorable s'écoule ainsi, tandis que le commandant du 2e corps envoie dépêches sur dépêches au maréchal Bazaine et aux diverses divisions du 3e corps, pour demander un secours qui ne viendra pas.

L'attaque ne tarde pas à se produire plus énergique contre l'Éperon. La supériorité incontestable de l'artillerie prussienne a déjà obligé nos pièces à abandonner leurs positions premières, et à se porter un peu en arrière. En même temps, la marche des Prussiens dans la forêt à notre droite nous a forcé à faire face de ce côté ; le moment semble donc bien choisi au général Kameke pour renouveler une attaque de front. Sur son ordre, le général de François rallie avec une partie du 39e prussien les fusiliers du 74e qui se tiennent au pied de la hauteur, et gravit

péniblement la montagne. Les Allemands arrivent à la première crête, et parviennent à l'occuper; mais tous leurs efforts pour pousser en avant demeurent inutiles : le général de François tombe frappé de cinq coups de feu.

Pendant ce temps, les Prussiens ont gagné du terrain dans les bois. La brigade française Micheler, soutenue par le 2e de ligne, est chargée de les repousser. La lutte est courte; l'ennemi bat précipitamment en retraite, et se rallie sur les hauteurs qui font face.

A cette heure encore, et malgré l'heureuse attaque du général de François, la situation des Allemands est critique; mais les renforts accourent de tous côtés. Le général de Gœben entre dans Sarrebrück; le général de Stülpnagel, commandant la 5e division, est déjà au feu : les généraux de Barnekow, Alvensleben, puis bientôt après le général de Zastrow accourent successivement sur le lieu du combat, le général Steinmetz n'arrivera qu'à sept heures du soir; les têtes de colonnes des 8e et 3e corps sont signalées; il est donc possible d'engager jusqu'au dernier des soldats qui passent l'un des ponts que le général Frossard a négligé de détruire. Trois ou quatre fois, le commandement change de main, du côté de l'ennemi, mais le plan reste le même, imposé par la nature même du terrain; il se résume en deux mots : enlever à tout prix Spicheren, et obtenir ce résultat par des attaques répétées sur la droite française. Aussi, tous les renforts sont-ils dirigés sur les

bois au sud-ouest de Saint-Arnual, et sur l'Éperon où le 40e régiment parvient à conserver les positions que les fusiliers du 74e, écrasés par une fusillade terrible, ne peuvent plus tenir.

Afin d'assurer à leur mouvement de flanc de plus grandes chances de succès, les Prussiens divisent leurs forces : ils se portent à la fois au nord-est et à l'est du bois situé à notre droite, obligeant la division Laveaucoupet à lutter sur trois points. Mais les progrès de l'ennemi sont lents, à chaque instant, de vigoureux retours offensifs des Français le rejettent en arrière; il revient à la charge, s'abrite derrière les arbres, sans parvenir à gagner du terrain. Ces alternatives de succès et de retraite se prolongent : la brigade Bastoul de la division Bataille, s'est avancée pour soutenir la division Laveaucoupet : du côté de l'ennemi, chaque minute amène de nouveaux renforts.

Lutte acharnée, où chaque pas en avant ou en arrière fait couler des flots de sang. A cheval, l'épée à la main, le général Lavaucoupet et son chef d'état-major enlèvent leurs soldats, et se jettent intrépidement au devant de l'ennemi, chaque fois qu'il veut pousser plus avant. Sur l'Éperon, les Prussiens gagnent-ils du terrain, s'efforcent-ils d'agrandir un peu l'espace qu'ils ont conquis, un vigoureux retour offensif se produit de la forêt de Saint-Arnual et les repousse, mais après ce succès, il faut revenir sur ses pas, courir sur un autre point, recommencer la lutte avec un adversaire qui se cramponne au sol,

aux arbres, derrière lesquels il se masque et s'abrite, incessamment soutenu par des troupes qui n'ont pas encore combattu.

A cinq heures, l'ennemi a gagné quelques centaines de mètres, mais il ne peut faire un pas de plus, tous ses efforts pour déboucher sont cruellement châtiés.

Il nous attaque de front par l'Éperon, sur deux côtés, par la forêt située à notre droite, ce n'est pas assez encore, il va nous tourner par notre gauche.

A Stiring, l'action se poursuit avec des phases diverses : un moment cependant l'entrée en ligne de la seconde brigade (Woyna) de la division Kameke nous a rejetés en arrière, les Prussiens se sont rendus maîtres du bois situé sur la gauche : nos artilleurs, décimés ont été obligés d'abandonner cinq pièces, dont les chevaux ont été tués par l'explosion d'un caisson.

Mais, malgré tous leurs efforts, les Prussiens ne peuvent pousser plus loin, et l'action se continue sans grands résultats, jusqu'au moment où l'arrivée de renforts permet à l'ennemi de prononcer plus vivement son attaque. Sur la route même de Forbach à Sarrebrück, se trouvent à quelque distance l'une de l'autre deux maisons *Baraque-Mouton* et la *Brême-d'Or*, cette dernière située à la frontière même, à dix pas du poteau bariolé de la douane allemande. Ces deux habitations constituent pour l'ennemi des positions importantes : elles peuvent abriter les tirailleurs, et leur servir à se reformer, après un mouve-

ment en avant. Les Prussiens parviennent à s'en emparer. Enhardis par ce succès, les Allemands se glissent le long des remblais du chemin de fer sur Stiring, mais les tirailleurs français, embusqués derrière des amas de charbons, les accueillent par un feu violent qui les force à la retraite.

A six heures du soir, le général Bataille qui a déjà engagé de ce côté une partie de ses troupes, rappelle de Spicheren le 67e de ligne : nos batteries se portent rapidement en avant à l'est du village, et ouvrent le feu contre les Prussiens : en même temps, deux bataillons du 67e et un du 8e se lancent dans le bois de gauche, et refoulent l'ennemi à une grande distance. Sous une grêle de balles, le commandant Gougis et le lieutenant Rossin du 17e d'artillerie, aidés par le capitaine Pacull du 76e, et par le capitaine Hiver et le soldat Dunand du 77e, ramènent les cinq pièces que nos artilleurs avaient été obligés d'abandonner précédemment.

Du côté de Baraque-Mouton, le 8e de ligne est moins heureux, il ne peut arriver à enlever ce poste important. Écrasé par les batteries allemandes, le régiment français recule. Profitant de ce mouvement de retraite, soutenus par les tirailleurs de Baraque-Mouton et de la Brême-d'Or, les Prussiens, vigoureusement enlevés par leurs officiers, prononcent un mouvement contre la forêt de Spicheren qui descend sur la route de Forbach à Sarrebrück, menaçant ainsi par la gauche la hauteur de Spicheren. Ils sont maintenant assez nombreux pour tenter une attaque déci-

sive, ils font avancer des troupes fraîches, et se jettent sur Stiring qui est enlevé. Le général Frossard était venu d'après la déposition du général Vergé dans le procès de Trianon, entre cinq et six heures à Stiring, et avait donné l'ordre de battre en retraite. « Ce mouvement, dit le général, a commencé vers huit heures », or, c'est à huit heures et demie que les Prussiens s'emparèrent de Stiring. Il est permis de croire qu'une partie des troupes françaises avait déjà reculé. L'ouvrage du grand état-major prussien semble d'ailleurs le constater, « l'action faiblissait, l'ennemi semblait en retraite. » La résistance se prolongea cependant longtemps encore : jusqu'à onze heures du soir, la fusillade se faisait entendre au nord de Stiring.

L'issue du combat n'est pas moins défavorable à Spicheren. Comme à Stiring, vers six heures du soir, des renforts arrivent au général Laveaucoupet de la division Bataille : une attaque générale a lieu, elle rejette l'ennemi sur la droite dans la forêt.

Les commandants de corps allemands, comprenant qu'ils ne viendront pas à bout de cette résistance acharnée des Français avec leur seule infanterie, conçoivent le projet vraiment hardi d'amener sur l'Éperon de la cavalerie et de l'artillerie. Le régiment de hussards de Brunswick tente de gravir la hauteur à l'ouest ; mais il est repoussé. Il s'avance alors au nord, protégé par les soldats prussiens qui se trouvent sur la crête. Parvenu au sommet, le 1er escadron veut se déployer, mais alors la fusillade recom-

mence, et l'escadron rompu se rejette sur ceux qui suivent, et les force à la retraite. La cavalerie a échoué, c'est le tour de l'artillerie. Huit bouches à feu parviennent à gravir le roc, et ouvrent le feu à 800 mètres. Leurs pertes sont terribles : en quelques minutes, la moitié des servants sont tués.

Mais c'est à ce moment que se produit l'attaque sur le flanc gauche des Français par la forêt de Spicheren. Attaqués de front, de gauche, de droite, ils tiennent tête partout ; mais les forces s'épuisent devant des ennemis toujours renouvelés.

La nuit est venue ; depuis midi, l'action est engagée ; il est évident maintenant que les troupes du 3e corps (Bazaine) ne viendront pas : il faut donc se retirer. Le général Frossard, qui a donné cet ordre vers cinq heures et demie au général Vergé à Stiring, l'a certainement communiqué à Spicheren au général Laveaucoupet. Pourtant, avant de reculer, la 3e division française tente encore un dernier effort sur la droite. Cette attaque réussit, l'ennemi est rejeté dans la forêt ; mais au nord, à l'Éperon, le succès n'est pas le même : les obus et la mitraille arrêtent nos troupes.

Toutes nos pièces se mettent en batterie, et tirent vigoureusement, tandis que nos soldats, ayant épuisé leurs munitions, opèrent leur retraite en combattant jusqu'à la fin. A neuf heures, le feu continue encore en arrière de Spicheren, et ce n'est qu'à dix heures et demie que la division Laveaucoupet, qui à elle

seule a essuyé la moitié des pertes, se porte sur les plateaux de Behren et d'Œtingen.

Au moment où le mouvement en arrière est partout ordonné, le canon retentit sur un autre point, à l'ouest de Forbach. A droite de la route et du chemin de fer, en venant de Forbach, se trouve, nous l'avons dit, la hauteur du Kaninchenberg, que le génie du 2e corps avait le matin même fortifiée en toute hâte. Après le départ des troupes de la division Bataille et de la brigade Valazé, il n'était resté sur ce point qu'une compagnie du génie, deux cents réservistes du 12e de ligne étaient en outre arrivés dans la journée, ainsi que deux escadrons du 12e dragons. A sept heures et quart, l'avant-garde de la 13e division prussienne, qui marche au canon depuis midi par Wœlklingen et Gross-Rossel, atteint la forêt au nord du Kaninchenberg : une batterie ouvre aussitôt le feu. Le combat s'engage, et dure environ une demi-heure. Vers huit heures, le lieutenant-colonel Dulac commande de cesser le feu. Sa voix est aussitôt obéie ; et tandis que la compagnie du génie et les soldats du 12e de ligne battent en retraite sur les hauteurs situées en arrière, les dragons montent à cheval, et chargent audacieusement. Cette attaque imprévue a un plein succès ; l'ennemi n'ose poursuivre nos soldats, mais l'héroïque petite troupe est cruellement décimée.

Sur toute la ligne l'action s'est arrêtée : les Prussiens hésitent à s'engager plus avant ; ils conservent leurs positions et remettent au lendemain la prise de

Forbach. Aussi, de Stiring comme de Spicheren, les troupes s'écoulent sans être inquiétées par Œtingen et gagnent Sarreguemines.

Le maréchal Bazaine a reproché au général Frossard d'avoir suivi cette direction alors que le matin il lui avait indiqué le plateau de Cadenbronn. A ce reproche, le général Frossard a répondu qu'en gagnant Sarreguemines, il se conformait aux instructions reçues, Sarreguemines étant la gauche de la position. Mais ce point était déjà occupé par la division Montaudon ; était-il bien nécessaire d'y accumuler tant de forces? Au surplus, l'explication du général Frossard perd beaucoup de sa valeur, lorsqu'on se reporte aux déclarations du général Vergé, qui affirme que le général Frossard ne lui avait indiqué aucune direction à suivre dans sa retraite, aucun point à atteindre. N'est-il pas permis de conclure de là que c'est le hasard, et non la stratégie, qui eut dans ces événements la plus grande part?

La bataille avait été sanglante : l'ennemi avait perdu en tués, ou blessés 223 officiers et 4,648 hommes : de notre côté la journée nous coûtait en tués, blessés ou disparus 249 officiers et 3,829 hommes, parmi lesquels un général tué (Doëns) et quatre colonels ou lieutenants-colonels, tués ou blessés (1).

En terminant, il ne sera pas inutile de rappeler ces

(1) Le général Dœns commandait la 1re brigade de la 3e division (Laveaucoupet) du 2e corps; il mourut des suites de ses blessures, le 10 août à Sarreguemines. (D. L.)

lignes du prince de Wurtemberg, commandant de la garde prussienne :

... Je voulais aller au-devant d'une opinion maintes fois répandue, que la position des Français près de Sarrebrück avait été enlevée par une charge hardie à la baïonnette. Tout ce que l'on peut dire, c'est que des nombreuses attaques menées par les Prussiens avec une bravoure extraordinaire, une seule réussit, et encore ce succès fut-il dû au mouvement tournant, préparé de bonne heure.

Une seule fois, dans tout le cours de cette campagne, les Prussiens risquèrent franchement une attaque de front, à Saint-Privat, et celle-là leur coûta cher.

II

Nous avons vu les troupes prussiennes se diriger en toute hâte vers le champ de bataille de Spicheren, et malgré la distance, souvent considérable, puisque certains corps durent faire jusqu'à trente-huit kilomètres dans la journée, arriver à temps pour prendre part au combat et décider la victoire.

Il est donc assez difficile d'indiquer le chiffre des Prussiens engagés : de là, cette assertion inexacte des auteurs allemands : « Les Français ont été battus, et cependant ils étaient supérieurs en nombre. » Au début de l'action, alors que la division Kameke était seule engagée, le 2e corps avait l'avantage évidemment ; mais, à ce moment même, la division

Bataille était en réserve à Œtingen, et le 55e n'était pas encore en ligne. Plus tard, les forces de l'ennemi augmentèrent, et au moment décisif, ses troupes étaient incontestablement plus nombreuses.

En regard de cet empressement de l'ennemi à courir au combat, il faut malheureusement rappeler qu'à seize kilomètres environ du champ de bataille, les divisions du 3e corps entendaient le canon, et ne venaient pas prendre part à la lutte.

En vain, le général Frossard télégraphie au général Montaudon, au général Metman et au maréchal Bazaine, la brigade de dragons de Juniac arrive seule, et le commandant du 2e corps, ne comprenant pas tout le parti qu'il peut tirer de ces cavaliers armés du fusil à tir rapide, qui pouvaient combattre comme le firent au Kaninchenberg les dragons de la brigade Bachelier, les renvoie en arrière, pour surveiller les débouchés de la frontière.

Le 5 au soir, le général Montaudon était arrivé avec sa division à Sarreguemines, où il devait remplacer la brigade Lapasset, rappelée à Bitche par le général de Failly. Dans la matinée du 6, la brigade Lapasset s'engage sur la route de Bitche, mais elle est inquiétée par des uhlans. Le bruit court que 40,000 Prussiens s'avancent de Deux-Ponts ; le général Lapasset, craignant d'être attaqué de flanc, rentre en toute hâte à Sarreguemines. Le général Montaudon a porté aux avants-postes, à Neunkirchen, le 18e bataillon de chasseurs, qui tiraille avec quelques uhlans. Vers midi, une effroyable canonnade retentit

dans la direction de Spicheren ; cependant le général Montaudon ne marche pas, il ne rassemble même pas ses troupes. A deux heures quarante, une dépêche du maréchal Bazaine lui prescrit de s'avancer à Grossbliederstroff, à mi-chemin entre Sarreguemines et Spicheren, environ sept kilomètres à faire sur une route large, facile, n'offrant aucun osbtacle ; ce n'est qu'à sept heures et demie que le général arrive au point indiqué, et il ne se porte pas plus en avant. Dans la nuit, tout bruit de bataille ayant cessé, le général se replie sur Puttelange. Toute la journée, sur cette route, en arrière de Spicheren, le général Bataille envoie des estaffettes, des officiers, le commandant Magnan de son état-major, dans l'espoir que l'on signalera l'arrivée de cette division, si impatiemment attendue : rien ne vint.

Le 5 au soir, le général Castagny reçoit l'ordre du maréchal Bazaine de se tenir prêt à soutenir le 2e corps, en cas d'attaque. Le 6 au matin, il est à seize ou dix-huit kilomètres du champ de bataille ; vers midi, le canon se fait entendre ; le général croit d'abord que c'est le tonnerre ; persuadé enfin, il fait laisser les sacs à ses soldats, prend le chemin le plus court, mais aussi le plus difficile ; il parcourt ainsi six kilomètres, arrive dans un fond, et envoie en avant un aide de camp, qui parvenu à Cadenbronn, rencontre des paysans, qui lui assurent que tout va bien. Sur ce renseignement extra-officiel, le général Castagny regagne son campement pour faire reprendre les sacs. Vers cinq heures, on entend de nouveau le

canon ; la division se remet en route, et ce n'est que dans la nuit, quand le 2e corps est en retraite, qu'une des brigades entre dans Forbach, où pas un Prussien n'a osé pénétrer. L'occupation ne dure d'ailleurs que quelques heures.

Le général Metman est le 6 au matin à Marienthal ; vers onze heures et demie, il reçoit l'ordre de se porter à Bening, où il arrive vers trois heures et demie ; le bruit de la bataille se fait toujours entendre. A sept heures et demie, une dépêche du général Frossard l'appelle en toute hâte ; mais, quand il arrive tout est fini.

A Saint-Avold, quartier général du maréchal Bazaine, se trouve enfin la 4e division du 3e corps, commandée par le général Decaen. Les dépêches du général Frossard se succèdent de plus en plus pressantes ; à cinq heures quarante-cinq, enfin, il annonce que la droite est obligée d'abandonner les hauteurs, et qu'il lui faut, à tout prix, des renforts. En une demi-heure, par le chemin de fer, les troupes peuvent arriver à Forbach. A six heures, le maréchal annonce qu'un régiment va partir ; mais on a trop attendu : un train seulement peut passer, emmenant un bataillon ; c'est le seul renfort effectif qu'ait reçu le général Frossard.

Tâchez, mon cher comte, écrivait, en 1734, le prince Eugène au comte de Mercy, tâchez de battre le général français, car, pour les soldats de cette nation, n'espérez pas les vaincre.

Dans la journée du 6 août, à Forbach, c'est le général français qu'ont battu les Prussiens !

CHAPITRE VIII

Retraite des troupes françaises. — Les 1er, 5e, 7e corps se replient sur Châlons. — Le 6e corps est transporté de Châlons à Metz. — Marche en avant des trois armées prussiennes : concentration sur la Moselle. — Bitche. — La Petite-Pierre. — Lichtemberg. — Phalsbourg. — Strasbourg. — Marsal. — Le général Margueritte à Pont-à-Mousson.

I

Après la bataille de Wœrth, le 1e corps commandé par le maréchal de Mac-Mahon recueilli et protégé à Niederbronn par la division Guyot de Lesparre du 5e corps, continua sa retraite sur Saverne : dans le courant de la journée du 7, il arriva aux environs de cette ville ; le 8, il atteignit Sarrebourg.

Le soir du 6 août, le général de Failly reçut deux dépêches successives, l'une du chef de gare de Banstein, l'autre du général Abbatucci qui commandait une brigade de la division Guyot de Lesparre. Ces deux dépêches annonçaient la perte de la bataille : le général de Failly convoqua aussitôt un conseil de guerre, et la retraite fut commencée le soir même. Les bagages furent abandonnés à Bitche, et à neuf heures du soir, les deux divisions du 5e corps, moins la brigade Lapasset laissée à Sarreguemines, et un

détachement qui, attaqué dans la journée aux environs de Rohrbach s'était, quelques heures avant, replié sur Lemberg, prirent la seule route qui restât libre, celle de la Petite-Pierre. Il était temps que cette retraite s'opérât, car l'ennemi croyant que le 1[er] corps s'était dirigé vers Bitche, avait envoyé de ce côté une partie de ses forces. Le 7, le 5[e] corps atteignit la Petite-Pierre à trois heures et demie, après une marche de vingt-cinq kilomètres. Une dépêche de l'Empereur ordonna de continuer, vers le camp de Châlons. Le 8 août, la compagnie de l'Est reçut du ministre de la guerre, l'ordre de recueillir entre Lutzelbourg et Sarrebourg cinq à six milles éclopés, provenant des corps d'armées de Failly et de Mac-Mahon, et de les transporter à Toul. Déjà, le chemin de fer avait, de Reichshoffen et de Niederbronn, amené à Strasbourg un grand nombre de soldats débandés qui formèrent la garnison de la place avec le 87[e] de ligne. Le 8 août, le 5[e] corps rejoignit à Sarrebourg le 1[er] corps qui, attaqué à Steinbourg par la cavalerie ennemie, avait fait en toute hâte une nouvelle marche en arrière.

Le 9 août, au soir, aux environs de Bayon, le 1[er] corps reçut un convoi de munitions conduit par le capitaine Aufrye, et destiné à permettre aux troupes du maréchal de Mac-Mahon de soutenir la lutte, dans le cas où elles seraient rejointes par l'ennemi. Ce convoi se composait de vingt-cinq à trente caissons, contenant des projectiles de 4, de 12 et des cartouches.

Le mouvement précipité des deux corps français abandonnant le massif des Vosges, devait avoir de funestes conséquences. Le tunuel de Saverne restait intact, et assurait aux Allemands la possession de cette grande ligne de chemin de fer, qui leur permettait de conduire à Nancy, puis à Paris, leurs troupes, leurs approvisionnements et leur matériel de siège. Dès le 18 juillet, la Compagnie du chemin de fer de l'Est avait demandé au ministre de la guerre, s'il ne conviendrait pas de tout préparer à l'avance, pour pouvoir faire sauter, en cas de besoin, les souterrains des Vosges. Le ministre avait autorisé la compagnie à exécuter ces travaux « après entente avec les commandants du génie pour le choix de l'emplacement des fourneaux ». Les travaux avaient été faits, mais la compagnie ne pouvait prendre sur elle de charger les fourneaux, et au moment de la retraite, les diverses autorités militaires, abandonnées sans instructions, n'osèrent arrêter aucune résolution. Au ministère de la guerre, on laissa passer trois ou quatre jours, dans l'espoir sans doute que les corps d'armée de Mac-Mahon et de Failly, pourraient se maintenir sur le versant oriental des Vosges, et organiser la défense. Lorsqu'on se décida enfin à Paris à envoyer l'ordre de destruction des ouvrages, il était trop tard, les Allemands occupaient toutes ces positions.

On ne tarda pas à reconnaître la faute commise, et diverses tentatives furent faites jusqu'à la fin de la guerre, pour réparer ce funeste oubli, et

détruire le tunnel de Saverne: toutes échouèrent. Le général Crouzat nous apprend qu'à Paris, quarante jeunes gens formèrent le projet de faire sauter le souterrain. Ils partirent, gagnèrent les Vosges, mais la trahison les empêcha de réussir; ils rallièrent alors l'armée du général Cambriels :

C'étaient, dit en terminant le général, de braves jeunes gens, pleins d'entrain, intelligents, instruits, très dévoués et très fidèles.

Le 7 août, les Prussiens avaient coupé la voie à Brumath. Le 10, à deux heures de l'après-midi, ils entraient dans Wasselonne; le 11 enfin, les trains français ne dépassaient plus Lunéville.

Le 8, un officier d'état-major envoyé de Metz par l'empereur, le commandant Vanson, rejoignit à Sarrebourg le maréchal de Mac-Mahon et le général de Failly, et prescrivit aux troupes des deux corps de continuer la retraite dans la même direction, mais de ne pas dépasser Nancy sans un ordre de l'empereur. En même temps, le commandant Vanson réunit tous les éclopés des 1er et 5e corps, pour les conduire directement à Châlons (1).

(1) Le commandant Vanson fut employé au 2e bureau de l'État-major général au ministère de la guerre, et devint chef de ce bureau étant promu lieutenant-colonel le 26 avril 1874. Colonel le 17 janvier 1878, il devint général de brigade le 18 février 1884 et nommé chef d'état-major du 11e corps; il occupa ces fonctions jusqu'au 19 août 1887, époque de son admission au cadre de réserve. Le

Au quartier général à Metz, on était très mal renseigné sur les emplacements occupés par les troupes, car une dépêche du major-général informait le maréchal Bazaine « que le corps de Failly se trouvait le 9 à Phalsbourg, où il n'était pas inquiété ». A cette date, le général de Failly, qui avait poursuivi sa route de concert avec le maréchal de Mac-Mahon, avait son quartier général à Réchicourt, où il était rejoint par le commandant de France, qui lui ordonnait de continuer sur Nancy. Le lendemain, la direction était changée, et une dépêche télégraphique prescrivait au général de Failly, qui venait de donner à son corps d'armée ses ordres de marche, de se rendre à Metz.

Le maréchal de Mac-Mahon avait, de son côté, informé le commandant du 5e corps que l'ennemi se portait à marches forcées sur Nancy, et qu'en conséquence, les troupes du 1er corps appuyaient sur la gauche. En continuant sur Nancy, le général de Failly risquait d'être attaqué en flanc par les Prussiens, qui, dit-on, occupaient déjà Pont-à-Mousson. Les itinéraires furent donc changés, et le 5e corps marcha sur Charmes, tandis que le 1er prenait par Bayon et Vézelise. Dans la journée du 12 août, le général de Failly reçut de Metz deux dépêches contradictoires : la première, en date de neuf heures du matin, lui

général est mort le 17 juin 1900; c'est à lui qu'on doit la création du *Musée de l'armée* auquel il a consacré toutes ses dernières années. (D. L.)

prescrivait de se diriger à marches forcées sur Toul; a seconde, de trois heures trente-cinq minutes, annulait cet ordre, et lui ordonnait de se rendre à Paris par la route qui semblerait la plus convenable. Abandonné à son initiative, le général de Failly prit pour objectif Chaumont, point de jonction des voies ferrées de Châlons à Belfort, et de Chaumont à Paris, et il se dirigea par Mirecourt, Remiremont, la Marche et Montigny.

Le 1er corps atteignait Neufchâteau. De cette ville, le maréchal de Mac-Mahon adressait à Paris un télégramme à la Compagnie du chemin de fer de l'Est, demandant du matériel pour se porter sur Châlons par Saint-Dizier et Blesmes. Le maréchal n'avait cessé de se tenir en communication avec la Compagnie de l'Est, et par son ordre, dès le 11 août, on avait fait évacuer Nancy, dont le général de la Charrière avait dû faire sauter les ponts.

La distance à parcourir de Neufchâteau à Châlons est de cent soixante-dix kilomètres, la presque totalité en voie unique. C'est par ce chemin qu'il fallait transporter 22,000 hommes d'infanterie, 3,500 chevaux, 500 pièces de canon ou voitures, auxquels allaient bientôt se joindre les troupes du 5e corps. Pour faciliter l'opération, l'administration du chemin de fer demanda au général de diviser l'embarquement des troupes, et de diriger une partie de la cavalerie et de l'artillerie sur les gares de Donjeux et de Joinville, ce qui diminuait la distance de près de cinquante kilomètres, et supprimait une bifurcation,

celle de Bologne. Le 14 au soir, le service des trains était assuré; il était terminé le 17, et les Allemands arrivaient sur l'embranchement de Neufchâteau, vingt-quatre heures après le passage du dernier train. Les éclaireurs ennemis s'étaient montrés à Blesmes, à Chevillon, à Revigny, menaçant de couper le chemin de fer. Par ordre du maréchal, une brigade du 5e corps (2e brigade de la 1re division, général Nicolas) avait été chargée de garder la voie. C'est à cette protection que le 1er corps dut de ne pas être inquiété.

Après le transport des troupes du maréchal de Mac-Mahon, commença celui du 5e corps. L'embarquement fut réparti entre les gares de Langres, Chaumont et Bar-sur-Aube; le 19, tout était terminé: le soir du même jour, les Allemands occupaient Saint-Dizier. Le 20, le 5e corps était rendu tout entier à Châlons.

Il nous reste maintenant à indiquer comment s'opéra la retraite du 7e corps (Félix Douay).

Une division de ce corps d'armée, (Conseil Dumesnil), avait, on s'en souvient, été envoyée le 5 au secours du maréchal de Mac-Mahon, et avait pris part à la bataille du 6 août; une autre division, celle du général Dumont, était encore en formation à Lyon; il ne restait donc au général Douay que la division Liébert, qui quittait Belfort le 5 août, et arrivait le 6 à Mulhouse, pour se rapprocher du théâtre des opérations. Le 7 au matin, le commandant du 7e corps était averti par le maréchal de Mac-Mahon de la

perte de la bataille, et presque en même temps, il recevait une dépêche de l'empereur ainsi conçue : « Jetez, si vous pouvez, une division dans Strasbourg, et avec les deux autres, couvrez Belfort. » Au milieu du désordre causé par les terribles événements de la la veille, on avait oublié au quartier général que le 7e corps n'avait plus qu'une seule division !

La retraite fut commencée avec d'autant plus d'activité que le bruit courait que les Allemands avaient passé le Rhin à Markolsheim et à Huningue. De ce dernier point, l'ennemi pouvait occuper la ligne de retraite qui passe par Altkirch et Dannemarie. Cette rumeur était inexacte, mais elle n'en précipita pas moins le mouvement, qui s'opéra au milieu de la plus grande confusion. Le 7 août au soir, la division Liébert campa à Dannemarie, d'où elle reparti le lendemain, à quatre heures du matin, pour atteindre, le soir, ses bivouacs de Belfort. En attendant un ordre ultérieur de retraite, les troupes travaillèrent activement à la défense de la ville. Le 10, la tête de colone, de la division Dumont, et le 12, le gros des forces rejoignirent la division Liébert; le 7e corps, formé de deux divisions, comprenait à ce moment 17,000 hommes d'infanterie, 90 bouches à feu et 1,300 cavaliers. Du 12 au 16, aucun ordre ne parvint au général Douay. A cette date enfin, il fut prévenu, par une dépêche du ministre de la guerre, que le 7e corps était placé sous les ordres du maréchal de Mac-Mahon, et devait se rendre par chemin de fer au camp de Châlons. Afin d'activer le trans-

port, l'artillerie de réserve et le 4e régiment de hussards furent dirigés sur Montbéliard, pour suivre sur le chemin de fer de Lyon la ligne Besançon-Dijon. Le reste des troupes prit la ligne de l'Est-Belfort, Chaumont-Troyes. Tout le corps d'armée fut dirigé sur Paris, où l'on ne s'arrêta que pour changer de machine, et d'où l'on rebroussa chemin sur Châlons par le chemin de fer de Strabourg. Le 20, à onze heures et demie, la gare de Belfort informait la Compagnie que le service des voyageurs était repris.

Le maréchal de Mac-Mahon avait réuni sous son commandement les 1er, 5e et 7e corps, qui allaient former le noyau d'une nouvelle armée.

C'est grâce à l'activité déployée par la Compagnie que put s'opérer ce grand mouvement tournant, qui épargna peut-être aux armes françaises de nouveaux désastres. Aussi les Allemands signalèrent-ils cette opération « comme dépassant tout ce qui avait été fait sur les chemins de fer allemands » (1).

Tandis que la droite de l'armée française se mettait en retraite sur Châlons, après la défaite de Frœschwiller, l'aile gauche opérait sur Metz un mouvement analogue, à la suite de la bataille de Forbach.

Au grand quartier général, la nouvelle de cette double défaite produisit un découragement profond ; on reconnut enfin, mais trop tard, tous les inconvénients de cette fatale division des forces, qui avait permis à l'ennemi d'écraser successivement nos

(1) Jacqmin. *Les Chemins de fer pendant la guerre.*

troupes, d'abord à Wissembourg, puis à Wœrth et à Forbach. La retraite du maréchal de Mac-Mahon abandonnait l'Alsace à l'invasion. Fallait-il encore quitter la Lorraine, et se replier en arrière, à Frouard, par exemple, dans une bonne position défensive, pour livrer bataille à l'envahisseur? Cette résolution fut tout d'abord adoptée : Le 2e corps reçut l'ordre de marcher sur Châlons en toute hâte; les 3e et 4e corps et la Garde, formant l'aile gauche, devaient opérer leur concentration sous Metz, puis se diriger sur Châlons, où ils arriveraient le 14. Ce projet fut aus-



Le général Changarnier (1).

(1) Le général Changarnier (Nicolas-Anne-Théodule) né à Autun le 26 avril 1793, débuta dans l'armée comme garde du corps le 10 janvier 1815 et son premier fait d'armes, lors de la campagne d'Espagne en 1823, lui valut d'être porté à l'ordre du jour, d'être nommé capitaine et chevalier de la Légion d'honneur et c'est à partir de la conquête d'Alger jusqu'en 1848 qu'il sut conquérir tous ses grades par de brillantes actions de guerre. Il commandait la place d'Alger lorsqu'éclata la Révolution de février. Il remplaça alors le duc d'Aumale comme gouverneur. Mais, peu de temps après, nommé représentant

sitôt délaissé que conçu. Le 8 août, sur les instances de M. Emile Ollivier, au nom du Conseil des ministres, il fut arrêté que l'on n'abandonnerait pas

du peuple à l'Assemblée Nationale, il quitta l'Algérie, et le 29 juin, le chef du Pouvoir exécutif lui donnait le commandement des troupes et des gardes nationales de la 1re division militaire Les événements du 2 Décembre 1851, écartèrent le général Changarnier de la vie militaire et un décret du 4 août 1852 le mit à la retraite. Malgré son âge, ses fatigues et ses blessures, il vint à Metz en 1870, demander un commandement à l'empereur Napoléon III. Celui-ci ne crut pas devoir lui donner complète satisfaction, « mais lui fit un excellent accueil, ainsi que tous les officiers de l'état-major. Réduit, selon sa propre expression, au rôle d'avocat consultant, obligé d'emprunter des effets d'uniforme à ses jeunes camarades, n'ayant pour l'accompagner qu'un brigadier de chasseurs d'Afrique et un cavalier de remonte, il fut inscrit sur les états de situation du 3e corps, aussitôt après le nom du commandant en chef, sous cette désignation : « Le général de division Changarnier, ami du maréchal. » (Le maréchal Le Bœuf.) « Lorsque l'empereur, dit l'historique du 3e corps, partit pour se rendre à Châlons, le général, voulant suivre les opérations de l'armée, s'attacha au 3e corps. A dater de ce jour, entouré du respect et de l'attachement de tous, officiers et soldats, le général Changarnier suivit constamment la fortune du 3e corps, et partagea toutes ses fatigues, ses privations et ses dangers. » Le 16 août, à Rezonville, il eut son képi emporté par le vent d'un obus.

« Changarnier, dit M. d'Antioche, insistait pour que le maréchal Bazaine, profitant des avantages acquis, poussât dès le lendemain une attaque à fond. Son conseil n'ayant pas été accueilli, il demanda que, tout au moins, l'armée, qui avait une incontestable avance sur nos adversaires, prît la route de Châlons par la vallée de la Meuse. Cet avis fut encore rejeté ; sous prétexte que les vivres et les munitions manquaient, tandis qu'en réalité nous n'avions consommé que le quart de nos coups de canon et le sixième de nos cartouches d'infanterie ; nous disposions encore de plus de trois mille voitures chargées de vivres. La douleur, la colère de Changarnier, en face de cette

la Lorraine sans bataille. Le 7 au soir, l'Empereur télégraphia à l'Impératrice qu'il rejetait le projet de retraite sur Châlons, et le 8, le maréchal Le Bœuf écrivit au général Frossard :

... L'Empereur vient de décider en ce moment même que ces trois corps (3[e], 4[e] et Garde) ne marcheront pas sur Châlons, en raison des nouvelles que l'on a reçues cette nuit de l'ennemi ; mais ils formeront à Metz les éléments d'une forte armée, destinée soit à arrêter celle du prince Charles, soit à se jeter sur le flanc ou les derrières de celle qui paraît devoir pénétrer par Saverne.

L'armée de Metz — c'est le nom qui lui convient désormais, et qu'elle ne quittera malheureuse-

aveugle et pitoyable obstination, furent au-delà de toute expression. » Le 18, à Gravelotte, un obus avait coupé les deux jambes de devant du cheval qu'il montait ; le 31, il eut encore un cheval blessé sous lui. « Pendant ces rudes journées, il avait été non à l'honneur, mais à la peine, résistant à toutes les fatigues, à toutes les privations, à cheval de l'aube à la nuit, donnant l'exemple incessant des vertus dont son nom était depuis longtemps synonyme. Lorsque la trahison de Bazaine, devenue évidente, un complot se forma pour le destituer, le commandement fut offert par deux fois à Changarnier. Il le refusa toujours avec la plus grande énergie, au nom de la discipline ; la seconde fois même, il livre au maréchal les deux négociateurs, officiers du génie, dont l'un était le capitaine Rossel. Ce fut Changarnier qui, au moment de la capitulation, fut chargé d'entamer les premières négociations avec le prince Frédéric-Charles sur qui il fit une impression profonde.

Après la capitulation de Metz, Changarnier se retira en Belgique. Élu député à l'Assemblée nationale en 1871, il fut président de la commission chargée d'examiner et de reviser les grades accordés pendant la guerre ; le 10 décembre 1875, il fut nommé sénateur inamovible. Changarnier mourut le 14 février 1877. (P. L.)

ment plus — ne semblant pas assez forte avec les 2e, 3e et 4e corps et la Garde, on donna l'ordre au maréchal Canrobert, qui formait à Châlons le 6e corps, d'avoir à rejoindre la place de Metz.

Il convient maintenant de suivre les divers mouvements de retraite des trois corps qui se trouvaient, le 6 août, sur la frontière.



L'empereur Napoléon III (1)

Arrivé à Sarreguemines dans la nuit du 6 au 7, le général Frossard rallia la brigade Lapasset, du 5e corps, et apprit la défaite de Wœrth. Craignant alors une attaque, qui pouvait se produire par

(1) Mort à Chislehurst (à 19 kilomètres de Londres), le 9 janvier 1873.

Deux-Ponts, et jugeant que la ville ouverte qu'il occupait n'offrait aucun avantage pour la défense, le général Frossard se dirigea aussitôt sur Puttelange, où il entra en communication avec les divisions Montaudon et Metman, du 3e corps, qui, le



L'impératrice Eugénie.

même jour, furent appelées par le maréchal Bazaine à Faulquemont. Dans la journée du 8, le 2e corps gagna Gros-Tenquin ; le 9, par une pluie torrentielle, il arrivait à Remilly, après une marche de trente deux kilomètres ; le 10, ces troupes étaient à Courcelles-sur-Nied.

Le 3e corps gagnait Faulquemont de Saint-Avold et Puttelange ; la Garde se trouvait sur la rive gauche de la Nied française, où le général Bourbaki avait l'ordre de faire reconnaître tous les passages. Le général de Ladmirault, rappelé de Boulay avec le 4e corps, campait aux Etangs, sur la rive gauche de la Nied française, relié à la Garde. Enfin, les quatre divisions du 3e corps s'établissaient sur la rive gauche de la Nied allemande.

Dans cette journée du 9 août, l'empereur accompagné du général Changarnier, était venu à Faulquemont, pour tenir conseil avec le maréchal Bazaine, qu'un ordre en date du même jour appelait au commandement des 2e, 3e et 4e corps de l'armée du Rhin ; le même décret plaçait le général Decaen à la tête du 3e corps. L'intention de l'Empereur était de livrer bataille sur des positions que le maréchal Le Bœuf avait fait étudier soigneusement.

De ces études, dit le général Frossard, étaient résultées des instructions générales arrêtées dans la soirée du 9, et qui furent communiquées le lendemain; elles disaient que l'armée occuperait une première position sur la rive gauche de la Nied française, depuis Pange jusqu'au village des Étangs ; la partie de gauche, en retour, à peu près d'équerre, s'étendrait de ce village jusqu'à Glatigny, faisant face aux bois de Hayes et de Cheuby. L'armée, en cas d'attaque, devait recevoir la bataille sur cette première position défensive, que l'on recommandait de rendre inabordable, autant que possible, sur son front et sur ses flancs au moyen de travaux adaptés au terrain.

Les emplacements prescrits étaient, nous venons de le voir, occupés par les troupes le 10 août. En

conséquence des instructions reçues, les troupes, notamment la brigade Lapasset, travaillèrent à fortifier les positions. Mais le travail ne fut pas maintenu au delà de vingt-quatre heures. Le maréchal Bazaine, qui s'était, dans le conseil de guerre du 9, prononcé en faveur d'une concentration sur Frouard, jugea que les positions assignées par le maréchal Le Bœuf étaient dangereuses, surtout à cause des bois qui se trouvaient sur leur front. Il semblait, en outre, naturel, avant de livrer bataille, d'attendre l'arrivée du corps du maréchal Canrobert, que l'on avait appelé de Châlons, d'autant qu'une dépêche de l'impératrice, en date du 10, prévenait l'empereur que la jonction des 1re et 2e armées allemandes était accomplie, et que l'on aurait affaire à près de 300,000 hommes. Il parut donc nécessaire de se replier encore en arrière, et, le 11 août, la concentration se fit autour de la place de Metz, en avant des forts de Queuleu et de Saint-Julien, de la Seille à la Moselle.

Le maréchal Canrobert avait été désigné pour former au camp de Châlons le 6e corps d'armée : des ordres contradictoires firent transporter ses troupes de Châlons à Nancy, puis de Nancy à Châlons. Treize trains de troupes furent, dans les journées du 7 et du 8, affectés à ces mouvements, qui fatiguèrent inutilement les soldats. Le 9 au matin enfin, la Compagnie de l'Est fut avisée d'avoir à transporter à Metz tout le 6e corps.

Dans son intéressant ouvrage sur les *Chemins de fer pendant la guerre*, M. Jacqmin fait observer que

ce fut une faute d'avoir eu recours aux chemins de fer pour amener le 6e corps à Metz. Entre les deux points, il y a quatre ou cinq étapes. En confiant au chemin de fer de Châlons à Verdun l'artillerie et les impédimenta, on était soulagé pour les deux premières étapes ; il en restait deux à faire pour gagner Metz, et une seule pour atteindre Mars-la-Tour. La marche ainsi réglée, le 6e corps conservait toute son artillerie, tous ses bagages, et il était le 12 au soir, le 13 au plus tard, aux environs de Gravelotte, maître d'empêcher le débouché des Allemands par les deux ponts de la Moselle : il assurait donc à l'armée une retraite garantie contre toute attaque sérieuse de l'ennemi. Cette observation est frappante, parce qu'elle se place en regard des événements qui devaient s'accomplir quelques jours plus tard ; mais ce n'est évidemment pas ainsi qu'il faut envisager la question. Au moment où l'ordre fut donné au maréchal Canrobert de gagner Metz, il ne s'agissait nullement d'une retraite à effectuer ; il n'eût pas été besoin d'appeler le 6e corps dans ce cas, puisque nous avions alors l'avance sur l'ennemi, que nous étions sûrs de le gagner de vitesse, et d'opérer, par conséquent, notre retraite sans combat sérieux.

Si l'on recourait au chemin de fer, le 9 au matin, pour transporter les troupes du 6e corps, c'est que l'on espérait avoir le 10, le 11 au plus tard, quelques troupes de renfort pour la bataille défensive projetée sur la Nied. Ce qu'il faut donc accuser, ce n'est pas la résolution prise le 9 au matin, de transporter par

le chemin de fer les troupes de Châlons ; elle était absolument logique, d'après les projets adoptés *à ce moment*, mais c'est cette hésitation constante, cette absence complète de volonté, ces tergiversations qui en moins de huit jours, devaient faire adopter quatre plans différents :

1° Retraite sur Châlons ;

2° Bataille sur la Nied ;

3° Concentration sous Metz ;

4° Retraite de Verdun.

Le transport du 6e corps s'opéra avec les plus grandes difficultés. Dès le 11 août, les uhlans coupèrent les fils du télégraphe à Pont-à-Mousson ; il fallut faire mettre pied à terre aux troupes pour faire le coup de feu et repousser les coureurs. Dans la nuit du 11 au 12, la voie fut occupée par les Allemands, et les trains partis de Mourmelon furent obligés de rebrousser chemin. Aussi, le 6e corps se trouva-t-il privé d'une partie de son infanterie « au lieu d'avoir 20 batteries d'artillerie, des mitrailleuses, des réserves d'artillerie, des réserves du génie, enfin tout ce qui constitue un corps d'armée parfaitement organisé, nous ne pûmes avoir que 7 batteries de 4, pas de réserve d'artillerie ni du génie, aucun service administratif » (1).

Le maréchal Canrobert était arrivé le 12 à Metz.

(1) Déposition du maréchal Canrobert dans le procès de Trianon.

II

Après la bataille de Wœrth, le Prince royal, avant d'engager le gros de ses forces à la poursuite du maréchal de Mac-Mahon, lança sa cavalerie en avant. Les avant-postes rejoignirent les troupes françaises aux environs de Steinbourg, mais le contact fut définitivement perdu le 7 au soir.

Tous les corps de la 3e armée allemande, demeurèrent dans la journée du 7 août autour du champ de bataille : seule, la division badoise, qui n'avait pas combattu le 6, entra dans Haguenau qui n'était pas défendu. Avant de s'engager dans les Vosges, on se préoccupait au quartier général allemand de la direction qu'il fallait prendre. Trompés par le mouvement de la brigade Abbatucci qui s'était dirigée du côté de Bitche, pour incliner ensuite plus au sud, le Prince royal et le général Blümenthal manquaient de renseignements précis sur la route suivie par le maréchal de Mac-Mahon, et pensaient qu'il avait dû s'efforcer de rejoindre la principale armée française : on décida donc que l'on s'avancerait vers la Sarre, de façon à se trouver le 12 concentrés entre Sarrebourg et Saar-Union. Cinq colonnes furent formées sur un front de trente-huit kilomètres environ, le 2e corps Bavarois qui, dans la journée du 7 avait réuni toutes ses troupes aux environs de Niederbroon, formait l'aile droite de l'armée, et devait mar-

cher par Bitche, Rohrbach, pour se rabattre ensuite sur la Sarre aux environs de Fénestrange. Le 1er corps Bavarois avait son itinéraire tracé par Lemberg Rahling ; puis au sud, par Durlingen et Betteborn, au 5e corps était réservée la route de la Petite-Pierre, Pétersbach et enfin Sarre-Altroff ; la division wurtembergeoise devait prendre plus au nord par Meisenthal et Rauwiller, le 11e corps formait la gauche, et marchait sur Saverne et Sarrebourg. Toutes les colonnes devaient, en cas d'attaque, se soutenir mutuellement. La 3e armée pouvait compter un renfort considérable, le 6e corps se réunissait en arrière entre Soultz et Haguenau, et les troupes qui le composaient rejoignaient successivement.

La marche fut relativement pénible, les chemins du Palatinat encombrés n'assuraient qu'un transport long et dangereux ; de Landau à Wissembourg, pour une distance de vingt-huit kilomètres, il fallait vingt-quatre heures, quarante-huit heures étaient nécessaires pour se rendre de Manheim à Wissembourg (soixante-dix-huit kilomètres) : enfin de nombreux accidents eurent lieu. Aussi, malgré toute l'activité déployée par les Allemands, les chemins de fer ne purent-ils, pendant les premiers jours, rendre de bien grands services : et cependant, les premiers trains prussiens entraient à Haguenau le 7 au matin, après réparation de la voie, le 11, Saverne était relié à Haguenau. Pour suppléer à l'insuffisance momentanée des chemins de fer, une ligne d'étapes fut établie de Soultz à Sarrebourg, par la route de la Petite-Pierre.

Enfin, comme dans ce mouvement de la 3e armée, on pouvait redouter une attaque, ordre était donné de maintenir les convois à une ou deux marches en arrière, les colonnes du train ne devant commencer le mouvement que lorsque les troupes auraient entièrement franchi les défilés. Pour subsister pendant les cinq jours nécessaires à la concentration sur la rive de la Sarre, les soldats n'avaient que trois jours de ration de réserve : aussi les chefs prussiens commencèrent-ils à employer ce système de réquisitions dont ils devaient faire dans le cours de cette guerre un si fréquent usage. Afin de briser toutes les résistances qui semblaient probables de la part des autorités civiles françaises, le roi de Prusse adressa le 11 août de son quartier général de Sarrebrück, la proclamation suivante au peuple français :

Nous, Guillaume, roi de Prusse, aux habitants des portions du territoire français occupés par les armées allemandes, faisons savoir ce qui suit : Lorsque l'empereur Napoléon attaqua sur terre et sur mer la nation allemande qui voulait, et veut encore vivre en paix avec le peuple français, j'ai pris le commandement en chef des armées allemandes pour repousser cette attaque. Les événements militaires m'ont conduit à franchir les frontières de la France. Je fais la guerre aux soldats français, et non pas aux habitants dont les personnes et les biens seront en sûreté, tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger. Les généraux qui commandent chaque corps feront connaître au public, les mesures qu'ils sont autorisés à prendre contre les communes et les particuliers qui se mettraient en contravention contre les lois de la guerre. Ils règleront également tout ce qui concerne les réquisitions nécessaires aux besoins des troupes, et pour aciliter les transactions entre les troupes et les habitants, ils fixe-

ront la différence des cours entre les monnaies allemandes et françaises.

Dans sa marche vers la Sarre, la 3e armée n'eut à livrer aucun combat, puisque les troupes du maréchal de Mac-Mahon et du général de Failly avaient suivi une direction différente ; mais quatre forteresses, dont deux importantes, Bitche et Phalsbourg barraient les routes choisies. Dès le 8 août, le 2e corps bavarois qui formait la droite de la 3e armée envoya une brigade pour sommer la place de Bitche de se rendre. Sur le refus du commandant, les troupes bavaroises s'avancèrent, mais, accueillies par un feu très vif, elles furent obligées de reculer, malgré l'appui que leur prêtait une batterie d'artillerie ; la position dominante de la forteresse de Bitche ne permettant pas de tenter un coup de main, les Bavarrois laissèrent en observation quelques bataillons, et contournèrent la place par le sud (1). La 12e division du 6e corps d'armée, qui devait gagner ses campements

(1) C'était le chef de bataillon Teyssier qui commandait la place; c'était un rude officier. Né à Albi en 1821, il partait à vingt-et-un ans comme soldat au 21e de ligne. Lieutenant au début de la guerre de Crimée, il fut laissé pour mort devant Sébastopol, à l'assaut du bastion central. Les Russes le relevèrent la tête fendue par un éclat de pierre, la cuisse éraflée par un boulet qui avait emporté un pan de la tunique, la main droite broyée par un coup de feu tiré à bout portant. Il était alors capitaine. Décoré à sa rentrée de captivité, il passa, faute de vacance, au 98e de ligne. Nous retrouverons le capitaine Teyssier en Italie, avec son nouveau régiment ; au combat de Montebello, il a la poitrine traversée de part en part. En 1867, il est nommé chef de bataillon au 73e de ligne. Le 12 mars 1870, il est fait

à l'est de Rohrbach, déboucha devant le canon de la ville, et fut reçue de telle sorte qu'elle dut remonter en toute hâte vers le nord.

La Petite-Pierre touchait la grande route suivie

officier de la Légion d'honneur. A la déclaration de guerre, il passe dans l'état-major des places et est envoyé à Bitche.

« Au moment où les hasards de la guerre faisaient peser sur ses épaules le lourd fardeau d'une place assiégée, il était plein encore d'une juvénile ardeur malgré ses quarante-neuf ans, et suffisamment vigoureux pour mener à bien sa tâche. Les Allemands ne furent pas longtemps à s'en apercevoir.

Dès le 7 août les éclaireurs ennemis commencèrent à paraître. Le rôle de la défense entra alors en action. Le 8, un officier allemand se présenta en parlementaire et demanda la reddition de la place : « Allez dire à ceux qui vous envoient, répond sommairement le commandant Teyssier, que des Français ne se rendent pas sans combattre. » Dans l'après-midi, des obus sont lancés sur la place. Le 22, deux officiers prussiens se présentent en parlementaires ; l'entrevue est de brève durée et de nouveau, Teyssier répond qu'il ne rendra pas la place. Fin août et septembre se passèrent en sorties qui parfois eurent d'assez heureux succès ; mais à partir du 3 octobre la citadelle fut cernée de près. « Puis, hélas ! la brave petite place, qui s'est juré de subir sans murmure les dernières extrémités, eut à subir des bombardements répétés et un blocus rigoureux ; malgré cela la place tenait toujours. La population se maintenait admirable de stoïcisme, de dévouement et de courage. C'était à qui montrerait le plus de générosité, de patriotisme, de bravoure et de dédain de la mort. Dans la nuit du 31 janvier au 1er février 1871, un parlementaire vint annoncer qu'un armistice était signé entre les deux gouvernements. « Je n'en ai pas été informé, répondit le commandant Teyssier, et je ne saurais m'y soumettre que quand il m'aura été officiellement communiqué. » Les Allemands revinrent à la charge cinq jours après, munis d'une copie officielle du traité. Mais Bitche avait été omis dans le protocole signé à Versailles par Jules Favre,

par le 5e corps : une reconnaissance envoyée en avant trouva la place abandonnée ; le sergent-major Bœltz qui la commandait n'ayant avec lui que quelques hommes et pas un artilleur, manquant en outre de projectiles, avait enterré les cinq pièces lisses qui

et le commandant Teyssier ne voulut rien entendre ; il congédia les parlementaires, leur déclarant formellement qu'il ne leur remettrait la forteresse de Bitche que sur un ordre écrit émanant du ministre de la guerre. Teyssier envoya un officier à Bordeaux, le capitaine Mondelli. Mais, entre temps, les Allemands, impatientés, avaient menacé de reprendre le bombardement de la place, et on juge quelle responsabilité l'exécution d'une pareille menace, la paix étant déjà signée, eût assumée le commandant Teyssier. Il ne pensa pas pouvoir l'encourir sans outrepasser les limites que le droit des gens assignait à sa résistance, et le 26 mars, il se résolut à signer une convention. Toutefois, il n'entama aucune négociation avant d'avoir détruit son matériel, et vendu pour 100,000 francs à une usine de Niederbronn et au profit du Trésor, une partie des vivres restant, et tout l'armement hors de service. Enfin, le 27 mars, il sortit de la ville avec armes et bagages, *enseignes déployées*, ses bagages portés sur des convois fournis par l'autorité allemande. Les Bavarois n'entrèrent dans la place qu'après le départ de la garnison française, et par une porte différente de celle qu'avait pris celle-ci. « Il n'y aura pas d'honneur de la guerre, disait la convention, puisqu'il n'y a pas de capitulation. »

Au même moment, le capitaine Mondelli arrivait à Bitche, rapportant de Versailles des instructions relatives à la livraison du matériel, des armes, des vivres, à des conditions moins favorables que celles obtenues par Teyssier, du seul prestige de son indomptable fermeté !

Ainsi donc, Bitche ne s'était pas rendue. La force brutale seule, en privant momentanément la France de son libre arbitre, exigeait d'un traité diplomatique la livraison d'une place que sept mois de siège n'avaient pu réduire à merci ! » (D. L.)

formaient la défense peu redoutable de la Petite-Pierre, et avait rejoint l'armée française (1).

La division Wurtembergeoise trouva sur son passage, le 9 août, le petit fort de Lichtemberg : la

(1) La garnison du fort se composait de 27 hommes du 96e et de 6 canonniers. Le capitaine Mouton, qui la commandait, demanda du renfort au général de Failly, qui battait en retraite avec le 3e corps. Ce renfort lui fut refusé et il ne reçut que le conseil d'enclouer ses canons. Le 8 août, le capitaine Mouton, malade, dût être transporté à l'hôpital de Phalsbourg, et le sergent-major Bœltz resta chargé du commandement. Le 9 août, l'ennemi se présenta devant la place et en demanda la reddition. Bœltz refusa ; il fit enterrer ses cartouches, noyer les poudres ; puis, profitant de quelques heures de répit qu'il avait obtenues de l'officier bavarois qui était venu le sommer de se rendre, il évacua la place avec sa petite troupe. Il fila à la tombée de la nuit par un chemin tellement abrupt que les Allemands avaient jugé inutile de le faire garder de près par leur infanterie. Au point du jour, l'officier allemand lança un escadron à la poursuite de la petite troupe. Bœltz fut rejoint par les cavaliers ennemis, mais il les tint à distance en faisant le coup de feu ; il captura même un hulan qui lui apprit que sa ligne de retraite avait été indiquée aux Allemands par un individu de la Petite-Pierre. A travers bois et grâce à la rapidité de sa marche, Bœltz réussit à dépister les cavaliers ennemis et à rentrer, la nuit suivante, dans la place de Phalsbourg. Le commandant Taillant lui laissa le commandement de sa petite troupe tout le temps que dura la défense de Phalsbourg ; Bœltz s'y distingua constamment dans les sorties. Avec tous les commandants des places fortes, Bœltz comparut le 6 mai 1872 devant le conseil d'enquête sur les capitulations ; des félicitations lui furent votées et le 14 juillet suivant il reçut la croix de la Légion d'honneur. Le brave Bœltz est mort le 12 mars 1895. Il était né à Volmérange, en Lorraine, le 22 mai 1843 ; il s'était engagé au 3e zouaves avec lequel il fit plusieurs campagnes. Passé au 96e de ligne, c'est dans ce régiment, qu'il avait été nommé sergent-major en 1868. (D. L.)

situation de cette forteresse qui commande l'un des principaux passages de la montagne rendait sa possession nécessaire aux Allemands. Une reconnaissance envoyée aux abords de la place fut reçue à coups de fusil. Sur l'autorisation qui lui fut donnée par le général de Kirchbach, le général d'Obernitz fit canonner le fort le 9, par deux batteries. Les pièces allemandes prirent position à 800 mètres ; mais leur tir fut bientôt reconnu infructueux ; une attaque d'infanterie n'eut pas plus de succès ; les Allemands firent avancer alors une batterie de 6, dont les obus incendièrent plusieurs bâtiments, et décidèrent le sous-lieutenant Archer du 96e de ligne à capituler le soir même. La garnison comprenait deux cent-treize hommes, sur lesquels trente-quatre étaient blessés : les Wurtembergeois perdirent dans cette affaire deux officiers dont un lieutenant-colonel, douze tués et vingt-quatre blessés.

Le 11e corps qui formait la gauche allemande tenta, mais sans succès, dans la journée du 10, de s'emparer par un coup de main de Phalsbourg qui obligeait les Allemands à de longs détours. La place était défendue par un officier énergique, le commandant Taillant (1) qui refusa de se rendre aux deux di-

(1) Ce vaillant défenseur de Phalsbourg était né à Pont-Saint-Esprit (Gard) le 17 août 1816 et c'est là qu'il mourut, en 1883. Le brave Taillant s'était engagé volontaire au 13e de ligne en 1834 où il fut nommé sous-lieutenant en 1841, lieutenant en 1847 et capitaine en 1852. Lors de la formation de la Garde impériale, il fut appelé au 1er régiment de grenadiers comme adjudant-major. Promu chef de

visions du 11e corps qui le menaçaient. Le général allemand mit en batterie soixante pièces, et envoya sur la place un millier d'obus : mais le résultat fut nul, et l'ennemi dut se borner à faire observer la

bataillon en 1860, il passa alors au 58e de ligne et entra dans l'état-major des places en 1867. Il commanda quelque temps la petite forteresse de Mont-Dauphin, puis il vint à Phalsbourg en 1868 où il devait, deux ans plus tard, immortaliser son nom. Sa garnison se composait de 1,252 hommes, comprenant le 4e bataillon du 63e de ligne, le 1er bataillon de la garde nationale mobile de la Meurthe et 52 artilleurs. A cette faible troupe vinrent s'ajouter quelques soldats du 96e de ligne et environ 200 traînards et malades provenant des corps qui avaient combattu à Reischoffen.

Cette force peu imposante avait l'avantage d'être commandée et inspirée par un homme énergique, profondément pénétré du sentiment de son devoir, le lieutenant-colonel Taillant. Les remparts étaient en bon état, ils présentaient un total de 65 bouches à feu, la place suffisamment approvisionnée en munitions d'artillerie et en cartouches d'infanterie. Les vivres, malheureusement, n'étaient pas assez abondants et ne pouvaient alimenter qu'une résistance de quelques mois, autrement Phalsbourg eût tenu ferme jusqu'au bout. Sommée de se rendre le 19 août, elle refusa. Alors, et le même jour, commença un bombardement terrible qui causa d'effroyables ravages. L'ennemi crut la garnison ébranlée et lui offrit de sortir avec armes et bagages pour rejoindre l'armée française ; le commandant Taillant, soutenu par un énergique conseil de défense, rejeta les nouvelles propositions. En même temps, la place ripostait vigoureusement au feu des Allemands et la garnison exécutait d'audacieuses et heureuses sorties. Le siège continuait avec un redoublement de fureur de la part de l'ennemi ; les bombardements ne se ralentissaient que pour recommencer avec une nouvelle intensité ; le tiers de la ville était détruit et le courage de ses défenseurs n'avait pas encore molli un seul instant, grâce au dévouement et à l'infatigable activité de l'intrépide commandant. Phalsbourg, avec ses canons, commandait la route de Saverne à Sarrebourg, par où pouvaient arriver les convois de bes-

ville par deux bataillons, tandis que le 11e corps continuait sa route vers les emplacements qui lui étaient indiqués.

Avant ces tentatives la division badoise qui s'était,

tiaux des Allemands qui furent obligés de leur faire suivre les sentiers ardus de Réthel, où plus d'une fois les vaillants défenseurs de Phalsbourg enlevèrent, à la barbe même des Allemands, des bœufs et des moutons pour augmenter leurs approvisionnements et aussi des chevaux pour les besoins du service de la place.

De leur côté, les habitants du pays déployèrent beaucoup de patriotisme; deux corps de volontaires, les francs-tireurs de Malaret et les éclaireurs forestiers ne cessèrent de harceler l'ennemi et de le décimer en détail. Cependant les jours de résistance étaient comptés pour Phalsbourg; la garnison n'avait plus à manger que du pain, et la famine seule allait faire poser les armes à la fière petite ville qui se défendait depuis sept semaines. Alors, le commandant Taillant, sur l'avis de son conseil, et ne s'inspirant que des intérêts du pays, détruisit son artillerie, ses munitions, ses fusils, tout enfin ce qui pouvait être utilisé dans la suite de la guerre, ou emporté comme un trophée; puis, l'œuvre de destruction, complètement terminée, le commandant fit ouvrir les portes de la place et prévint l'ennemi qu'il se rendait à discrétion (12 décembre), en lui disant : « Vous pouvez entrer; les portes de Phalsbourg sont ouvertes; vous nous trouverez désarmés, mais non vaincus. »

L'ennemi montra par sa conduite, les sentiments que lui avaient inspirés la défense de Phalsbourg, et pour honorer cette vaillante garnison, le roi de Prusse accorda, de son propre mouvement, aux officiers, la faveur de conserver leur épée; aux soldats, leur sac et les autorisa à choisir les villes où ils devaient se rendre comme prisonniers. De son côté, le conseil d'enquête, dans la séance du 12 avril 1872, décerna des éloges au commandant Taillant et à son conseil de défense, en constatant que « dans la défense de la place qui lui avait été confiée, le commandant Taillant a rempli tous les devoirs prescrits par le décret du 13 octobre 1863; que, par sa fermeté, son énergie, il a su maintenir la discipline dans la garnison; que, par

le lendemain même de Wœrth, emparée sans coup férir de la ville d'Haguenau, avait envoyé sur Strasbourg une brigade de cavalerie qui arriva devant la place le 8 à 6 heures du soir. Le général de la Roche qui la commandait espérait, sans doute, que la place se rendrait à la première sommation ; mais un officier allemand envoyé en parlementaire acquit bientôt la conviction que les Français étaient décidés à résister : la brigade se replia donc vers Brumath, non sans avoir coupé le chemin de fer, et détruit les lignes télégraphiques.

Le 11, la division badoise occupa les hauteurs au nord-ouest de Strasbourg, et le 13, il sembla nécessaire aux Allemands de commencer le siège de la place. Le lieutenant général de Werder reçut le commandement des troupes chargées de cette opération : elles comprenaient la division de la landwehr

une bonne et judicieuse organisation, il a suppléé à l'insuffisance du personnel d'artillerie. »

Le conseil d'enquête ne se borna point à cette flatteuse et légitime constatation ; sur sa demande, M. Thiers conféra au lieutenant-colonel Taillant, la croix de commandeur de la Légion d'honneur et décida que cette distinction serait mentionnée dans ses états de services ; il décida également que l'éloge prononcé par le conseil d'enquête serait écrit sur les états de services des membres du conseil de défense, les chefs de bataillon Durbourg et Willatte, les capitaines Desmarcs, Thomas, Dejean et de Geoffroy. Quelque temps après la guerre, le brave défenseur de la place de Phalsbourg fut appelé au commandement de Maubeuge, et en dernier lieu, avant sa mise à la retraite en 1876, il se trouvait commander le fort de la Briche, à Saint-Denis. (D. L.)

de la Garde, appelée d'Allemagne, la 1re division de réserve, et la division badoise. Nous aurons à revenir ultérieurement sur le siège de Strasbourg.

Le 12 août, la concentration, sur la Sarre étant terminée, le Prince royal reçut du général de Moltke, l'ordre de continuer sa marche vers la Moselle, et d'occuper la ligne de Lunéville-Nancy. Conformément à ces instructions, le 13 août, la 3e armée reprit sa marche et se relia, par sa cavalerie, à Château-Salins, avec la gauche de la 2e armée. Après une tentative malheureuse sur la petite place de Marsal, la 4e division de cavalerie se porta jusqu'à quelques kilomètres de Nancy, tandis que le gros des forces, marchant parallèlement à la Moselle, occupait la ligne Dieuze-Avricourt ; les dispositions anciennes avaient été conservées : le 2e corps bavarois formait la droite ; le 11e, la gauche, et le 5e, le centre. Le 13 août au soir, le 2e régiment de hussards occupait Nancy sans résistance. Les bivouacs étaient avancés entre la Seille et la Meurthe, de Moyenvic à Lunéville. A ce moment encore, le quartier général allemand ignorait d'une façon précise quelle route avaient suivi les 1er et 5e corps français. Ce n'est qu'à Nancy qu'il apprit que le maréchal de Mac-Mahon avait pour objectif le camp de Châlons ; quant au général de Failly, on croyait savoir qu'il avait pris position dans le défilé des Vosges méridionales.

Le 14 août, Marsal fut obligé de se rendre au 2e corps bavarois ; la place contenait soixante bouches à feu, des approvisionnements et des muni-

tions considérables ; mais, parmi ses défenseurs, il ne se trouvait pas un artilleur. Ce n'était qu'à grand' peine que les Français étaient parvenus à tirer un seul coup de canon, après lequel ils avaient capitulé.

Le 15 et le 16, la 3e armée marcha encore en avant, et occupa la ligne de la Moselle ; le quartier général fut établi à Nancy.

Pendant que la 3e armée s'avançait vers la Moselle, la 1re et la 2e opéraient un mouvement analogue.

Nous suivrons d'abord la marche du général Steinmetz. Le 7 août, au point du jour, après quelques coups de feu échangés avec les traînards du corps Frossard, la 13e division prussienne, celle-là même qui, en attaquant, la veille au soir, Forbach par le Kaninchenberg, avait obligé les Français à la retraite, pénétra dans la ville. On ne pouvait songer, dans la journée du 7, à marcher en avant, car il était nécessaire d'opérer la concentration des troupes qui n'avaient pu rejoindre pendant la bataille, ni durant la nuit.

D'après les ordres du grand quartier général allemand, la route de Sarrebrück à Saint-Avold étant affectée à la 2e armée, le général Steinmetz prescrivit d'appuyer sur la droite. Dans la prévision d'une attaque possible, dirigée par les Français de Puttelange, le 7e et le 8e corps prirent position à Spicheren, avec avant-garde à Etzling. Ce temps d'arrêt donnait au 1er corps d'armée, commandé par le général Manteuffel le temps de se rapprocher de la 1re armée, à laquelle il était affecté.

Le 9, le général de Moltke prescrivit à la 1re armée de conserver les mêmes positions que la veille. Cependant, le général Steinmetz, informé, par ses reconnaissances, que les Français devaient se trouver du côté de Boucheporn, donna l'ordre à la 3e division de cavalerie attachée à son armée de s'avancer sur ce point. Le général de Grœben, qui la commandait, n'osa pas aller si avant dans un pays montagneux et boisé.

Dans la soirée du 9, le roi de Prusse établit le grand quartier général à Sarrebrück. Les renseignements recueillis permettaient d'arriver à cette conclusion, que les Français s'étaient retirés derrière la Moselle. Les trois armées allemandes, maintenant reliées les unes aux autres, avaient à marcher simultanément, de façon à s'établir sur la rivière. La 3e armée, située à l'aile gauche, ayant, dans cette vaste conversion, une route considérable à parcourir, et ne pouvant, comme nous l'avons vu, arriver sur la Sarre que le 12, et le 16, ou le 15 au plus tôt sur la Moselle, la 1re armée n'avait, pour ainsi dire, qu'à piétiner sur place, pendant que le mouvement s'opérait, sur cette longue ligne, au centre et surtout à la gauche. Dans la journée du 10, le 7e corps poussa jusqu'à Carling ; le 1er jusqu'à Creutzwald ; le 8e corps demeura en arrière à Lauterbach ; les deux divisions de cavalerie à Ludweiler et à Neberherrn. Le 11 et le 12, dans la prévision d'une rencontre sur la rive gauche de la Nied française, la 1re armée porta ses trois corps sur Boulay,

Maranges et Boucheporn ; le 13 août, la 1re armée était directement amenée sur Metz, et se déployait sur la Nied aux Étangs, à Pange et à Courcelles, faisant face à l'armée française, à environ quinze kilomètres.

Il nous faut, maintenant, indiquer le mouvement de la 2e armée, qui formait le centre de cette vaste ligne de près de 400,000 combattants.

D'après les ordres du grand quartier général, l'armée du prince Frédéric-Charles occupait, le 6 août, les positions suivantes : le 4e corps à Deux-Ponts, son avant-garde à Neu-Hornbach ; le 10e corps à Waldemohr, la Garde à Homburg ; le 9e corps à Landstuhl ; le 12e corps à Kaiserslautern ; le 3e corps, enfin, devait se trouver à Neunkirchen ; mais nous avons vu qu'une de ses divisions, conduite par le général Alvensleben, avait pris part à la bataille de Spicheren. La bataille de Wœrth modifia les résolutions primitivement adoptées. La retraite du maréchal de Mac-Mahon, paraissant devoir se produire dans la direction de Bitche (on se souvient que des renseignements erronés, transmis par les reconnaissances de cavalerie, avaient fortifié l'état-major dans cette idée, complètement inexacte), il était naturel de confier à la 2e armée le soin d'attaquer de flanc le 1er corps français, déjà poursuivi par le Prince royal. En conséquence, le 4e et le 10e corps reçurent l'ordre de prendre, l'un, la direction de Rohrbach ; l'autre, celle de Bliesbrucken. On estimait qu'une rencontre pourrait se produire à Sarreguemines ; que

le 3e corps était chargé d'attaquer de front, par la route de Grossbliederstroff, qui longe la Sarre. En conséquence de ces dispositions, et tandis que les deux divisions de cavalerie se lançaient en avant jusqu'à Gros-Tenquin et Faulquemont, tous les corps de la 2e armée se concentrèrent aux environs d'Asweiler et de Saint-Ingebert, au nord et au sud de Sarrebrück. Le 8 août, Sarreguemines était occupé, et l'on acquérait la conviction que le maréchal de Mac-Mahon, au lieu de suivre la route de Bitche, s'était retiré plus au sud. Toute chance de combat immédiat semblant donc écartée, le prince Charles fit, dans la journée du 8 août, avancer le 4e corps dans la direction de Saar-Union, le 10e corps gagnant Sarreguemines, le 9e et le 12e se massant du côté de Berbach et de Hombourg, le 3e enfin, occupant Forbach ; la 2e armée occupait donc un front d'environ quarante kilomètres.

La journée du 9 août fut employée à resserrer les corps les uns sur les autres ; le 10, le 10e corps se porta à Puttelange ; le 12e corps à Harskirchen ; le 3e corps, qui formait l'aile droite, en avant de Saint-Avold ; le 9e corps en arrière, aux environs de Sarrebrück ; à l'aile gauche enfin, la Garde et le 4e corps, traversèrent la Sarre à Sarralbe et Saar-Union. Le 11, on atteignit la ligne Faulquemont-Harskirchen. Dans la prévision d'une résistance des Français sur la Nied, il fut, sur la demande du chef d'état-major de la 2e armée, général de Stiehle, arrêté, que la 2e armée prononcerait un mouvement contre le flanc

de l'adversaire, que le général Steinmetz serait chargé de contenir de front. En conséquence, dans la journée du 11, le 3e corps formant pivot sur Faulquemont, le 9e corps se dirigea sur Longeville-lès-Saint-Avold, soutenu par le 2e corps, qui, débarqué le 9 août à Neukirchen, commençait à rejoindre la 2e armée; le 10e corps fut placé à la gauche du 3e corps, à Landroff; la Garde, le 4e et le 12e corps fut la gauche de l'armée.

Lorsqu'il fut constaté que les Français se retiraient sous Metz, la 2e armée continua son mouvement sur la Moselle.

La cavalerie de la 2e armée poussa jusqu'à Dieulouard, Pont-à-Mousson et Frouard. A Pont-à-Mousson, un détachement de 60 dragons et hussards fut surpris par la cavalerie du général Margueritte. Presque tous les cavaliers ennemis et deux officiers furent faits prisonniers; quelques-uns parvinrent à s'échapper, en traversant la Moselle à la nage. Ce coup de main des chasseurs d'Afrique du général Margueritte aurait pu avoir des conséquences très heureuses. Le général s'était empressé, en effet, de faire garder la ville par un détachement du 28e de ligne, et avait télégraphié à Metz, pour signaler toute l'importance de cette position, vraiment stratégique. L'occupation de Pont-à-Mousson était indispensable aux Allemands pour traverser la Moselle. Malheureusement, l'ordre fut envoyé de Metz, au général Margueritte d'abandonner ce point, et de se replier.

A Frouard, les coureurs ennemis, reçus à coups

de fusil, ne parvinrent pas à détruire la voie ferrée. Toutes ces reconnaissances de cavalerie prouvaient que les Français ne gardaient pas la Moselle. Il devenait donc important pour les Allemands de s'emparer des ponts, qui permettaient le passage. En conséquence, le quartier général de la 2e armée fut porté le 13 août, à Delme, et le mouvement en avant accéléré. Le 14, le centre était concentré à Pont-à-Mousson, l'aile droite prolongeait sa ligne d'observation dans la direction de Metz, le 10e corps et la Garde se trouvaient aux environs de Dieulouard, le 4e corps, en arrière de Marbache, se reliant par sa gauche avec les extrêmes avant-postes de la 3e armée allemande.

La grande conversion indiquée par le grand état-major prussien était terminée.

Ces marches ne s'étaient pas accomplies sans de grandes souffrances : une pluie continuelle avait défoncé les routes; en outre, les différents corps ne pouvaient que difficilement s'approvisionner. La première armée tirait ses vivres de Sarrelouis, où plus de 2,000 voitures avaient été rassemblées pour faire le transport. L'occupation de Forbach et de Sarreguemines rendit cette précaution à peu près inutile; des 2,000 voitures de Sarrelouis, 600 seulement furent employées.

Pour la 2e armée, les difficultés étaient plus réelles. Le grand magasin de rassemblement de Mayence était trop éloigné, pour pouvoir satisfaire aux besoins de cette masse de 150,000 hommes. On choisit donc un point plus rapproché de la frontière; dès le

8 août, après l'occupation de la Sarre, Sarrebrück fut complètement approvisionné. Mais, du 10 au 16 août, la 2e armée, s'éloignant de plus en plus de la place de ravitaillement, il fut à peu près impossible de faire parvenir des vivres jusqu'aux colonnes. Le chemin de fer de Saint-Avold à Metz n'ayant pas été détruit, on chercha à l'utiliser jusqu'à Courcelles; mais on n'obtint pas les résultats espérés. En réalité donc (1), dans la période du 10 au 16 août, la 2e armée allemande, se trouvant dans l'impossibilité d'être ravitaillée, dut faire comme celle du Prince royal, et subsister au moyen de réquisitions sur place. « Les réquisitions ordonnées à cet effet, dit l'ouvrage du grand état-major prussien, étaient faites régulièrement sous la direction de l'autorité militaire (une bande de douze kilomètres était réservée le long des routes principales aux diverses troupes : c'étaient les districts de réquisition). Si, au début, elles ne produisirent pas partout le résultat que l'on en attendait, on doit surtout l'attribuer, d'un côté, à ce que, dans cette partie de l'éducation de la guerre d'une armée, il faut aussi une pratique prolongée pour acquérir une habileté suffisante, et, d'un autre côté, à ce que, par suite d'un respect inné de la propriété d'autrui, il répugne à beaucoup de prendre impitoyablement le nécessaire partout où il se trouve. »

(1) Sous-intendant Baratier. *L'Art de ravitailler les grandes armées.*

La pratique nécessaire pour acquérir une habileté suffisante ne devait venir que trop vite aux armées prussiennes, et le jour allait promptement arriver où, le respect pour la propriété d'autrui disparu, il ne répugnerait plus à aucun officier allemand de prendre impitoyablement le nécessaire.

CHAPITRE IX

Paris après Wœrth et Forbach : les fausses nouvelles. — Le ministère Ollivier est remplacé. — Formation d'une armée à Châlons. — La marine française. — Le général Trochu, gouverneur de Paris.

I

A la suite de la déclaration de guerre, l'émotion fiévreuse de Paris ne fit que s'accroître. On ajoutait une foi aveugle aux affirmations répétées du maréchal Le Bœuf ; on se souvenait de la Crimée et de l'Italie, et le chauvinisme faisant trop bon marché de tous les obstacles, on escomptait à l'avance les futurs succès. A l'étalage des libraires se trouvaient des cartes de l'Allemagne, sur lesquels de petits drapeaux tricolores indiquaient la marche hypothétique de nos divisions vers Berlin. Toutes les affaires avaient cessé, toutes les préoccupations de politique intérieure s'étaient évanouies devant ce formidable inconnu. Paris attendait avec anxiété les premiers bruits de bataille. Cependant, les jours se succédaient, et le *Journal officiel* se taisait : dans la foule avide de nouvelles, d'inquiétantes rumeurs commençaient à circuler à la fin de juillet ; on disait qu'à la

frontière, nos soldats manquaient de tout ; l'on connaissait déjà quelques-unes de ces navrantes dépêches des généraux et des intendants.

Ces symptômes alarmants n'avaient d'ailleurs pas d'action sur l'opinion publique faussée par de nombreuses légendes de victoires ; on admettait bien que les généraux pouvaient être incapables, mais nos glorieux soldats éprouvés dans tant de campagnes devaient suffire seuls à la tâche.

En Crimée, en Italie aussi, le commandement s'était montré inférieur à sa tâche, et cependant le résultat avait été favorable à nos armes : comment, dès lors, douter du succès décisif?

La nouvelle de la prise de Sarrebrück produisit l'effet d'une victoire : l'emphase même de la dépêche impériale parut d'un heureux augure, et les plus incrédules firent cette réflexion que, pour une simple escarmouche, on ne s'élèverait pas ainsi jusqu'au lyrisme.

Un moment ébranlée par l'attente douloureuse des jours précédents, l'espérance revint plus entière ; aussi, quand le gouvernement annonça le résultat de Wissembourg, bien peu virent là un échec ; le *Journal officiel*, d'ailleurs, ne jugea pas à propos de dire toute la vérité ; d'ailleurs, les termes ambigus dont il se servit étaient propres à égarer les esprits :

Tandis qu'à Sarrebrück, nous avons coupé la ligne prussienne, la nôtre n'a pas été coupée.

Le combat dans lequel le général Douay avait été tué

avait donc moins d'importance que la *bataille* de Sarrebrück où « *nous avions coupé la ligne prussienne* ». Devant ce résultat immense, que pouvait faire une rencontre d'avant-postes? Ne fallait-il pas laisser aux Allemands un tout petit succès, le seul sans doute de la campagne, pour les consoler des désastres qu'ils allaient essuyer. Ces pensées furent si générales, le découragement se montra si peu, que des spéculateurs éhontés, ceux-là peut-être qui, lors de la guerre de Crimée, avaient inventé le fameux Tartare, tentèrent d'exploiter cette foi aveugle. Le 6 août, ils répandirent dans Paris la nouvelle d'une victoire : à la Bourse même la dépêche prétendue officielle fut affichée :

Grand succès, disait-elle, 70,000 Français contre 120,000 Prussiens, 25,000 prisonniers, parmi lesquels le prince Frédéric-Charles. Landau est en notre pouvoir.

En moins d'une heure, tout Paris fut debout.

Coïncidence fatale, à l'heure même où cette population ivre de joie, frappée d'un patriotique délire, se précipitait dans les rues de la capitale, à Wœrth et à Forbach, nos soldats écrasés par l'invasion, reculaient pied à pied, arrosant de leur sang cette noble terre d'Alsace et de Lorraine que l'ennemi allait arracher à la France. Ici, la victoire bruyamment acclamée, là-bas, la défaite, la retraite, la France envahie !

Cependant, M. Emile Ollivier s'était efforcé de calmer cette effervescence : il avait déclaré que l'on

était sans nouvelles officielles, et avait démenti la dépêche affichée à la Bourse :

Vous avez été justement émus par une odieuse manœuvre.

Le coupable a été saisi, et la justice informe. Le gouvernement prend les mesures les plus énergiques pour qu'une telle infamie ne puisse plus se renouveler.

Au nom de la Patrie, au nom de votre armée héroïque, nous vous demandons d'être calmes, patients, et de maintenir l'ordre.

Le désordre à Paris, ce serait une victoire pour les Prussiens...

Le lendemain, le *Journal officiel* enregistrait deux dépêches de l'empereur et une du major général, qui annonçaient du même coup les deux défaites de Wœrth et de Forbach. L'impératrice adressait la proclamation suivante à la population :

Français,

Le début de la guerre ne nous est pas favorable, nous avons subi un échec. Soyons fermes dans ce revers, et hâtons-nous de le réparer.

Qu'il n'y ait parmi nous qu'un seul parti, celui de la France, qu'un seul drapeau, celui de l'honneur national.

Je viens au milieu de vous. Fidèle à ma mission et à mon devoir, vous me verrez la première au danger pour défendre le drapeau de la France.

J'adjure tous les bons citoyens de maintenir l'ordre. Le troubler serait conspirer avec nos ennemis.

Le *Journal officiel* annonçait en même temps que le département de la Seine était mis en état de siège, et que les Chambres étaient convoquées pour le 15 août. Cette convocation paraissant ensuite trop

éloignée, un nouveau décret rendu le jour même, rapprochait la date au 9 août.

La réalité succédait aux rêves de victoire : et quelle réalité ! L'Alsace et une partie de la Lorraine au pouvoir de l'ennemi, nos troupes écrasées sur tous les points.

La réaction fut prompte, à la joie succéda la colère, mais nulle part, le découragement ne se montra. A cette heure solennelle des fortes résolutions, cette population tant de fois accusée de légèreté, mais en qui l'amour de la patrie se révélait si puissant, se souvint des assurances mensongères des ministres ; en un instant, elle fut instruite de ce désordre, de cette incapacité, de ces tergiversations fatales. Au moment de la déclaration de guerre, elle avait cru à ces hommes qui n'avaient su profiter du pouvoir que pour organiser la défaite ; elle leur refusa maintenant toute confiance.

Dans les sphères officielles, de même, l'émotion fut extrême. Un grand nombre de députés n'avaient pas attendu l'avis inséré au *Journal officiel* pour se rendre à Paris. Le 8 août, plusieurs d'entre eux se réunirent chez le président du Corps législatif, M. Schneider, et lui demandèrent d'intervenir auprès de la régente, afin d'obtenir le changement immédiat du ministère. La majorité oubliait alors qu'elle avait elle-même poussé le Cabinet en avant ; elle ne se souvenait plus que MM. Clément Duvernois et Jérôme David avaient interpellé M. Émile Ollivier, pour lui reprocher la lenteur des négociations,

comme un manque de patriotisme. Ou plutôt, devant l'énormité de la faute commise, la majorité comprenait qu'il fallait une victime à l'émotion populaire. Elle rappelait la première le mot de M. Émile Ollivier : « *le cœur léger* »; elle répétait les affirmations du maréchal Le Bœuf comme pour détourner sur eux seuls la colère qu'elle sentait sourdement gronder. Tandis que l'opinion publique, profondément troublée, accusait et rendait responsable de nos désastres la forme même de gouvernement qui, en supprimant tout contrôle, avait amené les abus, la majorité s'efforçait d'unir la cause impériale à celle de la nation : elle faisait de l'empereur une victime de ministres incapables, plaçant sur le même rang la France envahie, amoindrie, ruinée, et les infortunes personnelles du souverain, dans l'espoir que cet orage, qu'elle sentait gronder autour d'elle, n'emporterait que les ministres, et respecterait l'empire.

Dans cette même journée du 8 août, six députés appartenant aux divers groupes de la Chambre, moins la gauche, se rendirent d'eux-mêmes auprès de l'impératrice, pour lui demander de réaliser les trois mesures suivantes :

1° Le renvoi immédiat du ministère Ollivier ;

2° La nomination du général Trochu au ministère de la guerre :

3° La nomination du général Palikao au commandement de l'armée chargée de couvrir Paris.

La journée du lendemain devait répondre à la première et à la troisième question. Quant à la

seconde, M. Brame nous apprend, dans sa déposition, que l'impératrice avait déjà proposé le ministère de la guerre au général Trochu, qui avait mis pour condition à son acceptation : « Qu'il lui serait permis, en montant pour la première fois à la tribune, de dévoiler toutes les fautes commises depuis 1866. »

Dans la séance du 9 août, le ministère Ollivier fut renversé à l'unanimité moins six voix, sur un ordre du jour présenté par M. Clément Duvernois. M. Jules Favre proposa au Corps législatif deux résolutions : la première ayant pour but d'armer Paris et d'organiser la garde nationale ; la seconde de créer une commission de quinze députés chargés de prendre en main le pouvoir, et de repousser l'invasion. C'était réclamer la déchéance de l'empereur. M. Granier de Cassagnac demanda que les auteurs de cette proposition fussent traduits devant un conseil de guerre. Le tumulte qui s'éleva dans l'assemblée ne permit pas de continuer la séance, et les membres du Corps législatif se séparèrent, après avoir appris de la bouche de M. Émile Ollivier, que le général de Palikao était chargé de former un nouveau Cabinet. Au début de la séance, le Corps législatif avait voté deux lois, qu'il est, pour des raisons différentes, nécessaire de retenir. La première portait que tous les citoyens non mariés, ou veufs sans enfants, ayant vingt-cinq ans accomplis et moins de trente-cinq ans, étaient appelés sous les drapeaux pendant la durée de la guerre ; la seconde spécifiait que, dans la garde

nationale, les officiers seraient nommés à l'élection, *et choisis exclusivement parmi les anciens militaires.*

Le dernier ministère de l'empire était ainsi composé : guerre, général de Palikao ; intérieur, M. Chevreau ; finances, M. Magne ; justice, M. Grandperret ; affaires étrangères, le prince de la Tour-d'Auvergne ; marine, l'amiral Rigault de Genouilly ; instruction publique, M. Jules Brame ; travaux publics, M. Jérôme David ; agriculture et commerce, M. Clément Duvernois.

L'avènement de ce nouveau ministère n'était pas de nature à donner satisfaction au pays. Le remplacement de M. Émile Ollivier par M. Clément Duvernois et M. Jérôme David, les deux membres du Corps législatif qui avaient insisté pour que la guerre fût plus promptement déclarée, mécontentait et troublait profondément l'opinion. Dès le 11 août, M. de Kératry demandait que le maréchal Le Bœuf, qui, par de trompeuses affirmations, avait poussé le pays à sa perte, fût traduit devant une commission d'enquête du Corps législatif. Cette proposition était repoussée ; mais M. Guyot-Montpayroux, protestant à la tribune contre le maintien à la tête de l'armée, du major général, le ministre de la guerre était obligé de déclarer que le maréchal Bazaine commandait en chef l'armée du Rhin. Cette déclaration n'était pas absolument exacte, car ce n'est que le 12 que le commandant du 3e corps fut appelé à diriger les opérations militaires.

Deux incidents doivent encore être signalés au

milieu de l'agitation de ces séances : la demande faite par le prince de Joinville, les ducs d'Aumale et de Chartres, à l'effet d'obtenir du service dans l'armée française ; le Corps législatif opposa la loi de bannissement, et se refusa à accueillir l'offre des princes d'Orléans ; l'interpellation, enfin, relative à la présence, en France, de nombreux Allemands (leur chiffre dépassait 70,000). Les récits quelquefois exagérés, mais trop souvent réels, des exploits de ces espions prussiens venus en France pour surprendre et trahir nos secrets, la légende du uhlan et les actes de cruauté accomplis par les Prussiens au moment de leur entrée en France, expliquaient la mesure d'expulsion, qui ne fut d'ailleurs que partiellement exécutée ; car, malgré les dangers qu'ils couraient, un grand nombre d'Allemands demeurèrent en France, et surtout à Paris. A quelques jours de date, un officier prussien fut surpris dans les murs même de la capitale, traduit devant une cour martiale, et fusillé.

L'adoption de cette proposition causa en Allemagne une irritation profonde, et cependant, au moment même de la déclaration de guerre, avant que le premier coup de canon eût été tiré, les Français qui se trouvaient dans le Grand-Duché de Bade avaient été expulsés avec une brutalité sans exemple.

La surexcitation qui, depuis le début de la guerre, avait toujours été en augmentant, n'allait pas tarder à amener une tentative révolutionnaire, qui souleva l'indignation des honnêtes gens de tous les partis.

Le 14 août, à ce moment où il ne devait y avoir qu'une seule pensée : la défense du pays, une troupe d'émeutiers, armés de revolvers et de poignards, se précipita dans la caserne des pompiers de La Villette, blessa le factionnaire et s'efforça d'enlever les chassepots. L'arrivée soudaine d'agents de police fit avorter cette tentative criminelle : les principaux meneurs purent s'échapper. D'où sortaient ces hommes qui, en présence de l'étranger, donnaient ainsi le signal de la guerre civile ? Le peuple ne s'y trompa pas : plusieurs traînards, saisis par la foule, furent livrés à la police : « Ce sont des Prussiens », disait-on. Nous retrouverons ces mêmes hommes le 31 octobre ; nous les reverrons mêlés à tous les sanglants événements de la Commune, du premier au dernier jour de la



Le vice-amiral Bouët Willaumez. (1)

(1) Bouët-Villaumez (Louis-Édouard), né à Brest le 24 avril 1808, mort le 9 septembre 1871, à Maisons-Lafitte, près Paris. (D. L.)

guerre, servant les intérêts de l'ennemi, avec un dévouement qui n'était sans doute pas gratuit.

La tâche du nouveau ministère était lourde : il lui fallait organiser des armées, fortifier Paris en toute hâte, car il était maintenant bien visible que l'ennemi ne se laisserait pas arrêter par la pensée d'un siège. En se reportant aux dépositions faites devant les commissions législatives par les membres du Cabinet du 10 août, on trouve un triste tableau de la situation militaire :

Nous avions lieu de croire, écrit M. Saint-Marc Girardin, en commençant l'enquête sur l'insuffisance et sur l'inexactitude des préparatifs de la guerre, que les censeurs les plus sévères de cet à peu près universel et désastreux, se rencontreraient surtout parmi les membres de l'opposition de gauche. Les dépositions de l'opposition de droite, celle qui, au 10 août, arrivait au pouvoir, ont été plus sévères encore que celles de gauche, et elles devaient l'être parce que les membres de cette opposition avaient été plus trompés.

La raison donnée par le rapporteur de la commission législative, peut ne pas sembler suffisante. En attaquant ainsi le ministère précédent, en exagérant même ses fautes, ce qui pouvait sembler impossible, le Cabinet du 10 août avait peut-être pour préoccupation principale de donner une importance plus grande aux résultats dus à ses propres efforts :

Une armée reconstituée au chiffre de 140,000 hommes à Châlons, trois corps d'armées nouveaux constitués avec leur armement, leur artillerie et leur approvisionnement, trente-trois nouveaux régiments, 100,000 gardes mobiles organisés en province appelés à la défense de la capitale, la capitale mise en état de défense, les forts et l'enceinte armée... c'est du 10 août au 4 septembre que tout cela s'est fait !

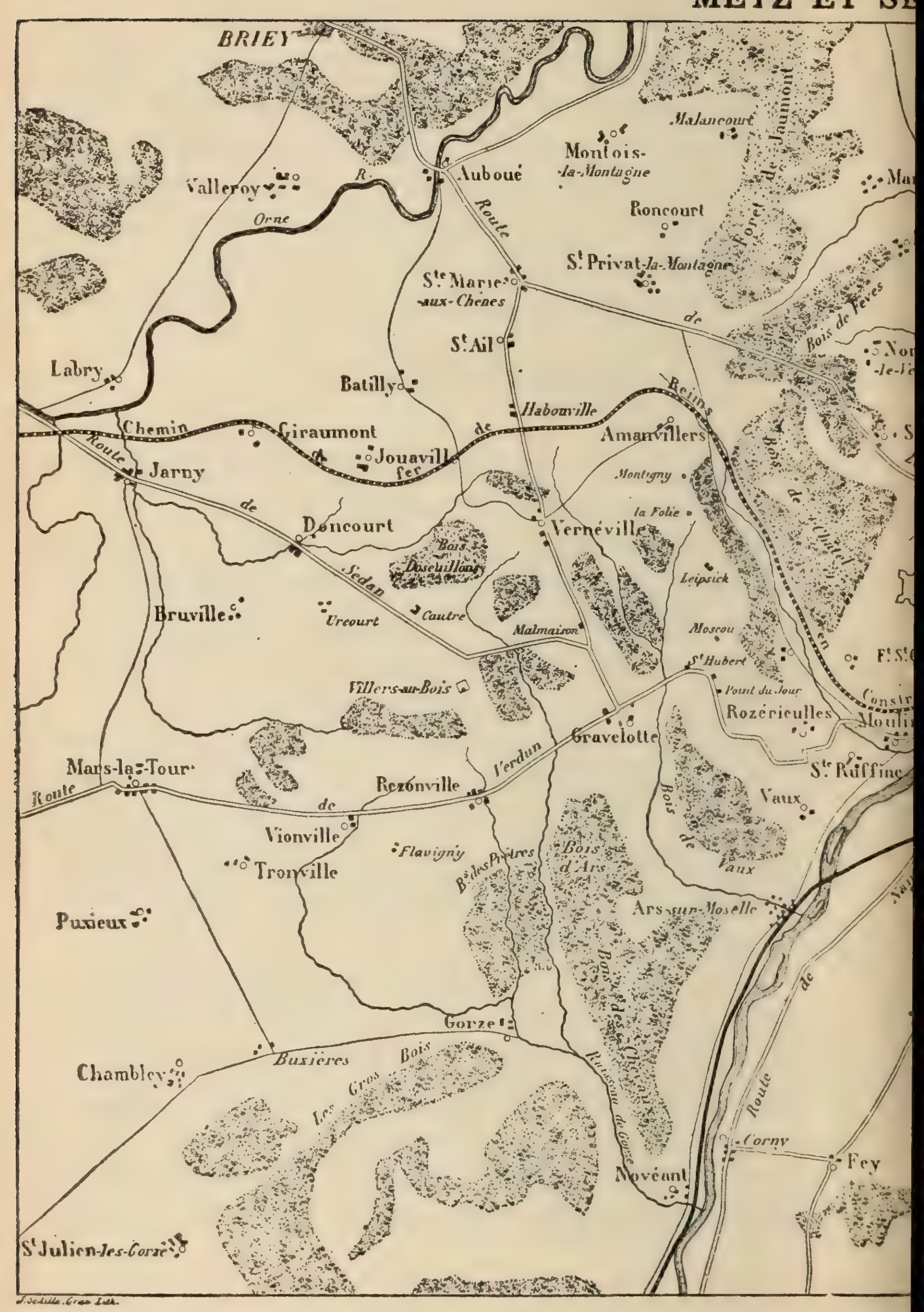
Telle est l'appréciation que le général de Palikao fait lui-même, de sa propre administration. Et il n'est que juste de reconnaître que, dans l'œuvre difficile qui lui était confiée, le ministre de la guerre déploya une activité remarquable, et fit les plus grands efforts pour la défense du pays. Mais n'exagère-t-il pas l'importance des résultats obtenus du 10 août au 4 septembre ?

Y a-t-il eu vraiment création de matériel et d'armées ?

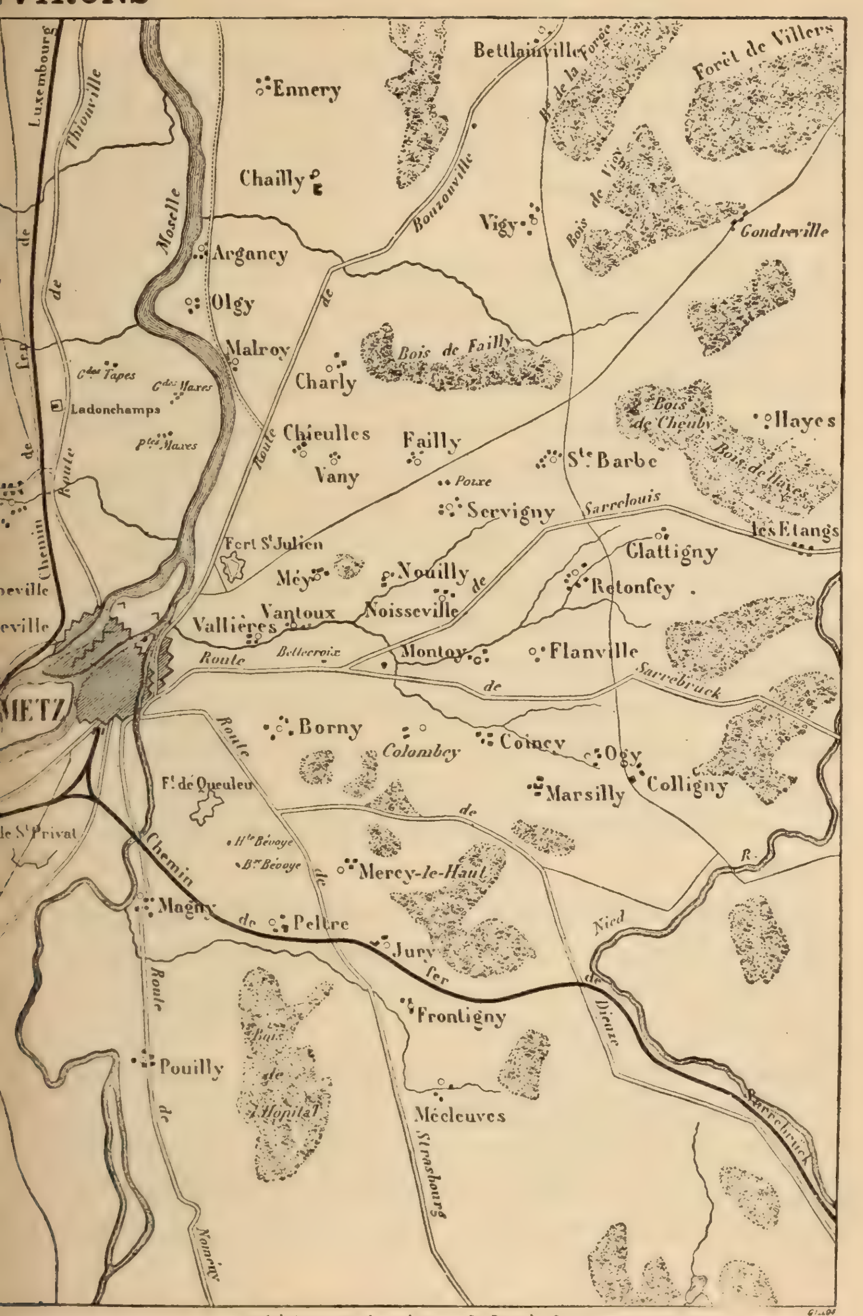
Au moment où le général de Palikao prit le pouvoir, nos arsenaux contenaient encore plus de pièces d'artillerie qu'on ne pouvait en atteler : d'après les chiffres fournis par le général lui-même, 38,000 fusils seulement furent achetés, jusqu'au 4 septembre : les magasins n'étaient pas entièrement vidés. L'armée de Châlons avait déjà trois corps : les 1er, 5e et 7e entièrement organisés, l'infanterie de marine était toute constituée, et il restait un certain nombre de régiments de ligne, ceux du 6e corps notamment, qui n'avaient pu rejoindre Metz, et qui allaient permettre de compléter rapidement la nouvelle armée du maréchal de Mac-Mahon.

Enfin, les 100.000 gardes mobiles appelés à la défense de la capitale, et dont parle le général Palikao, avaient un semblant d'organisation, insuffisante, il est vrai, pour parer aux dangers de la situation. La France, à ce moment, n'était pas encore aussi épuisée que voudraient le faire croire les ministres du 10 août. Ce n'est que plus tard, après le

METZ ET SE


BRIEY
Valleroy
Orne
R.
Auboué
Montois-la-Montagne
Malancourt
Roncourt
Route
Ste Marie-aux-Chênes
St Privat-la-Montagne
Forêt de Jaumont
St Ail
Bois de Fèves
Labry
Batilly
Habonville
Chemin
Giraumont
de
Amanvillers
Jarny
Jouaville
fer
Route
Montigny
de
la Folie
Doncourt
Vernéville
Bois Doseuillons
Bois de Chatel
Leipsick
Sedan
Bruville
Urcourt
Cautre
Malmaison
Moscou
St Hubert
Point du Jour
Villers-au-Bois
Rozérieulles
Gravelotte
Verdun
Mars-la-Tour
Route
Rezonville
de
Ste Ruffine
Vaux
Vionville
Flavigny
Bois de Vaux
Tronville
Bois des Prêtres
Bois d'Ars
Puxieux
Ars-sur-Moselle
Bois des Chevaux
Gorze
Buxières
Chambley
Les Gros Bois
Ruisseau de Gorze
Route de
Corny
Fey
Novéant
St Julien-les-Gorze
J. Sedille. Grav. Lith.

VIRONS



Spécialement dressée pour le Procès Bazaine.

désastre de Sedan, qu'il lui fallut créer des armées, incapables sans doute d'arracher la victoire à l'ennemi, mais qui eurent, cependant, cette gloire de lutter pendant cinq mois, et de ne reculer que pied à pied.

La garde mobile de la Seine avait été envoyée à Châlons, où ses dix-huit bataillons formèrent six régiments placés sous les ordres du général Berthaut. Sur les demandes réitérées des députés de l'opposition, le ministre de la guerre remit au ministre de l'intérieur 1,400,000 fusils à percussion pour l'armement des gardes nationaux. Deux corps nouveaux, le 12e et 13e, furent organisés à Châlons et à Paris, sous le commandement des généraux Trochu et Vinoy. Outre l'infanterie de marine, et les régiments du 6e corps qui n'avaient pu gagner Metz, on eut recours aux quatrièmes bataillons, composés de soldats en partie instruits et encadrés : réunis trois à trois, ils formèrent les régiments de marche.

La marine devait fournir à la défense de précieuses ressources.

Nous avons, dans un chapitre précédent, expliqué comment avorta le projet de débarquement conçu par l'empereur. Il nous reste à dire quelques mots des opérations de la marine.

Quelques jours après la déclaration de guerre, le vice-amiral Bouet-Willaumez, ancien chef d'état-major de l'amiral Hamelin en Crimée, partit de Cherbourg pour la Baltique : primitivement, l'escadre devait aller devant la Jahde. Mais sur la demande du

ministre des affaires étrangères, on renonça à bloquer la flotte prussienne, que l'on supposait remisée dans le port de la Jahde. et l'on se rendit dans la Baltique, après avoir détaché une corvette et un aviso à Copenhague.

Dans les premiers jours d'août, l'amiral Fourichon quitta Brest, pour bloquer la flotte prussienne.

Ces deux flottes étaient incapables d'agir sérieusement : elles manquaient de troupes de débarquement, et le trop fort tirant d'eau des bâtiments les empêchait d'approcher des côtes. On n'avait pas d'ailleurs tardé à savoir que tous les ports allemands étaient défendus par des batteries de canons Krupp, supérieurs comme portée et calibre à nos pièces de marine. De là, la nécessité d'attendre des navires plus légers et les troupes expédiées de France. La nouvelle de Reischoffen arrêta l'armement, et le ministre de la marine n'eut plus d'autre préoccupation que de faire venir de nos grands ports militaires les marins et le matériel qui avaient été rassemblés en vue d'un débarquement.

Privés d'un concours indispensable, nos bâtiments ne purent rien faire, et leur rôle se réduisit à des croisières et à des blocus presque inutiles.

Nous avons dit que le général Trochu avait été appelé au commandement du 12e corps d'armée. Le 17 août, l'empereur nomma le général gouverneur de Paris. La déposition du maréchal de Mac-Mahon fait connaître à ce sujet des détails qu'il n'est pas inutile de reproduire :

Le 17 août, vers huit heures, dit le maréchal de Mac-Mahon, je fus appelé par l'empereur. Je le trouvai devant le pavillon impérial. Dans ce moment, il causait avec le prince Napoléon et le général Trochu. Près d'eux se trouvaient le général Schmitz et le colonel Berthaut.

Le prince Napoléon exprimait à l'empereur ses inquiétudes sur un mouvement révolutionnaire qu'il croyait près d'éclater à Paris. Il dit à l'empereur, que, selon lui, il n'y avait que le général Trochu qui, par ses antécédents, fût en mesure d'arrêter ce mouvement, et qu'il devait être nommé gouverneur de Paris.

Le général Trochu paraissait partager l'opinion du prince. Il exposa à l'empereur qu'il avait eu tort de ne pas avoir en lui confiance entière. Il l'assura de son dévouement, lui promettant que s'il était envoyé à Paris comme gouverneur, il agirait de manière à lui en donner des preuves certaines.

L'empereur, qui parut étonné de cette proposition, ne répondit pas d'abord. Sous un prétexte que je ne me rappelle pas, il rentra dans son cabinet, en me faisant signe de l'y suivre. Là, il me demanda si je connaissais le général Trochu, s'il pouvait avoir en lui confiance entière. Je lui répondis que je connaissais le général depuis de longues années, que c'était un homme d'honneur, un homme de cœur, et qu'il pouvait compter entièrement sur l'engagement qu'il prenait, c'était ma conviction intime.

Voici maintenant quelle était la composition de l'armée de Châlons sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon. Le premier corps (général Ducrot), était fort des quatre divisions d'infanterie qui avaient combattu à Wissembourg et à Wœrth, et auxquelles on avait adjoint deux régiments de marche et un bataillon de francs-tireurs de Paris. La division de cavalerie comprenait trois brigades :

Le 5e corps sous les ordres du général de Failly, était organisé comme au début de la guerre, sauf la brigade Lapasset.

Le 7e corps avait de même conservé sa formation ancienne (la brigade de cavalerie Jolivet du Coulombier resta à Lyon).

Le 12e corps, commandé d'abord par le général Trochu, puis par le général Lebrun, était formé d'un bataillon de marche de chasseurs, de 7 régiments de ligne, de deux régiments de marche, de 4 régiments d'infanterie de marine, et d'une division de cavalerie.

A ces forces, s'ajoutaient deux divisions de cavalerie de réserve.

En totalité l'armée de Châlons comprenait : 166 bataillons d'infanterie, 99 escadrons, 64 batteries, représentant un effectif de 125 à 135,000 hommes.

Le 13e corps, qui était réuni à la hâte sous les ordres du général Vinoy, n'avait que deux anciens régiments d'infanterie, les 35e et 42e qui arrivaient de Civita-Vecchia : il était presque exclusivement formé de régiments de marche.

Un 14e corps était également projeté, sous les ordres du général Renault, mais il ne s'organisait que plus lentement.

L'armée de Châlons n'avait plus la force et la discipline des troupes qui avaient si vaillamment soutenu à Wissembourg et à Wœrth, une lutte disproportionnée. Cette longue et pénible retraite avait amoindri l'autorité des chefs : avec les nouveaux soldats qu'il avait fallu appeler en grand nombre, pour combler les vides causés par le feu de l'ennemi, le désordre s'était glissé dans les rangs. L'artillerie

était notoirement insuffisante, puisqu'elle ne donnait guère plus de deux pièces par mille hommes au lieu de quatre, proportion reconnue nécessaire pour de jeunes troupes. Les services administratifs enfin n'existaient pas, et ce devait être là une des causes qui amenèrent à sa perte cette dernière armée de la France.

CHAPITRE X

Le maréchal Bazaine est nommé commandant en chef de l'armée. — Insuffisance des préparatifs de retraite : ponts, routes. — La ville de Metz : ses ouvrages. — La question des vivres.

I

Si l'émotion produite par les défaites successives de Wissembourg, de Forbach et de Spicheren était grande à Paris, elle n'était pas moindre dans l'armée. On accusait hautement l'imprévoyance et l'impéritie du maréchal Le Bœuf. A Paris, ce n'était que par des récits plus ou moins exacts que l'on était informé de ce qui se passait à la frontière; mais, à Metz, non seulement les soldats étaient bien placés pour tout voir, mais ils étaient encore les victimes de ces irrésolutions qui marquèrent si fatalement le début de la campagne.

Les opérations n'étaient commencées que depuis quelques jours et déjà chacun avait porté son jugement sur le major général. Ce n'étaient pas seulement les batailles perdues, mais les marches inutiles, les journées passées sans distributions de vivres, que l'on reprochait au maréchal Le Bœuf. La discipline empêchait, sans doute, ces plaintes de se formuler hautement : malgré cela, le mécontentement était si

visible, qu'au lendemain même de Forbach, le 7 août, le maréchal donna sa démission de ministre de la guerre et de major général : la première seule fut acceptée. A ce moment déjà, l'empereur comprenait que ce n'était pas seulement le major général que l'opinion publique voulait voir déplacer, mais encore le souverain que beaucoup, dans l'armée même, considéraient comme un obstacle. On savait, en effet, que jusqu'à ce jour Napoléon III avait exercé un commandement très réel et que plus d'une fois ses dépêches étaient venues entraver l'action des chefs de corps.

La pénible retraite effectuée sur la Nied ne fit qu'augmenter le mécontentement; aussi, le 12, le maréchal Bazaine fut-il nommé commandant en chef de l'armée. Il faut remarquer la différence entre les deux titres : le maréchal Le Bœuf était major général, c'est-à-dire placé sous les ordres de l'empereur, obligé d'écouter ses conseils, de suivre ses inspirations, bonnes ou mauvaises; le maréchal Bazaine est commandant en chef, il a toute la responsabilité, mais aussi toute la liberté d'action si nécessaire à un général d'armée. Et, pour que cette situation fût mieux tranchée encore, le ministre de la guerre, général de Palikao, en informant le Corps législatif de cette nomination, ajoutait que l'empereur n'exerçait plus le commandement.

Le 12, à quatre heures de l'après-midi, le maréchal Bazaine fut officiellement prévenu de sa nomination: il apprit, en même temps, que l'empereur avait dési-

gné comme chef d'état-major le général Jarras. Ce choix eut de funestes résultats. Le général Jarras était-il à la hauteur de la difficile mission qui lui était confiée? c'est ce que l'on ne peut apprécier; en tous cas, le maréchal Bazaine ne dissimula pas le mécontentement que lui causait cette décision. Il estimait que des fonctions aussi délicates, exigeant une entente de tous les instants, ne pouvaient être confiées que sur l'avis de celui qui était le premier intéressé à la question. De là, une froideur de relations qui s'est accusée dans trop de circonstances, jusque dans l'enceinte même du conseil de guerre, pour qu'il soit possible de la révoquer en doute. Le maréchal Bazaine devait se montrer d'autant plus affecté du choix imposé par Napoléon III, qu'il avait auprès de lui un homme dans le jugement duquel il avait la plus entière confiance. Esprit droit, estimé de toute l'armée, le général Manèque exerçait sur l'esprit naturellement indécis et vacillant du maréchal, une réelle influence qui eût sans doute empêché de funestes et coupables intrigues (1).

(1) On lit dans les *Souvenirs du général Jarras*, publiés en 1892 (chez Plon, 1 vol. in-8°). « Les événements militaires survenus à l'armée depuis le 1er août, connus à Paris avec plus ou moins de précision, y occasionnaient une anxiété facile à comprendre, et comme toujours, on s'en prenait aux hommes. Sous la pression de la Chambre des députés, le général Dejean, qui avait été laissé à Paris comme ministre de la guerre intérimaire, dut se retirer pour faire place au général Palikao, et du même coup, le maréchal Le Bœuf cessait d'être ministre pour n'être plus que major général de l'armée. Autour de l'Empereur, ce changement était considéré comme le résultat d'une

En recevant le commandement des mains de l'empereur, le maréchal Bazaine fut averti que sa mission consistait à passer la Moselle sans retard, pour se replier sur les plaines de la Champagne : « C'était là un ordre *impératif.* » Par deux fois le maréchal emploie ce mot dans son livre l'*Armée du Rhin* et dans sa déposition devant la commission d'enquête législative. L'expression est bien claire, elle ne permet ni hésitation ni interprétations de la part du chef qui a accepté le commandement; il est tenu

intrigue orléaniste à laquelle M. Thiers n'était pas étranger, et ma surprise fut grande d'entendre qualifier le général Palikao d'orléaniste. Quelques jours après, le 12 août, le *nouveau ministère exigeait* que le maréchal Le Bœuf résiliât ses fonctions de major général, *et que le commandement de l'armée fut confié au maréchal Bazaine.* « Ce fut une scène lamentable que celle dont je fus le témoin, dans le cabinet du maréchal Le Bœuf, alors établi à la préfecture de Metz, au moment où venait d'arriver la dépêche de l'impératrice à ce sujet. La consternation était peinte sur tous les visages. L'Empereur, impassible, regardait et attendait. Le maréchal Le Bœuf, atterré, se plaignait amèrement de l'injustice des hommes. » Néanmoins, le maréchal Le Bœuf « envoya à l'impératrice, par dépêche télégraphique, sa démission des fonctions de major général, en termes très dignes, et en reçut une réponse de remerciements très gracieuse. » C'est alors que le maréchal Bazaine fut nommé commandant en chef... Napoléon III n'était déjà plus qu'un empereur Soliveau !... « Bientôt après, ajoute le général Jarras, je fus désigné pour remplir les fonctions de chef d'état-major général. Je n'avais nullement désiré et j'avais encore moins recherché ces fonctions. » Les premiers rapports que l'auteur des souvenirs eut avec son chef lui démontrèrent qu'on le considérait comme une cinquième roue de charrette... et il souscrivit à toutes ces humiliations jusqu'à la capitulation inclusivement!!... (D. L.)

d'exécuter le projet arrêté, de ne pas lui substituer un autre plan : c'est un mandat impératif enfin. On ne s'explique donc pas que le maréchal soit revenu, plus tard, sur cette indication si précise, et ait pu dire :

Il avait été bien convenu que, si je trouvais une résistance trop forte, je reculerais vers Metz et que je manœuvrerais en conséquence. L'empereur ne m'avait nullement donné l'ordre de passer coûte que coûte.

Nous n'avons pas à insister sur cette contradiction, qu'il était nécessaire d'indiquer.

Averti le 12 au soir de sa nomination, le maréchal ne songea même pas à se rapprocher de l'état-major général. Il était au château de Borny, où il avait établi son quartier, et ce n'est que dans la journée du 13, que le nouveau commandant en chef jugea à propos de venir à Metz. Et, cependant, les heures étaient précieuses : le 14 au matin, allait commencer l'exécution de ce projet dont le maréchal avait accepté toute la responsabilité ; il était indispensable de connaître les mesures prises, de donner des ordres, de tout arrêter enfin. De Borny à Metz, il n'existait qu'un télégraphe militaire placé au ras du sol, et qui, sans cesse détruit par les soldats, ne fonctionnait pas.

Pour expliquer cet isolement qui, nous le montrerons plus loin, allait avoir des conséquences si funestes, on a dit, il est vrai, qu'à ce moment même, le maréchal Bazaine pensait à prendre l'offensive contre la première armée allemande qui lui faisait

face et à la rejeter au-delà de la Nied, de façon à pouvoir diriger, sans trop de risques, la retraite de l'armée française sur Verdun. Mais, pour la réalisation même de ce plan, que l'empereur d'ailleurs n'accepta pas, n'était-il pas nécessaire de se rapprocher du centre où venaient aboutir tous les renseignements, toutes les informations militaires?

Le 13, vers midi, le maréchal Bazaine vint à Metz; dans moins de vingt-quatre heures le mouvement des troupes allait commencer, et cependant, à ce moment encore, le maréchal ne se montra pas désireux de savoir quelles mesures avaient été prises. Il vit son chef d'état-major, le général Jarras, et se borna à lui dire qu'il n'avait pas d'ordre à lui donner.

Une opération comme celle du passage de la Moselle et de la Seille, ne s'improvise pas : il faut des études préparatoires, et le premier devoir du chef qui doit conduire les soldats est évidemment de se tenir au courant de tout ce qui a été fait antérieurement à sa nomination, de façon à pouvoir rectifier les erreurs commises.

En fait, nulle transmission régulière du service n'eut lieu, pas plus le 13 que le 12 août : « Je ne crois pas, dit dans une de ses dépositions le maréchal Le Bœuf, que le maréchal Bazaine ait été informé en détail des opérations commencées : il les a connues par l'empereur. » Ces renseignements devaient évidemment être insuffisants; l'empereur ne pouvait être instruit de tous les préparatifs, ni

entrer dans les moindres détails ; il connaissait le but à atteindre, mais l'étude des voies et moyens lui échappait.

Il faut le dire, d'ailleurs, si le maréchal Bazaine eut le tort grave de ne pas se rendre un compte exact de l'étendue de ses devoirs, il ne lui eût pas été d'une bien grande utilité d'étudier au grand état-major les mesures adoptées.

Quelque triste que soit ce sujet, il est cependant nécessaire de dire quelques mots du grand état-major général rassemblé autour de l'empereur et du major général. Le commandement appartenait à tout le monde : l'empereur, le maréchal Le Bœuf, les deux aides-majors généraux Lebrun et Jarras, chacun donnait des ordres, envoyait, ou recevait des dépêches, et jugeait inutile de les communiquer.

Pour ne citer que deux exemples, lorsque le général Margueritte télégraphia de Pont-à-Mousson à Metz, pour avertir de la présence des Prussiens, et demander s'il ne convenait pas de détruire ce pont, par lequel l'ennemi pouvait opérer son passage et venir attaquer l'armée en retraite, la dépêche parvint au maréchal Le Bœuf, qui ne prévint pas son état-major. Il en fut de même pour les renseignements relatifs à la marche des corps Mac-Mahon et de Failly. De là, des erreurs forcées, des contradictions fatales, un désordre inouï : la responsabilité, étant diffuse, n'était nulle part. Le grand état-major était composé d'officiers intelligents, dévoués, souvent remarquables, qui étaient les premiers à gémir de la

condition qui leur était faite; ils avaient pour mission de tout préparer, d'étudier les projets, de transmettre les ordres, et ils en étaient réduits, cependant, à ne rien faire. C'était là, après tout, la conduite la plus sage; de cette façon, du moins, on avait la certitude de ne pas aller à l'encontre de projets tenus secrets.

Trois points surtout doivent fixer notre attention dans cette étude sur la *préparation* de la retraite de l'armée française : 1° les ponts construits pour le passage de la Moselle et de la Seille; 2° les mesures prises pour la destruction des ponts qui pouvaient servir à l'ennemi; 3° enfin, le choix des routes qui devaient assurer l'écoulement rapide de l'armée française.

Le 8 août, sans même consulter l'état-major général, l'empereur donna directement l'ordre au général Coffinières, qui commandait en chef le génie de l'armée, de construire le plus de ponts possible, afin que le passage de l'armée pût s'opérer rapidement. Quant aux emplacements, ils ne furent même pas indiqués. Le général Coffinières établit trois ponts en face des chemins qui conduisent de la gorge de Queuleu sur la Seille. Trois autres ponts furent jetés sur le *bras mort* de la Moselle. Six autres ponts furent encore construits en amont de Metz, trois sur le bras navigable, trois pour traverser l'île Saulcy. En aval, les débouchés sur la rivière étant plus rares les ponts furent moins nombreux. Le général Coffinières en fit placer en face de la route départemen-

tale qui borde la rive droite de la Moselle ; il en fut jeté également trois pour traverser l'île Chambière.

Pour activer le travail, tous les moyens d'action furent réunis : on fit appel aux ingénieurs civils, aux officiers du génie, aux inspecteurs de la navigation, et, en moins de quatre jours, un kilomètre de ponts de toute nature, ponts de bateaux, ponts de chevalets, ponts de radeaux, assura le passage de l'armée. Le 12, tout était donc terminé. Malheureusement, il survint alors un accident que le génie n'avait pu prévoir, car la Moselle était en ce moment très basse : les ponts furent enlevés par une crue excessive de la rivière. Fait à peine croyable, et que nous apprend l'un des officiers employés à la construction des ponts, le lieutenant-colonel du génie de Villenoisy, l'ingénieur en chef du département, avait prévenu le quartier impérial que des crues subites et très importantes étaient possibles ; mais cet avis n'avait pas été transmis au général Coffinières.

Il fut cependant possible de sauver les ponts ; mais, quelques heures après, ils furent emportés par suite de la nouvelle accumulation d'eau, provenant de la rupture du bief du canal de la Marne au Rhin. On eut alors recours aux pontonniers, et, le 13, dans l'après-midi, suivant le colonel de Villenoisy, le 14 au matin, d'après le général Coffinières, le mal fut réparé ; dans la journée du 13, le commandant en chef du génie se rendit au château de Borny, auprès du maréchal Bazaine, pour l'informer que le passage pourrait s'effectuer le 14 au matin.

Une autre préoccupation se présentait, non moins grave, à l'attention de l'état-major général : la destruction des ponts par lesquels l'armée du prince Frédéric-Charles, qui se trouvait concentrée le long de la Moselle, pouvait traverser à son tour la rivière, pour venir attaquer de flanc l'armée française, en train d'opérer sa retraite. Malheureusement, ainsi que nous l'avons dit, l'état-major général était tenu en dehors de toutes ces mesures, et l'on ne tint aucun compte des observations si rationnelles transmises à Pont-à-Mousson par le général Margueritte. Il suffit de jeter les yeux sur la déposition du général Coffinières de Nordeck pour reconnaître que le commandant en chef du génie de l'armée de Metz n'avait pas, à cet égard, des instructions plus précises que celles du grand état-major général :

En amont de Metz, dit-il, il y avait quatre ponts : celui de Longeville, celui d'Ars, et enfin celui de Novéant. Peut-être y en avait-il encore un à Corny, mais je n'en suis pas bien sûr.

Ce point d'interrogation provenant du commandant en chef du génie de l'armée pourra sembler naïf.

Jusqu'au jour où le projet de retraite fut définitivement adopté sur Châlons, on peut comprendre que l'on n'ait pas pensé à détruire les ponts en amont. Au milieu des fluctuations de ces derniers jours, on avait songé, en effet, non-seulement à prendre l'offensive sur la Nied, mais encore à se jeter sur le prince Frédéric-Charles ; tous les plans, toutes les combi-

naisons étaient successivement adoptés, discutés et repoussés dans cette période d'affolement; mais à partir du 13 août, il n'y avait plus de place pour le doute ou l'hésitation. L'armée française allait opérer sa retraite, et les ponts qui, quelques jours auparavant, devaient être conservés, ne pouvaient plus, à ce moment, que servir les projets de l'ennemi, et lui fournir les moyens de nous attaquer. On ne peut donc vraiment accueillir l'explication, au moins étrange du maréchal Le Bœuf qui, après avoir reconnu que la non-destruction du pont de Pont-à-Mousson lui est imputable, ajoute comme raison de sa conservation :

Il y avait peut-être intérêt à ce que l'ennemi pénétrât plus avant au cœur du pays, pour pouvoir se jeter plus facilement au milieu de ses communications.

Personne ne donna l'ordre de détruire les ponts; des dispositifs de mines avaient été ménagés dans les ponts de Magny et de Marly sur la Seille; dans les deux ponts d'Ars et dans celui de Pont-à-Mousson, mais un seul de ces dispositifs, celui du pont barrage d'Ars, avait été chargé; enfin le pont suspendu de Novéant pouvait être détruit en quelques minutes. Le 13, les coureurs prussiens arrivèrent à Corny; les habitants de Novéant et d'Ars s'empressèrent d'adresser à Metz des dépêches, pour prévenir que l'ennemi avançait. Plusieurs citoyens demandèrent s'il ne serait pas utile de faire sauter les ponts, par lesquels il était visible que les Allemands allaient effectuer

leur passage. A Ars même, un officier du génie, qui avait été envoyé pour disposer et charger les fourneaux de mines, demanda un ordre sans lequel il ne pouvait agir. Il ne lui fut pas répondu. Quant aux habitants de Novéant, ont se borna à les remercier, non sans quelques railleries, de leurs bons avis. Qui avait reçu ces dépêches, c'est ce qu'il a été impossible de constater. L'absence du commandant en chef de l'armée ne fut peut-être pas étrangère au peu d'attention que l'on prêta à d'aussi utiles renseignements. Dans les journées du 15 et du 16, en effet, les Prussiens utilisèrent ces ponts que l'on avait si malencontreusement laissé subsister, et c'est à ce fait, jugé sans importance à Metz, qu'est due, au moins pour une bonne part, la bataille du 16, qui empêcha l'armée française de continuer sa retraite.

Il n'existait, écrit à ce sujet le capitaine du génie prussien Gœtze, qui a publié un travail officiel sur *les opérations du corps du génie allemand pendant la guerre*, il n'existait que quatre ponts pouvant servir à l'armée (prussienne), savoir : le pont suspendu de Corny et les ponts en pierre de Pont-à-Mousson, Dieulouard et Marbache; ces ponts, laissés intacts par l'ennemi, n'étaient ni défendus ni même surveillés, et ils nous furent de la plus grande utilité. *Il est hors de doute que le pont de Pont-à-Mousson, et surtout le pont suspendu de Corny, dont la destruction n'eût demandé que peu de temps, nous ont rendu de très grands services, et que nous devons en partie à leur conservation le succès de la journée du 16 août.*

Il reste à dire quelques mots des routes.

La place de Metz présente de grands avantages au point de vue des débouchés du côté de l'Est, quatre

routes, en dehors des voies de grande communication et des chemins bien entretenus, permettaient aux troupes destinées à prendre l'offensive de se diriger rapidement vers la frontière; mais du côté de l'ouest, la situation est moins favorable. En outre, les pentes excessives jusqu'aux plateaux, rendent le trajet particulièrement difficile et pénible pour le soldat.

La route la plus importante passe par Moulins-lès-Metz, gravit une côte très escarpée, pénètre dans la vallée de la Mance et atteint Gravelotte, où elle se divise en deux tronçons qui aboutissent tous deux à Verdun, le premier par Rezonville et Mars-la-Tour, le second par Doncourt, Jarny et Étain. De Moulins au plateau, la pente est très rapide, la différence d'altitude est de près de 140 mètres. Il y avait une difficulté réelle à faire arriver à Gravelotte, point de bifurcation, 120,000 hommes passant par une route unique avec les convois et les bagages. La nécessité s'imposait donc de rechercher si l'on ne pouvait utiliser des routes, ou même des chemins moins directs sans doute, mais qui, en diminuant l'encombrement, permettraient cependant d'accélérer le mouvement.

Entre le Saint-Quentin et Plappeville, il existe deux chemins : l'un passant par le col de Lessy, Châtel Saint-Germain et Amanvillers, l'autre par Lorry et la ferme Saint-Vincent. Enfin, plus au nord encore, se trouve la belle route de Briey à Longuyon par Woippy, Saulny, Saint-Privat la Montagne et

Sainte-Marie-aux-Chênes. Une attaque des Prussiens n'étant possible que dans la direction de la Moselle, il était indiqué de faire prendre les routes les plus exposées aux troupes prêtes à être engagées, et d'acheminer les convois, les bagages, les impedimenta de toute nature enfin par les chemins qui s'élèvent vers le nord. Une fois les plateaux atteints entre Sainte-Marie-aux-Chênes, Amanvillers, Vernéville, il était facile de rabattre entre Doncourt et la Malmaison, sur la route qui conduit à Verdun, si l'on ne préférait utiliser plus loin encore la route de Briey-Longuyon jusqu'à Landres ou même Spincourt, pour incliner ensuite vers Verdun.

Le maréchal Bazaine se montrait, il est vrai, très préoccupé d'un mouvement des Prussiens dans la direction du nord. Il craignait que l'ennemi (1re armée allemande) ne songeât à passer entre Metz et Thionville, pour rabattre ensuite sur la route de Briey. Mais cette crainte ne devait pas se réaliser ; Briey ne fut pas occupé avant le 18. Des reconnaissances envoyées vers le nord auraient prouvé qu'il n'y avait rien à redouter de ce côté. Rien ne fut fait, aucune mesure ne fut prise, aucun ordre ne fut donné au grand état-major pour étudier les voies de communication ; on négligea même absolument de faire reconnaître l'état des routes. Ce n'est que par hasard que, vers le 8 août, les deux aides-majors généraux de l'armée du Rhin, Lebrun et Jarras, firent venir de la préfecture le plan détaillé du département, et se préoccupèrent des routes. Quant à envoyer sur le

terrain même quelques officiers, nul n'y songe.

Durant le procès de Trianon, le chef d'état-major général avoua même qu'il avait absolument négligé de faire reconnaître les routes, et d'étudier les dispositions du terrain. C'est dans ces conditions que la retraite de l'armée française allait s'opérer en présence d'un ennemi qui avait donné déjà bien des preuves de son activité et de sa vigilance.

Le 13 août, de son quartier général de Borny, le maréchal Bazaine donna des ordres pour la marche des différents corps qui devaient tous employer l'unique route de Metz à Gravelotte pour prendre ensuite les deux directions de Mars-la-Tour et d'Étain; les bagages devaient être réduits au strict nécessaire; les transports auxiliaires d'administration toujours maintenus au moins à une demi-journée en arrière des corps d'armée, de façon à éviter l'encombrement, et à permettre aux troupes de prendre leurs positions de combat en cas d'attaque de l'ennemi, éventualité qu'il fallait, dès ce moment, considérer comme très probable.

Le maréchal recommandait expressément que chaque régiment d'infanterie, même en colonnes de route, fût suivi de ses caissons de munitions; enfin les hommes devaient emporter pour quatre jours de vivres.

Nous aurons bientôt à constater toute l'insuffisance des précautions prises.

Le départ de Metz devait commencer le 14 au point du jour, mais les premières troupes ne purent s'ébranler qu'à onze heures.

Vers deux heures, l'empereur et son escorte quittèrent la place, et se dirigèrent sur Moulins, au moment même où l'on affichait sur les murs de la ville la proclamation suivante :

En vous quittant pour combattre l'ennemi, je confie à votre patriotisme la défense de votre grande cité. Vous ne permettrez pas que l'étranger s'empare de ce boulevard de la France, et vous rivaliserez de dévouement et de courage avec l'armée. Je conserverai le souvenir reconnaissant de l'accueil que j'ai trouvé dans vos murs, et j'espère que, dans des temps plus heureux, je pourrai venir vous remercier de votre conduite.

L'accueil dont l'empereur remerciait les Messins n'avait pas été enthousiaste ; pas une de ces manifestations si chères aux souverains ne s'était produite : tout au contraire, à diverses reprises, on avait pu constater la froideur de l'attitude de la population ; le Lorrain, fort peu expansif de sa nature, connaissant d'ailleurs les dangers de la situation et appréciant l'insuffisance manifeste des préparatifs, réservait ses acclamations pour le lendemain de la victoire.

Mais, si l'entrée dans Metz avait été triste, le départ fut lugubre ; les habitants se considéraient comme abandonnés par l'armée ; ils comprenaient que les Prussiens n'allaient pas tarder à bloquer la place livrée à elle-même, et cette perspective d'un siège que faisait entrevoir d'ailleurs la proclamation de l'empeur, était d'autant moins faite pour rassurer les esprits que chacun avait pu constater, depuis bien longtemps déjà, à quel point les précautions les plus

indispensables avaient été négligées. Il avait été impossible de cacher à la population que les forts qui entouraient la place n'étaient pas dans un état d'achèvement complet.

II

Avant de poursuivre plus avant le récit des événements militaires, il est nécessaire de nous arrêter pour donner une rapide description des travaux de défense de cette ville qui allait jouer un rôle si important dans cette déplorable guerre si légèrement entreprise, et conduite de si médiocre façon.

A 3,000 mètres de Metz, près de Montigny, la Moselle se divise en deux bras qui se rejoignent en aval de la ville et de l'île Chambière : l'un est dit de la vieille Moselle (*Brasmort*), l'autre, le bras principal, reçoit la Seille. Trois îles sont formées par des bras moins importants. Une faible portion de la ville de Metz se trouve sur l'île Chambière, tandis que la partie principale est sur la rive droite du bras nord-est de la Moselle. La largeur de la rivière varie entre 150 et 200 mètres, sa profondeur est peu considérable, mais les crues sont fréquentes, et atteignent quelquefois une hauteur de plus de trois mètres au-dessus du niveau moyen. Quand les eaux sont basses, il existe de nombreux gués, notamment à Montigny, à Argancy, à Château-Maucourt et à Uckange. La Seille, beaucoup plus profonde que la Moselle, n'a guère qu'une largeur de 30 mètres environ : un des

bras de la rivière passe dans le fossé du corps de la place.

Trois chemins de fer partent de la ville ou la traversent ; ce sont : ceux de Nancy, de Sarrebrük et de Luxembourg ; ce dernier se relie à Thionville avec le chemin de fer des Ardennes. Grâce à cette dernière voie, Metz demeura en communication avec Paris jusqu'au 18 août, après que le chemin de fer de Nancy eut été coupé par les Prussiens. Au moment de la guerre, un nouveau chemin de fer était commencé entre Metz et Verdun, par Amanvillers, Conflans et Étain. Les travaux n'étaient malheureusement pas assez avancés, pour qu'il fût possible d'utiliser cette voie qui, si elle avait été en exploitation, aurait été d'un puissant secours dans le mouvement de retraite. Les routes, ainsi que nous l'avons dit précédemment, sont plus nombreuses à l'est qu'à l'ouest.

En amont de la ville, la vallée de la Moselle est rétrécie par des hauteurs qui s'étendent jusqu'à la rivière. Sur la rive gauche, le terrain est généralement plus élevé que sur la rive droite ; les talus sont plus raides. Dans un rayon de 12 kilomètres à l'ouest de la place, des vallées très encaissées divisent le terrain en une série de plateaux. Le plus rapproché de Metz, s'étend d'Amanvillers à Plappeville, entre le ravin de Châtel et celui de Saulny. A Moulins, l'altitude n'est que de 189 mètres, de 190 au nord du moulin de l'ancienne église ; elle atteint jusqu'à 350 mètres au sud du plateau, au mont Saint-Quentin.

Plus au nord, le plateau de Saint-Privat-la-Montagne, compris entre la Moselle à l'est, et l'Orne au nord, a de nombreux contreforts qui dominent tout le pays : les plus élevés sont ceux de Malancourt (350 m.) et de Horimont (341 m.), sur lesquels, pendant l'investissement, les Prussiens établirent des observatoires pour être informés de tous les mouvements de l'armée française. Enfin, les deux plateaux de Vernéville-Gravelotte et d'Amanvillers-Point-du-Jour ; le premier entre le ruisseau de Gorze et la Mance, le second entre la vallée de la Mance et le vallon de Châtel. De nombreux bois recouvrent une partie de ces quatre plateaux.

Sur la rive droite, la Seille divise le terrain en deux parties. La hauteur la plus importante est celle de Saint-Blaise (350 m.), dernier contrefort du plateau de Mousson. Sur la rive droite de la Seille, vallées et hauteurs se succèdent sans interruption : le terrain s'élève de plus en plus vers le nord.

En 1865, d'importants travaux furent entrepris pour remettre en état de défense les fortifications du corps de place. Du côté de la basse Moselle, la ville était protégée par un mur d'enceinte derrière lequel se trouvait un retranchement dont les fossés étaient inondés ; l'enceinte contiguë avait la forme d'un pentagone ; elle pouvait être considérée comme à l'abri d'une attaque de vive force. Devant le front est, se trouvait le fort Bellecroix, face à Saint-Julien et à Borny ; le fort Moselle était à l'ouest, sur la rive gauche du bras nord-ouest de la Moselle, vis-à-vis

Woippy et Plappeville. Indépendamment de ces deux forts, il existait plusieurs ouvrages avancés qui se trouvaient au nord, à l'est et au sud, mais qui n'avaient qu'une importance très secondaire.

Tel était l'état de la ville de Metz, au point de vue de la défense, lorsque les succès inattendus des Prussiens dans la guerre de 1866 décidèrent le maréchal Niel à entreprendre une série d'ouvrages nouveaux, de nature à rendre plus forte cette position de Metz, exposée à une attaque rapide de l'ennemi, dans le cas d'une défaite sur la frontière. Environnée de hauteurs, principalement sur la rive gauche, la ville, réduite à son enceinte et aux divers ouvrages qui la protègent à l'est et à l'ouest, mais qui sont attenants à la place, était condamnée à un bombardement. On décida donc de construire deux forts sur la rive droite, et deux sur la rive gauche. Il semblait indiqué de porter ces ouvrages à une distance assez grande de la ville, pour empêcher les projectiles ennemis de traverser l'enceinte, mais on recula sans doute devant les dépenses, et on se borna à choisir les contreforts les plus élevés autour de la place ; trois d'entre eux, le Saint-Quentin, Queuleu et le Saint-Julien, ne sont qu'à 2,500 mètres de l'enceinte. Plappeville est à 3,500 mètres environ. Cette solution était d'autant plus regrettable que, par sa situation, Metz était appelé à jouer le rôle d'un camp retranché, et que, par suite du rapprochement des défenses, les troupes étaient exposées à être atteintes dans leur campement.

Deux autres forts devaient être également construits, l'un au nord, à Saint-Éloi, l'autre au sud, à Saint-Privat (qu'il importe de ne pas confondre avec Saint-Privat-la-Montagne, placé sur la route de Briey). Au printemps de 1870, ce dernier ouvrage avait été commencé, mais il n'était pas assez avancé pour pouvoir servir de défense.

Les forts de Plappeville et de Saint-Quentin, à l'ouest de Metz, sont taillés dans le roc; ils étaient tous deux à peu près terminés au moment de la déclaration de guerre; dès l'hiver de 1869-1870, les logements avaient été occupés par les troupes. En tout cas, le 14 août, ils étaient à l'abri d'une attaque que le terrain rendait d'ailleurs très défavorable à l'ennemi, obligé de transporter son artillerie de siège sans l'aide d'un chemin de fer, en tournant le dos à son front stratégique; 75 pièces de canon étaient, dès le 10 août, en batterie à Plappeville, et jusqu'au 14, 20 pièces furent placées à Saint-Quentin. Le commandant d'artillerie Duchêne, et le chef de bataillon du génie Lecoispellier, à qui avait été confiée la défense des deux forts, ont déclaré qu'à la date du 15 août ils n'avaient rien à redouter d'une attaque de vive force.

Les forts de Queuleu et de Saint-Julien se trouvaient dans des conditions moins favorables: d'une part, les travaux étaient moins avancés, et de l'autre, les Allemands pouvaient disposer d'un chemin de fer pour amener leur matériel. Queuleu, le plus grand des forts autour de Metz, — le Saint-Quentin est le

plus petit, — avait en batterie, à la date du 14 août, 79 pièces, et le Saint-Julien 27. Les deux officiers qui commandaient ces ouvrages, les colonels Merlin et Protche, n'hésitent pas à déclarer qu'une attaque de l'ennemi n'avait à ce moment aucune chance de succès, et que les pièces de campagne dont pouvaient disposer les Prussiens étaient absolument insuffisantes pour amener un résultat quelconque. Il est vrai que le capitaine allemand Goetze, dont nous avons précédemment reproduit quelques appréciations, estime que l'on pouvait tenter l'assaut du fort de Queuleu, et rapporte que les Prussiens y ont un instant songé; mais il est permis d'objecter que l'expérience a été tentée. Le 17 août, les Allemands ont canonué le fort de Queuleu avec leurs plus grosses pièces de réserve, lui ont envoyé 800 à 1,000 obus, et le matériel et les constructions n'eurent aucunement à souffrir de ce bombardement, qui ne tua qu'un homme.

En résumé, la ville de Metz, comme ses forts avancés, était, le 14 août, en mesure de résister vigoureusement aux attaques qui pouvaient se produire. « Je ne crains pas de dire, dépose le lieutenant-colonel de Villenoisy, que, si une opinion contraire a été soutenue, c'est l'effet d'une pusillanimité qui n'est pas à la louange de son auteur. » L'arsenal de Metz renfermait 105,000 coups de canon, 400,000 kilogrammes de poudre et 7,000,000 de cartouches. En cas d'attaque sur l'un des points, il était facile de faire transporter les munitions nécessaires pour suffire à

tous les besoins du combat. La garnison comprenait 1,600 hommes du génie, 1,200 artilleurs, près de 3,000 hommes d'infanterie, sans compter les douaniers, la garde nationale mobile et la garde nationale sédentaire.

Enfin, au moment du départ de l'armée, le maréchal Bazaine avait décidé que la division Lavaucoupet, du 2e corps, réduite à environ 8,000 hommes par la bataille de Forbach, où elle avait supporté le principal effort de l'ennemi, serai laissée dans la place comme garnison. L'ensemble total de ces troupes dépassait 16,000 hommes, chiffre bien suffisant pour permettre une énergique résistance. Nous verrons plus tard la place de Belfort, protégée par des ouvrages bien inférieurs, incapables de tenir à distance les pièces ennemies, qui envoyaient leurs projectiles au centre de la ville, défendue par des gardes mobiles qui n'avaient jamais vu le feu, lutter pendant soixante-treize jours, contre une armée assiégeante qui atteignait 60,000 hommes. Mais le nombre des canons, l'importance des ouvrages, la force des troupes ne suffisent pas à faire les sièges héroïques. Il faut une volonté énergique, une résolution indomptable pour réveiller les courages, pour tirer parti de toutes les ressources, pour lutter, enfin, jusqu'à la dernière extrémité.

Le général Coffinières de Nordeck, auquel avait été confiée la défense de Metz, ne semblait pas avoir une confiance bien grande dans l'utilité de la résistance. Le jour même, en effet, où l'armée quitta la

place, il conseilla au gouverneur de la succursale de la Banque d'enterrer toutes ses valeurs. « Avant quatre jours, lui dit-il, l'ennemi sera dans Metz. » Avec de semblables pensées, il n'est guère nécessaire de faire de longs préparatifs. Aussi, la question des subsistances, l'une de celles qui, dans toute place assiégée, a le plus d'importance, semble-t-elle avoir médiocrement préoccupé le général Coffinières.

Dès le 7 août, le ministre de la guerre avait prescrit au commandant supérieur de la place de Metz de rassembler les approvisionnements, en vue de l'éventualité d'un siége. Aucun compte de cet ordre ne fut tenu. Tant que le chemin de fer ne fut pas coupé par l'ennemi, il fut possible d'amener dans la place les ressources qui faisaient défaut; mais on négligea complètement de faire rentrer dans la ville les immenses provisions accumulées dans l'arrondissement. Les chaleurs excessives de 1870 avaient hâté la maturité des récoltes. Les calculs les plus précis estiment ce qui pouvait se trouver dans l'arrondissement à 400,000 quintaux métriques de blé, et à 1,189,000 quintaux métriques de paille et de fourrages. Enfin, dans cette riche Lorraine, le bétail abondait. Les voitures et les chevaux étaient en quantité suffisante pour permettre de faire converger rapidement sur la place les vivres dont on allait avoir un si pressant besoin. Une double raison commandait d'ailleurs cette opération: on augmentait d'abord la force de résistance de la ville; on nuisait, en outre, à l'ennemi, qui n'avait pu encore organiser sérieusement ses

lignes de ravitaillement, et en était réduit à se nourrir sur place, au moyen de réquisitions. Jusqu'au 7 août, on conçoit que cette préoccupation de faire affluer toutes les ressources du pays vers la ville n'ait pas été très vive. On se berçait encore de l'espoir de passer la frontière, et de porter la guerre sur le territoire allemand. Mais, à partir de Forbach et de Wœrth, les choses changèrent d'aspect : au milieu de l'incertitude et des irrésolutions du commandement une préoccupation semblait indiquée. Quelque projet que l'on adoptât, que l'on demeurât à Metz ou que l'on poursuivît sa route sur Châlons, il était également nécessaire de ravitailler Metz avec la plus grande activité.



Le général Decaen. (1)

Il en fut malheureusement de cette question

(1) Le général Decaen, commandant du 3e corps, blessé à la bataille de Borny, mort à Metz le 2 septembre.

comme des autres; malgré l'ordre du ministre, malgré l'évidence des faits, on ne s'occupa pas plus des approvisionnements à réunir que des ponts à détruire, et des routes à étudier.

Deux faits d'une égale importance montreront jusqu'à quel point furent portées l'insouciance et la négligence. Le décret sur le service dans les places de guerre oblige le gouverneur de toute forteresse menacée par l'ennemi à se défaire des bouches inutiles, afin de ménager ses ressourses. Non seulement on ne tint pas compte de cette sage prescription, mais encore on autorisa l'entrée en ville des habitants des communes environnantes, en exigeant seulement qu'ils pussent justifier de quarante jours de vivre. N'y avait-il donc pas un danger sérieux à afficher ainsi dans les villages une déclaration officielle que l'ennemi allait pouvoir bientôt lire, et qui indiquait le moment précis où le gouverneur serait obligé de signer une capitulation. Le nombre de personnes qui profitèrent de l'autorisation fut bientôt si considérable, que, le 12 août, le général Coffinières se décida à revenir sur sa résolution, et à interdire l'entrée de la place. Mais il était trop tard : le chiffre de la population de Metz avait monté de 50 à 70,000 habitants.

La préoccupation d'augmenter les approvisionnements existait si peu, qu'aux portes de la ville de Metz, on ne songea même pas à supprimer l'octroi. Fuyant devant l'ennemi, les populations des villages voisins de la frontière poussaient devant eux leurs

troupeaux. Ce mot terrible : *invasion*, les souvenirs tant de fois rappelés de 1815, faisaient le vide devant l'ennemi. On savait bien d'avance quels étaient les procédés des Allemands, et la terreur qu'ils inspiraient était si vive, qu'il n'eût, pour ainsi dire, pas été nécessaire d'aller chercher dans les communes environnantes les ressources qu'elles renfermaient. Tous dirigeaient leurs bestiaux, leurs voitures lourdement chargées vers cette grande place capable d'arrêter l'étranger, et aux portes de laquelle il eût suffi, pour interdire l'entrée dans la ville, d'envoyer des agents chargés d'estimer et d'acheter les vivres de toute nature. Entre la certitude de vendre ce que l'on possédait, et la crainte d'être, sans grand espoir de remboursement, dépouillé par l'ennemi, l'hésitation n'eût sans doute pas été longue.

Dans les journées des 14, 16 et 18 août, notamment, alors que le bruit du canon de Borny, de Rezonville et de Saint-Privat annonçait la présence des Allemands, le Ban Saint-Martin et les autres abords de la ville étaient remplis d'approvisionnements amenés de tous côtés : mais la plupart des cultivateurs durent retourner chez eux, et n'ayant pu, faute d'argent, faire pénétrer dans la ville ces précieuses ressources qui devaient, quelques jours plus tard, tomber dans les mains de l'ennemi. Le 17 août, au soir, nous avons pu constater ce fait, et il nous a fallu acquitter un droit assez fort à l'octroi, pour pouvoir faire entrer quelques têtes de bétail. En résumé, la ville de Metz possédait, le 14 août, en dehors des appro-

visionnements des particuliers, que l'on ne pouvait apprécier, et qui se trouvèrent fort heureusement assez considérables, environ 18,000 quintaux de blé qui pouvaient représenter soixante jours de vivres. Le sel manquait absolument.

CHAPITRE XI

Bataille de Borny. — Tentative des Prussiens sur Thionville. — Mouvement des troupes françaises dans les journées des 14 et 15 août.

I

Le 14 août, vers trois heures de l'après-midi, il ne restait plus sur la rive droite, en avant des forts Saint-Julien et Queuleu, que le 3e corps, commandé par le général Decaen, la Garde et la division Grenier, du 4e corps, retardés dans leur mouvement de retraite par l'insuffisance des préparatifs, lorsqu'une colonne ennemie se jeta sur nos troupes.

Nous avons dit que la 1re armée allemande avait pris position parallèlement aux Français. La journée du 13 amena quelques engagements entre les avant-postes : à Ars-Laquenexy notamment, une reconnaissance prussienne fut vigoureusement repoussée.

Le 1er corps (général Manteuffel) était établi entre les routes de Sarrebrück et de Sarrelouis, l'extrême droite, couverte par la 3e division de cavalerie, à Avancy, se reliant avec la 2e division d'infanterie. Le 7e corps formait la gauche allemande ; la 14e division se trouvait entre Domangeville et Courcelles ; le 13e occupait au centre Pange, et, plus en arrière, Bazoncourt; le 8e corps en arrière du 1er et du 7e, formait

la réserve générale de la 1re armée, sa 15e division à Bionville et la 16e à Varize. Le général de brigade allemand de Goltz formait l'extrême avant-garde avec une brigade de la 13e division. Le général Steinmetz avait son quartier-général à Varize. Il avait prescrit aux divers commandants de corps d'armée placés sous ses ordres de ne pas prendre l'offensive, mais de se tenir prêts à contenir une attaque des Français, qui ne semblait pas improbable. Dans le cas où cette hypothèse d'un retour offensif viendrait à se produire, le 1er et le 7e corps, soutenus par le 8e, devaient attendre l'attaque sur la rive gauche de la Nied, la droite appuyée à Glatigny à la route de Sarrelouis, la gauche sur la route de Dieuze à Laquenexy, le centre à Colligny. Enfin, afin de tout prévoir, le général Steinmetz avait décidé que, dans le cas où les Français passeraient sur la rive gauche de la Moselle, la 1re armée allemande aurait à suivre ce mouvement, en laissant seulement une division sur la rive droite.

Telle était la situation le 14, lorsque le général de Goltz, qui commandait l'avant-garde du 7e corps, fut averti, par sa cavalerie, que les Français évacuaient les camps sous Metz et semblaient se diriger vers l'ouest.

Peut-être avait-il déjà connaissance de ce mouvement dès la veille. « Le 13 août au soir, écrit en effet l'auteur de *Metz, Campagnes et Négociations,* au moment où les ordres de la retraite sur Verdun venaient d'être donnés, on aperçut distinctement


BORNY (14 Août 1870)
Français
NORD
Prussiens
1er Corps MANTEUFFEL
Rupigny
Chieulles
Vany
Vremy
Failly
Ste Barbe
Villers-l'Orme
la Salette
Poixe
VIIIe Corps GŒBEN
Servigny-les-Ste Barbe
Fort de St Julien
Nouilly
Sarrelouis
Retonfey
Méy
St Julien-les-Metz
Noisseville
VII Corps ZASTROW
Vallières
Vantoux
Montoy
Planville
METZ
Bellecroix
Route
les Bordes
Redoute
3e Corps DECAEN
Sarrebrück
Plantières
Coincy
Borny
Colombey
Ogy
Garde BOURBAKI
Aubigny Chau
Marsilly
6e Corps CANROBERT
Grigy
La Grange au Bois
Fort de Queulen
Ars-Laquenexy
La Hte Bévoie
La Bse Bévoie
Mercy-les-Metz
Chapelle
Laquenexy
Peltre
Station
IXe Corps MANSTEIN
Magny-s-Seille
Jury
Courcelles-sur-Nied
Strasbourg
Frontigny
Chesny
Pouilly
Moselle
Seille
Nied

trois fusées partant des pentes de Saint-Quentin. Les témoins de ce fait ne purent s'empêcher de s'écrier : « Nous sommes trahis ; notre mouvement de demain est annoncé aux Prussiens. »

Le général de Goltz, renouvelant alors la tactique du général Kameke à Spicheren, engage l'action du côté de Colombey.

Au moment où se produit cette attaque, les Français occupent les positions suivantes : la 1re division du 3e corps est placée entre Grigy et Borny, à l'est de ces deux villages ; la 2e division est en arrière de Colombey ; la troisième se trouve en avant de la ferme de Belle-Croix ; la 4e division enfin domine en avant de Vantoux, près du moulin de la Tour, le ravin de Vallières ; de l'autre côté, la division Grenier est de chaque côté du village de Mey.

Au premier bruit du canon, dans les deux camps, on se prépare à soutenir vigoureusement la lutte qui s'engage. Les 1er et 7e corps allemands se dirigent vers le lieu de l'action. Du côté opposé, le général de Ladmirault, qui, dès le 12 août, avait adressé au quartier général un long rapport pour prévenir que sur les hauteurs de Sainte-Barbe et de Glatigny l'armée allemande semblait se préparer au combat, le général Ladmirault arrête le mouvement, et fait repasser la Moselle à ses divisions. Le général Bourbaki se trouvait dans Metz, occupé à remettre un peu d'ordre dans la marche. Il fait remonter aussitôt ses troupes : les grenadiers viennent se placer en avant du fort Bellecroix ; les voltigeurs, commandés par le

général Deligny, prennent position près du fort de Queuleu. Pendant que l'action s'engage, que des deux côtés, les avant-postes luttent énergiquement pour se maintenir, en attendant des renforts, jetons un coup d'œil sur la carte.

Le terrain, à l'est de Metz, sur lequel va se livrer la bataille, est divisé en deux plateaux : celui de Borny au sud, celui de Sainte-Barbe au nord, par un ruisseau profondément encaissé qui, après avoir coulé du sud au nord de Colombey au moulin de la Tour, tourne à l'ouest, pour aller se jeter dans la Moselle, au-dessous du fort Bellecroix.

A l'est et au sud du plateau de Borny, le terrain va en s'élevant, et les hauteurs de Montoy, de Mercy-le-Haut, de Saint-Thiébault et de Marly-sur-Seille, forment comme un rideau qui cache au fort de Queuleu et aux Français placés en avant les vues des régions de l'est et du sud. De nombreux bouquets de bois, et quelques forêts plus épaisses vers le sud-ouest permettent à l'assaillant de diriger sa marche vers Colombey, sans être aperçu. Au nord de ce village, les hauteurs s'étendent jusqu'à la route de Sarrebrück. Le village est relié à Bellecroix par un chemin creux, bordé de peupliers. Un bois de sapins, sorte de futaie assez clair-semée, fait face au parc du château de Colombey. Au sud-ouest de cette position, une avenue de peupliers conduit à Grigy. Toute cette partie du plateau était coupée de bois depuis en partie détruits, les Prussiens ayant cherché, lors de l'investissement de Metz, à se ménager des

vues nécessaires sur la place et sur le fort de Queuleu.

Le plateau de Sainte-Barbe, au nord de celui de Borny, s'élève dans la direction du nord-est jusqu'à Sainte-Barbe qui se trouve à cent trentre-quatre mètres au-dessus de la plaine. Un petit cours d'eau prend sa source à Sainte-Barbe, passe entre Servigny et Noisseville, et va se jeter au sud-ouest, dans le ruisseau de Vallière. Il coule dans une vallée fortement découpée qui débouche au sud-ouest, et au fond de laquelle se trouve le village de Nouilly. Les pentes qui s'étendent vers la Moselle sont couvertes de vignes et de haies, favorables à la défense. La région est beaucoup moins boisée que celle du sud et du sud-est. Au nord-est de Mey, se trouve seulement un bouquet de bois.

Au moment de l'attaque du général de Goltz contre nos avant-postes, le 3e corps, suivant les ordres du général Decaen, prononçait sa retraite, et se préparait à passer sur l'autre rive de la Moselle.

La 3e division formait l'arrière-garde, afin de soutenir et protéger le mouvement. Elle abandonnait une tranchée placée en arrière du château, lorsqu'une vive fusillade s'engage à la fois sur le front et sur la droite. En même temps qu'ils marchent sur Colombey, les Allemands dessinent un mouvement de flanc par Ars Laquenexy. Cette attaque est si inattendue, que l'ennemi parvient à se loger dans le château. Mais, le premier moment de surprise passé, les Français se forment rapidement en ligne ; les divisions du

3e corps reviennent en toute hâte, et l'action ne tarde pas à devenir sérieuse. La division Montaudon se place en avant de Grigy, appuyée à la route de Strasbourg, afin de s'opposer au mouvement tournant que l'ennemi tente par Ars-Laquenexy : la division Metman se porte au nord de la Grange-aux-Bois et de la route de Strasbourg ; la division Castagny prend position en arrière de Colombey, sa gauche s'étendant jusqu'à la route de Sarrelouis ; la division Aymard, enfin, forme la gauche du 3e corps, et occupe les crêtes du ravin, qui, après s'être dirigé vers le nord, infléchit vers l'ouest, dans la direction de Vallières.

Le 3e corps n'a pas encore tiré un coup de feu depuis le commencement de la guerre ; dans la journée du 6 août, il n'a pu prendre part à la lutte ; c'est donc avec empressement que les régiments reprennent leurs positions et se préparent à une vigoureuse défense sur toute la ligne qu'ils occupent.

L'ennemi ne se montre pas ; embusqué dans les bois et dans les épais fourrés, il entretient un feu violent d'infanterie, bientôt soutenu par l'artillerie. Les Français, obligés de reprendre les positions qu'ils avaient avant l'attaque, tiennent solidement le bois de sapins et l'avenue de peupliers, au nord-ouest de Colombey. A la droite du village, ils occupent une tranchée-abri et les bois en arrière, et ne permettent pas aux Allemands de déboucher du ravin de Colombey.

L'avant-garde du général de Goltz est cruellement

décimée par le feu des chassepots ; une batterie, prise d'enfilade, est obligée de reculer précipitamment, pour choisir un emplacement en arrière, après avoir perdu plusieurs officiers et un grand nombre de servants. Une seconde batterie s'avance pour soutenir la première, elle ne parvient pas davantage à garder sa position trop rapprochée.

A ce moment, les Français peuvent prendre l'offensive, et faire payer cher à l'ennemi son attaque, mais le maréchal Bazaine, qui dirige l'action, considère que ce combat va retarder le mouvement de retraite sur la rive gauche, et donne l'ordre au général Decaen de se borner à repousser les tentatives des Allemands. Vers cinq heures, d'importants renforts arrivent au général de Goltz, en même temps que sur la gauche française, les troupes du 1er corps d'armée allemand entrent en ligne contre la division Grenier, du 4e corps. La 2e division allemande se trouvait du côté de Retonfey et de Sainte-Barbe, lorsque le général Manteuffel reçut la demande de secours du général de Goltz. Les troupes marchent aussitôt en avant, dépassent le village de Noisseville, et, comprenant toute l'importance d'une vigoureuse offensive, s'engagent contre les troupes françaises postées dans le bois de Mey. En même temps, la 1re division du 1er corps allemand s'avance par Flanville, et atteint Montoy, qu'elle tourne pour attaquer la Planchette et Lauvallier, au centre de la ligne de bataille. De Noisseville à Ars-Laquenaxy, les troupes allemandes sont successivement engagées, mais de notre

côté aussi les renforts arrivent ; au bruit du canon, le général de Ladmirault, qui surveille le passage de la Moselle, donne l'ordre de mettre sacs à terre, et fait reprendre les positions abandonnées depuis quelques heures, en avant du Saint-Julien. Le 20e bataillon de chasseurs de la division de Cissey s'élance dans le bois de Mey que les Prussiens commencent à occuper, et repousse vigoureusement les tirailleurs ennemis, tandis que la division Lorencez s'avance sur la gauche, aux environs de la route Sainte-Barbe. Au centre, du côté de Lauvallier, et de la Planchette, les Allemands font des pertes cruelles. Postés sur les hauteurs de Bellecroix, les Français arrêtent le



Le général Duplessis (1).

(1) Le général Duplessis (Louis-Georges), né le 31 mai 1815 à Paris. Sorti de Saint-Cyr en 1837, il fit de nombreuses campagnes en Afrique, où il gagne ses premiers grades. Lieutenant-colonel en Crimée (10 août 1854). Colonel en 1857, il prit une part brillante à la campagne

mouvement, et ne permettent pas à l'ennemi de gagner du terrain. Deux batteries allemandes se placent en arrière à Montoy, et tirent sur Lauvallier; deux autres tentent de soutenir de Coincy l'attaque contre Colombey, mais ces dernières, décimées par notre feu, sont forcées de se porter plus au nord, après avoir perdu la presque totalité de leurs officiers. 60 bouches à feu sont en ligne du côté des Allemands, sur un front qui ne dépasse pas trois kilomètres. Malgré cet appui, l'infanterie allemande ne parvient pas à s'avancer vers Bellecroix, à la bifurcation des routes de Sarrelouis et de Sarrebrück.

A la gauche, le général de Zastrow, commandant le 7e corps, est venu soutenir avec la 14e division, les troupes épuisées du général de Goltz. De l'avenue de peupliers qui relie Colombey à Bellecroix, et du bois de sapins situé sur cette route, le feu des chassepots, depuis le début de l'action, tenait l'ennemi à distance. Le général de Zastrow comprend qu'il faut à tout prix enlever cette position. Il charge le commandant de la 25e brigade, général Osten Sacken de diriger l'attaque. Un moment, les Prussiens s'avancent jusqu'à la lisière opposée du bois, mais les

d'Italie. Général de brigade en 1866, il avait en 1870 le commandement de la 2e brigade de la 2e division d'infanterie du 3e corps, lorsqu'il fut blessé au coude gauche par un coup de feu. Emmené en captivité le 29 octobre, il fut fait divisionnaire à son retour en France, le 20 avril 1871. Il est mort le 17 mars 1878 alors qu'il était à la tête de la 7e division d'infanterie au 4e corps. Il comptait 44 années de services, 18 campagnes et 1 blessure. (D. L.)

Français, d'abord refoulés, reprennent énergiquement l'offensive, et l'ennemi, après avoir résisté, est rejeté en arrière avec des pertes considérables, et obligé d'opérer sa retraite avec une telle précipitation que le mouvement se communique aux troupes qui viennent pour soutenir l'attaque. Ce n'est que sur les bords du ruisseau, dans le ravin même, que le général Osten Sacken parvient à rallier ses soldats, à l'abri d'un petit bois. Un bataillon du 13e régiment prussien, un second du 73e, des chasseurs enfin du 1er bataillon, rejoignent les troupes qui viennent d'échouer, et les appuient dans une nouvelle attaque qui réussit : les Français se retirent lentement dans la direction de Borny, mais ils continuent à tenir vigoureusement la route de Sarrebrück, qui forme comme le centre de la position. Les instructions du maréchal Bazaine prescrivent de reculer pied à pied, de façon à ramener le corps d'armée dans la direction de Borny. C'est en vertu de cet ordre que les Français abandonnent le chemin de Colombey, que pas une fois, quoi qu'en disent les auteurs allemands, ils ne songent à reprendre.

Au nord, l'arrivée des deux divisions de Cissey et Lorencez suffit à arrêter les progrès des Allemands. La division Grenier passe immédiatement en seconde ligne, et la division Cissey soutenue par le général de Lorencez prend à son tour l'offensive, et se jette sur l'ennemi qui est promptement obligé de reculer. Le général allemand de Mémerty ramène ses soldats en arrière du point d'attaque, à Servigny et à Nois-

seville. La position de la division Lorencez qui, du nord de Mey, semble préparer un mouvement tournant par la route de Bouzonville sur la droite ennemie, inquiète les Prussiens, qui mettent en batterie une nombreuse artillerie : de Lauvallier à Poix, 60 pièces prussiennes tirent sur nos troupes. L'artillerie française a peine à répondre ; mais le feu de notre infanterie suffit à tenir à distance l'ennemi, obligé de reculer successivement de Mey jusqu'à Servigny et Noisseville, soit de 3,000 mètres environ.

A ce moment, c'est-à-dire vers sept heures du soir, la 28e brigade de la 14e division allemande paraît sur le champ de bataille dans la direction d'Ars-Laquenexy. Le général de Woyna, qui la commande, dirige le 53e régiment prussien vers Grigy, et le 77e contre le bois de Borny.

Pendant ce temps, la 18e division de la 2e armée, qui avait pris position dans la journée du 14 entre Buchy et Orny, à environ 12 ou 13 kilomètres du champ de bataille, s'était dirigée sur la route de Strasbourg à la jonction du chemin de fer de Sarrebrück, aux environs de Peltre. Sur l'ordre du lieutenant général de Wrangel, commandant de la division, l'avant-garde continue sa route, et vers six heures et demie, ouvre le feu contre Grigy et les colonnes d'infanterie française qui se trouvent en arrière. Une brigade de cavalerie et une batterie légère de la 1re division de cavalerie rejoignent bientôt les troupes de la 18e division. A huit heures du soir, une troisième batterie prend position auprès

des deux premières. Avec l'appui de ces 18 bouches à feu, les Prussiens parviennent à occuper Grigy, et se portent même jusqu'au bois situé au sud de Borny. Pensant que le fort de Queuleu n'est pas armé, les Allemands avancent quelques pièces, jusqu'à une hauteur qui fait face au fort, dans la direction de la haute Bevoye, à moins de 2,000 mètres de l'ouvrage. Quelques obus tombent dans le fort, d'autres le dépassent. Le général de Laveaucoupet fait placer sur les glacis 2 batteries de campagne qui obligent l'ennemi à une prompte retraite de ce côté. Persuadés alors que les forts sont en état de résister vigoureusement, les Allemands ne renouvellent pas leur tentative.

Sur la gauche prussienne, la bataille est terminée ; elle continue au centre, dans la direction de Bellecroix. Vers huit heures du soir, les Prussiens parviennent à s'établir sur la route de Sarrebrück ; mais toutes les attaques qu'ils dirigent successivement sur Bellecroix échouent, malgré les renforts qui leur parviennent. Au Nord, en avant de Noisseville, les Allemands sont plus heureux ; l'entrée en ligne de deux nouveaux régiments, les 3e et 44e, de la 2e et de la 3e brigade du 1er corps d'armée, leur permet de dépasser Nouilly et de franchir, au nord du moulin de la Tour, le ravin de Vallières, d'où ils se portent sur le village de Mey. Les Français restent postés dans le bois, au nord-est de Vantoux. Cette attaque des Prussiens avait été puissamment secondée par l'artillerie établie au sud-ouest de Noisseville. Après

la prise de Mey, les Prussiens dessinent un mouvement plus au nord, par Poix et la route de Bouzonville contre Villers-l'Orme, où les batteries de la division Lorencez avaient énergiquement soutenu la lutte contre la formidable artillerie prussienne de Servigny et de Poix. Le village est occupé sans résistance, les Français ayant reçu l'ordre de battre en retraite. Au centre, les Allemands, pris d'une soudaine panique en face de cette terrible position de Bellecroix, que tous leurs efforts ont été impuissants à entamer, se jettent sur la route, et ne sont arrêtés qu'au moment où le lieutenant-général de Benthein se porte à leur rencontre.

La nuit met fin au combat sur toute la ligne.

Les pertes étaient importantes des deux côtés. Les Français comptaient 3,608 hommes tués, blessés ou disparus. Le général Decaen, commandant du 3e corps, avait été atteint d'une balle dans le genou, et s'était refusé, malgré cette blessure, à quitter le champ de bataille. Une heure après, son cheval était tué sous lui, et le général, cruellement meurtri, était emporté sur une litière. Quelques jours plus tard, le général Decaen devait succomber. Le maréchal Bazaine avait été frappé à l'épaule par un éclat d'obus, mais l'épaulette avait amorti le coup; enfin, les généraux de Castagny, de Clérembault et Duplessis étaient blessés. Les pertes des Allemands atteignaient 5,000 hommes (1).

(1) Le général de Castagny fut frappé d'une balle qui le mit hors com-

Cette bataille, engagée sans ordres, par un général de brigade, a prêté à de nombreux commentaires. Nous n'avons pas à entrer ici dans une discussion technique ; il est plusieurs points, cependant, que nous ne devons pas passer sous silence, car ils se relient directement au sujet. Et d'abord, quel nom doit être attribué à cette action ? Les Français l'appellent bataille ou, plus simplement même, combat de Borny ; les Prussiens la désignent sous le titre de Colombey-Nouilly. C'est entre ces deux points extrê mes, en effet que l'action a été soutenue ; le village de Borny était le quartier général du maréchal Bazaine, et c'est cette raison qui a fait adopter l'appellation française.

Nous aurons plus d'une fois, dans le cours de ce récit, l'occasion de voir qu'il est souvent bien difficile de donner à une bataille le nom qui lui convient. Lorsqu'il se trouve sur le terrain une position telle que sa chute entraîne nécessairement la perte ou le gain de la bataille, il est évident que la lutte doit prendre le nom de cette localité. Pour la bataille soutenue le 6 août par le corps du général Frossard par exemple, Français et Prussiens ont adopté le

bat. Après la paix, il resta dans le cadre de disponibilité et fut admis à la retraite en 1879.

Le général de Clérembault était à la tête de la division de cavalerie du 3e corps. Prisonnier de guerre par la capitulation du 29 octobre, il fut admis, le 26 avril 1871, à sa rentrée de captivité, dans le cadre de réserve. Il est mort à Paris le 13 février 1878. Il comptait 50 années de services et 6 campagnes.

nom de Spicheren ; mais lorsque le combat flotte de droite à gauche, s'étendant dans une série de villages qui n'ont qu'une importance relative, aucune raison ne peut déterminer à adopter un nom plutôt qu'un autre. C'est bien le cas de la bataille de Borny : engagée sans préparation, elle s'est poursuivie au hasard, sans aucun plan. La stratégie n'a rien à voir dans cette affaire. Sans doute, les Prussiens ont déployé là des qualités tactiques qui prouvent leur forte éducation militaire, et qui montrent combien l'esprit d'initiative est développé chez les officiers ; lorsqu'ils ont eu à attaquer une position, Colombey, Mey ou tout autre, ils ont cherché, en même temps qu'ils l'abordaient de front, à la tourner, de façon à diviser les forces des défenseurs. Mais ce sont là les efforts individuels de chefs de bataillon ou de colonels ; quant à l'action supérieure du commandant en chef, elle ne se trouve nulle part, tandis qu'à Wissembourg, à Wœrth, à Spicheren, c'est à de grands mouvements tournants, décidés sur le champ de bataille même, au cours de l'action, que les Allemands ont dû la victoire.

Les Français, sur les ordres formels du maréchal Bazaine, se tinrent sur la plus stricte défensive. Les instructions du général Metman, commandant la division du 3e corps, chargée de soutenir la retraite, lui prescrivaient de céder le terrain pied à pied, de façon à empêcher l'ennemi d'inquiéter le mouvement de recul. On s'est demandé, dans ces conditions, si le maréchal Bazaine avait bien tiré tout le

parti possible de la situation qui s'offrait à lui. La veille, il avait sollicité de l'empereur l'autorisation de prendre l'offensive et, suivant sa propre expression, de donner un coup de boutoir dans l'armée du général Steinmetz. Cette autorisation lui avait été refusée, pour cette raison qu'une offensive prise à l'est de Metz ferait perdre de vue l'objectif principal, qui était la concentration des troupes françaises en avant de Châlons. Lié par ce *mandat impératif* qu'il a lui-même signalé, le commandant en chef de l'armée du Rhin devait recouvrer toute sa liberté d'action, du moment que l'ennemi prenait lui-même l'offensive. L'heure n'était-elle, enfin, pas venue de donner ce fameux coup de boutoir, si impatiemment attendu par le pays et par l'armée, lasse de faire une retraite continuelle ?

Deux corps prussiens, le 7e et le 1er, se trouvaient en ligne de Sainte-Barbe à Ars-Laquenexy. En arrière, le 8e corps servait de réserve à la première armée. A ces forces, nous pouvions opposer les quatre divisions du 3e corps, les trois du 4e, les deux de la Garde, et il était possible de rappeler les troupes du maréchal Canrobert et du général Frossard, qui, enchevêtrées dans les bagages, n'avaient fait que bien peu de chemin de l'autre côté de la Moselle. C'était un effectif de plus de 130,000 hommes que nous pouvions successivement jeter sur les 80,000 hommes du général Steinmetz. Pour une fois que le hasard, ou plutôt l'imprudence du général de Goltz, sévèrement blâmée par le général Steinmetz et par le

grand état-major prussien, nous donnait l'avantage du nombre, était-il sage de ne pas en profiter? L'ennemi ne pouvait compter sur aucun renfort, car l'action aurait été en s'éloignant du côté de la Nied, sans qu'il fût possible aux troupes, mêmes avancées, du prince Rouge d'accourir au secours du général Steinmetz. Ces considérations sont si incontestables, que l'ouvrage du grand état-major prussien lui-même les constate :

On s'explique avec peine, dit-il, comment les Français n'ont pas repoussé à l'instant, par un vigoureux effort, les tentatives successives de leurs adversaires.

Ce passage, qui se trouve dans le texte allemand, mais n'a pas été rapporté dans l'édition française (1), — on ne sait pour quelle raison, — prouve l'indécision dont le maréchal Bazaine fit preuve dans cette journée :

Sous une apparence de froide résolution, écrit Lecomte (2), Bazaine est le plus indécis des hommes, finassier plus qu'habile, tout juste assez capable pour donner le change sur son incapacité qu'il ressent le premier, ce qui le rend défiant de lui-même, et constamment vacillant entre les opinions contradictoires bourdonnant à ses oreilles.

Si l'urgence de conduire les troupes françaises sur Verdun était si grande, qu'il fallût de toute nécessité

(1) Omis dans la 4e livraison qui traite de la bataille de Borny, ce fragment a été publié en supplément à la suite de la 5e livraison (bataille de Rezonville).

(2) *Relation historique et critique de la guerre franco-allemande.*

se priver d'une victoire, non pas seulement probable, mais certaine, on ne s'explique pas pourquoi le maréchal Bazaine accepta le combat qui lui était offert par l'ennemi dans des conditions telles, que le résultat ne pouvait être que négatif. A quelques kilomètres en arrière se trouvait la place de Metz. N'était-il pas non-seulement possible, mais même forcé, dans la circonstance, de refuser la lutte, et de donner l'ordre aux divisions du 3e corps et à la division du 4e, qui étaient restées en arrière, de presser leur retraite, en sacrifiant au besoin quelques troupes ? Cela eût fait perdre un millier d'hommes peut-être, mais l'on eût obtenu ce résultat d'accélérer le mouvement sur la rive gauche de la Moselle, tandis que la bataille de Borny, acceptée par le maréchal, nous coûta quatre mille hommes et douze heures d'un temps jugé si précieux qu'on lui sacrifiait même la certitude d'une victoire. On objecte, il est vrai, que les forts de Queuleu et de Saint-Julien n'étant pas suffisamment armés, l'ennemi aurait pu tenter un vigoureux coup de main, et peut-être s'emparer des deux forts. Mais, nous savons trop ce que vaut cette raison : les forts de Queuleu et de Saint-Julien étaient, le 14 août, défendus par la division Lavaucoupet, et nous avons précédemment rapporté l'opinion des commandants des deux forts, qui déclarent que, le 14 août, ils étaient parfaitement en état de résister à une tentative de vive force. Mais, d'ailleurs, en quoi la bataille de Borny protégeait-elle Queuleu et le Saint-Julien ? Elle détournait l'attaque pour le

14, il est vrai ; mais le 15 ? Puisque, dans la nuit même, les Français devaient abandonner leurs positions, n'est-il pas évident que l'on ne sauvait nullement les deux ouvrages, exposés le lendemain au bombardement qu'on leur avait épargné la veille ? Pouvaient-ils donc, dans cette seule nuit, terminer leurs préparatifs de défense, ou bien espérait-on qu'un combat forcément indécis, suivi d'une retraite des Français, que les chefs allemands ne manqueraient de donner à leurs soldats comme une preuve de victoire, suffirait à empêcher une tentative que l'on considérait à l'avance comme devant être heureuse pour l'ennemi ? Les Prussiens avaient autre chose à faire que d'attaquer Queuleu et le Saint-Julien : ils savaient que la marche sur la rive gauche allait mettre en présence l'armée française et les troupes du prince Frédéric-Charles. Si les Français avaient refusé le combat, et continué leur route, il est certain qu'ils auraient agi de même, et qu'ils ne se seraient pas attardés à une attaque, dont le succès était plus ou moins probable, alors que le résultat le plus clair de cette tactique eût été de priver le prince Frédéric-Charles de l'appui des 80,000 hommes de la 1re armée allemande, à l'heure où il allait livrer une bataille décisive.

Nous avons d'ailleurs rapporté plus haut les instructions du général Steinmetz, qui prescrivaient formellement de suivre les Français dans leur retraite ; ce qui prouve que, du côté des Allemands, on ne

songeait nullement à une tentative contre Queuleu et le Saint-Julien.

Le général Kameke formule des conclusions analogues dans sa brochure qui a pour titre : *Campagne de Metz par un général prussien :*

Si le maréchal Bazaine voulait se retirer, dit-il, il ne devait pas accepter le combat sur la rive droite de la Moselle. La forte place de Metz couvrait sa retraite de la manière la plus complète, et tout corps allemand qui se serait avancé dans la direction de cette place pouvait être considéré, pour un jour au moins, comme hors de compte dans les engagements ultérieurs de la retraite sur Verdun.

Si, au contraire, le maréchal voulait défendre la ligne de la Moselle, en tenant ferme à Metz, il devait, dans cette journée du 14, où les troupes allemandes étaient dans le voisinage le plus immédiat de la place, sortir avec toutes ses troupes.

Ses succès devaient être assurés au début. Les Allemands auraient eu peine à réunir, avant le 15, des forces suffisantes pour le combattre. En tout cas, toutes leurs forces se seraient concentrées dans la direction de Metz, et la Moselle n'aurait plus été franchie que par des détachements sans importance.

Les deux armées se seraient donc trouvées en présence le 15 dans la direction Metz-Sarrebrück, et le voisinage de Metz aurait donné au maréchal français la latitude de choisir entre un combat ou une tranquille retraite. Ainsi, de son côté, le 14, il fallait ou ne pas combattre, ou combattre avec toute son armée. Cette affaire du 14 ne fut que désavantageuse pour les Français.

L'absence de tout résultat décisif et immédiat a permis aux deux partis de s'attribuer la victoire. Aujourd'hui encore, les historiens français, comme ceux de l'Allemagne, portent à leur actif la journée de Borny.

Si on étudie la question au point de vue de l'en-

semble des opérations autour de Metz, il est incontestable que les Prussiens ont le droit de revendiquer la victoire. La bataille, nous allons le montrer plus loin, eut pour résultat, en effet, de retarder notre mouvement sur la rive gauche de la Moselle : elle donna le temps au prince Frédéric-Charles d'accourir, et de barrer la route aux Français à Rezonville. Mais, si l'on n'envisage la journée qu'au point de vue tactique des positions prises ou perdues, la prétention des Prussiens est évidemment mal fondée. Sur aucun point, ils n'ont pu entamer notre ligne : Borny, Bellecroix, tous les villages que nous occupions sont restés en notre pouvoir, et tous les efforts de l'ennemi pour s'en emparer ont été cruellement châtiés. Les documents officiels allemands constatent eux-mêmes que, par deux fois, les troupes du général Steinmetz ont été rejetées en arrière, et pour qualifier ce mouvement de recul, ils emploient cette expression *retraite précipitée*, qui suffit à montrer de quelle sorte les Prussiens ont été accueillis. Il est vrai, qu'au début de l'action, et alors que les Français avaient abandonné une partie de leurs positions, l'ennemi a pu s'emparer de Colombey ; mais peut-on vraiment compter comme victoire l'occupation des postes inoccupés ? Si l'on porte d'ailleurs à l'actif des Allemands la prise de Colombey, il convient, également, de tenir compte du mouvement de retraite qu'ils durent précipitamment opérer de Mey à Noisseville, c'est-à-dire sur un espace de plus de trois kilomètres, devant l'énergique intervention de

la division de Cissey. Ce n'est qu'après la retraite des Français, que les Allemands ont gagné du terrain ; mais cette retraite était évidemment toute



Le général de Ladmirault (1).

volontaire. Le mouvement n'avait été que trop retardé, et c'est pour cette unique raison que, la nuit venue, les divisions des 3e et 4e corps français, se conformant aux ordres du maréchal Bazaine,

(1) Le général Louis-René-Paul de Ladmirault, naquit le 17 février 1808 à Montmorillon, dans la Vienne. Sorti de Saint-Cyr en 1829 comme sous-lieutenant, il conquit presque tous ses grades en Afrique. Général de brigade le 12 juin 1848, il fut promu divisionnaire le

reprirent la route de la Moselle. Si, sur un point quelconque, notre ligne de combat avait été entamée, n'aurait-on pas employé ces deux belles divisions de grenadiers et de voltigeurs de la Garde, qui se tenaient en arrière à moins de trois kilomètres du champ de bataille, et qui ne brûlèrent pas une cartouche, tandis que l'ennemi jeta au feu jusqu'à son dernier bataillon ? On s'explique l'acharnement que les Prussiens mettent à revendiquer cette journée : c'est, en effet, une des rares batailles où ils n'eurent pas l'écrasante supériorité du nombre : 60,000 hommes combattirent de chaque côté.

Les faits sont si concluants, que le récit du grand état-major allemand, pour justifier le mot *victoire*, dont il se sert trop libéralement, suppose de la part des Français des mouvements qui ne se sont, en réalité, pas produits. « Les Français, dit l'ouvrage

14 janvier 1853, pendant la campagne d'Italie, et fut blessé à la bataille de Solférino, où il prit une part importante au succès de la journée. Au début de la guerre avec l'Allemagne, il reçut le commandement du 4e corps et on a vu combien il a donné des preuves d'une incontestable bravoure dans toutes les batailles livrées sous Metz. Prisonnier et emmené en Allemagne, il revînt en France après la signature des préliminaires de paix, en mars 1871. Le 6 avril, il fut nommé commandant du 1er corps de l'armée de Versailles chargé d'opérer contre l'insurrection ; et c'est à la suite de la prise de Paris qu'il fut nommé, le 1er juillet 1871, commandant de la 1re division militaire et gouverneur de Paris ; il ne cessa ces fonctions qu'au mois de février 1878, époque à laquelle il fut admis à la retraite. Il était sénateur de la Vienne depuis 1876. Il est mort le 1er février 1898 (D. L.).

du général de Moltke, tentèrent à plusieurs reprises, mais sans le moindre succès, de reprendre les positions qu'ils avaient perdues. »

C'est là une erreur absolue. Décidés à rester sur la défensive, les Français ne songèrent nullement à reconquérir des villages que volontairement ils avaient abandonnés, avant l'arrivée de l'ennemi, et que la nécessité de battre en retraite leur aurait fait quitter quelques instants après qu'on s'en serait emparé.

Enfin, s'il était nécessaire de prouver que, sur le terrain même, le soir de la lutte, les Allemands se considéraient peu comme victorieux, il suffirait de citer ce fait qu'une heure environ après le combat, la musique du régiment des grenadiers Prince Royal de Prusse, reçut l'ordre de jouer sur une hauteur dite *la Brasserie*, située sur la route de Sarrelouis, au sud de Noisseville, le *Heil dir im Siegerkranz* (salut à toi au jour de la victoire). Pourquoi cette manifestation, à coup sûr insolite, si ce n'est pour persuader à ces soldats qui, par deux fois avaient été jetés dans le ravin de Vallières, et que leurs chefs avaient eu tant de peine à ramener au combat, que deux échecs successifs équivalent à une victoire ? N'est-ce pas le général Steinmetz, commandant de cette armée qui venait de livrer bataille, qui dans une brochure publiée avant la guerre, soutenait cette opinion qu'une défaite pourrait être mortelle pour l'armée prussienne ? Après avoir rappelé (1)

(1) L'*Infanterie prussienne*, par un officier prussien.

que dans la campagne de 1866, le nombre des maraudeurs, des pillards, des traînards, avait été excessif. le général Steinmetz ajoutait en 1869 :

Il est démontré qu'une armée qui, dans les premiers jours de l'ouverture des hostilités, compte déjà des bandes de traînards, porte en elle-même le germe d'une dissolution qui deviendra imminente à la moindre des catastrophes.

Comment les Allemands qui voyaient les Français opérer leur retraite sous Metz, et qui entendaient les musiques prussiennes jouer, par ordre, des airs de victoire, n'auraient-ils pas cru à leurs succès ?

II

Tandis que se livrait la bataille de Borny, un double mouvement s'opérait, dans la direction du Nord où une brigade de la 1re armée prussienne tentait une reconnaissance contre la place de Thionville, et vers l'ouest de Metz, sur la route de Verdun, que suivaient le 2e et le 6e corps de l'armée française.

Avant d'aborder le récit de la seconde opération qui retiendra longtemps notre attention, disons d'abord quelques mots de la première.

Le 12 août, une patrouille du 8e cuirassiers, s'était présentée devant Thionville, avait trouvé la porte ouverte, s'était avancée jusque dans la ville, puis avait été aussitôt obligée à battre en retraite. Cette audacieuse tentative avait permis de reconnaître que la ville ne renfermait qu'une faible garnison : en

outre, un cavalier de la réserve qui, au moment de la déclaration de guerre, avait été employé à l'armement de la place confirmait tous les renseignements obtenus. Ajoutons, enfin, que les Prussiens, fidèles à leur méthode habituelle, avaient, l'année précédente, envoyé un de leurs officiers, le major du génie von Gièse, reconnaître la place : cet officier se trouvait à la 1re armée, et son opinion était que l'on pouvait tout espérer d'un coup de main.

Ordre fut donc donné à la 3e division de cavalerie, d'observer soigneusement Thionville, tout en évitant d'attirer l'attention de la garnison.

La 31e brigade d'infanterie fut, le 13 août, désignée pour cette opération : elle était renforcée d'une batterie légère, d'un escadron, et de la 3e compagnie de campagne des pionniers du 8e corps. La tentative d'escalade devait être faite le 14.

Trois colonnes furent formées pour marcher sur l'enceinte de la ville, sur la gorge de la Moselle, et sur la gare qui se trouve au sud de la place. Les pionniers étaient munis d'échelles et de pétards.

Un gué existait en amont de la place, et devait permettre de franchir la Moselle.

Les trois colonnes, débouchant à 3 heures du matin du bois de Yutz à 1,500 mètres de la tête de pont, furent accueillies par une violente fusillade. En même temps, le transfuge de Thionville que l'on avait envoyé à la découverte, revint annoncer que, par suite d'une crue de la Moselle, le gué se trouvait impraticable.

On renonça donc à l'entreprise, désormais impossible, et le général Gneisenau qui commandait l'expédition, rejoignit la 1re armée.

Cette tentative ne mériterait guère d'être signalée, si elle n'avait eu une certaine influence sur les événements qui suivirent. Le 13, l'empereur communiqua au maréchal Bazaine, cette dépêche de l'impératrice : « Ne savez-vous rien d'un mouvement au nord de Thionville, sur le chemin de fer de Sierck ? » La dépêche ajoutait que le prince Frédéric-Charles dirigeait ce mouvement avec huit corps d'armée ; cette nouvelle n'était pas seulement inexacte, elle était encore absurde, huit corps d'armée en route pour Thionville : il y avait là certes, de quoi fixer le maréchal Bazaine sur le degré d'authenticité de la nouvelle.

L'expédition du général Gneisenau fut-elle, dans la journée du 14, signalée à Metz ; le maréchal Bazaine eut-il connaissance de la présence des Prussiens au nord de la place ; put-il voir là une sorte de confirmation de la dépêche de l'impératrice, et fut-il par suite amené à craindre, pendant la retraite, une attaque sur son flanc droit ? C'est ce qu'il est, aujourd'hui encore, impossible de décider, car le maréchal Bazaine a fourni à ce sujet deux opinions manifestement opposées. Dans son livre (*l'armée du Rhin*) il écrit : « Je ne me servais pas de la route de Briey parce que... des renseignements corroborant la dépêche de l'impératrice, m'indiquaient du monde de ce côté, on parlait d'un corps de cavalerie de

20,000 hommes. » Enfin, dans le procès de Trianon, à cette question : « Vous n'avez jamais cru à ce qu'on paraissait craindre à Paris, à un mouvement tournant par Thionville ? Vous n'avez jamais été préoccupé de ces craintes ? » le maréchal Bazaine répondait « Non. » Quoiqu'il en soit de ce point, ce ne fut, nous le verrons plus loin, que par l'initiative du général de Ladmirault que la belle route de Briey fut utilisée.

Revenons maintenant aux 2e et 6e corps qui, le 14 vers midi, se mirent simultanément en route. Le passage s'opéra avec une désespérante lenteur : les villages et les chemins étaient encombrés à ce point que le 2e corps ne put arriver que vers dix heures du soir en avant de Moulins, au bas de Rozerieulles, il avait mis dix heures pour faire environ six kilomètres. Le 6e corps concentra ses divisions dans les prairies qui se trouvent près de Longeville, à côté du chemin de fer de Reims.

Les 3e, 4e corps et la Garde eurent leur mouvement retardé de vingt-quatre heures environ par la bataille de Borny. Le maréchal Le Bœuf, qui, depuis sa démission, avait été mis à la suite de l'armée, fut appelé par l'empereur le 15 au matin au commandement du 3e corps, en remplacement du général Decaen.

Il se rendit aussitôt au quartier général de ses troupes, établi le 14 à neuf heures et demie du matin sur la pente du coteau de Plappeville, à droite et à gauche du défilé de Lessy, et enfin devant la ville même, à la porte de Thionville.

Le 3e corps avait l'ordre de prendre par le défilé de Lessy, et Chatel-Saint-Germain, pour déboucher sur le plateau, aux environs de Vernéville.

D'après les instructions du commandant en chef, maréchal Bazaine, il devait venir en seconde ligne, après le 4e corps.

Mais, les troupes qui avaient combattu à Borny ayant dû s'arrêter à Metz, pour se réapprovisionner en munitions d'artillerie, et d'infanterie, et le 3e corps se trouvant prêt avant le 4e, le maréchal Le Bœuf prit sur lui d'intervertir l'ordre indiqué. A 7 heures du soir, le 15, deux divisions du 3e corps étaient concentrées aux environs de Vernéville. Les deux autres divisions se trouvaient de beaucoup en arrière, arrêtées par les longues files de voitures et d'équipages de pont, et l'une d'elles même, celle du général Metman, ne put rejoindre que le 17 au matin ; la 4e division du 3e corps, commandée par le général Aymard, arriva en ligne le 16, vers une heure.

Le 4e corps employa toute la nuit du 14 au 15 à passer sur la rive gauche, et à se concentrer du côté du Sansonnet.

Lorsque le général de Ladmirault voulut prendre la route de Lessy qui lui avait été assignée, il trouva le chemin encombré à ce point que la division Lorencez, engagée à deux heures dans le défilé, avait encore son arrière-garde au bivouac à huit heures du soir : le ravin de Chatel-Saint-Germain était obstrué par un équipage de pont. La division Lorencez ne put rejoindre que le 17, en même temps que

la division Metman du 3e corps. Le soir du 15, les deux autres divisions du 4e corps n'avaient pu quitter leurs positions en avant de Woippy. Le général de Ladmirault envoya alors un aide de camp au maréchal Bazaine, pour demander quel était le point qu'il devait atteindre. Doncourt ayant été indiqué comme objectif au 4e corps, le général Ladmirault modifia de lui-même son itinéraire, prit le 16 au matin la route de Briey, s'avança jusqu'à Sainte-Marie-aux-Chênes, et redescendit droit sur Doncourt, qu'il atteignit le 16 vers midi, à temps pour prendre part au combat, ainsi que nous le verrons plus loin.

Grâce à cette initiative, le 4e corps put faire vingt deux kilomètres en quelques heures, tandis que les autres troupes, les divisions Lorencez et Metman notamment, mirent deux jours pour parcourir un moindre chemin.

Cette lenteur excessive, ces retards constants étaient dus à la négligence du grand état-major, et principalement de son chef, le général Jarras, qui avait omis — ainsi que nous l'avons dit précédemment — de reconnaître les routes que l'on pouvait utiliser, et d'envoyer même un officier dans le but de s'informer des facilités qu'elles pouvaient offrir pour l'écoulement des troupes.

Cet oubli allait avoir des conséquences fatales.

La Garde fut divisée le 15 au matin : le maréchal Bazaine prit avec lui la division de voltigeurs, qu'il plaça à la ferme de Moscou, le général Bourbaki alla camper avec ses grenadiers à Gravelotte.

L'empereur avait suivi, le 14, avec les troupes du 2e corps, la route de Moulins, et il avait pu voir les éclairs des pièces du fort Queuleu tirant sur l'armée allemande.

Durant la nuit même, le maréchal Bazaine vint rejoindre Napoléon III dans la maison du colonel Hénocque où le quartier général avait été établi, et lui rendit compte de la vigueur vraiment remarquable déployée par ses soldats, et du résultat relativement heureux de la bataille.

Le 15 au matin, une nouvelle entrevue eut lieu entre le souverain et le commandant en chef. L'empereur, pressé par les dépêches de l'impératrice, manifesta à ce moment l'intention de devancer les troupes, en partant le jour même. Sur l'observation du maréchal que les routes ne paraissaient pas absolument sûres, le départ pour Verdun fut remis au lendemain matin.

Cette hâte, en dehors même de la cause que nous venons d'indiquer, était peut-être causée par un incident, qui s'était produit le 15, à la première heure : une batterie prussienne s'était avancée vers Longeville, presque au milieu de nos soldats, grâce au manque absolu de surveillance, et avait fait feu sur le groupe de l'état-major qui entourait l'empereur ; le premier obus avait coupé en deux un colonel, enlevé la jambe à un chef de bataillon, et blessé deux autres officiers.

Dans cette audacieuse tentative, le maréchal Bazaine crut voir, de la part de l'ennemi, le projet

d'utiliser le pont de Longeville, pour prendre par derrière nos troupes durant leur mouvement de retraite : il fit donc sauter ce pont, et l'opération n'ayant, lors de la première explosion, réussi qu'à détruire une arche, il la fit recommencer. Précaution bien inutile, car il existe un gué à quelques mètres du pont du chemin de fer ! On ne peut s'expliquer comment le commandant en chef, qui se préoccupait à ce point d'assurer sa marche, avait négligé de détruire le pont de Borny qui allait assurer un libre passage à l'armée de Steinmetz, et lui permettre de nous attaquer en flanc.

A quatre heures du matin, le 15, Napoléon III se mit en route.

Il suivit la route qui, de Moulins, passe par Rozérieulles, pour arriver à Gravelotte où l'on devait s'arrêter.

Dans cette journée du 15, il se produisit un incident singulier qui n'a, croyons-nous, jusqu'ici été rapporté par aucun historien, et dont nous fûmes personnellement témoin.

L'escorte de l'empereur se composait d'un escadron de guide ; de nombreuses voitures, aux armes impériales, précédaient et suivaient les cavaliers, encombrant et gênant la marche qui s'effectuait avec une lenteur extrême: le convoi était sous les ordres du chef d'escadron de gendarmerie Janisset, prévôt du 2e corps d'armée. Arrivés à la ferme de Pampelune, un peu avant Saint-Hubert, à l'endroit même où la route fait un coude, pour descendre vers Gravelotte.

l'empereur et son état-major s'arrêtèrent brusquement; à 1,200 mètres de la route, sur la lisière du bois de Vaux, on voyait étinceler les casques prussiens, et on distinguait nettement les longues-vues dont se servaient les officier ennemis, pour observer l'empereur qui avait mis pied à terre. Les Allemands étaient évidemment deux ou trois fois plus nombreux que l'escadron d'escorte; cette étrange situation se prolongea pendant plus d'une demi-heure, jusqu'au moment où les troupes venant de la ferme de Moscou, et prévenues par les cavaliers français, décidèrent les Prussiens à rentrer dans le bois de Vaux.

Pour quelle raison l'ennemi, informé que l'empereur était là, demeura-t-il immobile, alors qu'il ne dépendait que de lui de faire Napoléon III prisonnier C'est là une question à laquelle il est difficile de répondre.

Dans la journée du 15, le maréchal Bazaine prescrivit aux différents corps de continuer leur mouvement, de façon à se trouver plus concentrés sur les deux routes qui partent de Gravelotte, pour aboutir à Verdun.

Le 4e corps devait s'arrêter à Doncourt, (nous avons vu que, grâce à la modification apportée à son ordre de marche par le général de Ladmirault, deux des divisions purent arriver, non le 15 au soir, mais le 16 vers midi, au point indiqué.)

Le 6e corps avait pour objectif, Rezonville et Vionville, le 2e corps devant former l'avant-garde sur la route de Mars-la-Tour, et pousser jusqu'à cette loca-

lité. Le 3e corps avait son campement fixé à Verné-ville, le long de la ligne de Vernéville-Saint-Marcel, avec la mission de garder le bois de Doseuillons. Les voltigeurs de la Garde devaient demeurer au Point du Jour, et les grenadiers à Gravelotte, pour couvrir la retraite : enfin les deux divisions de cavalerie de Forton et du Barail étaient chargées d'éclairer l'armée, l'une sur la route de Saint-Mihiel, l'autre sur la route d'Etain, en avant de Jarny.

Les prescriptions du commandant en chef n'amenaient pas des mouvements bien considérables : quelques kilomètres au plus. L'encombrement des routes ne permit pas d'exécuter entièrement ces ordres : lorsque le 6e corps prit, le 15 au soir, les emplacements indiqués : la gauche à la route de Verdun, la droite au bois Saint-Marcel, il trouva le 2e corps qui devait le protéger en avant, aux environs de Mars-la-Tour ; campé sur sa gauche. Quelle raison avait donc arrêté le mouvement?

Le 15, à onze heures du matin, le 2e corps arrivait à Rezonville : il ne lui restait que huit kilomètres à faire, pour atteindre Mars-la-Tour ; mais un ordre du maréchal Bazaine prescrivit de ne pas pousser plus en avant, et d'arrêter la marche. Cette modification aux instructions premières, avait été décidée par le commandant en chef, afin de donner le temps d'arriver aux divisions des 3e et 4e corps.

Les mauvaises dispositions prises, l'insuffisance des préparatifs nous obligeaient donc à perdre près de vingt-quatre heures, et cependant le général de

Ladmirault, en prenant plus à droite, par la route de Briey, avait sinon supprimé, du moins, considérablement atténué les obstacles. La bataille de Borny ne nous avait coûté que douze heures de retard, l'encombrement nous en fit perdre vingt-quatre. Et, cependant, le temps était d'autant plus précieux que l'ennemi arrivait de tous côtés. Dans cette journée du 15, il attaquait nos cavaliers isolés, inquiétait un convoi escorté par les chasseurs d'Afrique, aux environs du château de Moncel, à 1,500 mètres en avant de Doncourt. Le maire de Gorze avertissait en outre le quartier général que les Allemands passaient la Moselle: vingt à vingt-cinq mille hommes étaient déjà dans le ravin de Gorze.

Enfin, en avant du 2e corps, la cavalerie rencontrait les Allemands en force : Parti le 15 au point du jour de Gravelotte, le général de Forton était aux environs de Vionville, informé que l'artillerie allemande passait à Chambley au sud-est de Mars-la-Tour. Il envoya aussitôt, dans cette direction, trois escadrons qui rencontrèrent l'ennemi à Puxieux. Deux escadrons de hussards, et deux batteries poursuivirent nos cavaliers, qui rallièrent aussitôt le gros des forces à Tronville: l'ennemi se retira, après un combat d'artillerie, qui dura environ une heure sans résultat. Le général Frossard, dont les troupes se trouvaient sur la route en avant de Rezonville, s'était avancé avec un détachement de cavalerie jusqu'à Mars-la-Tour, pour voir par lui-même ce qui se passait.

Informé par le général de Forton, le commandant du 2e corps conseilla, — il n'avait pas d'ordres à donner, — à la division de cavalerie de ne pas rester dans une position aussi avancée, exposée aux attaques de l'ennemi : le général de Forton abandonna vers le soir, Mars-la-Tour, et se rabattit sur Vionville, afin de se relier au 2e corps.

La route n'était donc plus surveillée sur le front du 2e corps : l'ennemi allait profiter de cette négligence pour tenter de nous surprendre.

CHAPITRE XII

Marche de la 2e armée prussienne. — Bataille de Rezonville. - Tentative des Allemands sur Toul.

I

Nous avons précédemment indiqué la marche de la deuxième armée allemande (prince Frédéric-Charles), jusqu'à la Moselle.

Le 15 au soir, les différents corps prussiens occupaient les emplacements suivants :

A Thiaucourt, la 5e division de cavalerie, Rheinbaben ; l'avant-garde du 10e corps au delà de Pont-à-Mousson ; le 3e corps qui devait s'arrêter à Cheminot. poussait au delà jusqu'à la Moselle ; le 9e, aux alentours de Verny ; le 12, sur la Seille à Nomény avec son arrière-garde à Moncheux ; la Garde à Dieulouard, avec une brigade de dragons, au delà de Rogéville ; le 2e corps nouvellement arrivé à Han-sur-Nied ; enfin le 4e corps, avec son avant-garde à Marbache, le gros des forces se trouvant encore sur la rive droite de la Moselle. La 6e division de cavalerie était également sur la rive droite.

Dans la journée du 15, la brigade de Redern de la 5e division de cavalerie, fut lancée en avant, pour observer les mouvements de l'armée française. Ses

escadrons s'avancèrent jusqu'à Chamblay et Puxieux où, comme nous l'avons vu, ils vinrent se heurter aux troupes du général de Forton. Les trois brigades de la 5e division de cavalerie allemande, prirent position à Xonville, à Puxieux, et à l'ouest de Mars-la-Tour.

Le combat de Puxieux ne paraît pas avoir été signalé le jour même, au quartier général du prince Frédéric-Charles : il révélait la présence de l'armée française, aux environs de Rezonville, et faisait présager une bataille décisive pour le lendemain. Dans l'ordre de marche du 15 au soir, cependant, on ne trouve aucune trace de cette préoccupation : il contenait seulement les prescriptions suivantes :

Le 3e corps et la 6e division de cavalerie, passeront la Moselle, au-dessous de Pont-à-Mousson, et se porteront par Novéant et Gorze, sur la route de Metz-Verdun à Mars-la-Tour et Vionville.

Le 10e corps et la 5e division de cavalerie continueront leur mouvement sur la route de Verdun, jusqu'à la hauteur de Saint-Hilaire et de Maizeray.

Le 12e corps s'avancera de Nomény à Pont-à-Mousson, son avant-garde à Régneville-en-Haye.

La Garde marchera sur Bernécourt, ses têtes de colonnes à Rambucourt.

Le 9e corps poussera sur Sillegny : le 4e portera son avant-garde à Jaillon, dans la direction de Toul.

Le 2e arrivera à Buchy, pour passer la Moselle le 17, à Pont-à-Mousson.

Le quartier général de la 2e armée à Pont-à-Mousson.

Afin d'activer le passage de la rive gauche, le prince Charles, trouvant insuffisants les quatre ponts de Borny, de Pont-à-Mousson, de Dieulouard et de Marbache, avait prescrit de jeter sur la Moselle des ponts :

A Pont-à-Mousson (établi le 13 au soir);

A Champey (15 août):

A la Lobe (16 août);

A la ferme de Poncé (16 août, soir);

A la poste de la Lobe (17 août);

A Arry (17 août);

Enfin deux ponts à Borny : le 1er en amont de Novéant ; le second contre le pont suspendu (17 août).

L'état-major de la 2e armée allemande songeait si peu à une bataille pour le 16, qu'après avoir donné l'ordre de construire un pont à Champey, il fit prescrire, dans la journée, de cesser le travail « le passage de la Moselle étant provisoirement contremandé. » (1) Le commandant de la compagnie de pionniers le fit cependant continuer « pour l'instruction de ses hommes, avec l'intention de le replier immédiatement. » Ce pont, conservé par hasard, devait être, dans la journée du 16, d'un puissant secours aux Allemands.

Dès le 15 au soir, le général Alvensleben II, fit passer la Moselle au 3e corps. La 5e division d'infanterie,

(1) Capitaine Gœtze. — *Opérations du corps du génie Allemand.*

et la 6e division de cavalerie sur le pont de Novéant; la 6e division d'infanterie à Champey, la réserve d'artillerie à Pont-à-Mousson. Le soir même, l'avant-garde des divisions d'infanterie poussa jusqu'à Gorze et Onville, occupant ainsi tout ce terrain boisé, difficile, que les Français n'avaient pas songé à faire observer et à défendre. Le 10e corps envoya à Novéant un détachement de deux bataillons, de deux escadrons et d'une batterie. Le reste du 10e corps s'avança jusqu'à Thiaucourt.

Le 15, dans la nuit, il se trouvait donc dans un rayon de trente kilomètres environ : deux divisions de cavalerie, et une brigade de dragons de la Garde, les 3e et 10e corps; la journée du lendemain devait permettre à quelques troupes du 8e corps et du 9e corps, de prendre part à la bataille.

Au point du jour, le 16, l'empereur envoya un de ses officiers d'ordonnance, le commandant Hepp, prévenir le maréchal Bazaine, que les voitures de la Cour étaient prêtes : « Dès que les corps seront montés sur les plateaux, dit l'empereur, mettez-les en route sur Verdun. » La brigade de cavalerie de la Garde de France escorta Napoléon III jusqu'à Conflans; elle revint, ensuite, rallier l'armée, et nous la retrouverons dans la journée avec le 4e corps. L'empereur continua sa route accompagné jusqu'à Étain par des chasseurs d'Afrique, puis il gagna Verdun, où il trouva le général Dejean qui venait d'être nommé commandant en chef du génie de l'armée, en remplacement du général Coffinières de Nordeck,

gouverneur de Metz. L'empereur était si bien persuadé que le maréchal Bazaine pousserait en avant, qu'il donna des ordres afin que tout fût préparé, pour l'arrivée de l'armée. On s'occupa de la construction de ponts de bateaux, on reconnut les passages et les gués, on établit enfin des campements pour cette armée qui, avait dit Napoléon III en montant en chemin de fer, devait être en vue le lendemain vers trois heures.

Les troupes du 2e et du 6e corps, placées en avant de Gravelotte, avaient pu voir le départ de l'empereur, départ si précipité, qu'il ressemblait à une fuite. Dès quatre heures du matin, en effet, les tentes avaient été pliées, les soldats étaient sous les armes, on n'attendait plus qu'un ordre pour continuer la route, qui avait été indiquée la veille. Ce n'est que vers huit heures, que les commandants des 2e et 6e corps, furent prévenus que le mouvement était retardé, jusqu'à ce que le 3e corps fût prêt à suivre. Dès la veille, on s'en souvient, il avait fallu, pour des raisons analogues, arrêter la marche du 2e corps : l'insuffisance des préparatifs devait nous être fatale jusqu'à la dernière heure.

Dans ces circonstances, le général Frossard et le général de Forton, qui se trouvait en avant de Vionville avec sa division de cavalerie, avaient le devoir impérieux d'éclairer soigneusement le terrain, non-seulement en avant dans la direction de Mars-la-Tour, mais encore et surtout, sur la gauche de la route de Verdun. C'était de ce côté, en effet, que la

cavalerie de Forton, avait rencontré l'ennemi, la veille à Puxieux, et le général avait, le 15 au soir, été prévenu par le maire de Gorze que 25 à 30,000 Prussiens avaient passé la Moselle à Novéant, et se trouvaient dans le ravin de Gorze. En présence de renseignements aussi précis, on s'explique mal que le commandant du 2e corps se soit borné à envoyer en avant quelques reconnaissances qui ne rencontrèrent pas l'ennemi. Cette négligence devait donner aux Prussiens l'avantage de l'attaque.

Vers huit heures et demie du matin, quatre batteries de la 5e division de cavalerie prennent position au nord de Tronville et à l'ouest de Vionville, et ouvrent le feu sur les escadrons du général de Forton. Dans le premier moment de surprise, le trouble est extrême, d'autant que les conducteurs civils de la division de cavalerie viennent de rejoindre, et encombrent la grande rue de Vionville et la route. Les obus tombant dans le village, ces hommes coupent les traits de leurs chevaux, et s'enfuient, laissant tout à l'abandon. Au même moment, les convois restés au Ban Saint-Martin arrivent; les voituriers, effrayés, lâchent bride, et regagnent en toute hâte le plateau de Gravelotte.

Fort heureusement, cette panique n'atteint pas les troupes. Le général de Forton fait placer son artillerie sur les crêtes, et engage le feu, de façon à donner le temps aux escadrons de se replier sur le 2e corps. Le général de Valabrègue, commandant la

cavalerie du général Frossard, opère un mouvement analogue.

Le terrain sur lequel s'engage l'action est divisé en deux par la route de Rezonville à Verdun. A droite, se trouve un plateau boisé et ondulé, borné à l'ouest par le chemin qui réunit les deux routes de Mars-la-Tour et d'Étain à Jarny; à l'est, par la Mance, qui, du nord de Vernéville, va se jeter dans la Moselle, à Ars. Sur la route même, trois villages, distants de 3 kilomètres les uns des autres : Vionville, Rezonville, Gravelotte.

De l'autre côté de la route, les pentes qui descendent vers la Moselle sont assez rapides. Au sud-ouest, se trouve le plateau dominant et peu étendu de Tronville, qui se termine près de Vionville.

Trois routes sont ouvertes de la Moselle aux plateaux : ce sont celles d'Ars à Gravelotte, par le vallon de la Mance, la route qui part de Novéant, celle enfin qui d'Arnaville, conduit à Onville, et monte à Mars-la-Tour. Tout le terrain situé entre le bois de Vaux, à l'est, et la route Onville Mars-la-Tour, à l'ouest, est couvert d'épaisses forêts, difficiles à traverser, et dont les chemins peu nombreux sont en général très étroits.

De Gravelotte à la Moselle, il n'y a guère que 5,000 mètres en ligne directe, 7 kilomètres de Rezonville, et enfin 9 de Vionville à la rivière.

Le terrain sur lequel les Allemands engagent l'action leur est donc défavorable ; ils n'ont que des débouchés peu nombreux, étroits, difficiles, pour

aller de la Moselle aux plateaux. La pente est partout assez rude, et doit ajouter à la fatigue des soldats éprouvés par une longue marche et par une chaleur accablante. Enfin, en cas de défaite, la Moselle est à dos, et l'encombrement forcé des ravins d'Ars et de Gorze, empêchera le vaincu de s'écouler rapidement. En regard de tous ces inconvénients, la position offre à l'ennemi un avantage très réel : son front est, presque partout, garanti par des bois épais qui lui permettront de combattre à couvert, de profiter de tous les obstacles du sol. Nous avons pu voir déjà que les Prussiens recherchent avec empressement les forêts. Bien avant la guerre, plusieurs auteurs, le prince Frédéric-Charles notamment, avaient, de l'autre côté du Rhin, signalé cette supériorité du soldat allemand dans le combat des bois. Dans la circonstance actuelle, ces fourrés épais atténuaient le danger d'une retraite vers les ponts de la Moselle, en permettant une résistance plus énergique, et en rendant la poursuite forcément moins active.

Aux premiers coups de canon, les troupes du 2e et du 6e corps prennent leurs positions de combat. La division Bataille forme la droite du 2e corps, dont la 1re brigade occupe les bas-fonds de Flavigny et Vionville ; la 2e se place sur les hauteurs à gauche, avec une partie de l'artillerie, sur un mamelon, à gauche de la route. Plus à gauche, la division Vergé couronne les crêtes : celles qui dominent les carrières avec sa 1re brigade ; la 2e en équerre, faisant face au

sud ; à l'extrême gauche enfin, la brigade Lapasset surveille les défilés de Gorze : une batterie et le 94e en face du bois de Saint-Arnould ; le 97e et le 3e lanciers en seconde ligne, près de Rezonville.

Le 6e corps se place : la division Lafont de Villiers reliée à la division Bataille, le 9e de ligne, le seul de la division Bisson qui ait rejoint, et la division Tixier continuent le mouvement jusqu'à Saint-Marcel ; la division Levassor-Sorval en arrière de la gauche, front vers le sud, et servant de réserve.

L'artillerie du 6e corps prend position à l'est de Vionville, en avant du chemin de Rezonville à Saint-Marcel ; la réserve d'artillerie se place sur un mamelon, à droite de la division Levassor-Sorval.

Le 3e corps, posté à Vernéville avec cette singulière mission de faire face à droite, et de garder le bois Doseuillons, — mouvement qui ne pouvait résulter que de la préoccupation qu'avait fait naître dans l'esprit du maréchal Bazaine la dépêche de l'impératrice indiquant un mouvement des Prussiens par le Nord, — le 3e corps fait un changement de front, l'aile droite en avant, de manière à se trouver en ligne, parallèlement à Vionville.

La Garde impériale est mise en bataille par le commandant en chef : les zouaves et deux batteries face au ravin des Ognons ; les voltigeurs à droite, du côté de la Malmaison, au carrefour des routes de Doncourt et de Vernéville ; les grenadiers à gauche comme réserve.

La 6e et la 5e division de cavalerie allemande rejoi-

gnent promptement la brigade Redern, qui a engagé le combat avec l'appui de quatre batteries, et soutiennent d'abord seules la lutte ; mais la 5e division d'infanterie allemande ne tarde pas à gravir les hauteurs, et prend position au sud de Flavigny, dans les bois de Vionville et de Saint-Arnould, où elle se heurte aux troupes du 2e corps, qui lui infligent des pertes sérieuses. Le général de Doring, qui commande la 9e brigade d'infanterie, est tué, et le 52e régiment prussien, décimé par le feu des chassepots, compte 50 officiers et 1,200 hommes hors de combat.

Des renforts arrivent aux Allemands. Un détachement du 10e corps, comprenant 2 bataillons, 2 escadrons et une batterie, sous les ordres du colonel de Lyncker, et bientôt après la 6e division d'infanterie, entrent en ligne.

Un peu avant onze heures, les Allemands forment un quart de cercle de la route de Verdun (entre Tronville et Vionville) au bois des Ognons.

La 6e division d'infanterie est en avant de Tronville, à l'ouest du village de Flavigny, qu'elle attaque ; les quatre batteries à cheval de la 5e division de cavalerie, qui ont commencé l'action à l'ouest de Vionville, à l'extrême gauche de la ligne prussienne La 5e division de cavalerie (Rheinbaben) se divise : la 11e brigade (3 régiments) couvre la gauche, dans la direction de Mars-la-Tour ; la 12e brigade appuie l'attaque de la 6e division d'infanterie contre Flavigny ; la 13e brigade, enfin, est à la droite avec la 5e

division d'infanterie qui, après avoir gravi les hauteurs par la route de Gorze à Vionville, s'établit sur une crête, au nord de la route de Gorze et dans le bois de Saint-Arnould. Le détachement du colonel Lyncker relie la 5e division à la 6e. La réserve d'artillerie du 3e corps, à l'ouest du bois de Vionville, remplit le vide entre les deux divisions. La 6e division de cavalerie (Mecklembourg-Schwerin) est tenue en réserve derrière le centre, au débouché de Gorze. Quelques-uns de ses escadrons, avec une batterie, prennent cependant position avec l'artillerie de réserve, qu'elles ont mission de soutenir.

L'attaque prussienne se produit de deux côtés à la fois : sur la gauche du 2e corps, par les bois de Vionville et de Saint-Arnould (5e division prussienne contre la brigade Lapasset et la 1re brigade de la division Vergé), et sur la droite française, dans la direction de Vionville (6e division d'infanterie prussienne contre la division Bataille et la 2e brigade Vergé) (1).

(1) Ayant eu deux chevaux tués sous lui, le général Bataille resta à pied, à la tête de sa division qu'il entraîna de nouveau au combat. Il fut atteint par une balle qui lui perça le ventre. Ramené à Metz dans un état des plus graves, il eut encore la profonde douleur de se voir prisonnier de guerre par suite de la capitulation du 27 octobre, et ce n'est que dix-huit mois après qu'il put reprendre du service. Il commanda d'abord, en juillet 1871, le 2e corps de l'armée de Versailles; puis, en 1873, il fut placé à la tête du 5e corps d'armée, à Orléans : il conserva ce commandement jusqu'au 11 février 1879. Passé, par suite de limite d'âge, au cadre de réserve en 1881, il fut admis peu après à la retraite et mourut à Bourg-d'Oisans, dans l'Isère, le 9 janvier 1882. (D. L.)

Des deux côtés le combat est acharné : la brigade Lapasset, établie entre les deux ravins qui descendent vers les bois de Saint-Arnould, et soutenue par les 76e et 77e de la brigade Jolivet, qui pénètrent au sud-ouest du bois de Vionville, soutient une lutte opiniâtre. L'artillerie française a surtout peine à répondre aux quarante-deux pièces allemandes. Deux batteries de 4 de la réserve du 2e corps viennent appuyer les troupes du général Lapasset ; mais les pertes sont graves : le commandant de Germay est tué, et les canons français prennent position plus en arrière. L'infanterie tient bon, et empêche les Prussiens de déboucher des bois. L'acharnement est tel que l'on s'aborde à la baïonnette : Français et Prussiens tombent les uns à côté des autres, et les nombreux tumulus, qui marquent aujourd'hui ce coin de la bataille, ne distinguent pas les victimes ensevelies pêle-mêle.

Sur la droite du 2e corps, la 6e division prussienne dirige un feu violent d'artillerie contre Flavigny et Vionville. Son artillerie est renforcée des deux batteries de la 5e division de cavalerie qui ont été refoulées des hauteurs de Vionville, de quatre batteries du 10e corps successivement engagées et d'une batterie du 4e corps.

Jusqu'à onze heures, aucun résultat ne se produit : les troupes françaises se maintiennent sous le feu écrasant de l'ennemi. Vers onze heures un quart, le général Lehman entre en ligne avec la 37e brigade, diminuée du détachement du colonel de Lyncker, qui

a déjà pris position. Plus en arrière, de puissants renforts allemands sont annoncés.

Tandis que l'attaque se prépare contre la droite du 2e corps, le maréchal Bazaine, accouru au premier coup de canon, n'est préoccupé que de soutenir sa gauche, qui assure ses communications avec Metz. Il néglige donc de faire donner la Garde, et se contente de faire avancer quelques batteries de 12 de la réserve ; mais ces pièces sont impuissantes à lutter contre l'artillerie supérieure de l'ennemi : le lieutenant-colonel de Maintenant est atteint, le général Frossard a un cheval tué sous lui.

Les 35e 20e, 64e régiments prussiens attaquent Vionville vers onze heure et demie, et abordent le village au sud, à l'ouest et au nord. Le 12e bataillon de chasseurs français est obligé de se retirer, non sans avoir fait éprouver des pertes sensibles à l'ennemi. Le colonel de Bismarck, qui commande la 12e brigade prussienne, est blessé. Le général Valazé repousse énergiquement une colonne qui cherche à déboucher par le ravin au sud de Flavigny ; mais, criblés par l'artillerie prussienne, les 32e et 55e français sont forcés de reculer sur Rezonville, avec leur général blessé.

Le général Bataille est alors vigoureusement attaqué à Flavigny. Des détachements des deux divisions d'infanterie prussienne se portent à la fois contre le village, que le 3e et le 23e de ligne sont obligés d'abandonner, alors que le feu de l'artillerie a mis le feu aux maisons. Le général Bataille est

dangereusement blessé, en dirigeant la brigade Fauvart-Bastoul.

Seule, la brigade Lapasset tient encore, tandis que le 2e corps, épuisé, se replie en arrière de Rezonville. Témoin de cette retraite précipitée, le maréchal Bazaine se porte à la hauteur des troupes, les rallie, fait battre la charge, et dirige les bataillons jusqu'à la hauteur au sud de Rezonville.

Les Prussiens veulent profiter de cet instant favorable pour pousser en avant; mais le maréchal Bazaine a appelé de Gravelotte le général du Preuil et les cuirassiers de la Garde, il leur donne l'ordre de charger avec le 3e lanciers de la brigade Lapasset. Les lanciers partent les premiers; mais le feu des Allemands les arrête. Les cuirassiers de la Garde prennent alors plus à droite, sur trois lignes: la première formée des 4e et 6e escadrons, capitaines-commandants Thomas et Roussange, avec le lieutenant-colonel Letourneur et le chef d'escadrons Sahuquet; la seconde des 2e et 3e escadrons, conduits par le général du Preuil, commandants Laborde et Barrois; la troisième ligne du 1er escadron, capitaine Barénau. Ils pénètrent entre l'infanterie et l'artillerie, et sabrent quelques canonniers; mais leur effort est impuissant, ils sont obligés de reculer sous une grêle de balles, laissant sur le champ de bataille 22 officiers, 244 sous-officiers et soldats, et 250 chevaux. Ce régiment, qui avant l'action, était formé de cinq escadrons, comptant environ 115 hommes montés par escadron, fut réorganisé, à la suite de cette affaire,

à quatre escadrons, n'ayant plus chacun que 62 hommes montés.

Le maréchal Bazaine fait avancer une batterie de la Garde pour contenir l'ennemi, mais elle est aussitôt enveloppée par la 13e brigade de cavalerie allemande, qui s'est lancée à la poursuite des cuirassiers de la Garde. Les hussards de Brunswick (17e régiment) arrivent jusque sur les artilleurs, et se mêlent aux états-majors du maréchal et du général Frossard. Les officiers sont obligés de tirer le sabre; le maréchal, la tête cachée par un couvre-nuque blanc, se trouve quelque temps côte à côte avec un officier prussien. Enfin, la fusillade du 3e bataillon de chasseurs à pied repousse les cavaliers allemands, bientôt rejoints et taillés en pièces par l'escadron d'escorte du 5e hussards français.

Dans cette lutte, le maréchal Bazaine est séparé de son état-major, qui se retire à Gravelotte avec le général Jarras. Le lieutenant-colonel Gaillard, sous-chef d'état-major du 2e corps, est grièvement blessé.

La 6e division de cavalerie allemande veut renouveler la tentative de la 13e brigade et des hussards de Brunswick; elle débouche entre Flavigny et le chemin de Buxières. Accueillie par une violente fusillade, cette cavalerie fait des pertes sensibles : le général Rauch, qui commande une brigade, est blessé; le colonel de Zieten, colonel des hussards de Zieten, est tué. Après plusieurs tentatives infructueuses, les Allemands se replient.

Le général Bourbaki, averti du mouvement des

Prussiens, fait aussitôt avancer ses deux divisions, qui prennent les positions suivantes : en avant de Rezonville, des deux côtés du village, la division des grenadiers, le 3e régiment étant chargé de soutenir la brigade Lapasset, qui se maintient malgré tous les efforts de l'ennemi, quoiqu'elle ait près du cinquième de son effectif hors de combat. En arrière de la brigade Lapasset, la division de voltigeurs, face au bois des Ognons, que couvre le bataillon de chasseurs de la Garde.

En même temps que la Garde, le 6e corps, qui n'a eu jusqu'ici qu'à lutter contre la 5e division de cavalerie et l'extrême gauche de la 6e division d'infanterie prussienne, va donner sérieusement. La division Levassor-Sorval, qui est restée en seconde ligne, se relie avec les grenadiers au nord-ouest de Rezonville, la brigade Colin vers Flavigny et Vionville ; la division Tixier vers les bois au sud de Saint-Marcel, la division de cavalerie du général de Forton est adossée au bois de Villiers, faisant face à la route de Verdun.

La bataille entre donc dans une nouvelle phase : le 6e corps et la Garde auraient pu, sans doute, s'engager quelques heures plus tôt, et par une vigoureuse offensive, rejeter et écraser les deux divisions d'infanterie et les deux divisions de cavalerie que l'ennemi pouvait nous opposer. A neuf heures, nous avions en présence des Prussiens, trois corps (le 2e, le 6e et la Garde), soit plus de 60,000 hommes à opposer aux 30,000 hommes du 3e corps allemand, et cependant,

ici comme à Forbach, comme à Borny, nous avons laissé passer l'heure, et ce n'est qu'au moment où le 2e corps est écrasé par des forces supérieures que le 6e et la Garde entrent sérieusement en ligne.

A la droite (allemande) le général d'Alvensleben, commandant du 3e corps allemand, donne l'ordre d'attaquer le corps Canrobert, il fait avancer ses réserves (brigade Lehman) et les lance sur le bois, au nord de Tronville, formé de taillis épais, le 24e régiment en tête ; mais ces troupes rencontrent devant elles la brigade Péchot et le 9e régiment de la division Bisson. L'incontestable supériorité du chassepot ne permet pas aux Prussiens de soutenir longtemps la lutte : le colonel de Kameke, commandant du 91e régiment prussien est tué, et les bataillons ennemis ont fort à souffrir d'une puissante batterie française qui a pris position près de la voie romaine, sur une crête allant perpendiculairement du bois de Villiers à la route de Verdun.

La situation semble critique au général de Buddenbrock, commandant la 6e division d'infanterie prussienne ; il donne l'ordre à la brigade de cavalerie Bredow de charger le 6e corps français qui se prépare à prendre l'offensive.

Les cavaliers allemands se précipitent avec une très grande bravoure, les cuirassiers en tête. Ils atteignent nos batteries, se jettent sur la ligne de l'infanterie qui les reçoit par une violente fusillade. A ce moment, la division de Forton aperçoit cette masse d'hommes, mélange de dragons, de cavaliers du 16e

uhlans, du 7e cuirassiers et de hussards qui va de la droite vers la gauche, à peu près à égale distance des bois de Villiers et de la route de Verdun. La brigade Murat est lancée, arrive au galop, pénètre dans les rangs, et se met à pointer. La masse confuse poursuit sa direction vers Metz, et vient tomber sur des escadrons de dragons du 2e corps. Les Prussiens tournent bride aussitôt ; mais le général de Forton les fait attaquer de flanc par le 7e cuirassiers appuyé par un escadron du 8e. La déroute est complète.



Le général Legrand.

Il ne revenait du 7e régiment de cuirassiers allemands que 7 officiers et 70 hommes ; du 16e uhlans, 6 officiers et 80 hommes. C'est cette charge si meurtrière pour l'ennemi qui a évidemment donné naissance à la fameuse légende « des cuirassiers de Bismarck anéantis ». On voit que si les cuirassiers, au lieu d'être de Bismarck, n'étaient que de Magde-

bourg, ils n'en valaient guère mieux. Ajoutons que c'est principalement contre le 7e cuirassiers français que le 7e cuirassiers prussiens avait eu à lutter.

Au moment où les derniers cavaliers disparaissent de l'autre côté de la route, et se rallient derrière Flavigny, le canon se fait entendre plus au nord : c'est le maréchal Le Bœuf qui entre en ligne; il est environ deux heures et demie.

Dans une de ses dépositions, dans le grand procès de Trianon, le maréchal Le Bœuf a déclaré « que l'action avait commencé pour son corps vers midi ». C'est là une erreur évidente : placé à Verneville, à moins de six kilomètres du champ de bataille, le maréchal Le Bœuf a entendu le canon le matin à neuf heures et demie ; il est venu « sans attendre d'ordre », et cependant ce n'est pas avant deux heures et demie qu'il est entré en ligne aux environs de Saint-Marcel, en escarmouchant contre des coureurs prussiens.

Toujours préoccupé d'un mouvement sur notre gauche, le maréchal Bazaine prescrit au commandant du 3e corps de se maintenir solidement vers Saint-Marcel avec la division Nayral (le général Nayral avait remplacé le général Castagny, blessé à Borny), de se relier à la droite du 6e corps par la division Aymard qui venait seulement de rallier le 3e corps, après être sorti de l'effroyable encombrement des routes, et enfin d'envoyer la division Montaudon vers Gravelotte, pour veiller au débouché

d'Ars-sur-Moselle. Les deux divisions du 2e corps, reformées en arrière de Rezonville, sont dirigées dans la même direction, et placées sur le plateau au sud de Gravelotte, à la lisière du bois des Ognons qu'occupent plusieurs bataillons.

Cette idée fixe du maréchal Bazaine, redoutant un mouvement tournant qui nous aurait séparé de Metz, mérite d'autant plus de frapper, que nous la retrouverons le 18 plus accusée encore, et que le 15 déjà, obéissant à la même préoccupation, le commandant en chef avait, comme nous l'avons dit précédemment, fait sauter le pont de Longeville, sous le canon même de la place.

Tandis que l'action se continue, de puissants renforts vont entrer en ligne des deux côtés. Le 4e corps (Ladmirault) réduit à deux divisions par l'absence de la division Lorencez retenue avec la division Metman dans les défilés, se trouvait entre Saint-Privat-la-Montagne et Sainte-Marie-aux-Chênes vers onze heures et demie, lorsque l'on entendit le bruit de la bataille. Sans attendre d'ordre, le général de Ladmirault fit poser les sacs à la division Grenier, bientôt suivie par la division de Cissey, pour courir au canon.

Du côté des Prussiens, la nouvelle de l'action n'avait été transmise à Pont-à-Mousson, quartier général de la 2e armée, que vers midi et demi. Le prince Frédéric-Charles prescrivit aussitôt aux différents corps d'accélérer le pas. Le 9e, qui suivait la route Silligny-Corny, reçut l'ordre de se hâter pour

soutenir le 3e corps; la réserve d'artillerie du 10e corps, appelée en toute hâte de Chambley, arriva sur le champ de bataille aux environs de Tronville, au moment même où le corps Lamirault entrait en ligne. La 20e division d'infanterie (10e corps), atteignit Tronville vers trois heures, la brigade Woyna formant l'avant-garde. La brigade des dragons de la Garde, venue de Saint-Hilaire, s'établit avec une batterie à cheval de la Garde à Mars-la-Tour.

Le prince Frédéric-Charles arriva vers trois heures et demie sur le champ de bataille, après avoir franchi en une heure les vingt-sept kilomètres qui le séparaient de Pont-à-Mousson.

Au début de l'action, la ligne française étaient perpendiculaire à la chaussée Rezonville-Mars-la-Tour; elle avait pivoté sur son centre l'aile droite en avant, et vers trois heures, elle se trouvait à peu près parallèle à la route de Verdun.

Le général de Ladmirault atteint le plateau de Bruville avec la division Grenier, et occupe solidement la ferme de Greyère, que l'on s'occupe de créneler en toute hâte. La ferme est située sur la berge d'un ravin étroit et très escarpé qui assure une bonne défense. La division Cissey appuie en seconde ligne: à gauche, se trouve la division de cavalerie de Clérembault du 3e corps, qui vient d'être rejointe par le 2e chasseurs d'Afrique, et la brigade De France qui arrive d'Étain, où elle a escorté l'empereur.

Vers cinq heures, la 38e brigade (Wedell) prend l'offensive contre le 4e corps : le 16e régiment prus-

sien marche en avant de Mars-la-Tour, A peine a-t-il débouché qu'il est accueilli par une violente fusillade : les compagnies se portent en avant au pas de course, se jettent dans le ravin de Greyère, mais sont bientôt obligées de battre précipitamment en retraite. Le colonel, 48 officiers et 1,736 hommes du 16e régiment sont tués, blessés ou disparus. Le drapeau du régiment prussien est pris par le sous-lieutenant Chabal, du 57e de ligne (1).

(1) Il y avait dans les rangs du 57e de ligne un sous-lieutenant nommé Chabal, que ses fonctions d'officier payeur auraient pu dispenser de prendre part au combat, mais qui n'avait pas voulu se séparer de ses camarades. Au plus fort de la mêlée, dit M. le commandant Rousset dans ses récits, Chabal aperçut un porte-drapeau prussien, celui du 16e régiment, qu'une balle avait renversé, et qui gisait, tenant fiévreusement son drapeau maculé de poussière et de sang. Chabal se précipita sur lui et chercha à lui enlever son trophée mais l'autre se défendait vigoureusement, et peut-être que le sous-lieutenant n'en serait pas arrivé à bout, s'il n'avait eu l'heureuse idée de briser la hampe et de laisser le tronçon aux mains crispées de son adversaire. Chabal put enfin remettre le drapeau à son colonel qui le fit parvenir au général de Cissey. M. Chabal devint capitaine dans la garde républicaine et le 14 juillet 1880 il a été fait chevalier de la Légion d'honneur.

En 1870, dès la déclaration de guerre, raconte M. Dick de Lonlay, un patriote français, M. Joly Polard, de Jussy (Aisne), avait versé une somme de *deux cents francs* pour être remise, à titre de don patriotique, au soldat français qui prendrait le premier drapeau prussien sur le champ de bataille. Onze ans plus tard, en 1881, ce legs fut délivré à M. le capitaine Chabal, de la garde de Paris, sous la forme d'un revolver d'honneur portant gravé sur une plaque de cuivre cette inscription : « *Arme d'honneur délivrée par M. le Ministre de la Guerre, au nom de M. Joly Polard, au capitaine Chabal, qui a pris un drapeau à l'ennemi, le* 16 *août* 1870. » (D. L.)

Le 57[e] régiment allemand, qui a prononcé l'attaque ur la droite, n'est guère mieux traité. Soutenu par deux compagnies de pionniers, et conduit par le général de Wedel, il s'établit vers l'est, dans des bouquets de bois, et tente de se porter en avant; mais la division Cissey prend l'offensive, et la retraite s'opère en toute hâte. Les Allemands perdent leur général, et ne peuvent être ralliés qu'en arrière de Tronville. Dans cette lutte acharnée, le général Brayer, commandant la 1[re] brigade de la division de Cissey, fut tué.

Les deux régiments de la brigade de Wedel sont si énergiquement poursuivis, que le 1[er] régiment des dragons de la Garde reçoit l'ordre de charger pour les dégager ; le régiment, soutenu par deux escadrons de cuirassiers, s'élance résolûment en avant. Les bataillons français de la division de Cissey forment le carré, et fusillent les cavaliers allemands à moins de cinq cents mètres. Le 73[e] de ligne anéantit un escadron qui s'est jeté sur lui. Les dragons sont obligés de se replier, laissant plus du tiers de leur effectif à terre, y compris leur colonel.

L'aile gauche prussienne semblant menacée à la suite de ces deux échecs successifs, le général de Voigts-Rhetz (10[e] corps), qui commande de ce côté, donne au général de Barby l'ordre de charger avec ses six régiments (4[e] cuirassiers, 19[e] dragons, 13[e] uhlans, 16[e] dragons, 10[e] hussards, 13[e] dragons). Les cavaliers allemands remontent au nord de Mars-la-Tour et se dirigent vers Ville-sur-Yon. Le général de

Ladmirault voit le danger, et son aide de camp, le capitaine de la Tour du Pin, part au galop pour avertir le général Legrand.

Le terrain sur lequel va se produire ce formidable choc s'étend à l'ouest de la route qui relie Jarny et Mars-la-Tour. Cette région est légèrement inclinée au nord-ouest, et vers le milieu de la déclivité se prononce par une dépression marquée.

Sur l'avis du commandant du 4e corps, le général Legrand, le général De France avec sa brigade de la Garde et le général Du Barail avec le 2e chasseurs d'Afrique, se disposent rapidement au combat.

Le général Du Barail enlève vigoureusement son régiment, franchit au galop le ravin. Ses escadrons chargent en face la Grange, perpendiculairement à la route. Ils s'élancent en fourrageurs sur l'artillerie ennemie, qui s'est avancée presqu'à la hauteur de la ferme de Greyère ; ils la traversent en sabrant les canonniers ; puis, découvrant la masse de cavalerie allemande, ils conversent à droite, se rallient à l'angle formé par la route et un petit bois, et arrêtent les lourds cavaliers par un feu bien nourri (1).

(1) Le général Du Barail (François-Charles), est né à Versailles, en 1820. C'est en Afrique qu'il conquit ses premiers grades. Il s'engagea à dix-neuf ans aux spahis d'Oran et gagna sa première épaulette par une action d'éclat devant Mostaganem, au mois de février 1840. Il fut nommé lieutenant à la bataille d'Isly, où il fut blessé. Chef d'escadron en 1853; lieutenant-colonel en 1854 ; colonel de cuirassiers en 1857, il passa à la tête du 3e de chasseurs en 1860, et prit part à la guerre du Mexique en 1862. Ses faits d'armes pen-

Pendant ce temps, les trois régiments de la division Legrand ont franchi en colonnes le ravin et la route ; la brigade De France forme la droite de ce vaste mouvement.

A huit cents mètres en avant, on aperçoit immobiles sur une crête les régiments allemands, auxquels se sont joints les débris de la brigade de la Garde. Un officier conseille d'entamer cette masse profonde avec le chassepot. « Au sabre ! » s'écrie le général Legrand ; et, les hussards en tête, nos escadrons partent à fond de train. A vingt pas, les Prussiens déchargent leurs mousquetons, et aussitôt les sabres jouent. L'ennemi frappe du taillant, nous, de la pointe. Les officiers allemands ne tardent pas à

dant cette campagne, lui valurent d'être promu général de brigade le 2 juillet 1863.

Après le Mexique, il fut mis à la tête d'une brigade de cavalerie de la Garde impériale. Nommé général de division le 23 mars 1870, il eut, lors de la déclaration de guerre, le commandement d'une division de cavalerie comprenant quatre régiments de chasseurs d'Afrique. Compris dans la capitulation de Metz, le général du Barail fut envoyé prisonnier en Allemagne. A son retour de captivité, il prit le commandement d'une division, puis du corps de cavalerie de l'armée de Versailles ; et au mois de juin 1871, il devint commandant en chef du 3e corps de la même armée.

Il occupait encore ce commandement lorsque, après le renversement de M. Thiers, il fut appelé, le 29 mai 1873, à remplacer le général de Cissey comme ministre de la guerre ; il conserva son portefeuille jusqu'au 22 mai 1874 et le lendemain il fut nommé commandant du 9e corps d'armée et de la 18e division militaire. Il a été mis à la retraite le 27 juin 1887.

D. L.

reconnaître la supériorité que cette tactique assure aux Français, et ils crient à leurs hommes d'imiter nos cavaliers.

Essoufflés par une course fournie à pleine allure, nos chevaux se brisent contre cette lourde troupe. A la tête de quelques hussards, le général de Montaigu pénètre dans les rangs ; mais il est blessé, terrassé et pris. Le général Legrand roule percé de coups. Un nouveau régiment allemand tombe sur les Français.

Mais, voici venir la brigade de la Garde. D'un furieux élan, les lanciers traversent les dragons allemands ; malheureusement, ils viennent donner dans la droite des cavaliers du général Legrand et sont pris à cause de leurs habits bleus, pour des Prussiens. Témoins de cette méprise, les uhlans se précipitent sur l'escadron de droite des lanciers ; mais les dragons de la Garde se jettent à leur tour sur le flanc des uhlans.

La mêlée devient indescriptible, furieuse ; au milieu de cette poussière qui aveugle, on n'y voit plus ; les sabres frappent sans relâche, tuent presque au hasard. Dans cette masse confuse qui tourbillonne et se mêle à ce point, qu'on ne peut distinguer les Français des Prussiens, des hussards, puis des cuirassiers allemands font de larges trouées, tandis que nos infatigables chasseurs d'Afrique se jettent au plus épais de la mêlée.

Huit mille cavaliers s'entretuent au milieu des hourrahs et du choc formidable du fer.

Le général De France veut arrêter ce carnage. Il fait sonner le ralliement, et le tourbillon savance vers le ravin. Des deux côtés on s'arrête; les trompettes appellent les cavaliers, qui, acharnés à la lutte, ont peine à s'arracher à la mêlée. A gauche, les chasseurs d'Afrique, à droite, des cavaliers démontés font feu sur l'ennemi ; enfin un bataillon posté par le général de Ladmirault, sur la pente du ravin de Greyère, tient à distance les escadrons allemands.

Les régiments du général Clérembault, arrivés en toute hâte, chargent à leur tour ; mais l'ennemi ne les attend pas, et un escadron du 4e dragons, qui se jette en fourrageurs sur son flanc, échange les derniers coups de sabre de cette lutte gigantesque. Nous avions été ramenés d'environ 200 mètres.

Cette attaque empêche le général de Ladmirault de profiter de ses succès, et de marcher sur Vionville, en lui faisant croire qu'il a devant lui des forces supérieures. Indécision fatale qui sauve les deux corps allemands qui semblaient fatalement voués à une destruction presque complète.

De ce côté, l'action si bien engagée reste stationnaire ; elle est presque terminée.

Quelque invraisemblable que ce fait puisse paraître, le maréchal Bazaine n'avait pas été averti de l'arrivée du 4e corps. Mais il faut citer textuellement cette partie de la déposition du Maréchal : ce n'est pas un des moindres étonnements qui résulte du procès de Trianon :

Quand au 4e corps, je n'avais pas été prévenu de ce côté-là ; on ne m'a pas prévenu de son arrivée... Je ne les ai appris (les succès heureux obtenus par le 4e corps) que le soir, parce qu'il y avait une brigade de la Garde qui avait été conduire l'empereur. Cette brigade était restée avec le 4e corps. J'attendais toujours son retour pour savoir ce qui se passait. Je ne l'ai revue que le soir, à la nuit close.

Tandis qu'a lieu à l'extrême gauche allemande la furieuse mêlée des deux cavaleries, la 6e division allemande parvient à grand'peine à se maintenir à Vionville. Le 20e régiment de Brandebourg a 32 officiers hors de combat ; les pertes des autres régiments sont aussi fortes. Le prince Frédéric-Charles, qui dirige lui-même les troupes, témoin des ravages que cause une batterie française qui a pris position près de la voie romaine, lance deux bataillons du 35e régiment, qui parviennent à faire reculer nos pièces ; mais les grenadiers de la Garde, bientôt soutenus par les voltigeurs, refoulent à leur tour les Prussiens.

A l'aile droite allemande, de nouveaux renforts viennent d'arriver à l'ennemi : la 16e division du 8e corps (1re armée) atteignait la Moselle, vers midi, à Arry, lorsqu'elle fut informée que la bataille était engagée. Le lieutenant-général de Barnekow fit aussitôt hâter le pas, et, un peu avant quatre heures, les têtes de colonnes arrivaient à Gorze. La brigade Rex prend position sur la côte Mouza, au nord de Gorze, et reçoit l'ordre d'attaquer Rezonville. Tous les efforts tentés par cette brigade, renforcée par le

9e régiment du 3e corps, sont impuissants à entamer les Français.

Accueillie dans le ravin entre Rezonville et Gravelotte par un violent feu de l'infanterie, et surtout des mitrailleuses que le maréchal a placées au débouché et dont l'action, favorisée par le terrain, est considérable, la brigade Rex ne peut parvenir à pousser en avant. L'arrivée d'un nouveau régiment (11e du 9e corps) décide une nouvelle tentative ; mais les voltigeurs de la Garde et la brigade Lapasset qui, depuis le matin, est restée cramponnée au plus fort de la mêlée, obligent les Allemands à rentrer dans les bois de Saint-Arnould. Le 11e régiment est le plus éprouvé : il perd son colonel (de Schoning), 49 officiers et 1,119 hommes.

Cette action n'est pas inutile cependant : elle donne un peu de repos à la 5e division, qui se trouve incapable de prolonger la lutte qu'elle soutient presque seule de ce côté, depuis le début. De toute part, des renforts lui arrivent, ce sont d'abord trois escadrons du 9e hussards et trois batteries, qui ont traversé la Moselle avec la brigade Rex, puis bientôt après une partie de la 25e division hessoise, dont la 49e brigade se dirige vers les bois des Chevaux et des Ognons. Trois batteries d'artillerie qui la suivent prennent position en avant des pièces de la 5e division, qui n'ont plus de munitions. Le feu de nos tirailleurs décime promptement les artilleurs hessois et les rejette en arrière. Les régiments d'infanterie de la 49e brigade engagent une lutte difficile dans les

bois, et ne parviennent pas à gagner du terrain.

Au centre, la 6e division allemande est toujours vivement pressée. Le prince Frédéric Charles lui fait envoyer la 14e brigade de cavalerie. Les trois régiments prussiens (6e cuirassiers, 13e et 15e uhlans) s'élancent sur le 93e de ligne, qui, épuisé par les attaques qu'il a soutenues devant Vionville, ne peut faire une longue résistance, est enfoncé, et perd un aigle et un canon. Les Allemands, victorieux, veulent pousser en avant; ils arrivent jusqu'à l'ambulance de la division de cavalerie du 2e corps, où le médecin en chef Beurdy est tué par les Prussiens, au milieu des blessés auxquels il prodigue ses soins.



Le général Bataille (1).

Mais, la cavalerie de Valabrègue, du 2e corps, restée en réserve, à droite de Rezonville, aperçoit l'ennemi : trois de ses régiments fondent sur lui, et le

(1) Voir la notice p. 400.

repoussent. L'aigle et le canon sont repris par le brigadier Borgne, le chasseur Eyma, du 5e chasseurs, le lieutenant Boutal et les cavaliers Lequerret et Daubresse, du 12e dragons.

La 14e brigade de cavalerie allemande laissait à terre un grand nombre de tués : ses pertes étaient cependant moins considérables que celles qu'avait essuyées la brigade de Bredow dans cette charge si terrible que les Allemands lui ont donné le nom significatif de *Todtenritt*, *la chevauchée de la mort.*

A la suite de cet échec, la division Levassor-Sorval, soutenue par une brigade de grenadiers, cinq bataillons de voltigeurs et une brigade de la division Montaudon, prononce une vigoureuse offensive contre Vionville. En même temps, le général Bourbaki forme une puissante batterie de 54 pièces, qui foudroie le village et les hauteurs en arrière. Cette pluie de fer amène une panique dans les rangs ennemis. L'infanterie chargée de protéger la réserve d'artillerie du 10e corps se retire en toute hâte ; les batteries allemandes prennent le galop.

Lorsque la nuit met fin à la lutte, le village de Vionville reste aux Prussiens ; du côté de l'est cependant, il est occupé par les Français.

A huit heures du soir, l'action semble terminée, lorsquelle reprend subitement. Le prince Frédéric-Charles ordonne un dernier effort. Les 3e et 16e régiments de hussards, soutenus à leur gauche par le 9e dragons, marchent sur Rezonville, en passant entre Vionville et Flavigny. Franchissant les fossés

de la route de Verdun, ces trois régiments se jettent sur nos lignes ; mais les zouaves de la Garde, secondés par quelques voltigeurs que le général Bourbaki rassemble en toute hâte, chargent intrépidement l'ennemi, et le forcent à une prompte retraite.

La bataille avait duré dix heures : les pertes étaient des deux côtés effrayantes, les Français comptaient hors de combat 16,954 hommes, parmi lesquels 837 officiers. Trois généraux avaient été tués (le général de division Legrand, les généraux de brigade Brayer (1) et Marguenat), trois avaient été blessés (le général de division Bataille, les généraux de brigade Montaigu (disparu), et Letellier-Valazé). Enfin sept colonels étaient atteints.

Les Prussiens accusent 16,500 hommes, tués blessés ou disparus, parmi lesquels deux généraux tués Wedell et Doring, plusieurs blessés, et onze colonels tués.

Le chiffre des troupes qui des deux côtés prirent part à la lutte, a été discuté : les Allemands exagérant nos effectifs, et diminuant volontiers les leurs, ont avancé que nous étions deux contre un ; il n'est donc pas inutile de citer des chiffres positifs.

(1) L'infortuné général fut tué pendant qu'il donnait ses ordres d'attaque au 1er de ligne. Au moment de rendre le dernier soupir, il s'était fait apporter le drapeau de ce régiment, afin de mourir en regardant ce symbole de la patrie. Le soir, quand le général de Cissey, demeuré toute la journée là où pleuvaient les obus, la mitraille et les balles, sans souci du danger, sans perdre de son calme et de son sang-froid passa sur le front de bandière du 1er de ligne, il se fit apporter le drapeau et pressa sur sa poitrine en l'embrassant cet insigne de l'héroïque régiment. (D. L.)

Les Français avaient en ligne de 110 à 115,000 hommes (2e corps, moins la division Laveaucoupet), le 6e corps, deux divisions du 3e corps (la division Metman non arrivée, et la division Montaudon non engagée), le 4e corps moins la division Lorencez, la Garde. Les Prussiens avaient deux corps entiers, une brigade du 8e corps, un régiment de la 18e division, et la 1re brigade de la 25e division du 9e corps, une brigade de cavalerie de la Garde, deux divisions de cavalerie, une batterie du 4e corps, une batterie de la Garde, ce qui donne un peu plus de 90,000 hommes. La supériorité numérique des Français n'était donc pas bien considérable, mais il faut remarquer que, tandis que les Allemands ont main tenu au feu, jusqu'à la dernière minute, tous leurs bataillons, nous n'avons que successivement engagé les nôtres : au début, le 2e corps combattit seul ; il fut ensuite retiré presque entièrement de la lutte ; le 3e corps agit peu, le 4e s'arrêta après la charge de cavalerie. En résumé, et c'est là l'opinion des historiens impartiaux comme Lecomte, les effectifs *agissants* furent sensiblement égaux.

II

« Comme le disait dans le temps un général russe, Mentchikoff, la victoire appartient à celui qui doit enterrer les morts, et celui-là doit enterrer les morts qui reste à côté d'eux, sur le champ de bataille. C'était notre lot, nous étions maîtres du champ de

bataille ; par conséquent nous étions victorieux » (1). Nous étions victorieux en effet. Malgré le décousu de l'action, malgré l'absence de toute direction de la part du commandant en chef, nos troupes avaient repoussé toutes les tentatives de l'ennemi : sur la droite, sur la gauche, comme au centre, nous gardions nos positions.

Était-ce là cependant un de ces succès qui décident du sort d'une campagne ? Évidemment non : le courage du soldat peut bien résister à une agression, mais c'est le chef seul qui profite des avantages obtenus : le maréchal Bazaine ne vit pas le parti immense qu'il pouvait tirer de la journée, il ne comprit pas qu'il n'avait qu'un signe à faire pour pousser en avant sur notre droite les 4e et 6e corps, et jeter dans la Moselle les 80,000 Prussiens que nous avions devant nous. Pendant ces dix heures d'action, le maréchal n'eut qu'une seule précaution : maintenir sa ligne de retraite sur Metz, s'opposer à un mouvement hypothétique des Allemands sur notre gauche. A cette pensée, il sacrifia tout : il appela une division, et fit venir le corps Frossard tout entier, après sa retraite opérée, à Rezonville ; enfin il garda une partie de la journée, les voltigeurs de la Garde. Quant à l'aile droite, le commandant en chef ne s'en occupa pas : il n'envoya pas un aide de camp de ce côté pour se renseigner, ne donna pas un ordre ; et ce n'est, d'après sa déposition même, que le soir, par

(1) Déposition du maréchal Canrobert.

hasard, qu'il fut informé du succès, et même de l'arrivée du général de Ladmirault. Et, cependant, c'était là le point important, capital : la gauche, c'était Metz, c'est-à-dire la place que l'on quittait ; mais la droite, c'était Verdun, la direction que nous devions gagner à tout prix.

Aussi, le résultat immédiat de cette bataille gagnée par le courage des soldats, fut-il nul : nos positions nous restaient, mais l'ennemi était maître de Mars-la-Tour, qu'il dépendait que de nous d'occuper, après les premiers, et si réels succès, du général de Ladmirault. Des deux routes de Verdun, nous en tenions une, celle d'Étain, mais la plus importante, était aux Allemands. L'obligation de faire avancer notre droite était si évidente, qu'un colonel d'état-major depuis général, M. Loysel prit sur lui d'indiquer le mouvement au maréchal, qui se refusa à donner un ordre.

A l'issue de la bataille, deux résolutions se présentaient : profiter du succès obtenu pour marcher en toute hâte, en suivant la route d'Étain, et celle de Briey plus au nord, ou bien attendre au lendemain matin, et recommencer l'action avec l'appui des deux divisions Lorencez et Metman qui n'avaient pas pris part au combat. Nous n'aborderions pas ces questions forcément très hypothétiques, si les débats du grand procès de Trianon n'avaient fourni, sur ce sujet, des renseignements si positifs, des opinions si autorisées, que l'on a le droit de conclure.

Marcher en avant, la nuit même, était chose im-

possible : nos soldats n'étaient pas en état de se mettre en route, à l'instant, sans repos : depuis le 14 au matin, ils étaient sur pied, ils avaient livré deux batailles, après avoir piétiné sur place, pendant vingt-quatre heures, sur la route de Verdun, ou dans les défilés de Lessy. Était-il prudent, d'ailleurs, de prêter ainsi le flanc à un ennemi que notre retraite allait encourager, que chaque minute devait ren forcer, car moins de trois corps de la 2e armée allemande avaient combattu, et nous ne pouvions manquer d'être rejoints, dès le lendemain, par les autres troupes de la 2e armée, peut-être même par celles de la 1re armée accourues en toute hâte de Borny. Dans ces conditions, entreprendre une marche aussi longue, non plus par la route directe de Verdun, mais par le chemin beaucoup plus long de Briey, c'était courir la chance très probable d'un combat dans des conditions de nombre et de positions très inférieures.

Tous les chefs de corps, interrogés à ce sujet par le président du conseil de guerre, n'ont pas hésité à déclarer que l'opération eût été difficile, sinon même impossible. Mais, si cette première solution d'une marche rapide dans la nuit du 16 au 17 devait être rejetée, il restait la seconde hypothèse, celle d'une attaque décisive tentée le 17 au matin par l'armée française, victorieuse la veille, et augmentée de deux divisions. Sur ce point, l'avis unanime des commandants de corps est que l'on devait livrer bataille : et que l'on avait toute chance pour réussir. Il suffit,

d'ailleurs, d'un instant de réflexion pour voir que le combat s'imposait fatalement. Il fallait, en effet, ou forcer le passage, ou nous retirer sous Metz, au lendemain même de la bataille de Rezonville. Il est certain que la partie était moins belle le 17 que le 16 : nous n'avions que deux divisions de plus, et l'ennemi pouvait avoir reçu deux, peut-être trois corps d'armée de renfort ; mais d'un autre côté, attendre plus longtemps, c'était augmenter encore les chances des Allemands ; nous n'avions plus l'appui d'un régiment à espérer, et à moins de vingt lieues, l'état-major prussien comptait près de 250,000 hommes.

Certain, le 16, probable le 17, le succès devenait plus tard très problématique : telle était la situation qui, le 16 au soir, devait se présenter à l'esprit du commandant en chef, et le décider à une action énergique, lorsque son attention fut attirée sur deux points également importants :

L'armée allait manquer de munitions !

L'armée allait manquer de vivres !

Le chef d'état-major du général Soleille, commandant en chef de l'artillerie de l'armée se rendit après la bataille auprès du maréchal Bazaine, et lui communiqua cette désastreuse nouvelle du manque de munitions, nouvelle inexacte, car des 106,000 coups de canon qu'elle avait emportés de Metz, l'armée n'en avait encore consommé que 26,000. Sur dix-sept millions de cartouches, on n'en avait brûlé qu'un million. Il restait donc encore largement de quoi livrer trois batailles, et l'on était sûr, d'après les nouvelles

reçues, de pouvoir se réapprovisionner à Verdun. La communication inattendue, invraisemblable du général Soleille, demandait donc une explication et, au besoin, une vérification, d'autant que le commandant en chef de l'artillerie, renversé de cheval dans la journée, était au lit à Gravelotte, et n'avait pu faire un calcul bien précis. Mais le maréchal accepta sans débat les chiffres présentés.

Pour les vivres, les renseignements transmis au commandant en chef, avaient un caractère de certitude moins grand encore : ils provenaient, en effet, de l'intendant de Préval qui n'était que depuis trois jours chargé de la direction, et qui reconnaissait lui-même « qu'il n'était qu'imparfaitement au courant du service. » Il semblait donc naturel de procéder, sur une question de cette nature, à un examen plus approfondi, de demander des renseignements plus autorisés.

Mais, pour les vivres, comme pour les munitions, le maréchal se contenta de ces avis, à coup sûr bien insuffisants.

Peu importait d'ailleurs : Metz se trouvait en arrière à douze kilomètres, quatorze au plus ; les routes étaient libres, rien de plus simple que de donner l'ordre d'envoyer de suite, sans retard, les vivres et les munitions dont on avait besoin. De la sorte, on était sûr d'être entièrement pourvu pour le lendemain matin.

Le 16, le maréchal Bazaine avait eu le tort, malgré la résistance des intendants, de renvoyer à Plappe-

ville le convoi auxiliaire, chargé de transporter les vivres nécessaires à l'armée. On pouvait donc compter sur ces voitures revenues à Metz, à défaut des services militaires.

Enfin, à cette heure où le maréchal devait peser toutes les chances, envisager la situation sous tous ses aspects, au moment où cette question des vivres et des munitions se posait d'une façon si inattendue, le commandant en chef ne se demandait-il pas comment faisaient les Prussiens ? Nous nous trouvions à douze kilomètres de notre centre de ravitaillement, ils avaient le leur à vingt lieues au moins : une nuit nous suffisait pour nous ravitailler, il leur fallait deux jours, trois peut-être.

Tout était pour nous : le succès du jour, les positions, l'ardeur des troupes, cette facilité de communication qui révélait les difficultés que l'ennemi avait à surmonter ; tout était pour nous, mais à la condition que nous ne donnerions pas aux Allemands le temps qui leur était indispensable.

Le maréchal remit au lendemain pour prendre les mesures nécessaires au ravitaillement, puis jugeant perdue cette partie à moitié gagnée cependant, il adressa à minuit l'ordre suivant à tous les chefs de corps : « La grande consommation qui a été faite de munitions d'infanterie et d'artillerie dans cette journée, ainsi que le manque de vivres pour plusieurs jours, nous empêchent de continuer la marche qui leur avait été tracée. Nous allons donc nous reporter sur le plateau de Plappeville. Le 2e corps occupera la

position entre le *Point-du-Jour* et *Rozérieulles*, le 3e à sa droite, à hauteur de *Châtel-Saint-Germain*, le 4e prolongeant le 3e jusqu'à *Montigny-la-Grange*, le 6e à *Vernéville*. La cavalerie du Barrail suivra le mouvement du dernier corps, la division de Forton ira s'établir en arrière du 2e; la Garde, à *Lessy* et *Plappeville* où sera le quartier général. Le mouvement devra commencer le 17 à quatre heures du matin, et sera couvert par la division Metman qui tiendra la position de Gravelotte, et ira ensuite rallier le 3e corps ».

Avant de suivre les troupes dans les nouvelles positions qui leur sont assignées, il nous faut dire quelques mots d'une tentative que les Allemands dirigeaient sur Toul, à l'heure même où la bataille de Rezonville était engagée.

III

Le 4e corps (2e armée) avait traversé la Moselle à Marbache, à vingt-trois kilomètres de Toul. Des renseignements transmis à l'état-major allemand faisaient connaître que la place était mal armée, et n'avait que des gardes nationaux pour défenseurs. Le commandant du 4e corps (Alvensleben I), résolut donc de tenter un coup de main, et il désigna pour cette expédition la 14e brigade d'infanterie, 16 pièces de canon, et une compagnie de pionniers.

Arrivant devant Toul, vers une heure, la colonne avant d'ouvrir le feu, envoya un parlementaire som-

mer la ville de se rendre. Le capitaine Gœtze (1) prétend « que l'ennemi tira à plusieurs reprises sur ce parlementaire, » mais cette allégation est formellement démentie par des renseignements très précis, publiés par le *Bulletin de la réunion des officiers*. Le parlementaire fut reçu à la porte de Metz, et se retira, rapportant la réponse négative du commandant de place. Loin de faire feu sur le parlementaire, les gardes mobiles respectèrent l'état-major allemand qui, pendant que le drapeau blanc était arboré, venait reconnaître les fortifications, à portée du chassepot.

Le général Alvensleben donna l'ordre de canonner la ville, des hauteurs de la rive gauche de la Moselle. Les batteries se placèrent à 1200 mètres environ, sur la gauche de la route de Pont-à-Mousson et à mi-côte du Mont-Saint-Michel qui commande la place. En même temps, la compagnie de pionniers désignée pour l'assaut pénétra au nord de Toul, dans le faubourg Saint-Mansuy. Pour forcer la porte de la ville, dont l'enceinte est précédée de larges fossés pleins d'eau, il fallait traverser le pont du canal, exposé au feu des défenseurs de la place. Cette entreprise fut reconnue impossible, et après avoir tenté l'aventure, sans plus de succès, à un second pont etabli sur le canal, 400 mètres plus bas, les Allemands durent battre en retraite, laissant 300 hommes à terre. Deux batteries de la troisième armée, avaient

(1) *Opérations du corps du génie allemand.*

soutenu de la rive droite de la Moselle, les seize pièces du 4e corps.

Le lendemain, la garnison de Toul recueillit douze soldats allemands grièvement blessés, que l'ennemi n'avait pu emmener.

CHAPITRE XIII

Mouvement des armées française et allemande dans la journée du 17 août. — Bataille de Saint-Privat-la-Montagne. — Le tombeau de la Garde.

I

Aussitôt les ordres du maréchal Bazaine reçus dans la nuit du 16 au 17, les différents corps se mirent en mouvement : à dix heures du matin, le 2e corps occupait les positions qui lui étaient assignées, les crêtes du plateau de Rozérieulles, en avant du vallon de Châtel-Saint-Germain. La 1re division (Vergé) en colonnes par brigade, à hauteur du coude de la route et du Point-du-Jour, où se plaça l'artillerie, soutenue par le 3e bataillon de chasseurs, face au ravin de Gravelotte. La 2e division (commandée par le général Fauvart-Bastoul, à cause de la blessure du général Bataille), établit sa première brigade en ligne, le long de l'ancienne voie romaine, et la seconde sur la lisière du petit bois de Châtel-Saint-Germain, face au bois de Vaux. La brigade Lapasset formait la gauche du 2e corps ; elle tenait la croupe arrondie qui domine Rezonville et Longeau. Un fort détachement placé à Sainte-Ruffine assurait les communications avec Metz. L'artillerie de la 2e division et les bateries de 12 de la réserve étaient établies entre la

brigade Lapasset et la division Fauvart-Bastoul, de façon à commander les débouchés. La cavalerie du 2e corps et la division de Forton prenaient position dans le vallon de Châtel et au moulin Longeau.



Le général Montaigu (1).

A la droite du 2e corps, continuant la ligne de bataille, se plaçait le 3e corps.

Le maréchal Le Bœuf avait reçu, le 16, vers huit ou neuf heures du soir, l'ordre de se replier. Le quartier-général du 3e corps fut établi à une heure du matin à Saint-Marcel, à 2 kilomètres en arrière des positions primitivement occupées. Dans la nuit, un second ordre prescrivit de continuer le mouvement de retraite.

Dans la matinée du 17, les quatre divisions du 3e corps occupèrent les fermes de Moscou, de Leipsig, de la Folie et le bois des Génivaux : la division Mon-

(1) Promu général de division le 27 octobre 1870, mort le 6 avril 1888. Il était né à Paris en 1816 et s'était engagé en 1834 aux spahis. (D. L.)

taudon à droite, Metman à gauche, Nayral au centre, Aymar en réserve avec le gros de l'artillerie et la cavalerie du corps.

A la droite du 3e corps, le général de Ladmirault, continuait la ligne par Montigny, La Grange et Amanvillers : la 1re division entre le coude du chemin de fer et le village de Saint-Privat ; la 2e entre Amanvillers et Montigny ; la 3e en réserve, et la cavalerie derrière Amanvillers. Ce n'est qu'à huit heures du matin, le 17, que le général de Ladmirault avait reçu l'ordre de battre en retraite.

A neuf heures du matin, le maréchal Canrobert arriva à Vernéville, pour reconnaître ses positions. Le maréchal les trouva défectueuses, presque impossibles à défendre à cause des bois dont elles sont entourées. Il demanda donc au commandant en chef de se placer plus en arrière, à Saint-Privat-la-Montagne, formant ainsi l'extrême droite de la ligne de bataille de l'armée française. Cette demande agréée, le maréchal dirigea ses troupes vers la nouvelle position ; mais les routes étaient encombrées par le 4e corps, et ce n'est qu'à la nuit que le 6e corps arriva à Saint-Privat.

La division Tixier se plaça à l'extrême droite, entre Roncourt et Bronvaux, face au nord ; la division Lafont, avec le 9e de ligne de la division Bisson, à Roncourt ; la division Levasseur, à Saint-Privat ; la cavalerie du Barrail, la brigade Bruchard, du 3e corps, et la réserve d'artillerie, composée de deux batteries envoyées le matin au 6e corps,

en arrière de Saint-Privat, près de la grande route.

La Garde, destinée à former la réserve générale, campa entre les deux forts de Plappeville et de Saint-Quentin, à environ 9 kilomètres de Saint-Privat.

Ce vaste mouvement des cinq corps de l'armée française ne fut pas inquiété par les Prussiens : la division Metman, chargée de protéger la retraite, n'eut pas à tirer un coup de feu. Si les Prussiens avaient profité de ce moment pour attaquer, la situation eût été compromise. Le désordre était extrême ; l'encombrement rappelait celui des journées précédentes, notamment entre les plateaux de Gravelotte et du Point-du-Jour. Les voitures avaient été déchargées pour emmener des blessés, et toutes les provisions entassées sur la route durent être brûlées. Encore n'avait-on pu transporter tous les blessés, et un grand nombre d'ambulances furent-elles laissées à Rezonville.

Singulière contradiction : la retraite ne s'effectuait, disait-on, que pour ravitailler l'armée et pour donner le temps de conduire les blessés à Metz, et l'on débutait par brûler les vivres, et par abandonner les blessés !

Le lieutenant-colonel Fay s'est demandé, dans son intéressant ouvrage (1), ce qu'aurait produit une attaque des Prussiens : « ... Nous aurions été témoins d'une affreuse panique, et peut-être d'une déroute fatale. »

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin.* (Fay, devenu général de division. Passé dans le cadre de réserve en 1892).

Fort heureusement, les Prussiens ne songèrent pas à nous attaquer. Cet inexplicable mouvement des Français, après la bataille de la veille, comblait tous leurs vœux, il leur donnait le temps de faire entrer en ligne les renforts qui leur étaient nécessaires. Des reconnaissances de cavalerie avec de l'artillerie, envoyèrent vers dix heures quelques obus sur notre arrière-garde, mais sans grand résultat.

Le 16 au soir, la bataille de Rezonville ne paraissait pas une victoire à l'état-major prussien : voici en effet le télégramme qui était adressé au général Steinmetz : « L'ennemi, a été attaqué aujourd'hui pendant son mouvement de retraite, à Rezonville, par le 3e corps venant de Gorze. Le 10e corps trop avancé vers l'ouest est ramené en arrière. » De là à un succès, il y a loin. A quatre heures du matin, nouveau télégramme : « Le 8e et le 10e corps se sont maintenus hier dans leurs positions, mais il est urgent qu'ils soient soutenus, aussitôt que possible, au point du jour. »

Mais, lorsqu'il fut bien constaté que les Français se retiraient, et abandonnaient sans coup férir, ces positions qu'ils avaient si fermement défendues la veille, l'état-major allemand s'empressa de télégraphier à Berlin la nouvelle de la *victoire* : « ... L'ennemi malgré sa supériorité numérique, a *été rejeté* sur Metz après une lutte très-vive de douze heures... Sa Majesté le roi a félicité aujourd'hui les troupes sur le champ de bataille, sur lequel elles se sont *victorieusement* maintenues. » Tout en se félicitant

du résultat, à coup sûr imprévu de la lutte, et de cette retraite des Français qui lui permettait de changer sa défaite en victoire, l'état-major prussien se hâtait d'expédier des ordres, afin d'appeler sur le champ de bataille toutes les troupes qui étaient assez rapprochées, pour prendre part à la nouvelle action que l'on prévoyait.

De la 2e armée allemande, les 3e et 10e corps, les 5e et 6e divisions de cavalerie, les dragons de la Garde, et la 25e division du 9e corps étaient en position. La seconde division du 9e corps arrivait le 17 au matin, à l'ouest du bois de Vionville.

Le 12e corps (Saxon), se trouvait à Pont-à-Mousson. Le 16, dans la soirée, le prince royal de Saxe reçut à son quartier général l'ordre de se mettre en marche : à deux heures du matin, les troupes quittaient leurs bivouacs et arrivaient, vers trois heures de l'après-midi, entre Mars-la-Tour et Puxieux, après une marche de vingt-cinq kilomètres.

La Garde campait à Bernécourt, lorsque l'ordre arriva au prince de Wurtemberg, de prendre par Beney-Saint-Benoît-en-Woivre, et Chambley jusqu'à Mars-la-Tour, de façon à former la gauche du 12e corps. Partie à cinq heures du matin, la Garde effectuait en dix heures une marche de trente-cinq kilomètres, et débouchait vers trois heures de l'après-midi à l'ouest de Mars-la-Tour.

Des deux autres corps de la 2e armée, le 2e était à Buchy, le 4e à Saizeray, à trente-huit kilomètres environ du théâtre de l'action : il était donc possible

de les faire venir, mais l'état-major prussien jugea, sans doute, que les forces dont il disposait étaient suffisantes, car il ne modifia pas ses ordres antérieurs : le 4ᵉ corps était maintenu dans la direction de Toul, le 2ᵉ devait se rendre à Pont-à-Mousson, où il constituait la réserve. (Nous verrons plus loin, que sur la demande expresse du général Fransecki, commandant du 2ᵉ corps, cette dernière prescription fut modifiée).

La 1ʳᵉ armée allemande devait concourir aussi aux opérations : et nous devons suivre ses mouvements depuis la bataille de Borny.

Le 15, le général de Manteuffel, commandant le 1ᵉʳ corps d'armée, adressa au maréchal Bazaine à Metz une lettre, demandant une suspension d'armes de deux heures, pour enterrer les morts. Cette lettre fut reçue par le général Coffinières, gouverneur de la place, qui ne vit aucun inconvénient à autoriser l'armistice, mais ne jugea pas à propos d'en prévenir le maréchal Bazaine. Sur la demande du général de Manteuffel, la suspension d'armes fut portée à vingt-quatre heures, le commandant en chef de l'armée demeurant toujours dans la même ignorance.

Il ne sera pas inutile de citer ce fait, que le ministre de la guerre était à Paris mieux renseigné que le maréchal Bazaine sur ce qui se passait sous le canon des forts. « ... Il est constant, disait-il au Corps législatif, que le corps du général Steinmetz qui tenait le centre de l'armée prussienne, a éprouvé des pertes telles que le commandant de ce corps d'armée a été

obligé de demander un armistice pour enterrer ses morts, et enlever ses blessés. Les *Prussiens ont voulu aussi, par là, gagner du temps.*

Le général Palikao voyait plus juste à Paris, que le général Coffinières à Metz : les Prussiens voulaient gagner du temps. Il importait, en effet, à la suite de la bataille, de donner un peu de repos aux troupes, avant de leur faire faire autour de la place, le mouvement tournant destiné à réunir la 1re armée à la 2e. L'armistice consenti par le général Coffinièrres écartait tout danger d'attaque des Français : il permettait aux 7e et 8e corps allemand de se concentrer au sud-est de Metz, à Courcelles-Chaussy, à Pange, à Orny, à Verny et à Avancy (1).

Le général de Manteuffel devait provisoirement rester sur la rive droite de la Moselle avec le 1er corps d'armée, jusqu'à l'arrivée de Sarrelouis du général lieutenant de Kummer, commandant la 3e division de réserve.

Dans la soirée du 15, il fut prescrit au 8e corps de partir d'Orny, et de se diriger à la première heure le 16, sur Lorry et Arry ; le 7e corps devait suivre ce mouvement par Pommerieux : la première division de cavalerie occupant Pouilly, Marly et Fey, de façon

(1) Il ne sera pas inutile de signaler ce fait que l'ouvrage du major Schell, rédigé sur les documents officiels, et consacré à la 1re armée dont il rapporte les mouvements avec une scrupuleuse exactitude, ne dit pas un mot de l'armistice, et des facilités qu'il procura au général Steinmetz, pour sa marche de flanc. L'étude du grand état-major prussien n'est pas plus explicite.

à couvrir, du côté de Metz, cette marche de flanc ; la 3e division de cavalerie formant l'arrière-garde entre Courcelles et Mécleuves.

Le 16, le quartier général de la 1re armée fut transféré à Coin-sur-Seille ; vers une heure, le général Steinmetz fut informé que la bataille était engagée dans la direction de Gorze, et reçut l'ordre de laisser passer, avant ses troupes, le 9e corps que nous avons vu arriver, en partie du moins, assez à temps, pour prendre part à l'action. A huit heures du soir, des instructions venues de Pont-à-Mousson prescrivirent de passer la Moselle le 17 au matin, le 7e corps par Ars-sur-Moselle, d'où il devait se diriger sur Gravelotte, et le bois de Vaux, le 8e par Novéant, Gorze et Rezonville. La 1re division de cavalerie demeurant sur la rive droite de la Moselle prête à traverser la rivière, et chargée de surveiller le terrain du côté de Metz, la 3e division de cavalerie restant plus en arrière.

Au sud du défilé qui conduit à Gravelotte, vers une heure, dans la journée du 17, la brigade Woyna, qui tenait la tête de la 1re armée allemande, fut attaquée par de nombreux tirailleurs ; quelques batteries de mitrailleuses, postées au Point-du-Jour, tirèrent sur l'état-major du général Steinmetz, qui s'était porté en avant pour reconnaître la position ; mais l'action ne tarda pas à s'arrêter.

Pour détourner l'attention de la garnison de Metz — dont on ignorait l'importance — et l'empêcher de faire des sorties, le général Steinmetz prescrivit au

1er corps de « faire une démonstration sur la place »: puis d'envoyer, dans la direction de Vaux, une brigade de son corps d'armée, pour soutenir le 7e, et s'opposer à une tentative des Français sur Ars.

Le 17 au soir, le général de Manteuffel adressa de la ferme de Saint-Thiébault (au sud de Magny-sur-Seille), le rapport suivant au général Steinmetz :

Metz a été canonné par toute l'artillerie du corps d'armée à une distance de 4 à 5,000 pas. Vers cinq heures, il semblait y avoir des incendies sur plusieurs points. A cinq heures et demie, on aperçut de la poussière sur la route qui vient de Metz, sur la rive gauche ; elle semblait être produite par des colonnes en retraite...

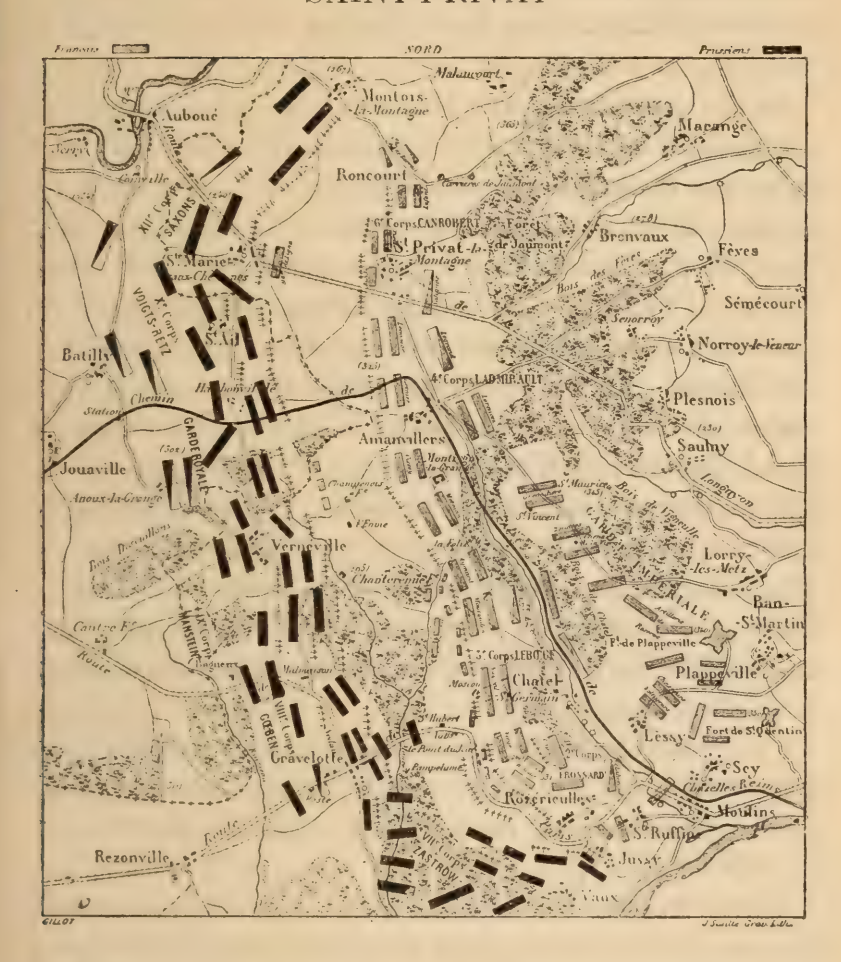
Ce rapport, presque incompréhensible, à cause de son exagération, faisait allusion aux faits suivants : l'artillerie de campagne du 1er corps avait pris position sur les hauteurs qui s'étendent de la Grange-aux-Bois au télégraphe de Mercy, où des emplacements pour les pièces avaient été préparés par les soins des pionniers. Le feu avait été dirigé sur le fort de Queuleu à trois mille mètres ; les Français n'avaient que faiblement répondu à cette attaque inutile, qui causa la mort d'un homme, tué par la chute d'une pierre, et les Allemands s'étaient retirés, après avoir reconnu qu'avec les ressources dont ils disposaient, ils ne pouvaient attaquer sérieusement. Nous avons eu déjà antérieurement à dire un mot de cette tentative.

Quant au bombardement de « Metz », « aux colonnes en retraite », « aux incendies », tout cela n'existait que dans le rapport du général de Manteuffel.

Cette journée du 17 août, si bien employée par les Prussiens, ne fut pas perdue pour l'armée française. Les ordres du commandant en chef prescrivaient de fortifier les positions et de remuer activement la terre. Les hauteurs, occupées par nos troupes, se prêtaient d'ailleurs à une énergique défense. Les groupes de collines et de plateaux, à l'ouest de Metz, sont coupés par deux vallées transversales du nord au sud et au sud-est. La plus rapprochée de la place n'est qu'à deux mille cinq cents mètres environ du Saint-Quentin. Resserrée entre des pentes très raides, cette gorge part des environs d'Amanvillers et aboutit dans la vallée de la Moselle à Moulins-les-Metz. A deux mille cinq cents mètres à l'ouest du ruisseau de Châtel-Saint-Germain, se trouve la vallée de la Mance, qui commence à l'est de Vernéville, et descend, de plus en plus escarpée, jusqu'à la route de Verdun, d'où elle s'infléchit vers le sud-est, pour aboutir à Ars. C'était là comme une sorte de fossé naturel qui protégeait une partie du front de la ligne française. Le terrain compris entre ces deux vallées se termine à la Mance par des pentes rapides ; l'inclinaison est, au contraire, à peu près nulle à l'ouest.

Cette disposition obligeait l'ennemi à s'avancer à découvert, et nous permettait d'occuper solidement nos positions. Aussi, dans la journée du 17, les fronts des corps d'armée du général Frossard et du maréchal Le Bœuf se couvrirent de tranchées-abris. Les murailles du Point-du-Jour furent crenelées ; les massives fermes de Saint-Hubert, Moscou, Leipzig,

SAINT-PRIVAT



la Folie, mises en état de défense; on utilisa les enclos, les carrières, les ravins, les fossés; toutes ces défenses furent solidement reliées, et sur divers points, formèrent plusieurs étages de feux. Malheu-

reusement, des bois se trouvent en avant de la vallée de la Mance, offrant à l'ennemi un abri pour rallier ses bataillons . Mais, de ces bois au ravin il y a un espace découvert.

Si les positions occupées par les 2e et 3e corps se prêtaient à une vigoureuse défense, il n'en était pas de même de celles que tenaient plus au nord le 4e et surtout le 6e corps. Aucun obstacle en avant de leur front ne pouvait arrêter les Allemands : Saint-Privat est, il est vrai, bâti sur un mamelon élevé, ses constructions sont massives, mais ce relief du terrain ne constituait pas un avantage suffisant. Au nord et à l'ouest de Saint-Privat, deux villages, Roncourt et Sainte-Marie-aux-Chênes, distants d'environ 2 et 3,000 mètres, offraient à l'ennemi un appui sérieux, si on ne les occupait pas solidement ; aussi le maréchal Canrobert porta-t-il un régiment, le 94e, à Sainte-Marie, et continua-t-il sa ligne jusqu'à Roncourt : mais la droite de l'armée française se trouvait ainsi beaucoup trop étendue.

Le général Ladmirault n'avait pu remuer la terre, comme les commandants des 2e et 3e corps : il n'était arrivé que tard sur les positions qui lui étaient assignées.

Quant au maréchal Canrobert, il n'avait pas son parc du génie, demeuré à Châlons, et les quelques pelles et pioches placées entre les mains de ses soldats ne pouvaient faire grande besogne.

Tout, à la fois, se tournait contre nous : la position la plus importante, celle qui devait avoir à supporter

les plus sérieuses attaques de l'ennemi, était occupée par le corps qui avait le moins de moyens de résistance; nous venons de dire qu'il manquait d'outils: son artillerie était de moitié inférieure à celle des autres corps (le 18 au matin) le maréchal Canrobert n'avait que 11 batteries, en comptant 2 batteries de la réserve qui lui avaient été envoyées, tandis que le 3e corps comptait de 120 pièces, le 2e et le 4e 90.) Le maréchal Canrobert ne disposait pas d'une mitrailleuse. Enfin, obligé de marcher pendant toute la journée du 17, le 6e corps, qui avait combattu le 16, ne put se ravitailler en vivres et en munitions et dut soutenir tout l'effort de la bataille avec des caissons à moitié vides : « Les soldats, dit le maréchal Canrobert, se sont battus toute la journée, sans avoir ni mangé ni bu ! »

Cette situation commandait donc la plus sérieuse attention au maréchal Bazaine : la position de Saint-Privat devait être d'autant plus solidement défendue, qu'elle tenait la dernière route vers Verdun, celle de Briey. Pour parer à toutes ces causes d'infériorité, il n'était qu'un moyen, tout indiqué : placer les réserves en arrière de la droite. Appuyés à de formidables positions, les 2e et 3e corps n'avaient pas besoin d'être soutenus ; mais le 6e, exposé à un mouvement tournant, très imparfaitement protégé, réclamait impérieusement une seconde et puissante ligne. L'urgence était d'autant plus grande, que le champ de bataille était très étendu, et que l'on ne pouvait songer à faire venir des troupes de renfort d'un point

à un autre. Les dispositions adoptées au début de l'action devaient fatalement être maintenues jusqu'à la fin.

Malheureusement, le maréchal Bazaine ne songeait pas à garder la route de Briey; comme le 16, il n'était préoccupé que d'assurer sa retraite sur Metz, et c'est pour cette raison qu'il avait placé la Garde entre le Saint-Quentin et Plappeville.

Le 17 au soir, le commandant en chef transmit à un des officiers supérieurs du grand état-major, le colonel Lewal, l'ordre de réunir, dans la matinée du 18, les sous-chefs d'état-major des différents corps, afin d'opérer avec eux une grande reconnaissance, dans le but de choisir, *en arrière* des positions alors occupées par les troupes, des emplacements sous le canon des forts.

La retraite sous Metz était donc, avant même que le premier coup de fusil fût tiré, arrêtée dans la pensée du maréchal Bazaine, et ce mouvement en arrière n'était pas une simple éventualité, c'était le résultat d'une conviction bien établie, indépendante pour ainsi dire des événements qui allaient se succéder. Pour preuve, il suffit de rappeler cette dépêche datée du 18 août, 10 heures du matin, et adressée au maréchal Canrobert : « Si par cas, l'ennemi se prolongeant sur notre front, semblait vouloir attaquer sérieusement Saint-Privat-la-Montagne, prenez toutes les dispositions de défense nécessaires pour y tenir et permettre à l'aile droite de faire un changement de front, afin d'occuper les positions en arrière, si

c'était nécessaire, positions qu'on est en train de reconnaître. *Je ne voudrais pas y être forcé par*



Général Steinmetz (1).

l'ennemi, et si ce mouvement s'exécute, ce ne sera que pour rendre les ravitaillements plus faciles, et

(1) Le général de Steinmetz, né en 1796. Sorti en 1813 du corps des Cadets, il fit les campagnes de 1813 à 1815. Dans la campagne du Schleswig, en 1848, il commanda les deux bataillons de mousquetaires du 2e régiment d'infanterie et obtint l'Ordre du Mérite. La même année 1848, il reçut le commandement du 32e régiment d'infanterie; en 1851, il fut mis comme colonel à la tête du corps des

donner une plus grande quantité d'eau aux animaux, et permettre aux hommes de se laver. »

Mais alors, puisque le 6e corps ne devait tenir à Saint-Privat « que pour permettre à l'aile droite de faire un changement de front », sans attendre d'y être forcé par l'ennemi, pourquoi livrer bataille? A quoi bon au 16,000 victimes du 16, en ajouter un nombre égal, pour masquer une retraite décidée à l'avance?

Tandis que sur la ligne française les travaux de défense se continuaient dans la matinée du 18, les Prussiens prenaient rapidement leurs dispositions de combat qu'il nous faut indiquer.

Le général de Moltke et le roi de Prusse étaient

Cadets ; il fut ensuite nommé, en 1854, général-major et commandant de la place de Magdebourg ; en 1857, commandant de la 4e brigade d'infanterie de la Garde ; et, la même année, commandant de la 1re division d'infanterie. L'année suivante, il fut nommé général-lieutenant; il resta assez longtemps à la tête du 2e corps d'armée, et il fut appelé en 1864, au commandement en chef du 5e corps d'armée avec lequel il fit la campagne de 1866. Le Landtag lui accorda avec empressement une riche dotation. Il fut ensuite nommé député au Reichstag en 1867. Malgré son âge avancé, il reçut, dès le début de la guerre de 1870, le commandement de la première armée. « Dans cette grande lutte, le général de Steinmetz montra cette ardeur belliqueuse qui le poussait toujours en avant, au risque de déranger les plans combinés par l'état-major général. Après quelques changements le subordonnant au prince Frédéric-Charles, alors que celui-ci devint commandant en chef des armées qui bloquaient Metz, Steinmetz demanda, le 9 septembre, à être relevé de son commandement. Le 12 du même mois, il fut nommé gouverneur général à Posen. En 1871, lorsque le roi Guillaume devint empereur et qu'il récompensa les chefs qui avaient le plus contribué aux succès de la guerre, il créa Steinmetz feld-maréchal. Steinmetz est mort en 1877. (D. L.)

arrivés, le 16 au soir, sur les hauteurs en arrière de Flavigny. Après un rapide examen du champ de bataille, le grand état-major avait aussitôt arrêté les premières dispositions qui furent modifiées le 17 au matin, l'orsque l'on eut l'assurance que les Français se mettaient en retraite. Des reconnaissances envoyées sur leurs traces, transmettaient au fur et à mesure les renseignements, et amenaient des changements successifs. Le général de Moltke, le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz se réunirent plusieurs fois, pour discuter et arrêter les détails de l'opération.

Le 18, à quatre heures du matin, le mouvement commence vers le nord ; le prince Frédéric-Charles passe rapidement en revue les troupes, et se met à la tête du 3e corps : il doit commander l'aile gauche de l'armée allemande, tandis que le général Steinmetz dirigera la droite. Le roi, revenu à Pont-à-Mousson où il s'était rendu le 17 au soir, s'est réservé le commandement suprême ; il est accompagné du général de Moltke.

A six heures du matin, les Saxons du 12e corps se dirigent sur Jarny ; des détachements de cavalerie éclairent dans toutes les directions : la 28e division d'infanterie tient la tête, la 24e est en seconde ligne, la réserve d'artillerie du corps suit.

La Garde s'avance en arrière du 12e corps ; afin d'éviter l'encombrement, elle ne s'ébranle qu'à neuf heures : son objectif est Doncourt, à droite du 12e corps.

Le 9e corps doit gagner Saint-Marcel. A huit

heures et demie du matin, il atteint la route d'Étain et fait halte.

A dix heures du matin, le prince Frédéric-Charles, averti que les Français ont abandonné la route d'Étain-Conflans, et qu'ils ont pris position sur le plateau d'Amanvillers, prescrit aux trois corps (12e, Garde et 9e) un changement de direction à droite, de façon à faire face au plateau ; Vernéville et la Folie sont indiqués au 9e corps ; la Garde servira de soutien au 9e corps ; le corps saxon marchera sur Batilly.

A dix heures et demie, des renseignements plus complets sont transmis par le roi, et le prince Frédéric-Charles adresse aux chefs de corps les ordres suivants :

1° *Au commandant du 9e corps* (général de Manstein) :

Le corps de la Garde reçoit l'ordre de marcher sur Amanvillers par Vernéville, afin d'attaquer l'aile droite ennemie, si elle la rencontre. Dans le cas où la ligne de bataille française s'étendrait vers le nord, au delà du front du 9e corps, éviter tout engagement sérieux, jusqu'à ce que la garde ait attaqué par Amanvillers.

2° *Au commandant en chef de la Garde* (prince de Wurtemberg) :

L'ennemi semble s'être formé en bataille sur les hauteurs du bois de Vaux, vers Leipzig. Le corps de la Garde accélérera sa marche, pousssera par Vernéville jusqu'à Amanvillers, et attaquera vigoureusement l'aile droite de l'ennemi. Le 9e corps doit se porter en même temps contre la Folie. La Garde pourra prendre également par Hablonville. Le 12e corps a ordre de marcher sur Sainte-Marie.

3° *Au commandant du 12° corps* (prince royal de Saxe) :

Le 12e corps marchera sur Sainte-Marie-aux-Chênes, en se faisant couvrir par de la cavalerie vers Briey, et au delà de Conflans. et en poussant, s'il est possible, des cavaliers jusque dans la vallée de la Moselle, pour y couper le chemin de fer et le télégraphe de Thionville. — Dans deux heures, les 7e, 8e, 9e corps et la Garde attaqueront l'ennemi, qui est en position de Leipzig au bois de Vaux. Ils seront soutenus, en seconde ligne, par les 3e, 10e, 12e et 2e corps.

(*Au début de ce chapitre, nous avons dit que le 2e corps ne devait pas prendre part à la bataille du 18. Le général Fransecki, qui le commandait, demanda au roi l'autorisation de marcher, qui lui fut accordée. A deux heures du matin, le 2e corps quitta Pont-à-Mousson, et arriva à Buxières* (*au sud de Mars-la-Tour*) *vers onze heures, après une marche d'environ trente kilomètres.*)

4° *Au commandant du 10° corps* (de Voigts-Rhetz) :

L'ennemi est en position sur les hauteurs de Leipzig et du bois de Vaux. Il y sera attaqué aujourd'hui, savoir : par la Garde, par Amanvillers ; par le 9e corps, par la Folie ; et de front par les 7e et 8e corps. Les corps suivants s'avancent en deuxième ligne en soutien de la première : le 12e corps sur Sainte-Marie, le 10e corps sur Saint-Ail, le 3e sur Vernéville, le 2e corps sur Rezonville.

En résumé, contre la gauche française, l'ennemi dispose de trois corps, dont un en réserve ; contre la droite, de cinq corps, dont trois en seconde ligne. Cette simple énumération des forces montre, dès l'abord, que c'est contre notre droite que va porter le

principal effort ; pour les Prussiens, en effet, le but poursuivi, c'est d'empêcher notre retraite de Metz sur Verdun : c'est pour retarder ce mouvement que, le 14, à Borny, le général de Goltz a attaqué le 3e corps ; c'est pour nous disputer la route de Rezonville-Verdun que la bataille de Rezonville a été livrée le 16 ; c'est enfin, pour nous enlever la seule route qui nous permette de nous rabattre vers l'ouest, celle de Briey, que les Allemands vont engager cette action la plus meurtrière de cette sanglante campagne, pour laquelle ils mettent en ligne 240,000 hommes (chaque corps prussien est fort de 30 à 35,000 hommes).

II

Vers six heures du matin, le maréchal Le Bœuf aperçoit des troupes nombreuses qui, marchant déployées en arrière de Gravelotte, se dirigent de gauche à droite. Le commandant du 3e corps en prévient aussitôt le maréchal Bazaine qui répond « de s'établir solidement sur la position, et de la conserver à tout prix. » Le maréchal Bazaine a établi son quartier général à Plappeville, *à sept kilomètres du champ de bataille.*

A neuf heures du matin, le maréchal Le Bœuf renouvelle son avertissement, et à dix heures, le commandant du 6e corps transmet un avis analogue.

Vers dix heures, le maréchal Bazaine envoie un de ses officiers d'ordonnance, le capitaine de Mornay-

Soult, prévenir le général Bourbaki qu'il est libre de ses mouvements, et que le commandant en chef le laisse maître d'engager les réserves, comme il le jugera convenable.

Comment le général Bourbaki, placé en arrière du théâtre de l'action, ignorant la marche de la lutte, manquant de ces renseignements précis qui sont adressés au général en chef, et qui lui permettent de reconstituer toutes les phases du combat, allait-il pouvoir s'éclairer, prendre une résolution mûrement réfléchie?

Je ne comprenais cette liberté, dit le général Bourbaki, que dans un sens très relatif, car ce n'est pas la coutume qu'il en soit ainsi.

Vers onze heures et demie, le premier coup de canon est tiré par le 9e corps prussien. La 18e division prussienne avait gagné Vernéville, d'où elle portait deux bataillons dans le bois de la Cusse, tandis que son artillerie prenait position sur la hauteur de Champenois. Le bois de la Cusse se trouve sur le front des positions occupées par le général Ladmirault : on ne s'explique donc pas qu'il n'ait pas été occupé par nos troupes : le général savait, en effet, depuis la veille au soir, que le 6e corps avait abandonné Vernéville pour se retirer à Saint-Privat : il avait, de plus, été averti par le maréchal Le Bœuf de l'approche de l'ennemi, et cependant ce n'est qu'au premier coup de canon que la division Grenier se porte en avant. La division de Cissey prend la droite, et se relie à la gauche du 6e corps, tandis que la division

Lorencez se forme en réserve, près d'Amanvillers. La ligne de feu s'étend promptement et gagne Saint-Privat. Placée dans une position oblique, l'artillerie allemande est prise d'enfilade par nos pièces, et subit des pertes d'autant plus grandes que la distance est moins considérable, et par conséquent favorable à notre canon de 4.

Vers midi et demi, la 25e division (hessoise), atteint l'emplacement qui lui a été indiqué au nord-ouest du bois de la Cusse; elle s'engage aussitôt, et apporte à la 18e division un concours opportun. Elle prend position dans le bois formé de bouquets d'arbres clairsemés, se prolonge le long du chemin de fer (en construction) de Metz à Verdun, et envoie deux bataillons protéger la réserve d'artillerie du 9e corps exposée aux attaques impétueuses des Français. A ce moment, des détachements du 5e chasseurs et du 13e de ligne de la division Grenier enlèvent, près de l'extrémité du bois, sept pièces, et parviennent à en emmener deux, les autres sont reprises par le 85e fusillers prussiens, et un bataillon hessois.

Sur la droite, du côté du bois des Génivaux, le combat n'est pas moins meurtrier : la 18e division allemande a voulu se porter sur les fermes de la Folie et de Leipzig, mais la division Montaudon du 3e corps est solidement établie dans ces positions. Les 81e et 95e de ligne tiennent le bois de la Folie, et rejettent les Allemands qui ne peuvent dépasser la ferme Chantereine.

Sur tous les points, le 9e corps prussien est donc

vigoureusement contenu, il doit se borner à maintenir ses positions, en attendant que l'action prenne plus d'importance à l'une des deux ailes.

A la droite (allemande), d'après l'ordre du général Steinmetz, le général Gœben, qui commande le 8e corps prussien engage l'action, au moment où le canon se fait entendre du côté de Vernéville.

Il a en face de lui, le 2e corps français qui occupe solidement le Point-du-Jour, et jette ses tirailleurs en avant, dans des carrières d'où ils dominent le terrain qui descend vers Gravelotte.

Avant de lancer ses troupes, le général Gœben fait donner son artillerie, le 7e corps placé plus en arrière en réserve, lui envoie successivement ses batteries, et bientôt plus de soixante-douze pièces prussiennes tirent sur le 2e corps qui répond vigoureusement avec ses canons de 12.

A une heure, au moment où le feu est vivement attaqué, le général Steinmetz reçoit l'ordre suivant du général de Moltke :

Le combat qu'on entend maintenant n'est qu'un engagement partiel devant Vernéville, il n'exige pas l'attaque générale de la 1re armée. Elle ne doit pas montrer de fortes masses, mais éventuellement employer l'artillerie à préparer l'attaque pour plus tard.

Le général Steinmetz ne tient aucun compte de cet ordre : il pense, sans doute, qu'il peut mieux que le général de Moltke, qui se trouve en arrière à Flavigny, juger ce qui se passe au centre, il sait que le 9e corps allemand a grand'peine à résister aux vio-

lentes attaques du général Ladmirault, et il donne le signal de l'action que le feu de l'artillerie a préparée.

La 15e division du 8e corps doit s'avancer sur le plateau de Saint-Hubert ; la 29e brigade (Wedell) prenant à droite ; la 30e (Strubberg) contre la lisière occidentale du bois des Génivaux.

Cette dernière se forme en deux colonnes, marche sous un violent feu de tirailleurs, et parvient à se loger dans le bois, après un vif engagement avec quelques bataillons de la division Aymard (3e corps). Après ce premier succès, les Prussiens tentent de s'avancer contre les deux fermes de Saint-Hubert et de Moscou ; mais le feu des chassepots et des mitrailleuses cause de tels ravages, que l'ennemi se replie en toute hâte. Le général Stubberg fait un nouvel effort avec l'appui d'un nouveau régiment qui lui est envoyé ; mais il échoue.

A la droite de la brigade Stubberg, la brigade Wedell est parvenue à refouler du bois de Vaux les avant-postes de la brigade Jolivet, et elle lance ses tirailleurs contre la route et les carrières. Mais le 3e chasseurs à pied et un bataillon du 76e de ligne français, bientôt renforcés par deux bataillons du 55e, deux du 23e et le 12e chasseurs, repoussent toutes les attaques, malgré l'appui que deux nouveaux bataillons sont venus apporter aux Prussiens. Un instant, cependant, l'ennemi serre de près une batterie de mitrailleuses, qui s'est trop avancée sur la route, et qui a perdu un grand nombre de chevaux et de ca-

nonniers ; mais le 12e chasseurs et un bataillon du 23e dégagent la batterie.

Du centre, l'action a donc gagné la droite prussienne ; mais elle s'est également étendue à la gauche de l'ennemi, et nous devons suivre de ce côté les mouvements des troupes allemandes.

La Garde prussienne avait continué son mouvement, la 1re division se dirigeant sur Habonville, la seconde marchant sur Vernéville ; mais, vers une heure et demie, le prince Frédéric-Charles, qui s'était rendu à Vernéville, assignait ce lieu de rendez-vous aux deux divisions. Pendant ce temps, les têtes de colonnes du 12e corps (Saxons) atteignaient Batilly.

A deux heures, le prince de Wurtemberg, qui commande la Garde, reçoit l'ordre de se borner à soutenir l'action avec son artillerie, en attendant l'entrée en ligne du 10e et du 8e corps jusqu'ici placés en réserve. La 1re division de la Garde prend position aux environs de Saint-Ail, la deuxième à Habonville, tandis que les neuf batteries du corps, auquel viennent bientôt se joindre deux batteries à cheval de la division de cavalerie et trois autres batteries de la 2e division, se déploient en angle obtus, à quelques centaines de mètres à l'est du chemin qui relie Saint-Ail à Hablonville. Le feu de ces 84 pièces converge sur Sainte-Marie-aux-Chênes, occupé seulement par le 94e de ligne et une batterie, et sur Saint-Privat, que tient vigoureusement le maréchal Canrobert.

L'action puissante de l'artillerie de la Garde et

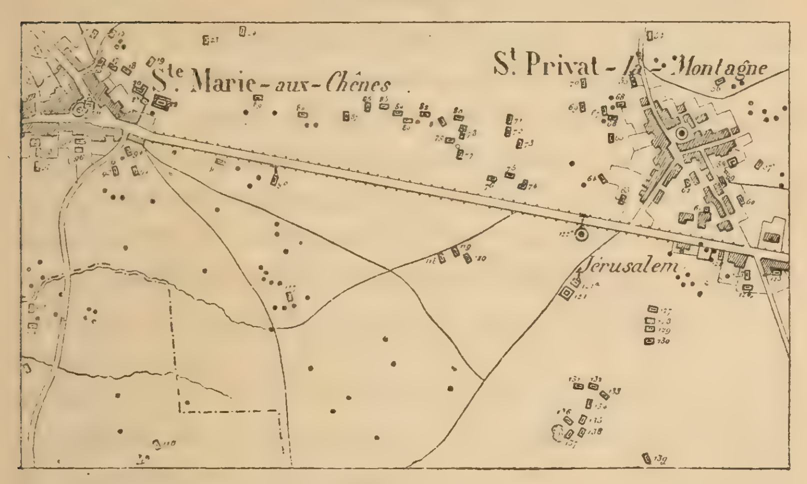
l'arrivée de ses deux divisions d'infanterie donnent un instant de répit au 9e corps allemand, qui a supporté jusqu'ici le principal effort des Français : 15 de ses pièces sont hors de combat; les munitions sont à peu près épuisées; la division hessoise est cruellement décimée par le feu des chassepots.

A deux heures, le 10e corps ayant atteint Batilly, le 12e remonte plus au nord pour exécuter un mouvement contre l'aile droite française, la 24e division tourne à l'est dans la direction de Sainte-Marie, tandis que la 23e poursuit vers Auboué. Quelques batteries du 12e corps s'établissent à l'ouest de Sainte-Marie, dans le prolongement de l'artillerie de la Garde. A trois heures, le 3e corps atteint Vernéville, et son artillerie prend position. Plus de 300 bouches à feu tirent à la fois sur Amanvillers, Saint-Privat et Sainte-Marie-aux-Chênes.

Vers trois heures et demie, l'instant semble propice au prince de Wurtemberg pour attaquer ce dernier village. Au sud, la 1re division d'infanterie de la Garde ; au nord-ouest, la 47e brigade (12e corps) ; la 48e en seconde ligne, marchent contre le 94e de ligne et ses six canons. Heureusement, le terrain, entièrement découvert en avant de Sainte-Marie, est défavorable aux Prussiens; le colonel de Geslin, qui commande les trois bataillons dans le village, se maintient énergiquement. Plusieurs attaques sont repoussées, et le colonel Eckert, qui dirige la première colonne de la Garde, est tué. Mais, l'action de l'artillerie redouble ; Sainte-Marie prend feu ; les

CARTE des Tombes de Saint-Privat

18 août 1870



tirailleurs du bataillon de chasseurs de la garde prussienne gagnent les premières maisons. La position n'est plus tenable. Le colonel de Geslin rallie ses soldats, sans attendre la prise imminente du village, qui rendrait la retraite impossible, et, au pas de course, sous une grêle de balles, les trois bataillons français parcourent les 2,500 mètres qui les séparent de Saint-Privat.

La réserve de l'artillerie saxonne prend position au nord du village, contre Roncourt et Saint-Privat.

La Garde rassemble ses troupes, et se prépare à une vigoureuse offensive contre le 6e corps ; elle attend, pour se lancer, que le 12e corps ait mieux accentué son mouvement au nord.

Profitons de ce moment de répit pour jeter un coup d'œil sur l'ensemble de la bataille.

Tout indique que, cette fois l'action sera décisive. Les Français, battus, seront obligés de se réfugier sous le canon de Metz; mais si la victoire leur appartient, si une vigoureuse offensive est prise à temps, la position des armées allemandes sera bien compromise. Peu à peu les différents corps prussiens se sont étendus, s'éloignant de plus en plus de leur ligne de retraite. Le général de Moltke pensait d'abord que l'on s'arrêterait à la route de Conflans; mais les Français étant plus au nord, il a fallu monter jusqu'à Vernéville, puis jusqu'à Sainte-Marie, et enfin au delà d'Auboué, pour tourner la droite française. Le 12e corps se trouve donc à près de 30 kilomètres de sa ligne de retraite, et toute l'armée prussienne tourne le dos à ses communications, présentant un front de 13 kilomètres aux Français. Les Prussiens ont pour eux la supériorité écrasante du nombre : ils sont 240,000 contre 120,000 hommes; mais l'avantage du terrain appartient à leur adversaire. Qui sait ce que pourrait amener une vigoureuse offensive, soutenue par la Garde, et coupant en deux la longue ligne de l'Allemand ?

Malheureusement, l'armée française n'a pas de commandant en chef : le maréchal Bazaine demeure à Plappeville; il a donné l'ordre à ses lieutenants, le matin, de tenir. Le reste importe peu. Si l'on est trop pressé, on se retirera en arrière, sur les positions indiquées : la défaite a été prévue, mais non la victoire.

Aussi, c'est à peine si le maréchal prend garde aux détails de l'action, s'il consent à entendre les officiers qui se succèdent, porteurs de mauvaises nouvelles. « La droite faiblit ; le centre est sérieusement menacé. » — « Qu'on se maintienne ! » — Telle est la seule réponse que l'on peut obtenir. Le maréchal s'est désintéressé du commandement ; il veut échapper à cette responsabilité suprême, qu'il sent si lourde. Le matin, il l'a donnée à Bourbaki ; il la confie à qui veut. A-t-il conscience de son infériorité qui, le 14 et le 16, l'a empêché de tirer parti de la situation ? Compte-t-il sur le hasard, ou bien obéit-il à d'autres pensées plus coupables encore ? Le jugement de Trianon a répondu, et rend tout commentaire superflu. Bornons-nous donc aux faits. Le maréchal Bazaine n'a plus qu'une préoccupation, la même toujours, celle du 15, celle du 16, celle qui le portait à faire sauter le pont de Longeville, qui l'empêchait, à Rezonville, d'écraser l'ennemi vaincu : il craint pour sa gauche. Il est averti que quelques bataillons se sont glissés dans le ravin, qu'une batterie a jeté des obus sur la réserve de cavalerie massée à Longeau, et cette nouvelle peut seule l'arracher à son indifférence, et le décider à monter à cheval, pour faire placer et surveiller lui-même, en avant du Saint-Quentin, deux batteries de 12 destinées à arrêter cette tentative des Allemands.

Depuis quatre heures, 700 pièces de canon tonnent furieusement ; 10,000 hommes sont déjà à terre. Le moment est venu de prendre un parti, de se rendre

compte, de décider ce que l'on veut, et, au milieu de cet écrasement, devant ces villages qui brûlent, ces soldats qui meurent par milliers, le maréchal juge inutile de paraître sur le champ de bataille. Le roi de Prusse, de Moltke, le prince Charles, Steinmetz sont au feu ; lui demeure obstiné à côté de ces deux batteries, se refusant à entendre la canonnade qui se rapproche menaçante, les demandes de secours, les avis, enfin, précurseurs de la défaite !

Et, cependant, le soldat tient toujours. Il combat au hasard, sans direction, sans but, sans chef ; à droite, au centre, à gauche, partout, il repousse les tentatives furieuses de l'ennemi. Chaque corps d'armée, chaque division lutte pour son compte, ignorant ce qui se passe plus loin, incapable de porter secours, ou de profiter des avantages obtenus. Et la Garde, indécise, demeure toujours en arrière, son chef ne sachant à qui entendre, craignant de s'engager mal à propos, et redoutant, non sans raison peut-être, cette responsabilité immense que le maréchal Bazaine a voulu faire peser sur lui.

Revenons au combat. Suivons les efforts de l'ennemi, à sa droite d'abord, puis au centre et à la gauche, où l'action va bientôt se dénouer. De son côté aussi, les divers assauts sont tout d'abord si peu reliés, si décousus, qu'il semble qu'il n'y ait pas là une seule bataille, mais plusieurs combats bien distincts.

Ce n'est que plus tard que nous verrons la pensée dominante se dégager, le grand mouvement tour-

nant s'opérer sur Saint-Privat, écraser la droite française, et forcer l'armée de Metz à la retraite, alors qu'au centre et à l'aile gauche, elle pouvait se croire victorieuse.

Suivons le général Steinmetz jusqu'au soir.

A la droite allemande, la 18e division du 8e corps, avec l'artillerie du 7e, se trouvait seule engagée. Un ordre formel du général de Moltke prescrivait au 7e corps de ne pas entrer en ligne. On conçoit, en effet, qu'il ait semblé utile de conserver une réserve puissante, pour soutenir la retraite, dans le cas de perte de la bataille ; l'on ne pouvait compter absolument sur le concours du 2e corps, que nous avons vu précédemment quitter Pont-à-Mousson pour marcher en toute hâte. Mais, le général de Zastrow, pressé sans doute par le général Steinmetz, crut, cependant, pouvoir faire avancer quelques-unes de ses troupes. La 27e brigade, commandée par le général Conrady (le général de François avait, on s'en souvient, été tué à Spicheren) fut donc massée au sud de Gravelotte ; la 28e au sud-ouest du village.

L'artillerie du 8e corps tirait, depuis le début, sur la ferme Saint-Hubert, que la 15e division avait déjà menacée. Vers deux heures et demie, les 29e et 30e brigades s'avancent des deux côtés de la route, les ailes s'efforçant de déborder les Français, qu'elles parviennent à chasser des carrières de Saint-Hubert. Mais la brigade Sanglé-Ferrières (80e et 85e de ligne) occupe solidement le terrain en avant et en arrière de Saint-Hubert, et lorsque l'ennemi veut jeter sur

le bâtiment le gros de ses colonnes, il est énergiquement repoussé.

Deux nouveaux régiments (60e, 28e et un bataillon du 33e) viennent soutenir le 8e chasseurs et le 67e de ligne prussiens, qui ont conduit l'attaque. Un nouvel effort est ordonné. Le bataillon du 80e français, qui occupe Saint-Hubert, refoule une seconde fois l'assaillant ; mais, entouré de tous côtés, son chef tué, la moitié de son effectif à terre, il est obligé de se replier sur Moscou, après avoir lutté jusqu'à la dernière minute.

L'ennemi serre de si près les vaillants défenseurs de Saint-Hubert, que le génie est obligé de faire une brèche au mur du jardin, pour permettre aux Français de sortir.

Deux fois, les Allemands veulent déboucher de la ferme de Saint-Hubert, si chèrement payée ; deux fois, ils sont obligés de regagner précipitamment cet abri.

Le commandant du 8e corps appelle alors sa seconde division (16e Barnekow). La 31e brigade (celle-là même, général Gneisenau, qui a échoué, le 14, devant Thionville et qui a rejoint son corps en toute hâte) se forme sur deux colonnes : quatre bataillons entre la ferme Saint-Hubert et le bois de Genivaux, et deux à gauche de la 15e division. Mais, cette tentative échoue complètement.

Un régiment des voltigeurs de la Garde est venu, sur la demande du maréchal Le Bœuf, appuyer la gauche du 3e corps.

A quatre heures, le commandant de la 1re armée allemande prescrit de faire avancer le 7e corps : la brigade de Goltz se dirige sur Vaux, tandis que les autres brigades menacent le Point-du-Jour, et que quatre batteries gravissent les pentes, pour se rapprocher de Saint-Hubert. Pour appuyer ce mouvement, le général Steinmetz donne alors à la 1re division de cavalerie l'ordre vraiment incroyable de monter sur le plateau. Le 4e uhlans se déploie à droite de la route ; mais il est criblé, perd un grand nombre d'hommes, et se replie en toute hâte sur le bois de Vaux. Cette retraite amène un certain désordre : quelques-uns des bataillons du 7e corps, qui viennent d'arriver, croyant, au milieu du tumulte, que la ferme de Saint-Hubert est occupée par les Français, dirigent leur feu de ce côté. A six heures, l'ennemi n'a pas fait un pas ; il a grand'peine à repousser nos tirailleurs, qui se jettent sans cesse sur le bois des Genivaux et sur Saint-Hubert.

Au Point-du-Jour, la situation n'est pas meilleure pour les Prussiens : les détachements des 25e et 28e brigades allemandes, soutenus par quelques compagnies du 33e, et bientôt renforcés par deux bataillons du 39e, attaquent les troupes du 2e corps. Mais celles-ci sont bien postées, elles savent qu'elles ont devant elles les corps allemands qui les ont vaincues à Spicheren, et cette pensée double l'énergie du soldat. Le général Vergé et le colonel de Waldner du 55e de ligne dirigent l'action, et rejettent l'ennemi en désordre.

A l'extrême droite allemande, la brigade Rex s'est

portée sur les collines de Jussy. En avant de Vaux, elle se heurte au 97e de ligne de la brigade Lapasset. Les Prussiens parviennent à s'emparer de Jussy ; mais tous leurs efforts échouent contre Sainte-Ruffine, et ils reçoivent les obus des batteries de 12, postées sur le mont Saint-Quentin (1).

Cependant, toutes ces attaques, successivement repoussées, ont décidé le général Steinmetz à tenter un nouvel et suprême effort. Mais, ses deux corps d'armée sont engagés, il s'adresse donc au 2e corps dont les têtes de colonnes ont atteint les positions au sud de Gravelotte. Le général de Franseky refuse, et le commandant en chef de la première armée envoie son quartier-maître, le colonel Wartensleben, pour demander l'entrée en ligne du 2e corps : cette demande est accueillie.

La situation des Prussiens à leur droite, à ce moment, est si critique, que la légende s'est emparée, en Allemagne, des incidents qui marquent cette partie du combat. Le roi est représenté marchant l'épée à la main, à la tête des troupes, et nous avons sous les yeux un numéro du *Ueber Land und Meer* (*Stuttgard*), qui montre le général de Moltke, venant lui même chercher les Poméraniens (2e corps), pour les porter au feu.

(1) C'est cette attaque de la brigade Rex qui attira si vivement l'attention du maréchal Bazaine, et lui fit craindre pour ses communications avec Metz. Attaque insignifiante qui ne coûta que 300 hommes à l'ennemi, vigoureusement maintenu par l'énergique brigade Lapasset.

Le général Steinmetz ordonne une attaque générale des 7e et 8e corps que va seconder le 2e. Mais, de notre côté, les troupes tenues jusqu'ici en seconde ligne, prennent position : le 66e de ligne se place à droite de la ferme du Point-du-Jour, incendiée par les obus allemands; le 67e et le 8e de ligne se tiennent en arrière.



Le roi de Bavière.

Les tirailleurs ennemis sont repoussés, malgré tous leurs efforts.

A la ferme Saint-Hubert, les deux divisions du 8e corps, sont épuisées par les attaques incessantes des Français. Quelques compagnies tentent de déboucher, mais elles sont obligées de se replier en toute hâte derrière la ferme. Une panique subite s'empare de ses défenseurs, il y a là, un millier d'hommes légèrement blessés : tous fuient, entraînant avec eux les voitures d'artillerie. Les réserves déjà ébranlées vont suivre, lorsque la brigade Rex (32e-16e division)

entre en ligne. La fusillade reprend avec une nouvelle vigueur, et active la fuite des traînards et des voitures. La confusion est si grande qu'elle gagne l'état-major lui-même : l'ordre aurait même été donné à Ars et à Corny, de dégager les abords des ponts, pour activer la retraite (1).

A ce moment, le 2e corps entre en ligne.

Le feu reprend avec une nouvelle furie sur toute la ligne, les tirailleurs ennemis sont arrêtés dans leur élan. Des détachements du 7e corps soutiennent le mouvement sur la gauche, mais le colonel Frankenberg qui les dirige tombe grièvement blessé, et les Allemands sont forcés de se retirer dans le bois de Vaux.

Du côté de Saint-Hubert, l'insuccès est plus grand : en vain, comme le 7e corps plus à droite, le 8e appuie l'attaque des Poméraniens. Tous les efforts, dix fois répétés, se brisent contre la résistance acharnée des Français, qui tiennent la ferme de Moscou. Enfin épuisés, décimés, rompus, les Allemands veulent battre en retraite, mais une panique nouvelle se produit. Les rangs sont rompus, les soldats n'entendent plus leurs chefs, les uns fuient, les autres veulent pousser de l'avant. La cohue est indescriptible : les voitures d'artillerie augmentent le désordre, le feu des tirailleurs français s'avance, et redouble la confusion. Au nord et au sud, la route est profondément escarpée, des broussailles, des taillis épais couvrent les

(1) Le *Spectateur militaire* a publié sur ce sujet un récit très concluant.

pentes sans débouchés suffisants pour donner accès à cette foule débandée. Poussés les uns par les autres, les Allemands tombent, roulent en s'entretuant. Le ravin de la Mance reçoit de nombreux cadavres (1). Sur un



Maréchal Canrobert (2).

espace de 1,500 mètres environ, cette partie du champ de bataille est aujourd'hui recouverte d'une herbe

(1) C'est sans doute ce fait qui a donné lieu à la légende des carrières de Jaumont, quoique celles-ci se trouvent à l'autre extrémité du champ de bataille, derrière le 6e corps.

(2) Le maréchal Canrobert, né à Saint-Céré, dans le Lot, le 27 juin 1809, est mort à Paris le 28 janvier 1895. Admis à Saint-Cyr en 1825, sous-lieutenant en 1828, lieutenant en 1832, Canrobert fut envoyé en Algérie, et ne tarda pas, par sa bravoure, à devenir un de nos plus brillants soldats d'Afrique. Il prit part à l'expédition de Mascara, à la prise de Tlemcen, aux combats de la Tafna, de la Sikha, devint

épaisse et haute : trert-huit tombes se trouvent réunies dans ce coin de terrain, mais pour deux d'entre elles seulement, le chiffre des morts est indiqué : l'une renferme soixante-onze soldats des 14e et 54e régiments, l'autre onze hommes. Pour les autres, le total des victimes n'est pas inscrit ; or nous verrons plus loin qu'à Saint-Privat, une seule tombe contient jusqu'à 2,000 corps. Ajoutons enfin, que dans cet espace de 1,500 mètres, les Prussiens ont élevé six monuments : aux 28e, 60e, 67e, 69e, 14e et 54e régiments, ce qui indique que les pertes de ces régiments ont été relativement considérables.

De ce côté, la lutte est terminée : jusqu'à onze heures et demie environ, la fusillade se fait entendre,

capitaine en 1837, fut blessé à l'assaut de Constantine, et reçut la croix d'honneur.

Promu chef de bataillon en 1842, lieutenant-colonel en 1845, général de brigade en 1850 et général de division le 14 janvier 1853. Au début de la guerre de Crimée, il reçut, en mars 1854, le commandement de la 1re division. A la bataille de l'Alma, où il se conduisit brillamment, il fut blessé par un éclat d'obus. Deux jours plus tard, le maréchal de Saint-Arnaud mourant lui remettait le commandement en chef de l'armée, conformément aux instructions d'une lettre confidentielle de l'Empereur. Le général Canrobert marcha sur Sébastopol, et constatant l'impossibilité de s'emparer par un coup de main de cette formidable position, il fit commencer les travaux d'investissement. Après la sanglante bataille d'Inkermann, où il reçut une blessure ; après les combats de Balaclava et d'Eupatoria, Canrobert, qui était en dissentiment avec lord Raglan sur la façon de conduire les opérations, remit le commandement en chef au général Pélissier et reprit le commandement du 1er corps.

Peu après il revint en France et le 18 mars 1856 il fut élevé à la

mais les Prussiens ne renouvellent plus leurs tentatives. Les 2e et 3e corps français ont maintenu toutes leurs positions contre trois corps ennemis, incontestablement supérieurs en nombre.

Mais, il n'en est pas de même à l'autre aile et au centre, où il nous faut maintenant nous transporter.

Nous avons laissé le 9e corps prussien luttant péniblement dans le bois de la Cusse, tandis que plus au nord, la Garde enlevait Sainte-Marie-aux-Chênes, et que les Saxons gagnaient Auboué pour tourner la droite française.

Jusqu'à quatre et demie ou cinq heures, les Allemands se bornent à écraser Saint-Privat de leurs obus : 300 bouches à feu sont dirigées contre ce village ; avec ses 66 pièces, le maréchal Canrobert sou-

dignité de maréchal de France. Pendant la campagne d'Italie il commandait le 3e corps et prit part aux batailles de Magenta et de Solférino. En 1870, il fut plus que jamais brave entre les plus braves ; il sut forcer l'admiration de ses adversaires. Emmené prisonnier en Allemagne par suite de la capitulation, il ne rentra en France qu'après la signature de la paix.

Il put heureusement rendre encore d'éminents services dans le Conseil supérieur de la guerre et au Comité de défense dont il fut l'un des membres les plus actifs jusqu'en 1883. Le maréchal avait été élu sénateur du Lot en 1876, et de la Charente en 1885.

Lorsque mourut, en 1895, le vénéré maréchal, les puissances étrangères, aussi bien les Empereurs dont il avait combattu les armées que les souverains dont il avait conduit à la victoire les phalanges alliées, saluaient avec respect le cercueil du doyen des Maréchaux de l'Europe, et manifestaient les éclatants témoignages de la sympathie et de l'admiration que leur inspirait l'héroïque soldat de Saint-Privat. (D. L.)

tient la lutte de son mieux. Peu à peu, cependant, les munitions deviennnent rares (le 6e corps, ainsi que nous l'avons dit, n'avait pu être réapprovisionné), de notre côté le feu diminue d'intensité.

Le moment semble donc propice au prince de Wurtemberg, commandant de la Garde prussienne, pour tenter une attaque de vive force : le prince Frédéric-Charles autorise le mouvement.

A la droite de la Garde, le 9e corps attaque Amanvillers, la 49e brigade lance en avant trois bataillons qui ne peuvent avancer, et sont promptement obligés de se replier sur la chaussée du chemin de fer. Trois fois, les Hessois renouvellent leur attaque, soutenue bientôt par la 25e division ; ces efforts demeurent inutiles : la division Lorencez occupe fermement Amanvillers, et la division de Cissey appuie sur la droite pour soutenir le 6e corps, auquel le général de Ladmirault à déjà envoyé une brigade de dragons et quelques caissons de munitions.

La Garde prussienne s'engage à son tour : les carabiniers sont en tirailleurs, la brigade Knape s'avance sur deux lignes, le régiment de grenadiers Alexandre d'abord, le régiment de grenadiers Elisabeth ensuite. La brigade marche le long de la lisière sud du bois de la Cusse sur Amanvillers.

Au moment où elle débouche du bois, la brigade prussienne est accueillie par un feu roulant : le colonel Knape qui la commande tombe, tous les officiers du bataillon de carabiniers sont à terre. Deux régiments du 9e corps sont envoyés comme renforts.

mais ils ne peuvent parvenir à gagner du terrain. L'ennemi bat en retraite.

Plus à gauche. la Garde tente la grande attaque.

Trois brigades sont en ligne : la 4e (Berger), tient la droite avec les grenadier de la reine Augusta, et le régiment de grenadiers Franz. Au centre, la 2e brigade (Medem). A gauche, la 1re brigade. Des hauteurs, à l'ouest d'Hablonville et de Saint-Ail, l'artillerie redouble de vigueur, et écrase Saint-Privat.

Les Allemands s'avancent dans un ordre admirable, comme à la parade, la brigade Berger en avant.

De notre côté, l'artillerie ne tonne plus, les caissons sont vides, mais derrière chaque pierre, il y a un soldat : on attend que la distance se rapproche, que le chassepot puisse lutter contre cette formidable pluie de fer, qui, depuis plus de trois heures, s'abat sur le village. Grâce au général Ladmirault qui s'est conduit « en bon camarade, » les cartouchières sont pleines. Haies, palissades, jardins tout est garni : le maréchal Canrobert donne l'exemple, il retient ses hommes impatients : lui-même va donner le signal.

Sur cette longue pente découverte, on voit les Allemands s'avancer : les voici enfin. Le feu commence, feu terrible, qui porte sur cette masse compacte. Les officiers allemands sont à cheval. En quelques minutes, la moitié est à terre : le reste marche toujours. Le général de Pape, qui dirige l'attaque, a deux chevaux tués sous lui, le colonel de Roder du

1er régiment est mortellement frappé : quatre-vingt dix-sept officiers de la Garde sont tués. Et, cependant, la moitié de la distance à peine est parcourue, et l'appui de la 48e brigade saxonnne qui vient d'entrer en ligne, ne fait qu'augmenter les pertes. Le prince de Wurtemberg qui surveille l'action de la hauteur, à l'ouest de Sainte-Marie, ordonne la retraite qui s'opère sous un feu terrible. Quelques compagnies plus avancées demeurent seules, les hommes étendus, pour offrir moins de prise.

Le mouvement ne sera repris que lorsque le 12e corps (Saxon) pourra soutenir l'attaque par Roncourt : en attendant, le feu de l'artillerie continue avec une violence nouvelle : les batteries de la Garde, du 3e, du 10e, du 12e corps allemands, décrivent un demi cercle du nord au sud, autour de Saint-Privat, dont les défenseurs sont réduits à l'inaction, maintenant que les chassepots ne peuvent plus soutenir la lutte.

Et, cependant, dans ces maisons qui brûlent, derrière ces murs qui croulent, au milieu des 5,000 morts Français du 6e corps, nos soldats demeurent, ils tiennent encore. De la journée, ils n'ont ni mangé, ni bu, n'importe ils restent. Le maréchal Canrobert a depuis le matin, l'ordre de se replier, mais peut-on céder la victoire à l'ennemi, quand c'est la lutte suprême qui est engagée ? Aussi, le commandant du 6e corps donne-t-il, à tous l'exemple du courage et de la ténacité. Pour nous servir d'une de ses expressions » il n'est peut-être pas

précisément M. Turenne, » mais, du moins, il accomplit à Saint-Privat son devoir de soldat jusqu'à la dernière minute.

D'ailleurs, pourquoi céder ? N'y a-t-il pas encore un espoir : la Garde ! Dans la journée du 16, le 6e corps l'a vue à l'œuvre, il sait ce que valent grenadiers et voltigeurs, et il attend que la Garde arrive. Mais, qu'elle vienne vite : car au milieu de ces écroulements, le soldat ne trouve plus un abri, les munitions manquent, et la nuit s'approche, Un officier dont le nom et malheureusement resté ignoré, a l'idée de placer au débouché des bois, entre Amanvillers et Saint-Privat, des clairons qui sonnent la marche pendant plus d'une heure. « Voilà la Garde » se dit-on et l'on espère, et sous cette avalanche de fer qui redouble, en broyant les hommes, les soldats tiennent bon. Mais le temps passe : rien ne vient.

Le maréchal Canrobert a le droit de compter sur du renfort : un peu après le début de l'action, il a envoyé au maréchal Bazaine, un officier, M. de Bellegarde pour demander à être soutenu : le commandant en chef a répondu que les grenadiers allaient venir, et avec eux la réserve d'artillerie. Plus tard, un second officier part de nouveau, il ne ramène que quatre caissons du fort de Plappeville : le maréchal Bazaine, informé par le commandant du 6e corps que le danger est immense, et urgente la nécessité d'envoyer des renforts, s'en rapporte à un billet, reçu « d'un général » demeuré inconnu qui annonce que tout va bien à la droite, et ne donne pas d'ordre. Plus

tard enfin, un nouveau messsage plus pressant arrive encore ; nulle réponse n'est faite. Le maréchal est tout entier à ces quelques Prussiens qu'il aperçoit dans la vallée, et sur lesquels il fait tirer du Saint-Quentin.

Et, pendant que le temps s'écoule ainsi, les Prussiens ont tout préparé, pour frapper un coup décisif : la nuit s'avance, à tout prix, il faut en finir.

Un peu après six heures et demie, le 12e corps a terminé son mouvement, il tient Roncourt, que les troupes du 6e corps français ont été obligées d'abandonner pour se replier sur la forêt de Jaumont et sur Saint-Privat. A sept heures, l'action générale s'engage enfin.

La Garde prussienne renouvelle l'attaque dans le même ordre que précédemment : deux brigades au sud de la route de Sainte-Marie à Saint-Privat, une brigade sur la route même. A la gauche de la Garde, marchent deux brigades du 10e corps. Du nord de Roncourt s'avancent les Saxons, la 48e brigade en tête. La 47e brigade saxonne et la 19e division Schwarzkoffen du 10e corps forment la réserve avec la division de cavalerie Rheinbaben. Contre ce village ruiné, 30,000 hommes entrent en action, soutenus par une artillerie dont le tir est foudroyant. Les Français veulent prendre l'offensive : le général Péchot se jette intrépidement en avant, avec le 9e bataillon de chasseurs, les 6e et 12 de ligne, mais nos soldats ne parviennent même pas à joindre l'ennemi : ils sont arrêtés par lés obus et la mitraille.

Saint-Privat est assailli à la fois au sud, au nord, à l'ouest, mais les Français tiennent encore : « c'était un véritable massacre, dit un historien allemand (1), les Français faisaient une résistance magnifique. » Chaque maison, chaque pan de mur est intrépidement défendu : le général de Craushaar qui dirige les Saxons est tué. Mais, enfin le nombre l'emporte, et le 6e corps opère sa retraite que protégent le 100e et ce brave 94e de ligne qui s'est si longtemps maintenu seul à Sainte-Marie.



Le général Du Barail.

La retraite s'effectue par échelons au centre, et le 6e corps gagne en bon ordre les hauteurs qui se trouvent du côté du bois de Saulny : une batterie s'établit dans cette position, elle est bientôt soutenue par deux batteries de la réserve générale et quatre batteries de la Garde que vient d'envoyer le général

(1) *La Guerre franco-allemande, sous le roi Guillaume*, par un officier d'état-major prussien.

Bourbaki. Ces quarante-deux pièces arrêtent la poursuite ; la division de cavalerie Rheinbaben, qui a reçu l'ordre de se jeter nos sur troupes ne peut s'avancer.

Maître de Saint-Privat, l'ennemi place son artillerie sur les hauteurs de ce village, et concentre son feu sur Amanvillers. Le 4e corps français est donc pris de flanc par les batteries du 12e corps et de la Garde, tandis que celles des 9e, 10e et 3e corps le pressent de front. Cependant, le général de Ladmirault tient encore ; une batterie de la Garde vient se joindre à la réserve qui soutient seule tout l'effort du côté de Saint-Privat. En même temps, les grenadiers et les zouaves arrivent, bientôt suivis par quatre batteries de la réserve de la Garde. L'ennemi se montrant trop entreprenant, une charge brillante des zouaves le rejette en arrière. La droite du 4e corps se replie en bon ordre, mais à Amanvillers et à Montigny-la-Grange, les Français gardent leurs positions.

A huit heures quarante, le feu cesse. Le général Bourbaki envoie une reconnaissance vers Saint-Privat, et l'on constate que les Allemands n'occupent pas le village : des soldats du 4e corps vont même rechercher leurs sacs qu'ils ont abandonnés le matin : à 11 heures du soir, Amanvillers est évacué, et une demi-heure plus tard la Garde se retire à son tour.

Le 3e corps conserve ses positions jusqu'à trois heures du matin ; sur l'ordre du maréchal, il se retire en arrière, le 2e corps suit ce mouvement. Ajoutons

ce dernier et sinistre détail qu'un grand nombre de blessés sont abandonnés, le maréchal Bazaine ayant négligé de prévenir l'intendant en chef et les ambulances du quartier général étant restées à Plappevillle !

Cette bataille d'*Amanvillers* (1), à laquelle les Prussiens ont donné le nom de Gravelotte, dit un témoin qui ne saurait être accusé de partialité, le général Frossard, pouvait-elle être gagnée par l'armée française ? Qu'on nous permette de dire, sans aucune pensée de critique, que nous pouvions avoir toutes chances favorables et grandes espérances si, dès le matin du 18, lorsque les mouvements reconnus de nos ennemis n'ont plus laissé de doute sur l'imminence d'une attaque, le corps de la Garde impériale avait été porté en arrière de notre aile droite, avec la réserve générale d'artillerie de l'armé. C'était le point faible, le seul point faible de notre ligne... Nous devons peut-être avoir plus de regrets de cette bataille perdue que de tous nos autres malheurs (2).

La victoire, ce jour-là, eût été le salut.

Le lendemain 19 août, l'armée française, repliée sous le canon de Metz, occupa les positions sui-

(1) Le maréchal Bazaine, pour mieux montrer qu'il entendait se tenir sur la défensive, a donné à l'action le nom de *Défense des lignes d'Amanvillers* : le nom de *Saint-Privat* a prévalu à juste titre, car c'est autour de ce village que la lutte a été particulièrem n acharnée et décisive. Quant au nom de *Gravelotte*, il ne peut s'expliquer que par cette considération que le roi de Prusse est resté dans cette direction une partie de la journée

(2) A la bataille de Gravelotte, la division de cavalerie du 2e corps était composée des 7e et 12e de dragons, des 4e et 5e de chasseurs, aux ordres du général de Valabrègue, en remplacement du général Lichtlin.

Le 5e chasseurs était commandé par mon brave et vaillant ami le

vantes : le 2e corps, sur le versant sud de Saint-Quentin, sa gauche à Longeville, le 3e sur le plateau de Plappeville, sa gauche à Lessy ; le 4e à partir de Lorry sur le contre-fort du Coupillon ; le 6e, à sa droite, au château du Sansonnet et dans la plaine, en avant du saillant nord du fort Moselle ; la Garde impériale sur les pentes est du Saint-Quentin, vers le ban Saint-Martin, où fut placé le quartier général ; enfin la cavalerie de réserve dans l'île Chambière.

Ces positions sont celles que le maréchal Bazaine avait fait reconnaître dans la matinée du 18, avant la

colonel Gombaud de Séréville, mort depuis général de brigade. Vers une heure de l'après-midi, notre aile droite gagnait du terrain et une batterie d'artillerie faisait beaucoup de mal aux Prussiens. C'est alors, qu'en désespoir de cause, ceux-ci lancèrent sur nous, en deux colonnes, le 7e cuirassiers et le 16e uhlans.

Le 7e cuirassiers (du roi) fut pris de flanc par la division de Forton (1er et 9e dragons, 7e et 10e cuirassiers), et fort maltraité par le 7e cuirassiers français qui le chargea carrément et le mit en déroute. Le 16e uhlans, de son côté, colonne de droite, ayant traversé au galop de ses chevaux une de nos batteries, se trouve tout-à-coup sur le front de la division Valabrègue, dont le 5e chasseurs formait la gauche, un peu en avant des autres régiments.

En apercevant le 5e chasseurs, le 16e uhlans jette lance à terre, prend sabre en mains et veut se ranger en bataille. Le colonel de Séréville ne lui en laisse pas le temps, se précipite sur lui, le culbute, le détruit en partie, fait un grand nombre de prisonniers, retraverse la batterie et reprend deux pièces d'artillerie, dont une attelée et emmenée par des uhlans. Ceux-ci sont tués par le brigadier Borgne et le chasseur Eyma, qui furent depuis médaillés et cités, pour ce fait, à l'ordre de l'armée. En remettant les canons, le colonel s'en fit donner accusé de réception par le commandant de la batterie, C'est dans cette charge, poussée seulement par le 5e chasseurs, que

bataille, par le colonel Lewal, et qui avaient été indiquées ensuite aux divers chefs de corps pendant l'action, comme pour mieux montrer que l'intention du commandant en chef n'était pas de profiter des résultats heureux obtenus par le courage des soldats.

Un dernier mot :

Vers les cinq heures et demie ou six heures, du plateau du Saint-Quentin, le maréchal Bazaine vit

le drapeau du 93e de ligne français fut recueilli gisant sur le sol, par un chasseur qui reçut aussi, plus tard, la médaille.

En reprenant sa ligne de bataille, le colonel de Séréville aperçoit des cuirassiers blancs sur ses derrières, il fait sonner le ralliement et sabre ces cavaliers. Là fut tué, par des chasseurs, un magnifique officier de ce corps, le baron de Stochausen, dont on remit le portefeuille, la montre et les boutons de manchettes au colonel, qui les donna lui-même à un parlementaire pour être rendus à sa famille, y compris un billet de 100 thalers.

Lorsque le colonel de Séréville eut ramené son régiment à la division, le général de Valabrègue, voyant le drapeau du 93e, lui dit : « Colonel, je me réserve de faire porter au colonel du 93e, ce drapeau qui lui appartient. » Le colonel ne fit aucune objection. On fit passer en arrière le chasseur, et, plus tard, on le déposa dans les mains du général Bourbaki.

Dans sa mêlée avec les uhlans, le 5e chasseurs avait perdu un officier tué sur le coup, le sous-lieutenant de Nyvenheim, frère de celui des lanciers de la Garde, mort le même jour, d'un coup de lance ; il avait eu une quarantaine de blessés. Quant au 16e uhlans, il n'existait plus.

Beaucé, notre regretté peintre de bataille, a reproduit cet épisode au salon de 1874 ; mais il n'a pas cité le numéro du régiment. C'est fâcheux ; à chacun son mérite et sa gloire.

Ce fait, quoique alors porté à la connaissance de plusieurs officiers généraux, est demeuré enseveli dans l'oubli ; nous sommes heureux de le faire connaître ici. (D. L.)

quelques convoyeurs, des blessés pris de panique, redescendre précipitamment dans la vallée.

« Que faire avec de pareilles troupes? s'écria-t-il en s'adressant aux officiers de son état-major.

En rendant compte à la reine de Prusse de la bataille, le roi écrivit :

Nos troupes faisaient des prodiges de valeur contre un ennemi *brave également, qui disputait chaque pas et prenait souvent l'offensive.* »

La journée avait été rude : les Français avaient 12,273 hommes dont 589 officiers, hors de combat, y compris les généraux Golberg, Henry, Bellecourt, Collin, Pradier, blessés, Plombin disparu. Il faut déduire deux à trois mille débandés repliés sur Metz qui rejoignirent leurs corps. Le 6e corps était le plus éprouvé (5,200 hommes hors de combat), le 2e corps n'avait eu que peu à souffrir (594 hommes et 27 officiers atteints.)

Du côté de l'ennemi, les pertes étaient bien plus considérables : elles atteignaient 20,000 hommes, sur lesquels 904 officiers y compris les généraux, Craushaar tué, Pape, Medem, Blumenthal, blessés. Certains régiments avaient subi des pertes excessives, principalement dans la Garde :

Le 1er régiment de la Garde...	41 officiers et...	1,022 hommes.
Le 2e régiment de la Garde...	40 officiers et...	1,032 hommes
Le 3e régiment de la Garde...	39 officiers et...	1,052 hommes.
Le rég. de grenad. (Emp. Alex.)	39 officiers et...	1,018 hommes.
Les carabiniers de la Garde....	17 officiers et...	442 hommes.

Les chiffres qui précèdent sont empruntés à l'ouvrage de Borbstædt : mais nous avons tout lieu de croire que l'auteur allemand s'est trompé, et que les pertes sont plus considérables qu'il ne l'indique. Les chiffres mêmes qu'il cite le prouvent : Nous transcrivons :

Garde...........	315 officiers et	7,785 hommes.
8e corps.........	189 officiers et	3,220 hommes.
9e corps.........	120 officiers et	2,341 hommes.
2e corps.........	58 officiers et	1,278 hommes.
Saxons..........	89 officiers et	1,862 hommes.
Hessois.........	77 officiers et	1,721 hommes.
Ce qui donne un total de..	848 officiers et	18,207 hommes.

Maïs Borbstædt ne parle pas du 7e, du 3e et du 10e corps, (ces deux derniers, il est vrai, sont restés en réserve, et n'ont pour ainsi dire pas été engagés), le 7e corps seul a eu hors de combat 104 officiers et 2,010 hommes ; le chiffre de 20,000 est donc déjà dépassé et il reste les 3e et 10e corps (1). On peut donc estimer à 22,000 le total des Allemands mis hors de combat dans la journée du 18.

Cette bataille est la plus meurtrière de la campagne : nous croyons donc utile de donner ici la carte des tombes de Saint-Privat : nous avons soi-

(1) Ce renseignement est extrait de l'ouvrage déjà cité : *la Guerre franco-allemande sous le roi Guillaume*, par un officier d'état-major prussien. Ajoutons qu'il nous paraît d'autant plus difficile de mettre en doute son exactitude que les noms des officiers sont donnés dans un appendice.

gneusement relevé sur le terrain même, la position des tumulus, et les diverses indications dont nous donnons un résumé très rapide. (*Les points marqués sur la carte indiquent les fosses des chevaux.*)

Les soldats allemands portent suspendues au cou des *plaques mortuaires* (*Todesmarken*), qui indiquent le numéro du régiment et le matricule du soldat; mais au moment de l'inhumation, la précipitation et le nombre des victimes rendent le plus souvent cette précaution réglementaire à peu près inutile.

Ce n'est donc que sur quelques tombes que les noms sont inscrits. *Un seul nom français* est relevé. on le trouvera plus bas. Ajoutons que, le plus souvent, on n'a pas distingué si les morts étaient Prussiens ou Français.

En tenant compte de ces observations, nous avons dressé le tableau suivant qui rappellera plus directement cette grande bataille si glorieuse pour nos soldats

LÉGENDE DE LA CARTE DES TOMBES

(voir page 459.)

Tombes nos

95 *a.* — Monument élevé par le colonel (français) De Geslin, à la mémoire des morts du 94e de ligne.

90. — Monument (*Denkmal*) du régiment de grenadiers prussiens no 2 (empereur François). (*Cette tombe contient 13 officiers et 200 soldats.*)

121 *c.* — Monument du 4e régiment de la Garde (reine Augusta). Le nombre de morts ensevelis n'est pas indiqué.

122 *a.* — Tour élevée en l'honneur de la Garde.

165. — Monument du régiment de grenadiers no 1 (empereur Alexandre). Huit officiers et dix hommes sont inscrits.

208. — Monument élevé aux morts de la 25e division (Hessoise).

Tombes françaises :

Tombes nos 123, 143, 241, 305, 306, 307.

Tombes françaises et allemandes :

Tombes nos

21. — Français et Saxons (environ 100).
23. — Idem. Idem.
55. — Idem. Fleury, sous-lieutenant français, 10 officiers de la Garde prussienne et Saxons.
71. — 27 Français, 13 Prussiens, 34 Saxons.
74 à 78. — 19 Français, 125 Prussiens et Saxons.
127 à 140. — Français et Prussiens.
145 à 147. — 12 Français, dont 1 officier du 47e, et Prussiens.
148 à 150. — Français et Prussiens.
187 à 207. — Français et Prussiens.
242. — Français et Prussiens.
247 à 279. — 100 à 150 Français et Prussiens.
280. — 100 à 150 Français et Prussiens.
281. — 400 Français et Prussiens.
282 à 301. — Français et Prussiens.

Tombes allemandes :

Tombes nos

22. — 30 officiers de la Garde et environ **2,000** corps.
54. — 2 officiers, soldats.
64. — 50 hommes.
68. — 30 officiers, soldats.
91. — 16 officiers Garde soldats.
97-98. — 16 officiers et environ **1,500** hommes de la Garde.
113 à 120. — 241 hommes de la Garde (Par exception, tous les noms sont inscrits.)
121. — Officiers.
122. — Officiers et soldats (Garde).
124. — Idem
168. — Idem.
219. — Officiers et soldats (Garde).

161. — Hessois, 116e régiment.
173-175. — Hessois.
178. — Hessois.
179-180. — Hessois.
184. — 10 officiers du 84e régiment.
185. — Soldats du 84e régiment.
218. — Officiers et soldats du 9e d'artillerie.
308. — Poméraniens.

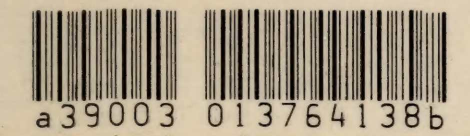
Les tombes dont les numéros ne sont pas rapportés ci-contre n'ont pas été reconnues : on ignore ce qu'elles contiennent.

Cette nomenclature permet de voir que le roi de Prusse n'exagérait rien, lorsqu'il appelait Saint-Privat « *Le tombeau de la Garde.* »

FIN DU TOME PREMIER

TABLE DES CHAPITRES

Paris. — Librairie GARNIER Frères, Éditeurs, 6, rue des Saint-Pères.


a39003 013764138b

